

Le « non » des Baltes à M. Gorbatchev

APRÈS le Lituanie, qui avait dit massivement « oui » à l'indépendance le 9 février, les deux autres Républiques baltes ont confirmé à de larges majorités, le dimanche 3 mars, leur désir de sortir de l'Union soviétique. Que la consultation ait pris le nom officiel de « référendum » en Estonie et de simple « sondage » en Lettonie ne change rien au résultat : plus de 77 % de « oui » dans les deux Républiques, avec une participation supérieure à 82 %.

Ces chiffres sont d'autant plus significatifs qu'à la différence de la Lituanie, peuplée à 80 % de Lituanais, les deux Républiques sœurs du Nord sont très fortement « russes ». On savait déjà qu'une bonne partie des intellectuels russes de Riga et de Tallin partageait l'aspiration à l'indépendance de leurs concitoyens lettons ou estoniens. Il apparaît maintenant qu'ils sont rejoints par des couches plus larges.

CETTE évolution sans doute étonnante par les violences auxquelles les forces de l'ordre soviétique se sont livrées en janvier à Vilnius et à Riga, plus généralement par la dégradation constante de la situation dans la partie de l'Union. C'est un réflexe anti-communiste beaucoup plus que nationaliste qui pousse une bonne partie des populations, russes ou non, à refuser la sainte alliance notée par M. Gorbatchev avec l'armée, le KGB et les appareils des PC, dans les déclarations de la « restauration bourgeoise » ne font plus peur.

Quant aux considérations « de raison » sur le maintien des liens économiques avec le reste de la Fédération, elles ne sont guère opérantes à ce stade : il faudrait d'abord qu'il y ait une économie soviétique et que M. Pavlov, le nouveau premier ministre, offre des perspectives crédibles pour son assainissement, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

M. GORBATCHEV a déjà « dénié toute validité à ces consultations », qui restent en effet, compte tenu du blocage actuel, un coup d'épée dans l'eau. Mais on voit mal comment il en traiterait autrement du grand référendum que le président soviétique a décidé de tenir le 17 mars prochain dans les quinze Républiques de l'Union. Boycotté à l'avance par les autorités des Républiques baltes et caucasiennes, il ne pourra ni freiner un processus séparatiste largement commencé, ni infliger les résultats des dernières consultations locales.

En réalité, celles-ci se voulaient une démonstration pas seulement à l'égard de M. Gorbatchev, mais aussi en direction de l'opinion occidentale. Tandis que le président soviétique dut le ton à l'adresse des gouvernements favorables aux Baltes - le récent sommet du Conseil nordique réuni à Copenhague a reçu une sévère mise en garde - une majorité des capitales européennes se bornent à dissuader Moscou d'employer la force, comme en janvier, tout en prêchant des négociations que le Kremlin ne mène que du bout des lèvres.

Il faudra bien pourtant avancer sur ce dossier : la fin de la guerre du Golfe va ramener l'attention sur la crise de l'empire soviétique, et M. Gorbatchev à ses « vrais » problèmes.

Lire page 10
l'article de SOPHIE SHHAB

M 0147 - 0305 0 - 6.00 F



Des troubles auraient éclaté dans plusieurs villes irakiennes

Dix prisonniers de guerre alliés ont été libérés

Selon de nombreux témoignages, le chaos règne à Bassorah, deuxième ville d'Irak, isolée depuis la fin de l'offensive alliée. Des combats auraient éclaté entre les fidèles du régime et des opposants. Dans d'autres villes du Sud, des mani-

festations d'hostilité à M. Saddam Hussein auraient également eu lieu. Les autorités irakiennes, qui paraissent avoir la situation en main dans la capitale, ont annoncé, lundi 4 mars, avoir remis à la Croix-Rouge dix prisonniers de guerre,

des pilotes pour la plupart. Les alliés estimaient à treize le nombre de leurs détenus par les irakiens. Cette libération est la première conséquence des accords auxquels sont parvenus, dimanche, les alliés et l'Irak.

Quelle relève à Bagdad ?

par Jean Gueyros

Le président Saddam Hussein parviendra-t-il à se maintenir au pouvoir malgré l'humiliante défaite qu'il a subie sur le plan militaire ? Tous ceux qui le connaissent bien sont persuadés que le chef de l'Etat irakien n'est pas homme à choisir de lui-même la fuite et qu'il fera tout son possible pour s'accrocher à un pouvoir qui semble déjà en partie mis en cause dans le sud du pays.

Fort de l'appui des trente divisions du Nord et des environs de Bagdad qui ont échappé à la débâcle et de celui des services secrets, étroitement contrôlés par le clan des Takritis - les natifs de son village natal de Takrit -, il

espère vraisemblablement remonter le courant et rééditer son « exploit » de mai 1982, lorsque la perte de Khorramshahr, reconquête de haute lutte par les pasdaran, avait porté un coup sévère au régime baasiste, placé devant la triple menace d'une invasion iranienne, d'un effondrement économique et d'une grave subversion intérieure.

En difficulté devant ses pairs qui lui reprochaient d'avoir lancé le pays dans une aventure sans issue, il n'avait en fin de compte été sauvé que par l'intervention de l'imam Khomeiny qui avait refusé de négocier avec l'Irak une paix qui aurait certainement compromis l'avenir politique du président irakien.

Lire la suite page 8

Le « rang » de la France

par Jean-Marie Colombani

« La France a tenu son rôle et son rang » : en une phrase, tirant les leçons, pour le pays, et le bénéfice, pour lui-même, de la guerre du Golfe, François Mitterrand a tout dit. Il a rappelé l'un des buts de guerre : justifier, et donc préserver, le siège de la France au Conseil de sécurité des Nations unies. Il a aussi redonné un sens à un second septennat qui commençait à en paraître dénué. Mais en omettant de situer sa démarche dans une perspective européenne pour lui préférer une sorte de congrès de Vienne proche-oriental, sous l'égide, au sous couvert, de l'ONU, il a rendu nécessaire l'ouverture d'un débat sur le meilleur moyen, pour la France, de conserver ce « rôle » et ce « rang » au nom desquels, pour la première

fois depuis la Libération, ce pays a participé à une guerre victorieuse.

Au sortir de sept mois de crise internationale, dont six semaines de conflit armé, M. Mitterrand ne s'est pas privé de désigner - d'une manière décidément bien gauloise - le vainqueur : lui-même. Ainsi qu'une certaine idée du « rôle » de la France.

Au simple énoncé des risques courus, il est en effet aisé, pour tout un chacun, de mesurer le mérite de celui qui, au premier chef, les a pris au nom de tous. Au président, la patrie sera d'une reconnaissance. En traversant avec succès, mais sans adversaires intérieurs autres que marginaux, sa plus grande épreuve depuis qu'il est à ce poste, M. Mitterrand a aussi et surtout tranché une querelle nationale entre deux écoles traditionnellement opposées.

L'une, nostalgique *grosso modo* du discours de de Gaulle à Phnom-Penh (1966), et qui avait cru renaitre avec le discours de François Mitterrand à Canaan (1981), puis son inspiration dans un certain gaullisme anti-américain ; tentée par le non-alignement, elle revendique, pour la France, un rôle d'interlocuteur privilégié du tiers-monde et considère qu'au nom de cette vocation - après tout elle aussi constitutive d'un certain « rang » - la France aurait dû éviter de cautionner la politique de force américaine et rester fidèle à sa propre « politique arabe ». C'est le point de vue d'hommes aussi différents que Jean-Pierre Chevènement, Michel Jobert, l'amiral de Gaulle ou Antoine Wachtter.

Lire la suite page 6

Gainsbourg... et cætera

Le chanteur-compositeur est mort dans la soirée du 2 mars, à son domicile parisien.

Il était âgé de soixante-deux ans

par Danièle Heymann

« Dieu est un fumeur de havanes ! C'est lui-même qui m'a dit ! Que la fumée aille au Paradis... » Voilà, c'est fait. Serge Gainsbourg, dans la nuit de samedi, sans provocation, sans frime, tout seul comme un grand, a mis sa mort en accord avec sa vie. On lui avait posé la question, un soir à la télévision : « Comment aimerais-tu mourir ? » Il avait répondu derrière le nuage de sa Gitanes, en

souriant : « Moi ? J'aimerais mourir vivant. » Paris gagnait.

« L'homme à tête de chou » laisse une jeunesse en larmes, qui l'avait plébiscité à son dernier Zénith en 1989. Il avait alors plus de trente années au compteur de sa gloire, les mains tremblantes et le poil gris, mais rien de vieux, d'abîmé, d'abandonné dans ses musiques, dans ses chansons, toutes ses chansons d'amour, de hargne et de lumière. Une œuvre, non p'tit gars, ça s'appelle comme ça.

Longtemps Lucien Gainsbourg s'est cru peintre ; il ne s'accordera jamais le droit de se réjouir de s'être trompé. A trente ans donc, en 1959, il va s'asseoir derrière un piano, comme son père l'avait fait avant lui. Au Milord l'Annonciateur, « cabaret « rive gauche », intime et bon enfant, qu'anime Francis Claude. Quand le jeune homme pâle joue Gershwin au Cole Porter, on l'écoute un peu, il ferme toujours les yeux. Il écrit aussi des chansons, paraît-il, mais refuse de les chanter. Chaque soir, on l'entend, il secoue la tête, non, non. Un jour, tout de même, il se lève, aussi blême qu'un condamné. Pas

laid comme on l'a dit après, comme il le dira plus tard : « La beauté des laids ! Se voit sans délai... » Des yeux étirés d'amandes noires, une intensité inquiète, quelque chose de Kafka. La première chanson qu'il livre, d'une voix bizarre, pas gracieuse, d'une langue impérieuse, insolitement mélodieuse, laisse pantois. Elle a tout pour elle, rythme, contenu, compassion, ironie. C'est « le poignonneur des Lilas ! le gars qu'on croise et qu'on n'regarde pas... »

Lire la suite page 19

HERVÉ GUIBERT
LE PROTOCOLE
COMPASSIONNEL
roman
GALLIMARD

Les Pays-Bas entre la tradition et le doute

Des relations ambivalentes avec la France. L'envers de l'Etat-providence. Un tremblement nommé moral. Vanité du Nord. Venise du Sud, où la rencontre de deux cultures. Le couple royal et le prince héritier.

pages 11 à 14

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Afrique disparue

« Plan Marshall », réparations pour la traite, démocratie : le continent noir cherche une aide et un nouvel ordre. Le Bénin regagne la confiance. La logique économique du changement démocratique. Le prix de la traite des Noirs. La chronique de Paul Félus : « Economies, taxes, emprunts... »

pages 27 à 29

LE CONFLIT DU GOLFE

Le Conseil de sécurité a adopté une résolution fixant les conditions d'un cessez-le-feu définitif avec l'Irak

Par onze voix favorables, un vote négatif (Cuba) et trois abstentions (Chine, Inde, Yémen), le Conseil de sécurité a fixé le détail précis des engagements que devra prendre l'Irak avant que n'intervienne la signature d'un cessez-le-feu. Cette liste, contenue dans la résolution 686, ne fait aucune mention du retrait des forces cosiliées ni d'une présence de « casques bleus » dans la zone des hostilités.

NEW-YORK
de notre correspondant

A la veille de la rencontre, sur le terrain, des commandements alliés chargés de souffler à leurs homologues irakiens les conditions militaires de cessation des hostilités, le Conseil de sécurité a adopté,

samedi 2 mars dans la soirée, le « cadre général » des conditions qui, selon l'expression de l'ambassadeur américain Pickering, devraient déboucher sur un cessez-le-feu.

Le Conseil s'est également réuni le lendemain, après avoir pris l'avis du Comité des sanctions, pour examiner les modalités d'une aide alimentaire qui pourrait être schématisée vers Bagdad sans contrevenir à l'embargo du pétrole levé, demandée par certains pays membres pour raisons humanitaires, n'a pas été autorisée.

Aux termes de la résolution 686, la trêve depuis le début du conflit, adoptée samedi par onze voix pour, une voix contre (Cuba) et trois abstentions (Chine, Inde, Yémen), l'Irak doit s'engager à accepter les douze résolutions précédentes. Ce faisant, il confirme de fait l'annulation de l'annexion du Koweït, et reconnaît sa responsabi-

lité pour les pertes, dommages et préjudices subis tant par le Koweït que par les Etats tiers, par des particuliers ou des sociétés à la suite de l'invasion illégale du Koweït.

Dans le même temps, Bagdad doit commencer à restituer les biens koweïtiens saisis et libérer les ressortissants de ce pays ou d'Etats membres détenus par l'Irak.

Parmi les autres dispositions figurant dans le document et comportant un important volet militaire traitant, notamment, de la libération des prisonniers de guerre, le Conseil se félicite de ce que le Koweït et les Etats membres procèdent de même à l'égard des prisonniers irakiens. Le Conseil demande en outre à Bagdad de lui faire savoir aussi qu'au secrétaire général quand il se sera conformé aux conditions fixées par la résolution.

Dans un autre chapitre, le Conseil rappelle que le contenu de

la résolution 678, laquelle s'autorise le recours à la force, reste valable jusqu'à ce que l'Irak se soit plié aux conditions exigées par les alliés.

Ces deux derniers points - l'information du secrétaire général et la menace d'une nouvelle intervention armée au cas où l'Irak ne se conformerait pas aux exigences du Conseil - constituent les principales modifications apportées au texte initial présenté directement par le département d'Etat américain, ce qui avait choqué nombre de délégations. Le ton de la directive américaine étant jugé irréconciliable par un membre permanent (le Chine) et par les pays non-alignés représentés au Conseil, la France et l'URSS se sont employés à en gommer les soubresauts. Pour autant, les trois pays membres de la coalition armée (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) n'ont pas accepté de fixer un véritable calen-

drier de retrait des troupes alliées et encore moins d'attribuer un rôle de médiation de la paix aux forces de l'ONU, les fameux « casques bleus ».

Ces lacunes ont incité la Chine à s'abstenir comme elle l'avait fait en novembre dernier lors du vote de la résolution 678. De son côté, le représentant yéménite a fait valoir qu'en continuant à brandir une menace armée contre l'Irak après son retrait du Koweït, le Conseil de sécurité a, une fois de plus, outrepassé les termes de son mandat. L'Inde, qui s'est également abstenue, a préconisé, en vain, un rôle direct du secrétaire général dans le processus de paix et s'est levé le problème des sanctions qui, selon lui, perturbent gravement la situation de l'Irak mais aussi de toute la région. Un sujet également évoqué par la délégation française, Paris affirmant qu'il ne peut rester indifférent « aux souffrances subies

par le peuple irakien du fait de la malheureuse aventure dans laquelle il a été entraîné ».

Pour autant, la coalition n'entend pas ouvrir une brèche dans l'embargo total qui frappe l'Irak et la demande en ce sens, formulée par l'Inde et appuyée sur des considérations humanitaires, a été rejetée. Le Conseil s'est en outre tenu à une politique au coup par coup, en fonction des indications fournies au Comité des sanctions élargi de surveiller l'application du blocus.

Le 1^{er} mars, le Comité des sanctions avait ainsi donné son aval à l'Irak (qui en avait fait la demande depuis plus de trois semaines), pour envoyer 800 tonnes de vivres et de médicaments vers l'Irak à destination des civils déplacés. La même procédure devrait être bientôt respectée pour l'acheminement d'aliments pour bébés et de matériel de purification des eaux.

SERGE MARTI

La lettre d'acceptation de M. Tarek Aziz

« Nous enregistrons ces vérités devant l'histoire... »

Voici le texte, diffusé par Radio-Bagdad, dimanche 3 mars, de la lettre que le ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a adressée au président du Conseil de sécurité, M. Peter Hohenfeller, et au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar.

« Excellence, j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement irakien a pris connaissance du texte de la résolution 686, adoptée en 1991 par le Conseil de sécurité, et qu'il accepte de respecter les clauses mentionnées par cette résolution.

« Nous espérons que le Conseil de sécurité traitera l'application rapide et sincère de notre part de ces clauses de manière objective, honorable, en conformité avec les dispositions de la loi internationale et des normes de la justice et de l'équité.

« Votre Excellence et les membres du Conseil de sécurité savent de quelle manière les forces armées irakiennes et les autres forces participent aux opérations militaires contre l'Irak ont appliqué la résolution 678 du Conseil de sécurité adoptée en 1990, et combien ont été considérables les pertes de l'Irak dans son infrastructure, ses biens, son économie et ses services civils, culturels et religieux, ainsi que dans d'autres services essentiels aux citoyens, tels que l'électricité, l'eau, le téléphone, le transport, le carburant, et autres services indispensables à la vie humaine.

« En dépit de ces vérités, la résolution 686, adoptée en 1991, a ignoré ces souffrances endurées par le peuple irakien et

« imposé à l'Irak une longue série d'engagements. Certains membres du Conseil de sécurité ont été conscients. C'est ce qui a poussé Cuba, qui est l'un de ces membres, à voter contre cette résolution, alors que trois autres membres, l'Inde, la Yémen et la Chine, qui est membre permanent du Conseil, se sont abstenus.

« Au moment où nous enregistrons ces vérités devant l'histoire et devant les personnes conscientes du Conseil et de l'Organisation internationale, ainsi que de l'opinion publique mondiale, nous disons que notre acceptation d'accomplir nos engagements en vertu de cette résolution, émane de notre volonté à faire échouer les prétextes dant certains pourraient se servir pour poursuivre l'agression contre l'Irak et nuire davantage à son peuple.

« L'Irak espère que le Conseil de sécurité agira pour promouvoir une résolution annonçant officiellement le cessez-le-feu, l'arrêt de toutes les opérations militaires terrestres, navales et aériennes ainsi que le retrait immédiat de toutes les forces militaires étrangères présentes encore, sans aucune raison, dans certaines régions de l'Irak.

« L'Irak espère aussi que le Conseil se rende compte le plus tôt possible que les bases sur lesquelles ont été votées, en 1990, les résolutions 661, 665 et 670, ont perdu leur raison d'être et que, par conséquent, ces résolutions sont dépassées.

« Veuillez agréer l'expression de notre haute considération

Tarek Aziz,
Vice-Premier ministre,
et ministre des Affaires étrangères
Bagdad, le 3 mars 1991.

Le texte voté

Voici le texte de la résolution 686 adoptée samedi 2 mars par le Conseil de sécurité des Nations unies, fixant les conditions de la fin définitive des hostilités entre les forces cosiliées et l'Irak.

Le Conseil de sécurité

Rappelant et réaffirmant ses résolutions 660 (1990), 661 (1990), 662 (1990), 664 (1990), 665 (1990), 666 (1990), 667 (1990), 669 (1990), 670 (1990), 674 (1990), 677 (1990) et 678 (1990);

Rappelant les obligations que l'article 25 de la Charte impose aux Etats membres. Rappelant le paragraphe 3 de la résolution 661, relatif à l'assistance au gouvernement du Koweït, ainsi que le paragraphe 3 (e) de cette résolution, concernant les fournitures à usage strictement médical et, dans le cas où des considérations humanitaires le justifient, les produits alimentaires;

Prenant note des lettres du ministre des affaires étrangères de l'Irak confirmant que l'Irak accepte de se conformer intégralement à toutes les résolutions susmentionnées, et annonçant qu'il s'intentionne de libérer immédiatement les prisonniers de guerre;

Notant que les forces koweïtiennes et celles des Etats membres qui coopèrent avec le Koweït ont appliqué la résolution 678 ont suspendu les opérations militaires offensives;

Conscient de la nécessité d'être

assuré des intentions pacifiques de l'Irak, et tenant compte de l'objectif que vise la résolution 678, à savoir rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région;

Soulignant qu'il importe que l'Irak procède les mesures voulues pour assurer la cessation définitive des hostilités;

Affirmant la volonté qu'ont tous les Etats membres d'assurer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak et du Koweït et notant que les Etats membres coopèrent avec le Koweït en application du paragraphe 2 de la résolution 678 ont déclaré leur intention de mettre fin à leur présence militaire en Irak dès que le permettra la réalisation des objectifs fixés dans cette résolution;

Agissant « en vertu » du chapitre VII de la Charte :

1. - Affirme que les douze résolutions susmentionnées demeurent toutes pleinement applicables;

2. - Exige que l'Irak coopère avec son acceptation des douze résolutions considérées et, en particulier :

a) Qu'il revienne immédiatement sur les mesures qu'il a prises en vue d'annexer le Koweït;

b) Qu'il accepte en principe d'être responsable de toute perte, de tout dommage ou de tout préjudice subi, s'agissant du Koweït et des Etats tiers ainsi que de leurs ressortissants et sociétés, du fait de l'invasion et de l'occupation illégales du Koweït par l'Irak;

c) Qu'il libère immédiatement, sous les auspices du Comité inter-

national de la Croix-Rouge, des sociétés de Croix-Rouge ou des sociétés du Croissant-Rouge, tous les ressortissants du Koweït et de pays tiers qu'ils aient été, et qu'il rende les dépouilles mortelles de ceux qui sont décédés;

d) Qu'il commence immédiatement à rendre tous les biens koweïtiens qu'il a saisis, et fasse en sorte que ce processus se termine dans les meilleurs délais;

3. - Exige en outre que l'Irak :

a) Mette fin aux actes d'hostilité ou de provocation dirigés par ses forces contre tous les Etats membres et autres parties, y compris les attaques de missiles et les vols d'appareils militaires;

b) Désigne les commandants militaires qui rencontreront leurs homologues des forces koweïtiennes et de celles des Etats membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678, en vue de mettre au point dans les meilleurs délais les aspects militaires de la cessation des hostilités;

c) Donne immédiatement accès à tous les prisonniers de guerre et les fasse libérer sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, et rende les dépouilles mortelles de tous les membres décédés des forces koweïtiennes et de celles des Etats-membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678;

d) Fournisse tous les éléments d'information et l'assistance nécessaires pour identifier les mines, pièges et autres explosifs, ainsi que tous matériels et armes chimiques

et biologiques irakiens se trouvant au Koweït, dans les régions de l'Irak où sont temporairement déployées les forces des Etats membres qui coopèrent avec le Koweït en application de la résolution 678, et dans le Golfe;

4. - Considère que le paragraphe 2 de la résolution 678 constitue de s'appliquer jusqu'à ce que l'Irak soit parvenu à se conformer aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

5. - Se félicite que le Koweït et les Etats membres qui coopèrent avec lui en application de la résolution 678 aient décidé de donner accès aux prisonniers de guerre irakiens, et de commencer à les libérer comme l'exigent les dispositions de la troisième convention de Genève de 1949, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge;

6. - Demande à tous les Etats membres, ainsi qu'à l'Organisation des Nations unies, aux institutions spécialisées et aux autres organismes internationaux du système des Nations unies de prendre toutes les mesures voulues pour coopérer avec le gouvernement et le peuple koweïtiens à la reconstruction de leur pays;

7. - Décide que l'Irak fera savoir au secrétaire général et au Conseil de sécurité quand il aura pris les mesures susmentionnées;

8. - Décide de rester activement saisi de la question afin qu'une cessation définitive des hostilités soit assurée sans tarder.

GENTZBITTEL

PROVISEUR DU LYCEE FÉNELON

Marguerite Gentzbittel
Proviseur du lycée Fénelon
La Cause des élèves



« Madame le proviseur »

Le respect, les craintes, les emportements de madame le Proviseur sont beaucoup plus qu'une leçon de pédagogie. Ils expriment son goût de l'avenir. En la lisant, nous nous apercevons, éberlués, gênés, dérangés, que ce n'est pas un goût forcément répandu. Avec Marguerite Gentzbittel, il devient soudain très contagieux.

Pierrette Rosset / Elle

En collaboration avec Hervé Hamon. 95 F

Editions du Seuil

Au Grand Jury « RTL-Le Monde »

M. Balladur : « Saddam Hussein doit quitter le pouvoir »

Invité du Grand Jury « RTL-Le Monde », dimanche 3 mars, M. Edouard Balladur, ancien ministre d'Etat du gouvernement Chirac, a déclaré : « Globalement, j'approuve l'action qui a été faite de notre pays. » Il a ajouté : « Aujourd'hui, le problème important est de savoir si l'on peut espérer établir la paix dans cette région. M. Saddam Hussein restant au pouvoir. Ma réponse est non. Je le dis sans l'ombre d'une précaution. Je souhaite que les démocrates, pour ce faire, n'aient recours qu'à des moyens de droit. Dans cette crise, le comportement de l'Union soviétique, a été double : elle affichait sa solidarité avec les pays de la coalition et, en même temps, elle faisait tout pour sauver la mise de Saddam Hussein. On s'est peut-être un peu trop hâté de dire qu'il s'agissait d'un conflit Nord-Sud. A certains moments, ce conflit a revêtu des aspects de tension Est-Ouest. »

A propos des règlements des problèmes de la région, M. Balladur se demande si les Etats-Unis sauront « dominer leur victoire » et il ajoute : « Si les puissances occidentales devaient être absolument les seules à prendre en compte les problèmes du Proche-Orient, nous ne serions pas assurés d'une stabilité durable. Les Américains ne semblent pas accepter que l'ONU joue un rôle important, les Israéliens ne souhaitant pas une conférence internationale dans laquelle ils redoutent d'être mis en minorité. Les pays arabes ne veulent pas d'un dialogue bilatéral entre chacun d'eux et Israël. La solution raisonnable serait, ainsi que Jacques Chirac l'a suggéré, une conférence régionale. Toute la question est de savoir quelles puissances extérieures à la région participeraient à cette conférence. Cela pose le problème de l'Union soviétique. »

LE CONFLIT DU GOLFE

Sous une tente de l'armée américaine

L'accord sur le cessez-le-feu a été conclu en deux heures

L'accord sur le cessez-le-feu auquel sont parvenus alliés et irakiens dimanche matin 3 mars constitue une « avancée considérable pour la cause de la paix », a estimé le chef de la délégation alliée, le général américain Norman Schwarzkopf. « J'ai de grands espoirs que nous nous dirigerons vers une paix durable et nous poursuivons le dialogue avec l'esprit d'ouverture, de franchise et de coopération, comme nous l'avons fait aujourd'hui », a-t-il encore estimé.

Pour sa part, le général saoudien Khalid Ben Sultan, commandant des forces arabes et islamiques conjuguées, qui était assis aux côtés du général Schwarzkopf face à la délégation irakienne lors des discussions, a qualifié cette journée de « moment historique et mémorable ». « L'attitude de l'Irak était excellente », a-t-il ajouté. L'Irak a satisfait toutes nos demandes. Trois militaires irakiens avaient pris place à la table des discussions face au général Schwarzkopf et au général Khalid Ben Sultan : les généraux Sultan Hachem Ahmed (chef des opérations), Salah Aboud Mahamoud (commandant du troisième corps d'armée) et Khalid Hussein Ali. Ils étaient accompagnés de cinq autres militaires irakiens.

De leur côté, le commandant des forces françaises dans le Golfe, le général Michel Roquejeoffre, et le général Peter De La Billière, commandant du corps expéditionnaire britannique, étaient présents en tant qu'observateurs en compagnie d'autres experts alliés. Il a fallu deux heures pour parvenir à cet accord entre les deux délégations, réunies dans une tente de l'armée américaine sur la base aérienne de Safwan en Irak (à une dizaine de kilomètres

au nord de la frontière avec le Koweït), dont la sécurité était assurée par un dispositif aérien et terrestre particulièrement important.

L'accord, a indiqué le général Schwarzkopf, appelle au retour immédiat de tous les prisonniers de guerre, sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « Des libérations immédiates » des deux côtés auront lieu « en gage de bonne foi », a-t-il précisé. Le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert » a encore précisé que les Irakiens avaient accepté de localiser toutes les mines posées depuis le début de la guerre. A son arrivée en hélicoptère sur la base, le général Schwarzkopf

avait donné le ton de la rencontre, un ton ferme laissant entendre que les termes des alliés étaient à prendre ou à laisser. « Ce n'est pas une négociation, mais uniquement une discussion. Je ne suis pas venu donner quoi que ce soit (aux Irakiens), mais leur dire exactement ce que nous voulons qu'ils fassent. »

Le général De La Billière a de son côté clairement défini les options proposées aux Irakiens : « Ils n'ont pas le choix. (...) Pas de marchandages aujourd'hui. Ils doivent payer pour les dommages qu'ils ont causés et contribuer à la reconstruction. » La fermeté des déclarations précédant le début de la rencontre a fait place un moment à

l'émotion, à l'arrivée du général Jaber Al Sabah, chef d'état-major de l'armée koweïtienne : les yeux embués, le général Schwarzkopf se serra dans ses bras son ami, dont il avait fait la connaissance bien avant le conflit, lorsqu'il était encore commandant responsable des opérations au Moyen-Orient. Avec un large sourire, il lui a déclaré : « Je l'avais bien dit que nous le ferions. » « Merci beaucoup, général », lui a répondu le général Jaber Al Sabah. « Il n'y a pas de quoi », a repris le général Schwarzkopf en le tenant par l'épaule, c'était du travail d'équipe. — (AFP)

Libérés après 41 jours de détention

Les quatre journalistes de CBS ont été brutalisés par les Irakiens

Les quatre journalistes de la chaîne américaine CBS ont été libérés, samedi 2 mars, à Bagdad, après quarante et un jours de captivité. L'équipe de télévision avait pénétré au Koweït le 21 janvier et, interceptée par un patrouille irakienne, avait été accusée, par les autorités de Bagdad, d'être entrée en Irak de manière illégale.

Bob Simon, Peter Bluff, Roberto Alvarez et Juan Caldera ont regagné dimanche Londres, où ils résident deux ou trois jours sous surveillance médicale. Selon un médecin britannique qui les a examinés, les quatre hommes ont été brutalisés mais sont « psychologiquement en bonne santé ».

D'après leurs premières déclara-

tions, les journalistes de CBS ont été longuement interrogés par les militaires irakiens qui les ont accusés d'espionnage en mentionnant le reportage britannique condamné comme espion et exécuté à Bagdad l'année dernière. Bob Simon a précisé que les militaires multipliaient les injures antisémites à son égard et qu'il entendait, pendant ses interrogatoires, les insultes infligées à ses trois camarades.

La prison où se trouvait l'équipe de CBS a été, en outre, bombardée par un raid de l'aviation alliée. Selon un producteur de CBS, « la cellule de Juan Caldera a été totalement détruite. C'est une chance qu'il soit encore vivant ». M. Peter

Bluff a affirmé qu'au début de sa détention, il avait pu parler avec six pilotes britanniques détenus à Bagdad.

Les quatre membres de CBS sont les premiers détenus libérés par les Irakiens. M. Laurence Tisch, président de la chaîne américaine, a tenu à remercier M. Mikhail Gorbatchev pour sa intervention en faveur des journalistes : « Nous avons une dette particulière envers le président Gorbatchev et l'URSS pour le profond intérêt personnel qu'ils ont manifesté dans cette affaire et pour leurs efforts directs en faveur de nos journalistes qui, nous le pensons, ont permis la libération d'aujourd'hui. »

L'hommage de M. George Bush aux troupes américaines

« Le nouvel ordre international a passé son premier examen... »

« Le nouvel ordre international a passé son premier examen », et, pour les Américains, « le spectre du Vietnam a été enterré pour toujours dans les sables du désert de la péninsule arabique », a déclaré samedi 2 mars, le président George Bush dans un message aux forces armées américaines.

« Aujourd'hui, nous vous remercions parce que la victoire du Koweït est née de votre courage et de votre résolution. Le succès époustouflant de nos soldats a été le résultat d'un superbe entraînement, d'une superbe planification, d'une superbe exécution et d'incroyables actes de courage », a affirmé le président dans un message, diffusé par le radio des forces armées, que

M. Bush a enregistré vendredi avant de partir en week-end à Camp David (Maryland).

« Le moins que l'on puisse dire est que la nuit de terreur du Koweït est terminée » et que « le sacrifice de ceux qui ont donné leur vie ne sera jamais oublié ».

Redoublant hommage aux forces américaines pour avoir contribué à créer « un sentiment renouvelé de fierté et de confiance ici, chez nous », le président américain a réaffirmé que la priorité du jour était d'obtenir un retour rapide des prisonniers de guerre. « Nous nous sommes engagés à assurer le retour prochain de chaque soldat américain et de chaque prisonnier de guerre allié à la fin de la guerre et à l'amour d'une nation reconnaissante et à un président très reconnaissant », a-t-il souligné.

Et le président de conclure avec une certaine emphase : « Il reste devant nous des examens difficiles et vils, tant chez nous qu'à l'étranger, mais rien auquel le peuple américain ne puisse faire face. (...) En ce jour, notre moral est aussi haut que notre drapeau et notre avenir nous brillant que la torche de la liberté. Demain, nous nous dévouerons à nouveau comme les Américains l'ont toujours fait et le feront toujours. Le nouvel ordre international a passé son premier examen. Le dur labeur de la liberté nous attend. »

Washington pourrait

« tolérer »

M. Saddam Hussein

Dans son discours, le président Bush a également déclaré que M. Saddam Hussein avait fait une lourde erreur d'appréciation en sous-estimant la détermination des Etats-Unis. « Saddam a fait beaucoup d'erreurs. Mais l'une des plus graves a été de sous-estimer la détermination du peuple américain et l'aide de ses troupes », a-t-il dit.

M. George Bush a en effet estimé que le potentiel militaire de « démocratique Saddam » était à

présent très diminué. Mais, a-t-il ajouté, « nous devons rester vigilants afin d'être absolument sûrs que le dictateur ne soit jamais plus en mesure d'entretenir les cendres de la défaite pour enflammer les braises de l'agression ».

Le maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein serait « tolérable » pour les Etats-Unis, mais les termes de la paix risquent d'être plus durs pour les Irakiens, ont souligné dimanche plusieurs responsables de l'administration Bush.

« Je pense que la coalition pourrait tolérer » le maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein, a déclaré M. Brent Scowcroft, conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité nationale, interrogé sur la chaîne ABC. « Mais je pense que la nature de la paix pourrait dépendre pour une bonne part du maintien ou non de Saddam Hussein au pouvoir », a ajouté M. Scowcroft.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait auparavant affirmé dimanche 3 mars que le maintien de M. Saddam Hussein « pourrait avoir un effet » sur les réparations qui seront exigées de l'Irak par les alliés.

Un éventuel départ en exil de M. Saddam Hussein ne mettrait pas les Etats-Unis dans une position « inconfortable », a pour sa part déclaré le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Jobo Suro, interrogé par CBS. Il a exprimé le souhait de voir un régime plus démocratique être instauré en Irak. Mais, a-t-il ajouté, « nous n'allons pas aller en Irak et dire vous devez changer votre gouvernement de telle ou telle façon », a-t-il ajouté. Ces responsables n'ont donc pas renouvelé l'appel au renversement de M. Saddam Hussein lancé lors du conflit par le président George Bush. — (AFP, AFP, Reuters)

Les pays arabes et l'après-guerre

Le conseil de coopération du Golfe prépare une « déclaration de paix et de sécurité »

Les ministres des affaires étrangères des six pays du conseil de coopération du Golfe (CCG) ont entamé, dimanche 3 mars, à Ryad, des entretiens sur la mise en place d'un nouveau système de sécurité pour la région.

Les ministres de l'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar, de Bahreïn, des Emirats arabes unis et d'Oman devaient aussi envisager la création d'un fonds de soutien aux pays arabes qui ont envoyé des contingents militaires auprès des alliés.

Mardi, ils rencontreront à Damas leurs homologues égyptien et syrien. Selon des journaux égyptiens, les huit ministres doivent signer une « déclaration de paix et de sécurité » portant sur la protection des Etats du Golfe contre de futures attaques.

Le quotidien caennais *al-Ghazaliya* a précisé que, selon cette déclaration, les forces armées d'Egypte, de Syrie, et des pays appartenant au CCG constitueront la pierre angulaire d'une force arabe commune. Le document prévoit que tout autre Etat arabe pourra adhérer à ce système de coopération, selon l'agence égyptienne MENA.

Au Caire, le secrétaire général de la Ligue arabe a appelé les Etats membres de l'organisation à « couvrir une nouvelle page » dans les relations interarabes, « pour poursuivre l'action arabe commune dans tous les domaines ». Dans un communiqué, le secrétariat général de la Ligue a souligné que « la fin de l'épreuve qui a secoué la nation arabe soit un prétexte à une ère nouvelle qui jetterait les bases de la paix et consoliderait la solidarité arabe, conformément aux dispositions de la charte de la Ligue arabe ».

A l'occasion du quarantième anniversaire de la proclamation de la Jamahiriya libyenne, le colonel Mouammar Kadhafi a critiqué « la politique des axes arabes » qui « consacre dangereusement le casus belli au sein de la nation arabe ». Faisant allusion à la réunion qui doit avoir lieu mardi à Damas, le dirigeant libyen a affirmé : « Nous sommes contre cette politique et contre les réunions que les ministres des affaires étrangères d'un groupe de pays arabes commencent à tenir régulièrement, ce qui contribue à une politique partitionniste, divise la Ligue arabe en deux et a des conséquences négatives. » Le colonel Kadhafi a également demandé le retrait des « troupes internationales » du Golfe, estimant qu'« il fallait les affronter » si elles y demeurent, selon l'agence libyenne JANA.

A Téhéran, le président iranien Ali Akbar Hachémi Rafсандjani a affirmé dimanche 3 mars que le seul projet « susceptible d'assurer la sécurité dans le Golfe est celui qui implique les seuls pays riverains, sans ingérences étrangères ». L'Iran aspire à une « coopération sincère et

sérieuse pour restaurer la sécurité dans le golfe Persique », a encore déclaré le chef de l'Etat, cité par l'agence officielle IRNA.

La veille, le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a violemment dénoncé le président Saddam Hussein et le président George Bush, tout en demandant « le retrait immédiat des forces américaines de la région du golfe Persique ». « George Bush doit savoir que personne n'est plus désolé que lui parmi les pays islamiques et notamment parmi les peuples musulmans de la région », a déclaré M. Khamenei en mettant en garde « les chefs des Etats régionaux qui entendent laisser les mains libres à l'Amérique pour qu'elle intervienne dans la région ».

M. John Major à Moscou

A sa demande, le président turc Turgut Ozal a reçu, samedi, à Istanbul, un émissaire du président irakien, M. Alastair Bruce, vice-ministre des affaires étrangères. Selon les observateurs, l'objectif principal de cette visite était de discuter de la participation de l'armée turque à une force de paix, Téhéran ayant fait part de son inquiétude quant à une éventuelle présence turque en Irak.

A Alger, le président Abassi Madani a estimé samedi, au cours d'une interview télévisée, que « le gouvernement irakien n'est pas à la hauteur de la position du peuple arabe, une position plus haute que celle de l'Irak (iranien). Quand ces régimes sont en retard en se fixant, il faut les changer ».

De son côté, dans un entretien publié dimanche par le journal espagnol *El Mundo*, M. Yasser Arafat a accusé les Etats-Unis et Israël de comploter pour constituer un Grand Israël comprenant le Liban, la Jordanie, la moitié de la Syrie, la majorité de l'Irak et un tiers de l'Arabie saoudite. Pressé de dire si la guerre avait été à l'OLP, le chef de l'organisation a répondu : « Non, au contraire, elle a montré que la première cause au Proche-Orient est la cause palestinienne ».

Le premier ministre britannique, M. John Major, devait être lundi le premier dirigeant occidental à s'adresser à M. Mikhail Gorbatchev sur les conceptions soviétiques en matière de sécurité dans le Golfe. Selon ses collaborateurs, M. Major devait, lors de sa visite à Moscou, demander au président soviétique de ne pas réarmer l'Irak.

D'autre part, les Douze devaient se retrouver lundi à Bruxelles, au niveau de leurs ministres des affaires étrangères, pour la première fois depuis la fin des hostilités dans le Golfe. — (AFP, Reuters, AP)

Selon M. James Baker

La Syrie a fait des progrès dans la lutte contre le terrorisme

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a estimé dimanche 3 mars, que la Syrie, qui fait partie de la coalition alliée, avait fait des progrès en matière de lutte contre le terrorisme et « pris des mesures » à ce sujet. « La Syrie est sérieuse quand elle dit : nous allons voir ce que nous pouvons faire à ce sujet », a déclaré M. Baker qui était interrogé sur la chaîne NBC, tout en reconnaissant qu'il existait encore des divergences entre Washington et Damas. M. Baker, qui se rendra la semaine prochaine à Damas dans le cadre de sa tournée régionale, a eu outre indiqué que cette question avait été discutée avec la Syrie au cours du conflit dans le Golfe, alors que l'on redoutait des attentats terroristes.

Les risques d'attentats terroristes contre les intérêts alliés pendant la crise du Golfe ont été écartés avec l'aide de pays comme la Syrie, écrit de son côté, le *Washington Post*, dans son édition du dimanche 3 mars. Selon Oliver Revell, direc-

teur adjoint du FBI, cité par le journal, la Syrie a « neutralisé les éléments d'organisations terroristes qu'elle contrôle, tout au moins vis-à-vis des membres de la coalition ». Toujours selon le journal, de fortes pressions ont également été exercées sur les Syriens par l'Arabie saoudite et le Koweït.

Le *Washington Post* écrit encore, en citant une source américaine bien informée, que l'Iran avait ordonné aux groupes terroristes sur lesquels il exerce une influence de ne pas tenir compte des appels à la guerre sainte contre l'Occident lancés par le président Saddam Hussein. Et le journal de préciser qu'un réseau d'agents de renseignement irakiens a été neutralisé avec l'aide de près de trente pays qui ont expulsé, arrêté ou placé sous surveillance des dizaines de diplomates, d'hommes d'affaires et d'étudiants irakiens. — (AFP, Reuters)

Dix prisonniers alliés ont été libérés à Bagdad

Les autorités irakiennes ont remis, lundi matin 4 mars, à la Croix-Rouge internationale à Bagdad, dix prisonniers de guerre alliés, a-t-on appris de source officielle irakienne.

Le groupe de prisonniers est composé de neuf hommes et d'une femme, et comprend deux pilotes, a-t-on appris de même source.

Les dix militaires ont été remis au délégué du CICR, M. Andreas Wigger, à l'hôtel Novotel de Bagdad.

Trois équipes de télévision, CNN, Vio News et ITN, ont été emmenées par le ministère de l'Information, pour assister à cette libération qui a eu lieu peu après 11 heures locales. — (AFP)

MERCI, LA FRANCE

Nous, peuple koweïtien, remercions le président Mitterrand pour la détermination et le courage dont il a fait preuve en engageant la France au sein de la force multinationale.

Nous, peuple koweïtien, saluons le peuple français, qui a soutenu la décision d'engager les forces françaises dans le combat, afin que soient appliquées les résolutions de l'ONU.

Nous, peuple koweïtien, voulons manifester notre profonde gratitude aux soldats français partis au péril de leur vie libérer notre pays, à leurs familles et à leur entourage, et les assurer de la reconnaissance de tous ceux qui croient comme eux au Droit et à la Liberté.

Et nous tenons à dire aux habitants de cette terre de France que nous n'oublierons jamais leur dévouement et leur courage, si profondément en accord avec la logique de l'Histoire qui a fait de la France le pays des Droits de l'homme et des Libertés.

VIVE LE KOWEÏT LIBRE !

Comité de solidarité koweïtienne

Kuwait-French Bank

avec Le Monde sur Minitel

Calculez vos impôts rapidement

36-17

Tapez IMP91

Le Grand Prix de l'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1967 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire

Les manuscrits sont à adresser à

L'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE-EDITEUR

17, rue de Gailfée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

Le Japon soutient dans le domaine

Comme les autres pays occidentaux, le Japon a soutenu la coalition « coalition » et s'est félicité du succès des forces anti-irakiennes. Il a joué un rôle de médiation de sa puissance dans la recherche d'un accord de paix.

Pour sa part, le Japon a soutenu la coalition internationale et a gardé les industries japonaises contre la réaction irakienne de la part des industries japonaises pour vouloir empêcher la reconstruction de la part des industries japonaises. La patronat japonais a toute façon, avec une attitude amicale, a été attribué aux pays arabes dix ans de combat.

Les dirigeants constants de leur image de soutien à la politique de la coalition. Les dirigeants constants de leur image de soutien à la politique de la coalition.

Les dirigeants constants de leur image de soutien à la politique de la coalition. Les dirigeants constants de leur image de soutien à la politique de la coalition.

LE EXPL L'I

Sciences & Vie

LE CONFLIT DU GOLFE

Le Japon souhaite jouer un rôle dans le domaine de la reconstruction

Comme les autres pays ayant soutenu la coalition, le Japon s'est félicité du succès des forces anti-irakiennes. A défaut d'avoir joué un rôle à la mesure de sa puissance dans le conflit, il cherche à préparer l'après-guerre.

Pour sa part, le ministre de l'Industrie et du Commerce international (MITI) a mis en garde les industriels japonais contre la tentation de profiter de la reconstruction du Koweït pour vouloir engranger trop de profit et s'attirer des critiques de la part des autres capitales. Le patronat nippon s'attend de toute façon, avec une certaine amertume, à voir le part du lion attribué aux pays ayant participé aux combats.

TOKYO

de notre correspondant

Les dirigeants japonais se sentent clairement marginalisés dans cette crise et ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Le fait d'avoir été tenus à l'écart des tentatives de règlement diplomatique a renforcé leur malaise. Comme l'a souligné le quotidien *Asahi*, le vice-ministre des affaires étrangères japonais s'entretenait à Moscou avec le chef de la diplomatie soviétique alors que M. Gorbatchev s'apprêtait à proposer son plan de paix.

Les dirigeants nippons prennent conscience de la dégradation de leur image au Proche-Orient, où pourtant le Japon avait essayé de mener ces dernières années une politique relativement indépendante. Ses hésitations et sa position ambiguë l'ont desservi auprès de tout le monde. Elles auront eu

pour effet, entre autres, de lui aliéner les pays musulmans : on note une montée des sentiments anti-japonais au Yémen, au Maroc ou en Jordanie mais aussi au Bangladesh.

Un nouveau plan Marshall ?

M. Nakayama, ministre des affaires étrangères, a récemment déclaré devant le Parlement que son gouvernement étudiait les modalités d'une participation à la reconstruction du Proche-Orient (aide économique et technique, assistance médicale aux réfugiés, contribution à l'action des forces de maintien de la paix et envoi de conseillers au Koweït). Mais le seul rôle que le Japon pourra jouer sera vraisemblablement purement économique.

Les affaires étrangères ont mis sur pied un groupe d'études des projets pour l'après-guerre. Aucune proposition concrète n'en a encore émané. Tokyo s'est toutefois décidé, dans le cadre de la politique d'assistance aux pays limitrophes de la zone de conflit, d'accorder un prêt de 500 millions de dollars à la Syrie (la première aide à ce pays depuis 1986). Le Japon envisage en outre de répondre favorablement aux nouvelles demandes d'aide présentées par la Turquie, l'Égypte et la Jordanie (au total 1 milliard de dollars). Il avait annoncé avant le déclenchement des hostilités une aide de 2 milliards pour ces pays.

Les Japonais ont en revanche réagi sans enthousiasme à la proposition américaine de créer une banque pour la reconstruction du Proche-Orient. Le ministre des finances a déclaré que sa mise en place prendrait du temps et qu'il serait préférable d'utiliser les instances financières internationales existantes.

Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Kuriyama, a pour

sa part souligné, au cours d'une conférence organisée par l'Association de recherches sur l'économie mondiale, qu'il serait dangereux et contre-productif que les pays d'Europe, les États-Unis et le Japon cherchent à imposer un nouvel ordre régional au Proche-Orient. « Nous devons plutôt coopérer avec les pays arabes afin qu'ils définissent eux-mêmes le cadre de coopération et les y aider de l'extérieur », a-t-il déclaré. Il semble aussi que Tokyo souhaite conserver un droit de regard sur des crédits qu'il accordera à la région.

La proposition faite, fin février, par M. Miyazawa, ancien ministre des affaires étrangères et des finances, et l'un des caciques du parti conservateur, semble répondre davantage aux aspirations nipponnes. Il a proposé la mise sur pied d'un fonds de restauration et de stabilisation du Proche-Orient auquel le Japon pourrait apporter 1 milliard de dollars par an. Ce fonds pourrait être, selon l'ancien ministre, une sorte de plan Marshall pour le Proche-Orient. Tokyo serait prêt à y consacrer quelque 10 milliards de dollars, disait-on dans l'entourage de M. Miyazawa.

PHILIPPE PONS

(Publicité)
CENTRE RACHI
Mardi 5 mars 1991 à 20 h 30
LEÇON
Jubilé de Léon POLAKOV sur le thème
« L'ESPRIT DE LA RÉSISTANCE »
par Jacques CHABAN-DELMAS
ancien Premier Ministre P.A.F.
Centre Rachi
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
Tél. : 43-31-75-47

La crise a rappelé à l'Asie du Sud-Est sa dépendance économique envers l'Occident

Les pays du Sud-Est asiatique n'ont sûrement pas considéré, dans leur grande majorité, la guerre du Golfe comme leur affaire. Ils n'en sont pas moins nombreux à être soulagés qu'elle se soit terminée rapidement. Ils en retiendront au moins une leçon : leurs liens avec les pays occidentaux demeurent plus forts qu'ils ne l'imaginaient.

BANGKOK

de notre correspondant

Les Philippines ont eu quelques sueurs froides. D'abord, la brutale hausse du prix du pétrole, au début de la crise, leur avait fait redouter le pire : ils n'en produisent pas et 70 % de leurs importations viennent du Proche-Orient. Manille a dû augmenter le prix de l'essence et même dévaluer le peso. En outre, sur le demi-million de nationaux expatriés au Proche-Orient, environ quatre cent mille travaillent en Arabie saoudite, rapportant au pays environ un milliard de dollars par an, soit le dixième du produit des exportations en 1990. Si la guerre avait gagné le territoire saoudien, il aurait fallu rapatrier tout ce monde.

En fin de compte, la hausse du prix du pétrole a été sans lendemain et les travailleurs sont restés sur place. Quelque cinquante mille Philippines ont même gagné l'Arabie saoudite pour y remplacer, en partie, les Jordaniens, Yéménites, Irakiens ou Palestiniens qui s'en sont enfuis ou en ont été chassés. Il reste que le taux de croissance économique - de 3 % l'an dernier - devrait être encore plus faible cette année.

Les Vietnamiens ont eu moins de chance. Au moment où la crise économique rebondissait chez eux, il s'est fallu rapatrier d'Irak, dans des conditions difficiles, près de vingt mille expatriés, dont les salaires faisaient vivre les familles restées au pays et qui sont venues grossir un contingent déjà fort de

chômeurs. La Thaïlande a vu fondre sa manne touristique. Le nombre des visiteurs a chuté de 14 % dès janvier, sans attendre les effets du coup d'État du 23 février. Ici aussi, on prévoit donc un ralentissement de la croissance, il est vrai très forte ces dernières années. De 11 % en 1990, ce taux pourrait reculer à 7 % en 1991.

Ces retombées immédiates de la guerre du Golfe constituent le révélateur d'un phénomène plus profond qu'on avait un peu oublié dans la région : l'interdépendance entre des pays qui se développent parfois très vite et les nations occidentales. Sur le plan économique, pour prendre un exemple, les marchés occidentaux représentent plus de 60 % des exportations de Singapour et 38 % de celles de la Thaïlande. Si la guerre du Golfe avait provoqué à l'Ouest une récession, les « tigres » et « bébés tigres » asiatiques en auraient été les premiers affectés. Et ils le seront de toute façon en cas d'un seul ralentissement des investissements occidentaux, dont ils sont encore tributaires.

Le poids de l'Amérique

Sur le plan stratégique, le poids de l'Amérique n'a jamais été signifié de façon plus nette depuis l'humiliation de 1975 au Vietnam. Les États de la région qui comptent une majorité de musulmans - la Malaisie et surtout l'Indonésie - ont été contraints à un exercice de corde raide pendant la guerre, une fraction au moins de l'opinion publique sympathisant avec M. Saddam Hussein. Tout en condamnant l'occupation du Koweït par l'Irak, leurs gouvernements ont plaidé pour une solution politique et déploré l'intervention militaire de la coalition. La guerre du Golfe devrait les renforcer dans leur goût pour le non-alignement.

Ce n'est pas le cas de leurs voisins, comme la Thaïlande ou Singapour, plus proches des États-Unis et qui estiment que, sous une forme ou une autre, le parapluie militaire américain demeure nécessaire dans la région. Même aux Philippines, la guerre du Golfe semble avoir renforcé la main de ceux qui souhaitent un accord avec Washington sur une prolongation du bail accordé aux bases américaines dans l'archipel. En tout état de cause, sur cette question, le conflit n'a pas contribué à rapprocher les points de vue des six États de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) : Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

La fin de la guerre est accueillie avec soulagement. Le président indonésien s'est même réjoui à l'idée que le pèlerinage de La Mecque pourrait avoir lieu comme d'habitude et, avant même l'intervention du cessez-le-feu, le premier ministre malaisien avait suggéré que l'Irak se rende pour éviter des morts supplémentaires.

Mais, même si une majorité de gens ne se sont pas sentis directement concernés par ce conflit assez éloigné, il ne faut pas pour autant en croire les effets gommés dans la région. Pour les musulmans, le sentiment anti-occidental doit s'accroître - ce qui n'est pas toujours facile - d'une réalité : leur propre développement reste tributaire, en grande partie, de la bonne santé des économies occidentales. Les non-musulmans vont plus avant puisqu'ils estiment, souvent, que même leur sécurité dépend de l'Amérique.

Il est vrai qu'une aussi grave crise ne pouvait, en dernier ressort, que révéler le spectre d'une puissance globale nipponne. Si les autres Asiatiques se réjouissent de voir le Japon incapable d'intervenir de façon plus musclée dans une crise internationale, ils se demandent également, non sans frisson, pendant combien de temps encore Tokyo résistera aux appels de ses alliés.

JEAN-CLAUDE POMONTI

LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ECONOMIE.



Science & Vie Economie Nouvelle Formule.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

A la une ce mois-ci :

• LE NOUVEAU DESORDRE ECONOMIQUE

L'économie mondiale nous submerge de signaux contradictoires.

Comment s'y retrouver ?

• APRES LA GUERRE : LA RECONSTRUCTION.

Iran, Liban, Vietnam, Cambodge, Afghanistan.

Cinq tentatives pour sortir des décombres.

• LES MAILINGS, UN SIGNE DE SOCIÉTÉ.

Ils envahissent votre boîte aux lettres, ils écumant les fichiers.

Pourquoi votre adresse les intéresse-t-ils ?

LE CONFLIT DU GOLFE

L'allocution télévisée du président

M. Mitterrand propose une réunion du Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement

Voici le texte intégral de l'allocution radio-télévisée prononcée dimanche 3 mars par le président de la République :

« Mes chers compatriotes, En décidant que la France appliquait, fût-ce au prix d'une guerre, les résolutions votées par le Conseil de sécurité des Nations unies pour la défense du droit violé par l'Irak au Moyen-Orient, je savais que notre pays courrait de graves risques. Risques à l'extérieur où nous aurions à affronter l'hostilité ou du moins l'incompréhension de larges couches du monde arabe. Risques à l'intérieur où se posait la menace du terrorisme et où l'entrée en guerre pouvait raviver nos propres divisions. Risques enfin, à l'évidence, sur le champ de bataille où 12 000 de nos soldats allaient combattre.

« Ce choix, nous l'avons fait cependant et je vous en ai, depuis le 2 août dernier, exposé les raisons. Quand le droit et la liberté sont en danger, la France est à leurs côtés et se trouve auprès de ceux qui ont choisi le même camp. Lorsque, pour la première fois dans l'histoire du monde, la société internationale garantit le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à leur agresseur, la France ne peut pas dévier.

« Alors que l'épreuve s'achève, en moins de six semaines, je veux exprimer ma gratitude à la nation, qui nous a accordé massivement sa confiance, au commandement allié dont les plans se sont révélés si précis, à nos armées et à leurs chefs qui, sur mer, sur terre et dans les airs, ont fait l'éclatante démonstration de leur valeur. La division « Daguet » a réussi une manœuvre qui a marqué par son audace. Nos avions sont revenus de plus de mille missions sans une perte. Aux familles de nos soldats, celles qui souffrent encore de l'éloignement après tant d'années, celles qui entourent un blessé et celles qui pleurent pour toujours. Je remercie les communautés musulmane et juive de France qui ont donné l'exemple de la sagesse et du sang-froid et je vous remercie, vous qui m'écoutez et qui, dans votre immense majorité, avez compris, soutenu notre action.

« Mais où en sommes-nous exactement sur le terrain ? Nos troupes occupent leurs positions au Koweït et en Irak jusqu'à la mise en œuvre de la cessez-le-feu définitive. Le Conseil de sécurité a décidé aujourd'hui même que l'Irak devait renouer publiquement à ses vides, libérer les prisonniers, aider à identifier les champs de mines et d'explosifs et les

lieux où sont dissimulés les armes chimiques et biologiques, réparer enfin le dommage causé au Koweït. Après quoi, je pense que plusieurs de nos régiments seront de retour en avril tandis que les autres reviendront dans le courant du mois de mai. Les missions de la marine seront d'ici là précises. Nos forces auront quitté la région avant l'automne.

« Et maintenant, mes chers compatriotes, regardons l'avenir. Nous avons à tirer pour nous-mêmes les

leçons de l'expérience militaire et nous devons à rechercher avec les autres les moyens d'assurer au Moyen-Orient et ailleurs les bases d'une paix juste et durable.

« Les leçons de notre expérience militaire : cela veut dire que, tout en constatant la qualité de nos matériels, nous devons les moderniser, comme cela est prévu, les adapter constamment à l'évolution des techniques. Faut-il pour autant changer de stratégie ? Non. La force de dissuasion nucléaire en est et en restera le pivot.

Quant à la force d'action rapide et à la certitude de haute mer, la guerre du Golfe en a démontré la remarquable utilité. S'il s'agit de protéger le territoire national et de contribuer à la défense de l'Europe, la participation de tous les citoyens, ce qu'on appelle la conscription, me paraît nécessaire. S'il s'agit d'opérations lointaines, nos soldats professionnels en ont la compétence et la mobilité. Un débat sur l'équilibre interne de nos armées, sur leur composition, sur leur nature s'impose. Je souhaite qu'il s'en-

sage dès cette année au Parlement. Quant à la recherche d'une paix juste, répétons, aujourd'hui comme hier, que la libération du Koweït n'a réglé qu'un problème parmi d'autres. Des engagements ont été pris, des espoirs sont nés, il faut y répondre. Deux puits et deux réserves : mais ce serait assassiner le droit international naissant ! Les Nations unies, qui ont autorisé le recours à la force, ont le devoir d'organiser le retour à la paix.

« J'ai déjà eu l'occasion d'affirmer les vues de la France en ce domaine. Qu'a-t-elle voulu en préconisant la tenue d'une ou plusieurs conférences internationales sous l'égide des Nations unies sinon favoriser partout le dialogue ? Comment réconcilier les peuples qui ne se parlent pas, sauf à souscrire à la loi du plus fort ?

« C'est ainsi qu'Israël doit réellement disposer de frontières sûres et reconnues et des moyens de sa sécurité ; les Palestiniens posséder en tant que peuple leur identité, leur patrie, leur Etat ; le Liban exercer librement sa souveraineté ; et je n'oublie ni l'intégrité de l'Irak ni les aspirations de son peuple.

« Est-ce trop demander ? Cela ne vaudrait-il pas mieux que la guerre perpétuelle, la mort aux aguets, l'angoisse des jours et des nuits, le risque permanent d'une conflagration ? Il me semble que le rôle joué par les Nations unies pendant cette crise justifie qu'on leur fasse confiance et qu'elles assurent restaurer ou plutôt instaurer les mécanismes de conciliation et d'arbitrage pour la prévention et la solution des conflits.

« D'autres problèmes, au demeurant, subsistent dans la région : droit des minorités, comme celle des Kurdes, protection de l'environnement, partage des ressources, contrôle mutuel des armements. Et ce dernier point concerne aussi bien les pays qui vendent des armes que ceux qui les achètent.

« Dans cette perspective pourquoi os pas envisager de réunir, pour la première fois depuis sa création, le Conseil de sécurité des Nations unies au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement ? Cela n'a pas été possible tant que les alliés de la seconde guerre mondiale sont restés déunis. Eh bien ! c'est désormais à notre portée.

« Mes chers compatriotes, je déclare avec fierté que la France a tenu son rôle et son rang. Elle a de grandes échéances devant elle, l'attente qu'elle montre la même résolution et, dans le cadre d'une démocratie scrupuleuse, le même élan.

« Vive la République, « Vive la France ! »

Les réactions des milieux politiques

« M. Jacques Chirac : le président du RPR a décerné, lundi 4 mars, sur France-Inter, une « bonne note pour la France dans son ensemble : pour le président qui a conduit ces affaires, pour le Parlement qui l'a soutenu, et pour l'opinion publique qui a marqué son adhésion à ces opérations ». M. Chirac a ajouté que cela ne signifiait pas qu'il puisse y avoir un consensus sur « les problèmes majeurs qui existent avant la guerre et qui ont été occultés par celle-ci ».

« M. Jacques Barrot (CDS) : « François Mitterrand a eu raison de mettre en avant le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais pourquoi n'a-t-il pas lancé en même temps un appel aux Européens, qui ont à l'évidence un rôle à jouer dans la construction d'un nouvel ordre international, notamment au Proche-Orient. L'après-guerre du Golfe doit être aussi l'heure de l'émergence d'une véritable Europe politique ».

« M. Millon (UDF) demande un débat parlementaire sur la politique de la France au Moyen-Orient. — M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, dimanche 3 mars, que M. François Mitterrand, avait « trouvé le ton juste pour tirer les conclusions de la guerre du Golfe », mais ce regrette qu'il n'ait pas annoncé un débat parlementaire sur la politique de la France au Moyen-Orient. Quant au débat parlementaire sur la politique de défense annoncé par le président de la République, M. Millon souhaite que « ce débat ait lieu à ce qui s'est passé jusqu'ici, une conclusion en matière de programmation militaire soit ensuite respectée ».

« M. Philippe Mestre (UDF) : « Le président de la République ne tire aucune leçon de la guerre du Golfe. Il faut rendre entièrement professionnelles la marine et l'armée de l'air, et professionnaliser très fortement l'armée de terre. Si le président de la République considère que moderniser, c'est agir comme prévu, c'est insuffisant. Je suis très déçu. La France consacre aujourd'hui à sa défense des sommes insuffisantes ».

« M. Jean-Marie Le Pen (FN) : « La description euphorique des capacités de l'armée française à assurer notre défense nationale est cyniquement mensongère. L'expédition du Golfe a montré, au contraire, les carences graves de notre appareil militaire, épuisé par les lois de programmation socialiste. Faire croire aux Français que les capacités et les qualités, indéniables, démontrées au cours du raid en Irak par les 10 000 hommes de la division Daguet, sont celles de notre armée tout entière constitue une escroquerie politique ».

« M. Claude Cheysson (PS) : « Les Américains sont en situation de monopole de puissance dans le monde et nous trouverons leur volonté d'exprimer par nous-mêmes. Après avoir réaffirmé qu'on aurait pu traiter l'affaire par l'embargo », l'ancien ministre des affaires étrangères a estimé que la paix sera « une paix américaine ».

Selon une enquête de BVA

85 % des Français approuvent l'action du président de la République pendant la crise

Selon un sondage (1) réalisé par BVA et publié dans *Libération* du 4 mars, l'action de M. François Mitterrand dans la crise du Golfe est approuvée par 85 % des personnes interrogées. M. George Bush obtient le même résultat. Cette approbation est la plus forte auprès des sympathisants de l'UDF (95 %), du PS (91 %) et du RPR (87 %).

Elle est aussi largement majoritaire chez ceux du PC (63 %), du FN (63 %) et des Verts (78 %), en dépit de l'opposition des dirigeants de ces formations à l'action du chef de l'Etat. Une majorité relative (46 % contre 42 % d'avis contraires) des sympathisants communistes considère le rôle dominant des Etats-Unis comme une bonne chose pour l'équilibre du monde (2).

(1) Enquête effectuée du 28 février au 1er mars, auprès de 1 005 personnes.
(2) Ce résultat est à interpréter avec précaution en raison de la faiblesse des effectifs.

Une modernisation de l'appareil de défense sans changement de stratégie

Tirant, à se façon, les premières leçons militaires de la guerre du Golfe pour les armées françaises, le chef de l'Etat a préconisé une modernisation de l'appareil de défense sans changement de stratégie. Il propose de maintenir l'armée de conscription (pour la défense du territoire national et de l'Europe), la professionnalisation de la Force d'action rapide (pour les actions plus lointaines), une marine de haute mer (sous-entendu : les porte-avions) dont il a souligné l'utilité et la dissuasion nucléaire (qui reste le pivot de la défense).

Le Parlement aura à débattre, dès cette année, du format des armées françaises, c'est-à-dire de l'équilibre entre les différentes forces et de la composition interne de chacune.

M. Mitterrand n'a pas précisé si c'est la programmation militaire à l'étude, et censée couvrir les dépenses des années 1992-1996, qui devra ou non fournir le thème du débat envisagé. Ce projet de loi — la France a planifié son effort de défense depuis les années 80 au travers de programmations budgétaires pluriannuelles qui ne sont, en réalité, jamais exécutées comme prévu — aurait dû être soumis au Parlement au printemps. Mais le nouveau ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a obtenu de la représentation nationale son

report à la fin de l'année.

Das propos présidentiels, antérieurs, en première analyse, l'impression que le chef de l'Etat n'est sans doute pas prêt à bouleverser de fond en comble — comme certains l'ont invité trop rapidement, eussent-ils bien — la gauche qu'à droite — un système de sécurité qui, du seul fait de décisions précédentes, devra déjà s'accommoder des nombreux changements à venir avec le plan Armées 2000 de réorganisation laissés en héritage par M. Jean-Pierre Chevènement.

Acrobates financiers

C'est, par exemple, la réduction de la durée du service militaire à partir de 1992. C'est aussi l'instauration de nouvelles formules, à vocation plus civile, du service national. C'est encore la limitation à 250 000 (au lieu des 285 000 actuels) des effectifs dans l'armée de terre, avec le raménagement des forces outre-Rhin et leur retour en France. C'est, enfin, le remodelage de l'arsenal nucléaire autour, probablement, de deux systèmes d'armes stratégiques et autour d'un volume moindre de la pénologie dite préstratégique.

Autant dire, dans ces conditions, que le débat a toutes les chances de porter sur la part de sa richesse nationale que la

France accepte de consacrer à la défense. Depuis 1983, en effet, cette part, calculée par rapport au produit intérieur brut marchand (PIBM), n'a cessé de décroître : elle était alors de 3,92 % et elle est, en 1991, de 3,37 %. Ce qui a entraîné les états-majors à retarder ou à diminuer leurs commandes — plus rarement à en annuler — au risque de menacer la cohérence de l'ensemble du système de défense. Pour éviter de devoir se livrer à de nouvelles escroqueries, ces états-majors estiment nécessaire de conserver l'effort à hauteur de 3,4 % du PIBm, à condition que la référence continue de croître de 2 % par an.

Entre ce point de vue du haut commandement, exprimé avant même la guerre du Golfe, et celui qui, l'an dernier, après le chute du mur de Berlin, préconisaient de commencer à « toucher les dividendes de la paix » en baissant les crédits militaires, M. Mitterrand devra arbitrer. Rien, dans son discours télévisé, ne laisse véritablement pressager de son choix, à ce détail près, cependant, que la modernisation et l'adaptation d'un système de défense, dans quelque pays que ce soit, sont rarement une source d'économie, sauf à renoncer à certains types d'armes.

JACQUES ISNARD

« Les Maghrébins ont compté pour moins que rien dans le choix de la France »

déclare le ministre algérien des affaires étrangères

Sid Ahmed Ghazali, le ministre algérien des affaires étrangères, s'inquiète de l'après-guerre, dans une déclaration parue dans *Le Figaro* du 4 mars. « On a des raisons très sérieuses de redouter que ce monde unipolaire annoncé, promoteur d'une situation de détente, ne soit paradoxalement beaucoup plus dangereux que ce monde bipolaire que nous avons vécu, même si ce monde reposait sur l'équilibre de la terreur, souligne-t-il. Nous craignons que l'effacement de l'URSS qui n'a pas été compensé par la montée en puissance de l'Europe et qui laisse un seul pays (les Etats-Unis) à la direction des affaires de la planète, ne nous conduise, sur le plan mondial, aux mêmes risques que ceux qui, sur un plan national, existent dans un régime qui n'aurait pas de contre-pouvoir ».

« Quoi que l'on fasse, conclut, M. Ghazali, la France est là, en face de nous, de l'autre côté de la Méditerranée qui est plus petite que l'Atlantique. Nous avons des intérêts communs. Nous ne les oublions pas. Dans le choix qu'a fait la France à l'occasion de cette crise, le sentiment de l'Algérie est que les Maghrébins ont compté pour moins que rien. »

Le « rang » de la France

Suite de la première page

La seconde, nostalgique celle-là d'une France puissance militaire mondiale, se souvient qu'elle doit aux Anglo-Américains son statut de « grand » et sait que ses alliés historiques sont les seuls véritables garants de son statut politique. La France doit donc se trouver à leur côté lorsque l'essentiel est en jeu, en l'espèce non seulement le contrôle de la moitié des réserves mondiales de pétrole, mais aussi la réaffirmation du leadership du camp « du droit et de la liberté ». Cette vision a toujours été, en fait, celle de M. Mitterrand, et ce sont toutes les Républiques qu'il a traversées. Cette hiérarchisation conduit fort logiquement la France, sous sa houlette, à accepter « un rôle » de co-gendarme dans des zones d'influence non seulement françaises mais « occidentales » au sens large. Cette attitude définit certes une « politique d'influence » réelle (1), qui ménage la possibilité pour la France de conserver sa voix au chapitre ; mais elle ressortit d'une stratégie plus « athénienne » que « capétienne » selon une distinction chère à Régis Debray (2).

En recréant l'union, la plus large au demeurant depuis celle qu'avait réalisée le général de Gaulle, précisément, autour du « rang » de la France, M. Mitterrand en a certainement terminé avec l'idée, qui faisait son chemin, que « dix ans, ça suffit ! » Il a peut-être également trouvé le moyen de répondre à la crise de confiance, au climat délé-

tière et à la déprime qui avaient atteint le pays avant la crise. Si le diagnostic de M. Fabius est juste, donc si la France de M. Mitterrand manque d'un « grand dessein », eh bien, ce voeu n'a dix ans, au moins, et il est évident qu'il ne sera donc pas nécessaire pour donner un sens à ce second septennat. Ce sens, que l'on était bien en peine de trouver dans la *Lettre à tous les Français* du printemps 1988, et dont l'absence commençait à poser sérieusement problème, réduisant la présence de M. Mitterrand à l'Elysée au résultat d'une stratégie d'« occupation » du pouvoir, comme aurait pu le dire Léon Blum, voilà qu'il resurgit : dans un monde décidément instable, dont les équilibres sont à reconstruire, la France reprend sa place. Et c'est elle que le président appelle de ses vœux, à l'intérieur, chacun voit bien qu'il cherche à la susciter en appuyant sur l'acquis extérieur. Faute, cependant, d'appui européen, cet acquis risque d'être contourné par M. Bush et Shamir.

L'apparition de cet élan dépend aussi de la capacité du président à capitaliser la confiance que lui accorde le pays. Celle-ci ne se confond pas avec un nouvel « état de grâce » : le pays a soigneusement distingué le front extérieur, sur lequel le président a incarné la nation dans un moment considéré comme une épreuve, de la scène intérieure, où le pessimisme est toujours là, probablement prêt à refaire surface. Cette situation interdit sans doute à M. Mitter-

rand de recourir à une hypothétique bénéfice immédiat à travers une dissolution de l'Assemblée nationale, par exemple. Celle-ci exige que le couple compréhensif dans la fonction fonctionne parfaitement. Outre que le procédé serait quelque peu rustique, la ficelle un peu grosse et donc l'opération trop bien comprise, il n'est pas sûr que la dramatisation joue à son profit : Winston Churchill, en son temps, était sorti vainqueur d'une épreuve autrement redoutable et fut pourtant remercié à la première dissolution venue, faute d'incarner l'avenir. Or, sur un plan strictement, si nous vulgarisons, électoral, le président a certes élargi son audience à droite ; mais la distance qui le sépare des électeurs communistes et écologistes, pourtant constitués de sa majorité de 1988, s'est accrue. Sans parler des conséquences dans l'électorat socialiste d'une période qui devrait avoir tant d'importance que la rupture de 1982-1983 d'avec la logique économique antérieure.

Le sort de M. Rocard

Mieux vaut donc tenter de mesurer la marge de manœuvre que M. Mitterrand a gagnée dans la guerre. Ces nouveaux soutiens venus de la droite devraient, en bonne logique, non pas grossir les rangs des électeurs socialistes mais contribuer à rendre caduque la thématique habituelle de la droite contre le président réputé opportuniste et sans réelle prise sur la marche du siècle. Ceux-là ne traitent plus de la même façon un président qui a gagné la guerre. M. Mitterrand peut donc tirer de sa popularité renouvelée un statut différent de celui qui lui avait conféré sa réélection. A charge pour lui de rechercher un nouveau climat de confiance, de créer les conditions d'une nouvelle donne.

Celle-ci passe-t-elle par un changement de premier ministre ? Le sort de M. Rocard dépend de la réponse que M. Mitterrand donnera à trois questions : quel serait le coût politique d'un départ de M. Rocard, compte tenu de la popularité de ce dernier ? Par qui le remplacer, sachant que le nouveau titulaire de la charge devrait conduire la bataille des législatures ? M. Rocard profiterait-il de ce départ ? Ce ne serait pas, pour lui, le plus mauvais moment : ainsi le président lui accorderait-il vraisemblablement d'assumer sans tarder, pour quelque temps encore, la responsabilité des difficultés sociales.

Reste enfin à se demander comment la France pourrait jouer son « rôle » hors du cadre dans lequel ses dirigeants l'ont située depuis trente ans, à savoir l'Europe. L'aire d'influence de la France peut-elle raisonnablement se construire en dehors de Berlin, Londres et Madrid ? En d'autres termes, la France devra se poser la question de savoir si l'avenir ne se situe pas, pour elle, dans une gestion à plusieurs du « rôle » que lui assigne M. Mitterrand. De ce point de vue l'émoncé des leçons de la guerre par le chef de l'Etat pêche par omission : l'Europe n'a été mentionnée que par rature. La perspective d'une Europe politique devrait être avantagieusement inscrite au chapitre des grands défis qu'il est urgent d'ouvrir, dans un contexte désormais dominé par une Amérique victorieuse et sans contre-pouvoir.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Selon l'expression d'Alain Duhamel, *L'Indispensable* du Point publié lundi 4 mars.

(2) La posture « athénienne » consiste à agir de l'intérieur de l'Empire, dont on tente d'infléchir la politique, la « capétienne » consiste à affirmer hautement sa différence. Pour Régis Debray, Charles de Gaulle fut le dernier des Capétiens.

de la République

Une idée habile

par Claire Tréan

C'EST fini, on rentre. Après sept mois de très forte tension, peut-être le public français s'attendait-il de le voir chef de l'Etat à des propos plus fortement sentis et à davantage de contenu sur les suites de la guerre. M. Mitterrand e choisi, dimanche 3 mars, le registre de la noblesse pour se féliciter de la victoire des alliés-qui, sur le plan intérieur, s'est aussi sa victoire - et remercier tous ceux qui y ont contribué.

En dehors de l'annonce du retour des troupes françaises d'ici l'automne et de celle d'un débat parlementaire sur la structure de l'armée, qui ne débouchera pas sur une totale refonte (la stratégie de dissuasion et la conscription seront maintenues), le discours de dimanche fut un discours d'attente.

Cette attente est capendante l'assortie d'une proposition de nature conservatoire : celle de réunir les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité, ce qui serait une première depuis la création de l'ONU. Au moment où les diplomates se mettent en branle, où M. James Baker part pour une tournée qui va déterminer les choix de la politique américaine au Proche-Orient, où M. John Major se rend à Moscou et envoie ses ministres dans le monde, où M. Kohl se rend à Ginebra, M. Mitterrand, par sa proposition, fait acte de présence. En valorisant le Conseil de sécurité, c'est le terrain le plus favorable à la France qu'il choisit, le seul où sa voix soit formellement égale à celle des Etats-Unis.

L'idée est passée à plus d'un titre : en premier lieu parce qu'elle a pour elle une apparente logique (ce sont les Nations unies qui ont autorisé le recours à la force, ce sont les Nations unies qui doivent organiser le retour à la paix) et qu'elle est, par conséquent, difficile à refuser. M. Gorbatchev y trouvera son compte : sa hantise était d'être définitivement mis hors jeu dans la crise du Golfe, et il l'a fait comprendre en allant un moment trop loin. Les concessions faites à l'Irak ont été le résultat d'un lâchage de la ligne soviétique. Cette invitation à un nommet, dont M. Mitterand souligne que seul le nouvel ordre d'Est-Ouest le rend enfin possible, est une forme de soutien au président soviétique : M. Gorbatchev est ainsi assuré qu'il fait partie du club.

Une méthode à revoir

Washington, qui na souhaita pas que la Conseil da soutienne s'empare trop vite da la gestion de l'après-guerre, peut néanmoins y trouver une utilité immédiate. Les mêmes qui disent hier que la guerre du Golfe était une guerre « limitée » (donc « jusqu'à un certain point ») disent aujourd'hui que l'après-guerre sera un dictat américain. Les Etats-Unis peuvent avoir besoin de la bénédiction onusienne pour les éventuels arrangements qui pourront être conclus dans la région. Ils peuvent souhaiter que ces arrangements soient une réelle continuation avec leurs alliés occidentaux et avec l'URSS, comme semblent l'indiquer les contacts que M. Baker a eus à Weehington avec MM. Hurd, Dumas et Ganscher et l'étape soviétique de la tournée qu'il entreprend.

M. Mitterrand a rappelé ce que sont les préoccupations de la France : la sécurité d'Israël, le droit des Palestiniens à « une identité, une patrie, un État », la souveraineté du Liban, à quoi il ajoute « les aspirations du peuple irakien », sans donner de précision. Il a rappelé que c'étaient là les motifs pour lesquels il avait proposé la tenue d'une ou plusieurs conférences internationales, mais il s'est bien gardé d'affirmer que cette méthode reste la bonne. Il ne songe plus, par exemple, à prôner, comme il

l'avait fait à la fin de l'année dernière, le tenue dès 1991 d'une de ces conférences internationales consacrées à la question israélo-palestinienne.

Dans la course diplomatique qui s'engage, le président français part avec un handicap : celui d'avoir trop tôt battu ses cartes en faveur d'une méthode qui paraît n'être pas la bonne. Se tourner vers le Conseil de sécurité, c'est, d'une certaine manière, condamner l'idée d'une conférence internationale sur la question palestinienne dont les Américains ne veulent pas. C'est plus exactement sa donner la possibilité d'y renoncer éventuellement sans avoir l'air de se dédire.

Le discours que tient l'entourage du président a été proposé dans certains cercles internationaux d'« ailleurs évolués » rousés. On fait valoir qu'elle n'a été proposée que parce que toutes les autres méthodes avaient échoué, mais qu'on n'est pas fermé à d'autres propositions « raisonnables ». En clair, on attend le résultat de la « tournée d'évolution » qu'engage M. James Baker et les propositions qui en sortiront. On note d'ores et déjà que MM. Bush et Bekir ne manifestent pas « un esprit négatif » sur le sujet, que le débat en lairel n'est pas figé, que les pays arabes modernes ne se sont pas encore exprimés.

« Le rang et le rôle »

Autrement dit, la France est prête à soutenir les Américains si elle sent « qu'ils s'engagent sincèrement vers la recherche d'une solution », intention dont on a plutôt tendance à les créditer ces temps-ci à Paris. Elle n'entend pas, par la revendication intempestive de ce qu'elle tient pour l'objectif final : la création d'un Etat palestinien, faire obstacle à des avancées plus modestes. Elle n'entend pas défendre la « différence française » à tout prix, même si elle est obligée de préserver une certaine cohérence.

M. James Baker n'e, semble-t-il, pas dit au ministre français quelle méthode aurait été suivie, en Europe, par les États-Unis dans le cadre de dialogues et d'échanges de vues et de conférences régionales sur les questions de sécurité du type de la CSCE ou d'autrui... A la différence de la conférence internationale proposée par la France, dont les Israéliens radoutant qu'elle ne se transforme en un tribunal dont ils seraient les accusés, elle est pour tout point commun de poser le problème palestinien de façon moins abrupte, da charcher d'abord à détendre l'atmosphère et si possible à faire nettra la confiance entre Israël et ses voisins.

Au lendemain d'un conflit dont l'Europe ne sort pas renforcée, M. Mitterrand n'a pas jugé utile de faire la moindre allusion à la construction communautaire. Sa rélance du Conseil de sécurité avec son corollaire sur « le rang et le rôle » de la France l'irritera sans doute plus d'un Européen, notamment dans une Allemagne qui, pour n'être pas membre du club des cinq membres permanents n'en entend pas moins désormais avoir son mot à dire à propos du Golfe et du Moyen-Orient.

Meis là encore, il faut se garder d'an tirer des conclusions définitives sur les intentions du chef de l'Etat. Il jouera, à n'an pas douter, la carte européenne s'il la paut, c'est à dire surtout s'il trouva dans l'esprit-guerre le terrain d'entente avec la Grande-Bretagne qui a manqué dans l'avant-guerre. Il est trop tôt pour en jurer, mais les choses semblent se dessiner de ce point de vue de façon plutôt favorable.

« Le chaos le plus total semble régner à Bassorah, la deuxième ville irakienne, où la guerre du Golfe paraît avoir provoqué l'effondrement de toute autorité civile. Selon l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRI), mouvement basé à Téhéran, l'opposition chiite irakienne a pris le contrôle de la ville de Nassiriya, au bord de l'Euphrate, ainsi que des villes voisines de Souk-al-Chonyoukh, d'Al Tar et d'Al Fouboud et d'importants secteurs d'Al Amarah. L'Agence irakienne de presse, pour sa part, fait état de manifestations de désobéissance dans plusieurs villes irakiennes proches de la frontière avec l'Iran.

La plupart de ces affirmations sont fondées sur les témoignages de réfugiés qui se disent partisans de Fayatollah Mohammed Bakr, El Hakim, qui préside le SAIRI (ce qui fut la première guerre du Golfe et fortement influencé par les autorités iraniennes. Certains de ces réfugiés ont précisé à leur arrivée à la frontière koweïtية que des centaines de réfugiés irakiens ont été pris les armes contre l'armée irakienne fidèle au président Saddam Hussein et que de sanglants combats se déroulaient dans les rues de Bassorah. *« Tous les bureaucrates du parti Baas, les commissaires, ont été tués », a déclaré un réfugié irakien. « Nous avons attaqué les prisons pour libérer tous les détenus », ont-ils dit, ajoutant : « Il y a beaucoup de morts. Peut-être des centaines. »*

**« Il n'y a plus
de gouvernement »**

Des réfugiés sri-lankais avançaient auparavant rapporté que les habitants de Bassorah avaient commencé à se soulever contre Saddam Hussein. « La révolution a commencé à Bassorah. Ils disent que leur pays doit être un Etat islamique et que Saddam Hussein n'est pas un musulman, sinon il n'aurait pas agi de cette façon », ont-ils déclaré en ajoutant : « Ils veulent que cela soit comme en Iran. Il n'y a plus de gouvernement. Il n'y a plus d'armée. »

Un réfugié égyptien arrivé de Bassorah a également rapporté que les gens s'étaient « soulevés » samedi aux premières heures de la matinée après avoir écouté le sermon d'un mystérieux prédicateur chiite. Il a ajouté que des Iraniens faits prisonniers pendant la guerre Iran-Irak s'étaient joints aux rebelles et leur avaient fourni des armes, sans préciser comment ils avaient pu se les procurer.

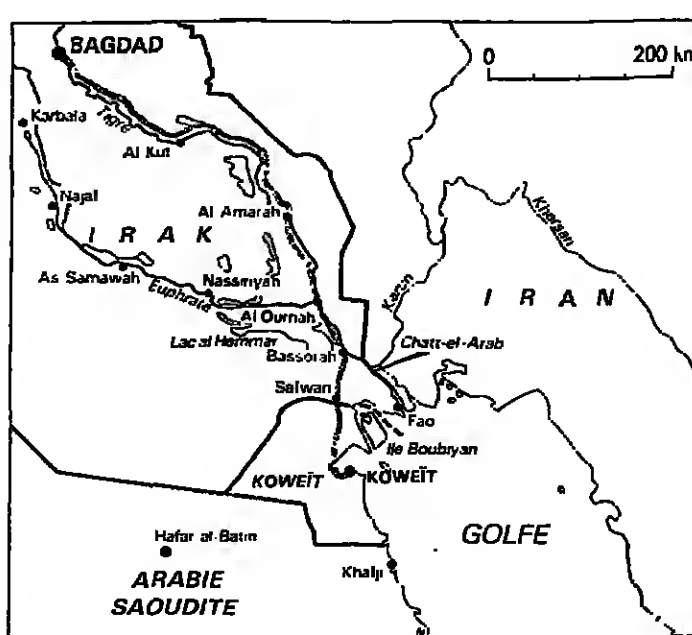
D'autres réfugiés ont fait état de violentes manifestations hostiles à Saddam Hussein. « Ils veulent tuer Saddam pour ce qu'il a fait. Ils se rassemblent dans les rues en scandant : « Saddam est mauvais, Saddam est stupide. » Certains d'entre eux ont cependant affirmé que de nombreux Egyptiens et Syriens avaient été tués par des habitants voulant se venger de la participation de l'Egypte et de la Syrie à la coalition alliée, contredisant ainsi les autres témoignages.

« Territoire inviolé »

A Bagdad, cependant, les autorités contrôlent la situation et ont pris dimanche les premières mesures destinées à normaliser la situation. La presse irakienne qualifie ces mesures de « grande campagne nationale » destinée à faire passer les Irakiens de la période qui doit permettre de rétablir le courant électrique, de remettre en état la télévision, d'assurer la distribution du carburant et de rouvrir les écoles et les administrations. Pour la première fois depuis la fondation de la télévision nationale, les Irakiens ont passé la soirée de samedi et dimanche devant leur petit écran, avec au programme des films américains et égyptiens.

Selon l'agence irakienne INA, le président Saddam Hussein, qui s'est entretenu samedi avec les ministres de l'information et de l'industrie, veille personnellement à la bonne marche du programme de normalisation. La télévision irakienne a remis dimanche à la presse occidentale un enregistrement vidéo de quarante-cinq secondes où l'on peut voir Saddam Hussein, souriant, bavarder avec des ministres et le directeur adjoint de l'état-major interarmes.

Le ton de la propagande officielle demeure inouïment triomphaliste et la presse a affirmé samedi que l'Irak avait « mis en échec un



compla américaino-israélien
 tisse le le **démocratie**, grâce à
 la «résistance» de son peuple et
 son peuple. «Le peuple d'Irak est
 resté debout, son territoire national
 inviolé, et sa capacité de renais-
 sance intacte» écrit l'organe de
 l'armée irakienne Al Qadissiyeh,
 qui ne fait aucune mention de la
 situation anarchique qui règne à
 Bassorah et dans d'autres villes du
 Sud irakien. La radio, qui diffuse
 des ébats patriotiques à la gloire
 de Saddam Hussein, s'par ailleurs
 estimé que l'Irak est capable «de
 se reconstruire rapidement».

« L'Irak, a dit le commentateur, se redressera vite tel un phénix. De tout temps, il s'est mantré inventif et créateur. Aussi longtemps que le Tigre et l'Euphrate continueront à couler, les ennemis ne réussiront pas à saper les fondements de la vie et de l'histoire des Irakiens qui sont éternels et l'image des eaux de ces deux fleuves. »

A Londres, quelque 200 exilés irakiens ont manifesté sans incident dimanche dans le centre de Londres en appelant au renversement du régime du président Saddam Hussein. Les manifestants, qui défilaient à l'appel des 17 partis de l'opposition irakienne, brandissaient des drapeaux noirs, symbolisant les Irakiens morts sous le régime de Saddam Hussein et pendant la guerre du Golfe.

« Hier encore, nous avons appris de nos sources en Irak que les membres du parti Baas à Bassorah qui

tentent de fuir ont été pris et exécutés. La même chose arrive à Saddam City (un quartier populaire de la banlieue de Bagdad qui compte un million d'habitants). Beaucoup de soldats viennent de cet endroit, et les gens sont dans la rue et réclament la tête de Saddam », a déclaré l'un des organisateurs du défilé qui a ajouté : « D'après nos informations, Saddam ne contrôle plus la situation. C'est une affaire de semaines, plutôt que de mois, avant que Saddam Hussein ne quitte le pouvoir. » - (AFP, Renter, ap.)

■ Ciel de la participation de l'Irak à la Compagnie maritime arabe. — Le conseil d'administration de la Compagnie maritime conjointe arabe (UASC) vient de décider de geler la participation de l'Irak à cette compagnie, basée à Dubaï, a rapporté le 3 mars l'agence AFP. Cette décision « est en conformité avec les recommandations des pays membres du Conseil de coopération du Golfe » (CCG). L'UASC, forte d'une flotte de 38 cargos, appartient conjointement à l'Irak et à cinq des six pays du CCG : Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar et Bahreïn. Le CCG compte aussi parmi ses membres le sultanat d'Oman. — (AFP)

La route de la fuite

KOWEIT

de notre envoyé spécial

Ils furent peut-être les derniers à fuir la ville. Leurs voitures ont été touchées par les coups des chars américains sur autoroute du nord, à quelques kilomètres à peine de la sortie de Kowati, là où le désert naccade tout juste aux HLM du quartier palestinien. Arrêt brutal de l'envahisseur en armure, ces irakiens avaient filé les premières voitures neuves, amassées dans le coffre pour les élèges tout ce qu'il pouvait trouver et ils foncèrent vers Bassorah.

Quatre jours après la céséez-
feu, les trois voitures sont
jour à jour, sur la centrale de
utorouta. Dans la première, la
rps du conducteur est allongé
'avant. Dans la seconde, per-
nne. Dans la troisième il reste
passager à l'arrière, tête ran-
reée, bouche ouverte. Il est
tu d'habits civils. Les
ouches lui ont déjà dévoré les
ux.

Deux militaires américains insistent dans les voitures. Leur régiment est installé à une centaine de mètres sur le côté de l'autoroute. Les tourelles des chars tournées vers la rurban da l'ennemi. Au pied des blindés, on aperçoit les ailihouettes de soldats qui disputent dans la sable partie da base-ball. Les autres, qui préfèrent la chaleur des véhicules, racontent, encore fiévreux : « C'était la nuit avant le cessez-le-feu. On avait installé un barrage sur la route. Les trois voitures sont venues tous feux éteints. Elles ont tiré dans notre direction. » attendant un moment event. « On les a éliminés à tous explosif.

Nous continuons sur la route de la fuite. Encore des voitures, quelques blindés. Sur l'un de ceux-ci, carbonisé, cette inscription à la peinture blanche : « Killed by US Army » (tué par l'armée américaine). Partout des créateurs de bombes, remplis d'au, parfois si larges que le terrain devient marécage, d'où émergent des chenilles du chars.

**Une sorte
d'embouteillage...**

Soudain, à quelques 25 kilomètres de la ville, du pont d'un échantéon, on distingue une sorte d'amboustillage, comme une file d'attente à un péage. Un zigzagua entre las chars calcinés. Daa aoldata amériécine amiceux consentent de rouler au gré de la route, « car il y a des gens dans les bas-côtés ». Et on se retrouve au cœur d'une sorte de reconstitution, grandeur nature, de la débâcle. Ce sont des voitures, des bus de ramassage scolaire, des semi-remorques, des tinapots de troupes, quelques blindés aussi. L'autoroute en est encombrée ainsi que les bas-côtés, comme si la bitume avait été trop étroit pour contenir le flot des fuyards. Que s'est-il passé? Bombardements aériens ou attaque de chars? Comme disent les militaires américains : on a bien joué ici à la «chasse au dinde».

Au volant ou aux côtés de quelques véhicules restent les cadavres des conducteurs. Tous les autres ont dû poursuivre leur fuite en courant vers la frontière, se délestant, au fur et à mesure, de leur butin. Quatre ours après la canonnade, ce butin a été sérieusement écorné.

pour les soldats arméniens ou pour les contingents arabes qui se succèdent ici. Pour une épave dans laquelle on n'entreuve que des débris d'affaires. Les porteurs éromissent sur le sable un bric-à-brac qui trahit la rapine des soldats irakiens pressés. Des radioteles, des attaches-casaca, des thébèras, des matènes à écrire, des lampes à alcool, des piles de balustrades, de la ferraille, du aluminium, de la frippe, des balustrades, civile ou militaire. Et des provisions pour le route, des fruits, des paquets de gâteaux, tout pénétré dans le prélopiation. Q'ont-*ce* les *luis* avaient en outre de tout ce fouteur-là, ils occupent un argente arménien. Il demande les épaves quand on lui annonce si quelque'un va se faire ramasser les corps. Le *Lawien* s'en occupe-*nt* bien.

Survola lâche, des hélicoptères survolent le secteur à très basse altitude, comme pour rappeler que la trêve resta précaire — une colonne irakienne, sans doute en avertissement de la cessation des hostilités, a encore ouvert le feu sur des Américains samedi, permettant à ces derniers de détruire ou de capturer cent cinquante nouveaux chars.

Da chaque côté de la route, ses blindés alliés font mouvement, gagnent quelques nouvelles positions. Les plus audacieux des Koweïtiens commencent à arriver, caméscope au poignet, faisant la V de la victoire, et trouant à coups de klaxon triomphants la blanche de l'hécatombe. D'urgence viennent siphonner les réservoirs des épaves. Même au prix de quelques shélem, cela rend toujours moins de temps pour faire la queue aux deux seules stations-service de la ville.

DANIEL SCHNEIDERMAN

LE CONFLIT DU GOLFE

Quelle relève à Bagdad ?

Suite de la première page

L'imam Khomeiny s'était obstiné à réclamer sa chute et avait lancé ses pasdarans à l'assaut de Bassorah pour « aider le peuple irakien à se libérer du régime baasiste ». Ce qui avait permis au dictateur de se poser en héros « de la résistance nationale devant l'envahisseur persan ».

A l'époque, Saddam Hussein avait convoqué le 9^e congrès régional du parti, au cours duquel il avait assumé la responsabilité de la défaite et laissé entendre qu'il était prêt à démissionner. L'homme fort de Bagdad contrôlait cependant à merveille l'appareil du parti, qui lui accorda le quitus. Tous ceux qui, trompés par sa grande manœuvre, s'étaient avisés de le critiquer, furent démis de leurs fonctions et certains d'entre eux exécutés.

L'Histoire ne se répète que rarement, et la situation qui régnait actuellement à Bagdad diffère fondamentalement de celle de mai 1982 en Irak. Il n'y a rien de commun entre les pertes subies par le pays et l'armée irakienne alors, et celles infligées par les raids de l'aviation américaine qui ont pratiquement détruit toute l'infrastructure économique du pays et près de la moitié de son armée.

Qui plus est, en 1982, la quasi-totalité des pays du monde étaient aux côtés de l'Irak contre l'Iran khomeiniste, alors qu'actuellement, le régime de Bagdad, presque totalement isolé sur le plan international, est aux abois.

Une armée sous haute surveillance

La seule et principale force de Saddam Hussein semble donc être l'absence de toute opposition organisée à l'intérieur du pays, laquelle aurait pu profiter de l'occasion pour renverser un régime humilié par la défaite. Près de vingt deux ans d'une dictature impitoyable et sanglante ont traumatisé et rendu amorphe une population entièrement encadrée par les militants du parti Baas, eux-mêmes contrôlés par les différents services de renseignements placés sous le commandement de deux des demi-frères du président, Wabane Ibrahim Takriti, chef des renseignements extérieurs et Sabasou Ibrahim Takriti, chef des renseignements intérieurs.

En dehors des organisations de sécurité, qui se surveillent mutuellement, tout l'appareil de l'Etat est occupé aux différents échelons par des Takritis, dont le sort est étroitement lié à celui du président.

De même, les unités de l'armée régulière sont surveillées par un réseau qui double les services de renseignement militaire. A l'échelon du commandement général, l'incessant imageage des officiers supérieurs, qui explique en partie la déroute rapide de l'armée irakienne, a rendu difficile, voire impossible l'apparition de tendances bonapartistes.

Presque tous les généraux qui s'étaient distingués au cours de la guerre contre l'Iran ont été remplacés par des militaires politisés.

M. Roland Dumas espère que les opposants irakiens « se coaliseront »

Selon le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, les troubles anti-gouvernementaux qui sont signalés depuis quelques jours dans certaines villes irakiennes étaient « tout à fait prévisibles. (...) J'imagine assez bien que le peuple irakien, qui a souffert de plusieurs guerres, qui vient de souffrir d'une dure expérience, ne soit pas tellement satisfait de ses dirigeants et qu'il aspire à un changement ».

Il y a des opposants au gouvernement dans ou moins trois ou quatre pays, a ajouté le ministre, lundi 4 mars sur Europe 1. Ils ne s'entendent pas toujours entre eux. Ils sont de confession et d'origine tout à fait diverses (...). Il faut espérer que ces forces se coaliseront et pourront changer le régime, qu'elles permettront à l'Irak de retrouver une structure vraiment démocratique, que la parole sera donnée au peuple irakien comme elle devrait être donnée à d'autres pays dans la région.

jouissant de l'entière confiance du chef de l'Etat. C'est le cas du général de division Maher Abdel Rachid, le Bigard irakien, qui, bien qu'appartenu au président Saddam Hussein - sa fille a épousé le fils cadet du président - a été placé en résidence surveillée vers la mi-1988 pour avoir protesté contre l'ingérence des généraux de la Garde républicaine et leur tendance à s'approprier les victoires remportées sur le terrain par les militaires classiques. D'autres officiers de valeur ont péri au cours de mystérieux accidents d'hélicoptères, dont le général Adnan Khairallah, beau-frère et cousin germain de Saddam Hussein.

L'armée populaire, dissoute vers 1989, a été reconstituée après l'invasion du Koweït, sur une base strictement partisane. Seuls les membres du parti Baas connus pour leur fidélité inconditionnelle au chef de l'Etat, en font désormais partie et ils ne seront certainement pas à l'origine d'un éventuel coup d'Etat militaire. Le parti, en tant qu'organisation de masse, n'existe pratiquement plus, mais son ossature demeure.

Ce ne seront pas d'ailleurs les dirigeants du Baas, que Saddam Hussein a pris la précaution d'impliquer dans toutes les phases de l'aventure koweïtienne, qui s'aviseront d'entreprendre quoi que ce soit contre un chef d'Etat dont l'abolition signifierait leur propre fin.

En fait, il n'existe pratiquement pas, pour l'instant, de solution de rechange au régime de Saddam Hussein en Irak. Les Kurdes, qui constituent la seule opposition organisée et armée à l'intérieur des frontières de l'Irak, du fait même qu'ils ne sont pas arabes, ne peuvent rien entreprendre unilatéralement, sous peine de susciter dans le pays un mouvement nationaliste dont ils seraient les principales victimes.

D'où leur extrême prudence et leur souci de ne pas se dissocier des autres forces potentielles de l'opposition en exil, avec lesquelles ils ont mis sur pied à Damas, le 27 décembre dernier, un comité conjoint de l'opposition regroupant toutes les organisations kurdes de guerrilla, les islamistes de toutes tendances, les dissidents du parti Baas, les communistes - autrefois le seul parti enraciné dans toutes les couches de la population - et divers libéraux.

La hantise d'un régime démocratique

Maia la composition même de cette alliance, ainsi que son programme, qui prévoit la formation d'un gouvernement constitutionnel démocratique fondé sur le multipartisme, effraient les Américains et les Saoudiens qui préféreraient voir s'installer en Irak un gouvernement militaire fort, même si ce dernier ne serait pas très éloigné politiquement du régime baasiste actuellement au pouvoir à Bagdad.

Les Egyptiens, également intéressés au nouveau pouvoir qui serait installé en Irak, craignent qu'une telle coalition ne soit en fin de compte dominée par les islamistes du parti Al Daoua, principale force religieuse chiite du pays. Certains experts égyptiens affirment même que la maîtrise au pouvoir d'un Saddam Hussein ayant perdu ses griffes serait préférable à la formation d'un gouvernement comprenant des rebelles kurdes, des communistes et des islamistes.

Reste à savoir si l'Arabie Saoudite, l'un des principaux vainqueurs de la bataille qui vient de se terminer, souhaite vraiment l'installation à Bagdad d'un régime démocratique qui constituerait à la longue une grave menace pour toutes les pétromonarchies du Golfe.

JEAN GUEYRAS

Le gouvernement français dégèle les avoirs koweïtiens

Le gouvernement français a décidé de dégelier, par arrêté, publié dimanche 3 mars au *Journal officiel*, les avoirs koweïtiens en France. Dès le 2 août, date de l'invasion du Koweït par l'Irak, la France avait annoncé le gel des avoirs irakiens et koweïtiens. La levée de cette mesure de protection ne concerne que les avoirs koweïtiens, les biens irakiens continuant d'être bloqués.

En août dernier, les dépôts bancaires koweïtiens en France avaient été estimés à 7,5 milliards de francs (contre 1,5 milliard de francs pour l'Irak). Si on y ajoute les participations dans des établissements financiers (Paribas, Suez,

fanatiques. En octobre dernier, les différents dirigeants de l'opposition irakienne de Londres nous confiaient que leur plus grande crainte était l'éventualité d'une solution de compromis qui, après la défaite militaire de Saddam Hussein, laisserait en place le régime actuel. « La tentation sera grande en Occident et ailleurs de lui donner une nouvelle chance », affirmait-on. Il ajoutait : « Après tout, Saddam Hussein est leur créature. Il leur a rendu d'immenses services en maintenant dans le pays un ordre musclé, en éliminant les communistes, en neutralisant la vague khomeiniste et en contenant le nationalisme kurde, au potentiel particulièrement explosif pour toute la région » (Le Monde daté 14/15 octobre 1990).

Il est cependant difficilement concevable que les Américains puissent maintenant envisager le maintien au pouvoir à Bagdad d'un Saddam Hussein même amoindri et devenu docile. Mais certains observateurs n'excluent pas qu'ils puissent donner leur aval à un régime militaire fort, plus ou moins apparenté au pouvoir actuel et qui constituerait pour Washington le seul moyen d'éviter le chaos et la désintégration éventuelle de l'Irak, qui provoquerait dans la région une succession en chaînes de graves événements.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les Saoudiens ont entrepris récemment des sondages auprès du comité conjoint de l'opposition basé à Damas pour savoir s'il était disposé à assumer le pouvoir avec des forces politiques ayant à différentes époques collaboré avec Saddam Hussein.

Il existe actuellement en Arabie Saoudite, dans les antichambres des palais royaux, une trentaine de personnalités civiles ou militaires anciennement baasistes qui se déclarent prêts à assumer la relève à Bagdad. La plupart de ces derniers, personnages vieillissants et totalement discrédités, ne représentent qu'eux-mêmes. C'est le cas notamment de l'ancien général Ibrahim Daoud, qui participa avec les baasistes au coup d'Etat du 17 juillet 1968, avant d'être écarté du pouvoir par Saddam Hussein treize jours plus tard.

Sortant d'un oubli de plus de vingt ans, il a récemment offert ses services aux Saoudiens, affirmant qu'il était à la tête d'un comité supérieur de salut public et suggérant la création d'un gouvernement militaire après le départ de Saddam Hussein. En revanche, M. Salah Omar el Ali, qui fut au cours des années 70, le numéro trois du régime de Bagdad, avant d'être écarté à différents postes diplomatiques en Europe, n'a apparemment rompu avec Bagdad qu'après l'invasion du Koweït. Il dirige à Ryad la radio « La Voix de l'Irak libre » qui diffuse parfois sur les fréquences de la radio de Bagdad.

Pour les dirigeants de l'opposition irakienne basée à Damas, tous ces personnages sont totalement dépourvus de légitimité et ne sauraient en aucun cas constituer de partenaires valables au sein d'un gouvernement démocratique destiné à remplacer le pouvoir baasiste à Bagdad.

Reste à savoir si l'Arabie Saoudite, l'un des principaux vainqueurs de la bataille qui vient de se terminer, souhaite vraiment l'installation à Bagdad d'un régime démocratique qui constituerait à la longue une grave menace pour toutes les pétromonarchies du Golfe.

JEAN GUEYRAS

Alger retire son accréditation au correspondant du « Monde »

Correspondant du Monde en Algérie depuis près d'un an, Georges Marion est désormais indésirable dans ce pays. Le ministère algérien des affaires étrangères lui a, samedi 2 mars, retiré son accréditation. En conséquence, Georges Marion n'est plus autorisé à exercer son métier à l'Algérie. Il est prié de quitter à bref délai l'Algérie - où il avait pris ses fonctions le 16 mars 1990 - le retrait d'accréditation équivalant ipso facto à une mesure d'expulsion qui ne dit pas son nom. Cette sanction fait suite à l'article que Georges

Marion avait signé dans les colonnes du Monde daté du samedi 2 mars et où, citant des informations puisées à « bonnes sources », il faisait état de tractations secrètes sur un éventuel exil en Algérie du président irakien Saddam Hussein.

Un porte-parole du ministère algérien des affaires étrangères avait vendredi soir 1^{er} mars qualifié ces informations de « pure affabulation de journalistes ». L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, y avait vu pour sa part une « idiotie » méritant « évidemment » d'être démentie.

Une campagne contre la presse française

La décision algérienne a été rendue publique dans la soirée de samedi, quelques heures après que le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Abdiche, l'aurait présentée à Georges Marion et qu'elle avait été notifiée verbalement par le directeur de la communication du ministère des affaires étrangères. Elle a fait l'objet d'une dépêche de l'agence officielle APS, lue à plusieurs reprises et sans aucun commentaire à la radio puis publiée dimanche par la presse algérienne. Les communiqués démentant, la veille, les informations du Monde n'avaient, lui non plus, fait l'objet d'aucun commentaire. Autrement dit, les Algériens sont informés d'une décision gouvernementale prise en riposte à un article dont on ne leur précise pas le contenu.

Le ministère des affaires étrangères, indique la dépêche de l'APS, a décidé « à son grand regret » de retirer son accréditation au correspondant du Monde à Alger parce qu'il n'avait pas observé les règles essentielles de la déontologie. « L'objectif visé par le correspondant du Monde, ajoute le communiqué du ministère, consistait à nuire d'une manière ou d'une autre aux intérêts de l'Algérie et à son image ».

Après avoir rappelé l'existence de l'article incriminé, « qui fait état d'un certain nombre de faits totalement infondés », le communiqué poursuit : « Le ministère des affaires étrangères, qui a de tout temps scrupuleusement respecté le libre exercice par les journalistes, aussi bien nationaux qu'étrangers, de leur profession, était en droit d'attendre de M. Marion, journaliste professionnel confirmé, qu'il vérifie les faits rapportés avant de les publier. Devant un cas aussi notoire de désinformation, le ministre, à son grand regret, a décidé de retirer son accréditation au correspondant du Monde à Alger ».

Il est reproché au correspondant du Monde de n'avoir pas « vérifié les faits rapportés, avant de les publier », après des autorités gouvernementales. Ce grief, recevable en théorie, ne peut être retenu en pareille circonstance. Compte tenu du caractère « sensible » de l'information en cause, les autorités algériennes ne pouvaient évidemment opposer à toute demande de confirmation que la démission causée par les faits indéniables et trop difficile à vérifier que les faits en question. Il aurait fallu être bien naïf ou peu au fait des pratiques algériennes en matière d'information pour espérer une autre réaction.

Pressions et déontologie

Les autorités algériennes n'ont d'ailleurs pas pour habitude, dans l'exercice de leurs fonctions, de confier à des représentants de la presse étrangère d'information autre que hénigne ou fortement « orientée ». Journaliste expérimenté, passionné par son pays hôte, Georges Marion s'est toujours employé, selon nous, à décrire, avec clarté, mesure et sous des responsabilités, les complexes réalités algériennes. S'il de ses sources, il n'a fait, en l'occurrence, qu'agir selon sa conviction, comme le doit tout journaliste digne de ce nom.

Ces mêmes autorités ont une conception assez particulière des « règles essentielles de la déontologie » qu'elles prétendent défendre. Ainsi, le haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, qui, samedi, informait Georges Marion de la sanction prise à son encontre lui demandait, avant toute chose, de livrer ses « sources ». Avait-il oublié que la première règle de déontologie de tout journaliste, en Algérie comme ailleurs, consiste à protéger l'anonymat de ses informateurs ?

Quant au « respect scrupuleux » du « libre exercice de leur profession par les journalistes, aussi bien

nationaux qu'étrangers », les autorités algériennes s'en targuent un peu vite. En vérité, les mises en garde à l'adresse des journalistes algériens et étrangers, déjà monnaie courante avant la crise du Golfe, se sont intensifiées depuis août dernier.

Quelques faits parmi d'autres. Lorsque Radio-France internationale demanda l'an dernier l'accréditation de sa nouvelle correspondante à Alger, les autorités lui opposèrent une circulaire - jusqu'alors ignorée de tous - et qui exige de tout journaliste étranger exerçant en Algérie la possession d'une carte de presse vieille d'au moins dix ans. Comme par hasard, notre correspondant était trop jeune dans la profession pour satisfaire à cette exigence. Seules des pressions venues de Paris firent fléchir les autorités, qui auraient préféré voir confier la correspondance de RFI à un journaliste algérien, par définition plus influent.

En décembre dernier, le Conseil supérieur de l'information rappela solennellement à l'ordre les journalistes algériens, invités au « respect scrupuleux » de la loi relative à l'information - que les intéressés brocardent en l'appelant « code pénal » - et à la nécessité d'être guidés par « le service du bien commun, l'intérêt de la patrie, la sauvegarde et le renforcement de l'unité nationale ». Faute de quoi, ils s'exposeraient à « des conséquences juridiques ».

Aucun journal français dans les kiosques

Depuis un mois et demi, les envoyés spéciaux de la presse française sont interdits d'Algérie. Mécontentes d'un reportage de la chaîne de télévision la Cinq - où le commentaire de l'envoyé spécial à Alger avait été malencontreusement associé par la rédaction parisienne à des images d'archives montrant des dignitaires musulmans armés, et tournés... en Iran, les autorités algériennes ont par un châtiment collectif, l'expulsion immédiate de tous les envoyés spéciaux alors présents dans leur pays.

Sans doute se seraient-elles épargnées pareille mésaventure si elles n'avaient pas empêché l'équipe de la Cinq, comme celle d'Antenne 2, la veille, de transmettre leurs propres images via les satellites aux quels a accès la télévision algérienne. Mieux : un journaliste du *Nouvel Observateur*, de nationalité algérienne, Farid Aïchou, eut la désagréable surprise d'être refusé à l'entrée... de son propre pays.

La semaine dernière, l'Algérie levait provisoirement son interdiction au seul bénéfice d'une poignée de journalistes d'émotion conviés à rendre compte d'un colloque d'intellectuels français et algériens où la coalition anti-irakienne devait être mise en accusation. Les autorités s'étonnaient que ce colloque ait trop faiblement retenu l'attention des envoyés spéciaux, évidemment plus occupés à rendre compte de la réalité algérienne, qui venaient de leur être interdits depuis le début, ou presque, de la guerre du Golfe.

Toutes ces pratiques s'inscrivent dans un lourd climat politique. Depuis la victoire du Front islamique du salut (FIS) aux élections locales de juin 1990, le régime algérien est sur la défensive. La crise du Golfe, puis la guerre, l'ont encore plus fragilisé. Le pouvoir exerce de multiples pressions, plus ou moins discrètes, sur les correspondants en poste à Alger. Au début de la guerre, il fit instamment demander aux représentants des agences de presse de ne pas faire écho aux appels des groupes extrémistes.

Et, quasiment chaque jour, un fonctionnaire des services du premier ministre dispensait par téléphone ses conseils et ses mises en garde aux intéressés.

Pour le pouvoir algérien, la presse française est un bon émissaire commode. La dénonciation de la « campagne médiatique » de

la France est devenue un thème de mobilisation quotidien. On vilipende à Alger avec constance la prétendue partialité des médias français à laquelle on oppose le sérieux de la presse algérienne. Organe officiel du FLN, *El Moudjahid* donnait dimanche 3 mars un bel exemple de cette rigueur, en annonçant en bonne place que le retrait irakien du Koweït avait résulté de la menace brandie par M. Georges Bush d'user de l'arme nucléaire, et que l'on avait recensé plus de « 170 000 soldats ennemis, morts, blessés ou disparus ». La presse algérienne a tellement célébré à l'avance la victoire de Bagdad qu'elle a du mal à ne pas continuer sur sa lancée.

Les attaques contre la presse ne sont pas l'apanage du pouvoir. Ainsi, en septembre dernier, M. Ben Bella avait-il interdit à une consœur de *Libération* de monter à bord du ferry-boat qui le ramenait en Algérie après dix ans d'exil. A peine retourné au pays, il avait lancé aux journalistes : « Ne me posez pas de questions vicieuses, sinon... » Comment dans un tel climat s'honorer de certaines « bavures » ? En janvier, l'équipe d'Antenne 2 fut molestée tandis que la correspondante de RFI était prise à partie dans un cortège de soutien à l'Irak. Quelques jours plus tard, un incendie criminel, rapidement maîtrisé, éclatait dans les locaux de l'Agence France-Presse.

Les philippiques algériennes visent moins la presse écrite que les chaînes de télévision, pour une raison bien simple : depuis le 15 juillet 1990, les journaux français ont disparu des kiosques. Ayant à l'époque vainement exigé de l'Algérie qu'elle paie 45 millions de francs de factures en retard, les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) cessèrent leur diffusion à destination de ce pays. Depuis octobre, Alger a réglé sa dette mais n'a pas jugé bon de reprendre la diffusion des journaux français.

Des considérations politiques

Ce zèle obéit à d'évidentes considérations politiques. Dans la perspective des prochaines élections législatives qui opposeront à des islamistes toujours prompts à dénoncer « le parti de la France » et « la langue du colonialisme », le pouvoir semble vouloir combattre son adversaire sur son propre terrain arabo-islamique. Un seul journal français a réapparu depuis quelques semaines dans les kiosques d'Algérie : *l'hebdomadaire pour enfants Pif le Chien*.

Le Monde est l'un des tout derniers médias occidentaux à avoir un correspondant à Alger. Seules l'Agence France-Presse, l'agence britannique Reuter - dont le correspondant vient d'être assassiné, sans qu'on connaisse pour l'instant les raisons de ce meurtre - et l'agence yougoslave Tanjug ont des bureaux permanents en Algérie. La BBC et l'agence américaine Associated Press sont représentées, quant à elles, par des journalistes locaux.

Le régime algérien ne peut pas grand-chose, en revanche, - sinon dénoncer leurs « mensonges » - contre les chaînes de télévision françaises, captées, estime-t-on, par au moins 5 millions de foyers algériens - sur une population évaluée à 26 millions d'habitants - grâce aux paraboles qui hérissent désormais les toits des grandes villes. Dénoncées par les islamistes, les antennes « paradiaboliques » fournissent à domicile un peu de rêve et... beaucoup d'information.

Depuis les sanglantes émeutes d'octobre 1988, la démocratie a d'évidence marqué de nombreux points en Algérie. Mais force est de constater qu'en matière d'information le pouvoir succombe à nouveau aux bonnes vieilles habitudes du passé.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

LE CONFLIT DU

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

Le président égyptien déploie le « détournement » de la cause palestinienne

LE CONFLIT DU GOLFE

Evoquant la « principale clé d'une paix juste et durable dans la région ».

Le président égyptien déplore le « détournement » de la cause palestinienne

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président Hosni Moubarak a invité le monde arabe à tirer des leçons de « la sanglante expérience qu'il vient de traverser » afin de repartir sur de nouvelles bases. Le rais égyptien, dimanche 3 mars, dans sa première déclaration officielle après l'arrêt des combats, que « pour réaliser un avenir meilleur, il fallait mettre un terme à la surenchère visant à tromper et à diviser les peuples ».

S'adressant au Parlement et au Sénat réunis en session extraordinaire, et donnant un exemple des médias de cette surenchère, le président égyptien a parlé du peuple palestinien « qui a vu sa cause détournée de son objectif par les slogans trompeurs », une allusion à l'alignement de l'Olp sur la position irakienne dans la crise du Golfe, ce qui a provoqué une brouille entre le Caïre et la centrale palestinienne. Or, indique, toutefois, de source proche du président égyptien, que les relations avec l'Olp ne sont pas arrivées à un point de non-retour comme c'est déjà le cas entre l'Égypte et le régime irakien. Le rais égyptien a ajouté qu'il fallait maintenant ouvrir une nouvelle page pour trouver une solution au problème palestinien qui est la principale clé d'une paix juste et durable dans la région ».

M. Moubarak a souligné que les

Arabes devaient aussi œuvrer pour une solution des problèmes du Golfe et du Liban. Il a ajouté que la question du développement économique et social du monde arabe, grâce à un meilleur usage des richesses de la région, constituait aussi une priorité.

Le rais a enfin renouvelé son appel pour supprimer toutes les armes de destruction massive dont disposent les pays de la région, y compris Israël.

De son côté, le Prix Nobel égyptien de littérature, Naguib Mahfouz, a estimé, dans un éditorial publié dans l'officiel *Al-Ahram*, que « l'existence du plus affreux spécimen des dirigeants arabes de l'Histoire [Saddam Hussein] est due à trois frustrations : la pauvreté de certains pays ou de certaines classes du monde arabe, la question palestinienne et l'intransigeance israélienne ». Il mentionne enfin « le vague de fanatisme des religions qui croient toujours être à l'époque des croisades et que, par conséquent, l'islam est menacé militairement, spirituellement et culturellement ». L'écrivain pense que, pour éviter de nouveaux « Saddam », il faut « vaincre le mystère, résoudre le problème palestinien et trouver une cure au fanatisme ». « La route pour réaliser ces objectifs est longue, mais elle commence par un premier pas : l'instauration d'une démocratie totale », conclut Naguib Mahfouz.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Invité à l'émission « 7 sur 7 »

Ce qui est vrai pour le Koweït l'est aussi pour les territoires occupés et le Liban, affirme M. Pierre Joxe

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé, dimanche 3 mars, à l'émission télévisée « 7 sur 7 », qu'il n'y a « pas de tâche plus urgente et, pour la France, de plus sacrée, que d'appliquer la même résolution politique et diplomatique à obtenir l'application du droit international à l'égard des Palestiniens, d'Israël et du Liban qu'on l'a fait depuis plusieurs mois pour le Koweït ».

En demandant qu'on applique les résolutions de l'ONU sur le Liban, M. Joxe a estimé « que les risques de conflit renaitront tant que le peuple palestinien n'aura pas une patrie, un Etat et des structures démocratiques et tout qu'Israël n'aura pas le sentiment que sa sécurité est établie ».

« Ce qui était vrai pour le Koweït est aussi vrai pour les Palestiniens, et pour le Liban », a-t-il encore souligné.

A propos de M. Saddam Hussein, M. Joxe a déclaré : « Personne ne peut souhaiter à un peuple de se trouver dirigé par un dictateur. On ne peut que souhaiter, pour le peuple irakien, que les conséquences des graves fautes [de M. Saddam

Hussein] l'amènent, s'il peut trouver une expression démocratique, à changer de régime ».

Le ministre de la défense a, d'autre part, affirmé qu'il faut « lutter contre la prolifération du chimique, du nucléaire, du balistique ». Il faut aussi « contrôler les ventes d'armements », en donnant sur le plan national « une information plus large », en échangeant « des informations entre pays producteurs d'armes, savoir à qui on les vend », et en instituant « une concertation entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU », a-t-il ajouté.

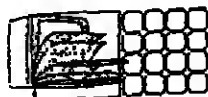
Selon M. Joxe, la guerre contre l'Irak « a été une grande victoire des soldats, du matériel, mais peut-être avant tout du renseignement, en particulier d'origine spatiale ou aérienne ». « Cette guerre, a-t-il affirmé, est peut-être née d'un défaut de renseignement politique », car si « on savait qu'étaient les troupes de l'Irak, le 29 juillet, des erreurs d'appréciation ont été commises ». « Le renseignement sur les capacités militaires de l'Irak était là, mais le renseignement sur l'analyse politique était insuffisant », a-t-il dit.

Le ministre de la défense a affirmé enfin que la France a des compétences et une place éminente dans le domaine spatial, qui est aussi important pour la guerre que pour la paix, pour le contrôle international des armements.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

"Le Golfe des turbulences..." Mais qui était donc l'auteur de ce livre prémonitoire ?



36 17 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Le Golfe des turbulences

ASIE

THAILANDE : après le coup de force

Les militaires ont nommé un homme d'affaires chef du gouvernement

L'armée, qui a pris le pouvoir le 23 février, a nommé samedi 2 mars un premier ministre intérimaire, l'homme d'affaires Anand Panyarachun. Des élections générales sont prévues dans un délai de quatorze mois.

BANGKOK

de notre correspondant

Les chefs de l'armée, regroupés au sein d'un Comité national de maintien de la paix, ont nommé leur affaire rondement, et apparemment sans se heurter à la moindre opposition. Coup sur coup, le très populaire roi Bhumibol leur a accordé son pardon pour le coup de force, a avalisé une Constitution provisoire qui leur donne pratiquement tous les pouvoirs, et a accepté le choix de M. Anand comme chef d'un gouvernement dont les postes-clés (défense, intérieur) seront attribués à des militaires. Mis à part l'arrestation d'une quinzaine d'étudiants, vite relâchés, aucun incident n'a marqué ce parcours rapidement accompli sous le couvert d'une loi martiale qui n'a pas encore été levée.

Entre-temps, les comptes bancaires et autres intérêts financiers de vingt-deux anciens ministres ont été gelés, le temps d'une enquête qui risque de se retourner contre une poignée d'entre eux. Pour sa part, l'ancien premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, ne doit pas être relâché avant la formation du gouvernement. Le message est clair : tout en s'engageant à doter le royaume d'une nouvelle Constitution et à organiser de nouvelles élections, les généraux entendent prévoir tout risque de voir une opposition se manifester. Les menaces de procès pour corruption sont une arme efficace. Le cas

échouant, le pouvoir ne se partagera de nouveau que plus tard.

Le choix de M. Anand, actuel président de la Fédération nationale des industries, n'a pas de quoi effrayer les milieux d'affaires. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a été désigné. Ironie du sort, cet ancien haut fonctionnaire avait été accusé d'avoir des opinions progressistes au lendemain du coup d'Etat de 1976. Il avait eu beau être lavé de tout soupçon un peu plus tard, sa brillante carrière diplomatique en avait été brisée. Il s'était reconstruit dans les affaires et dirige aujourd'hui plus d'une demi-douzaine de sociétés. Agé de cinquante-cinq ans, M. Anand affirme qu'il faut rétablir « la démocratie parlementaire aussi vite que possible » et rappelle son « indépendance d'esprit ».

Emergence de deux formations

L'élite du royaume et même ses classes moyennes, dont les rangs grossissent chaque jour, devraient s'accommoder, au moins pour un temps, d'un gouvernement de technocrates qui, sous l'étroite contrôle des militaires, aura pour priorité d'assurer la bonne marche de l'économie et de rassurer les partenaires du pays. Ceux qui étaient trop liés à l'ancien gouvernement seront tenus à distance, à moins qu'ils ne réussissent l'une de ces pirouettes dont la vie publique thaïlandaise est coutumière.

En tout cas, si les généraux tiennent leur promesse d'organiser des élections, le paysage politique du royaume va quelque peu se modifier.

Les partis politiques n'ont pas été bannis et, comme ceux de l'ancienne coalition gouvernementale sont encore sous le choc, deux autres formations ont déjà le vent en poupe.

La première est le New Aspiration Party du général Chaowalit, ancien patron de l'armée. Formé seulement l'an dernier, à la suite de la rupture entre M. Chaowalit et M. Chatichai, ce parti n'était donc pas représenté au sein de l'Assemblée élue en 1988. Le général Chaowalit passe pour entretenir les meilleures relations avec l'ancien commandant suprême des forces armées, le général Sunthorn Kongsompong, lequel est également président du Comité national de maintien de la paix.

Le deuxième mouvement auquel l'on prête également un bon score en cas d'élections est le Palang Dharma, le parti du gouverneur de Bangkok, M. Chamlong Srimuang. Silhouette typiquement thaïlandaise, cet ancien général, qui vit simplement, s'est taillé une réputation de probité auprès du public tout en conservant, apparemment, un solide tissu de relations dans l'establishment de la capitale. Au sein du Parlement dissous, son parti était dans l'opposition. Le grand perdant, bien entendu, devrait être le Chart Thai, le parti de l'ancien premier ministre, encore que certains de ses barons, très influents dans les milieux d'affaires, devraient bien trouver le moyen, avec le temps, de retomber sur leurs pieds.

Parce que l'on est en Thaïlande, la mise en place des nouvelles autorités se fait de la façon la plus formelle. Le général Suchinda Kraprayoon, l'homme fort de l'armée, recevant un groupe d'anciens députés, s'est même excusé auprès d'eux du coup de force. « Nous n'avions pas le choix », leur a-t-il simplement dit. Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer la permanence de luttes d'influence, discrètes mais fortes, parmi l'élite politico-militaire du royaume.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM : intellectuel communiste de renom

M. Nguyen Khac Vien réclame la dissolution des organes dirigeants du PC

Deux personnalités vietnamiennes passées à l'opposition ont critiqué récemment la politique du régime de Hanoi. Communistes et résistants depuis des décennies, connus à l'étranger, M. Bui Tin, ancien rédacteur en chef adjoint du quotidien *Nhan Dan* réfugié à Paris, et l'écrivain Nguyen Khac Vien, à la retraite, viennent d'unir leur voix pour réclamer la dissolution du PCV depuis un an.

M. Vien, qui vit actuellement à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), a, dans une pétition adressée le 4 janvier au président du Front de la patrie, réclamé « la dissolution » des organes du comité central et du

parti « atteints de dégénérescence », et « que les camarades actuellement à la tête des commissions du comité central se retirent d'eux-mêmes et laissent la place à des personnalités nouvelles ». Il s'est prononcé en faveur de « la liberté de presse, de pensée et d'association », ainsi que des libertés « de manifestation, de grève et d'élection ».

Selon lui, l'appareil du PCV « est totalement impuissant, plongé dans la décadence et empêchant tout développement ». Le parti « détient tous les pouvoirs », le gouvernement et le Parlement « ne font qu'exécuter ». Le bureau politique « ne comprend que des camarades qui sont trop âgés, physiquement

inaptes » et « incapables de suivre l'évolution de leur temps ».

M. Vien, pas plus que M. Tin, ne croit que le prochain congrès du PCV — qui devait se tenir en mai et qui, selon M. Tin, a été reporté — résoudra ces problèmes. Selon ce dernier, ce report traduit « un grand mécontentement populaire » ; il est aussi la conséquence du rejet par la base du parti du projet de programmes politiques qui devait être soumis au congrès. « L'opinion veut un remaniement en profondeur de toute l'ancienne ligne politique », et M. Tin de conclure que le régime est « aux abois, sur la défensive, face à l'évolution des pays de l'Est ». (AFP)

CHINE

Deux ministres ont été limogés

PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises ont procédé, au cours du week-end des 2 et 3 mars, à un coup de balai politique destiné à la fois à projeter une image plus propre du régime et à répliquer à la plus spectaculaire

défection survenue dans ses rangs. Samedi, on apprenait le limogage surprise de deux ministres techniques, dont l'un pour prévarication. M. Qian Yongchang, ministre des communications, a été accusé d'avoir « abusé de son pouvoir en vue de gains personnels », et a été remplacé par un homme ayant travaillé

dans ce secteur depuis 1985. M. Huang Zhendong. D'autre part, un ancien vice-ministre des eaux, M. Hou Jie, remplacé au poste de ministre de la construction M. Lin Hanxiong, éliminé pour « violation de la discipline », une accusation qui passe pour traduire son opposition aux vues du ministre d'Etat au plan, M. Zou Jiahua. Cet homme, qu'on a vu récemment recouper les relations franco-chinoises par une visite officielle à Paris, étioit actuellement son influence sur tous les leviers économiques et supportait apparemment de moins en moins bien l'indépendance d'esprit de M. Lin.

Par ailleurs, le parti communiste a expulsé formellement de ses rangs, dimanche 3 mars, l'ancien directeur de l'agence Chine nouvelle à Hongkong et à ce titre ambassadeur officiel de la République populaire dans la colonie britannique. M. Xu avait déserter le régime en avril 1990, fuyant aux Etats-Unis d'où il a fait largement savoir par ses proches qu'il désapprouvait la répression politique sur le continent communiste. La décision de lui retirer sa carte, après l'avoir privé de sa qualité de député à l'Assemblée nationale populaire, est expliquée par le fait qu'il « fraye avec des éléments anti-communistes » de l'opposition en exil, ce qui « crée une impression négative » dans l'opinion. L'ancien ami de M. Deng Xiaoping devient le plus haut dirigeant ainsi « excommunié » dans la répression post-1989 de la dissidence. F. D.

EN BREF

CHILI : un médecin militaire assassiné. — Un commando a assassiné dimanche 3 mars un médecin militaire, le commandant en retraite Carlos Perez, et sa femme, à la porte de leur domicile, à Rancagua, à 80 km au sud de Santiago. La police pense qu'il s'agit d'un attentat d'extrême gauche, le médecin ayant été temporairement suspendu de ses fonctions en 1985 parce qu'il était soupçonné d'avoir assisté à des séances de torture. — (Reuters, AFP).

PHILIPPINES : attentat contre une synagogue à Manille. — Une synagogue du quartier financier de Manille a été endommagée, samedi 2 mars, par un attentat à la bombe qui n'a fait aucune victime. La police d'écarter pas l'hypothèse d'un lien entre cet attentat et la crise du Golfe. En janvier, un Irakien avait été tué et un autre blessé en posant une bombe devant une bibliothèque américaine. — (AFP, Reuters).

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Des guérilleros colombiens ont tué trois soldats

Trois soldats brésiliens ont été tués à la fin de la semaine dernière, lors d'un violent affrontement avec une quarantaine de guérilleros des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC, communistes). L'écroulement s'est produit à quelques kilomètres de la frontière entre le Brésil et la Colombie, près de la ville de Tebatinga, et n'a été découvert que samedi 2 mars à l'occasion de la relève de la garde. Neuf autres militaires ont été blessés, dont cinq grièvement. Des armes à des systèmes de transmission ont été dérobées. Le gouvernement brésilien a décidé l'envoi de deux avions et d'une centaine d'hommes avec des armes lourdes, sous les ordres du commandant militaire de l'Amazonie, le général Antonio Santseruz de Abreu. — (Corresp.)

CAMEROUN

Retour d'exil

de l'écrivain Mongo Bédi

L'écrivain et opposant camerounais Mongo Bédi, exilé en France depuis trente-deux ans, a regagné son pays, fin février, afin de donner une série de conférences littéraires qui, jusqu'à présent, n'ont pu avoir lieu faute d'autorisation. La télévision locale a qualifié Mongo Bédi d'« hôte embarrassant » et l'a critiqué pour avoir refusé de répondre aux questions de la presse gouvernementale. « Je ne tiens pas à vous voir ici. Je n'ai rien à vous dire parce que vous et moi n'avons rien en commun », avait-il déclaré. L'écrivain, qui a pris la nationalité française, a affirmé qu'il ne demanderait pas la nationalité camerounaise, « parce que cela ressemblerait à une faveur ». — (AFP.)

IRLANDE DU NORD

Quatre morts dans une fusillade contre un pub

Quatre hommes ont été tués et plusieurs personnes blessées, dont une gravement, dimanche soir 3 mars, lorsque des Inconnus ont ouvert le feu contre un pub de Cappagh, dans la comté de Tyrone (ouest de Belfast). Selon la police, les coups de feu ont été tirés de l'extérieur à travers les fenêtres du pub où se trouvaient environ cent cinquante personnes, peu de temps avant la fermeture. Deux personnes sont mortes sur la coup et deux autres sont décédées lors de leur transfert à l'hôpital.

Ca pub, qui était surtout fréquenté par des ecclésiastiques, avait déjà fait l'objet d'un attentat au début des années 70 au cours duquel deux personnes, dont le propriétaire, avaient été tuées.

L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué, lundi en fin de matinée. Selon la police, il pourrait avoir été commis par des loyalistes en représailles à un autre attentat, vendredi 1^{er} mars, au cours duquel un soldat a été tué et deux autres blessés près d'Armagh. Neuf personnes ont été tuées en Irlande du Nord depuis le début de l'année. — (AFP.)

ZAIRE

Les évêques dénoncent le blocage du processus de démocratisation

Le comité permanent des évêques du Zaïre a dénoncé, samedi 2 mars, dans une déclaration publique, le blocage du processus de démocratisation et a réitéré la demande d'une conférence nationale. L'épiscopat catholique se dit préoccupé par la « situation explosive » qui règne au Zaïre. « Notre pays connaît une crise socio-économique d'une extrême gravité qui plonge notre peuple dans une misère insupportable, qu'il n'a jamais connue en temps de paix », affirment-ils. A son avis, les personnes chargées de trouver les solutions appropriées affichent une attitude d'indifférence, sinon de sérénité, qui laisse perplexes. — (AFP.)

عبدالمنزل

Le Monde

Les Pays-Bas entre la tradition et le doute



Le couple royal

« Juliana, c'était l'émotion, Beatrix, c'est la raison »

AMSTERDAM

de notre correspondant

Il fallait l'œil à tout d'un chauffeur de taxi pour repérer la scène : un cortège de trois voitures venait de se glisser discrètement dans le trafic du centre de La Haye. Une Ford Granada, bleu foncé, immatriculée AA-95, encadrée par deux véhicules en dehors banal : « La reine va nu boulot ! » lâche sans surprise le conducteur.

C'était vrai : la reine Beatrix se rendait presque subrepticement à son « Palais de travail », Noordeinde, situé au cœur de la ville, à quelques encablures du Parlement, des bureaux du ministre-président et d'une poignée de ministères.

Précision topographique anodine, pensera-t-on. Voir ! Alors que sa mère, Juliana, exerçait sa charge depuis Beers, charmante localité champêtre des environs d'Utrecht, dans le « centre du pays », Beatrix, elle, a expressément choisi de résider et de siéger à La Haye, « capitale », institutionnelle, réservant son palais d'Amsterdam aux cérémonies d'apparat. Une façon pour la souveraine de s'installer avec détermination dans son rôle de chef d'Etat.

Immergée dans la vie publique du pays, elle se garde d'être omnipotente. Pointilleuse et travailleuse - « un bourreau de dossiers aux centres d'intérêt éclectiques », elle accomplit sa tâche, du moins en public, avec un perpétuel sourire, et sait s'évader du carcan des obligations en pratiquant avec un certain bonheur la sculpture. A la fois lointaine et proche de ses compatriotes, Beatrix, au moment d'entrer dans la douzième année de son règne, s'impose comme la reine consciencieuse d'un royaume assagi.

Finis, en effet, - mais pas oubliés, - les grands chahuts collectifs que provoqua le 10 mars 1966 son mariage avec le diplomate allemand Claus von Amsberg. A qui beaucoup de Néerlandais tiendront pendant plusieurs années rigueur d'un passage forcé, court et finalement innocent dans la Wehrmacht en 1944-1945. Loin aussi ce 30 avril 1980, date de son intronisation, qui avait été marqué par les débordements des provoc et des squatters dérangeant la liesse populaire de circonstance.

Une petite entreprise bien organisée

Ce jour-là, pourtant, la fausse note de la cérémonie était ailleurs : en sortant sur le parvis de la Nieuwe Kerk d'Amsterdam, Beatrix est moins acclamée que sa mère qui, redevenue princesse, a dû emprunter une porte latérale ! Succéder dans le cœur des Néerlandais à une Juliana adalée s'annonce d'embellie difficile. D'autant que sa fille, que l'on dit alors impatiente de monter sur le trône, passe pour avoir quelque peu inspiré sa décision d'abdiquer.

Après onze années de règne, il reste difficile de dire si Beatrix est une souveraine populaire ou non. Mais elle est en tout cas respectée et appréciée.

Un sondage publié en avril 1990 la crédite de la confiance de 75 % de ses compatriotes. Il indiquait de plus que 60 % des Néerlandais considéraient que la reine exerçait sa fonction aussi bien que sa mère. 20 % la jugeaient même meilleure. Pour flatteuse qu'elle soit, cette comparaison doit prodigieusement

agaer une femme qui n'a eu de cesse d'opposer un style personnel à la fonction royale et à la monarchie. « Juliana, c'était l'émotion, Beatrix, c'est la raison », a-t-on coutume de dire aux Pays-Bas, comme pour expliquer que la réflexion a succédé à l'improvisation. En 1948, après avoir prêté serment, Juliana « s'épanche » à haute voix : « Qui suis-je pour avoir ce droit ? »

Mieux préparée et plus assurée, Beatrix affirme en 1980 qu'elle ambitionne d'être « un lien entre le passé et les temps nouveaux ». Le ton de la modernisation est ainsi donné.

En dépeçant la monarchie des quelques attributs folkloriques - tel l'interminable défilé des citoyens dans le jardin du palais royal lors de l'anniversaire de la reine, - mais en maintenant les traditions les plus fortes, comme la procession en « culbute d'or » avant et après la lecture du discours du trône, Beatrix a résolu ment la fonction royale.

Par ricochet, elle a réévalué le crédit d'une Maison secourue par des « affaires » à répétition (la dernière en date étant l'implication du prince Bernhard dans le scandale Lockheed) et coupée du pays réel par une cour de favoris éloquentement surnommée « la ménagerie du roi ». La reine Beatrix a profondément renouvelé cet entourage, façonnant à son image « stricte et précise » un staff qui s'apparente aujourd'hui à une petite entreprise organisée, professionnelle et ne laissant rien au hasard.

CHRISTIAN CHARTIER

Lire la suite page 12

AMSTERDAM

de notre correspondant

« D'IEU merci, la France n'est pas une voisine. Mais elle demeure une amie ». Inspiré par les conquêtes territoriales de Louis XIV et de Napoléon, cet adage reflète l'ambivalence des sentiments néerlandais à l'égard de l'Hexagone. « Amitiés et soupçons » : c'est ainsi d'ailleurs que les organisateurs avaient baptisé une exposition célébrant en 1988 quatre siècles de relations diplomatiques entre Paris et La Haye.

Telle est aujourd'hui encore l'ambiance au moment de la visite d'Etat de la reine Beatrix et du prince Claus des Pays-Bas. Si celle-ci constitue bien, selon l'expression consacrée « un coup de projecteur important sur les relations bilatérales », elle met surtout en lumière des rapports manquant de cordialité, où l'incompréhension confine à la méfiance. Certes, le christian-démocrate catholique Ruud Lubbers et le socialiste protestant Michel Rocard ont des liens complices et chaleureux. Le chef de la diplomatie néerlandaise, Hans van den Broek, dit apprécier le dialogue « avec son ami Roland » (Dumas) et, à vrai dire, il n'y a pas de contentieux spécifique entre Paris et La Haye.

Mais les deux capitales ne sont plus en phase sur le dossier multilatéral le plus important : la construction européenne. « Si nous n'y prenons pas garde, l'union politique européenne nous soumettra entièrement à l'opportunisme des Français », confiait dernièrement un diplomate néerlandais au quotidien NRC. Réponse du berger à la bergère : « Les Néer-

lands ont une capacité de nuisance certaine. » Sur le long terme, l'optimisme est bien entendu de rigueur. « En leur temps, le général de Gaulle et Joseph Luns se sont affrontés sur la construction européenne, mais nos deux pays ont fini par s'entendre », fait-on valoir au Buza - le Quai néerlandais - où les diplomates français, de l'aveu de l'un d'eux, « ne sont pas pris à la cravate : l'Europe concrète continue de se bâtir. »

Construction européenne et « parapluie » américain

A quatre mois de la présidence néerlandaise de la CEE, qui devrait théoriquement voir aboutir les deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire (UEM) et sur l'union politique (UEP), la visite de la reine, accompagnée, selon la tradition, du ministre des affaires étrangères, pourrait, en marge des fastes de circonstance, amorcer une clarification des positions sur un dossier à entrées multiples, les clivages franco-néerlandais s'emboîtant en l'occurrence comme des poupées russes.

Le premier différend concerne l'UEM et notamment l'idée chère à la France d'un contrôle politique du système européen de banque centrale. Un « gouvernement économique » de l'Europe a d'autant moins la faveur des Pays-Bas qu'il serait exercé par le conseil européen (c'est-à-dire les chefs d'Etat et de gouvernement). Le renforcement du rôle de cette instance est au centre des critiques néerlandaises à l'encontre du projet franco-allemand d'union politique : « Cela se fera irrémédiablement au détriment du caractère supranational de la coopération communau-

taire et accroîtra le déficit démocratique » dont souffre la Communauté puisque le conseil n'est soumis à aucun contrôle en l'état actuel des textes.

M. Hans van den Broek ne perd pas une occasion de rappeler que son pays, hier, « avait accepté la création du conseil européen en échange de l'élection du Parlement de Strasbourg au suffrage universel ». Sous-entendu : élargir demain les missions du conseil suppose un réajustement des pouvoirs entre les institutions communautaires.

La guerre du Golfe a mis passagèrement sous l'égide de ce débat sur l'architecture de la CEE, mais elle en a également brouillé les termes. Alors que Paris et Bonn estiment que le conflit a cruellement souligné l'absence d'une structure européenne en matière de défense, et proposent à leurs partenaires de fonder l'Union de l'Europe occidentale (UEO) dans la Communauté, les Pays-Bas renâclent, soupçonnant la France de vouloir trop relâcher les liens transatlantiques formalisés par l'OTAN. « Les Douze n'ont pas le monopole de la sécurité en Europe », déclarait le mois dernier le ministre des affaires étrangères (le Monde du 8 février), réaffirmant ainsi le souci des Pays-Bas de ne pas voir le parapluie américain se replier.

La Haye a beau être isolée dans son opposition à l'intégration de l'UEO dans la CEE, elle n'en a pas moins obtenu que les Douze fassent leur examen de conscience quant à l'orientation de la politique commune de défense. Affaire de principe : « Nous ne pouvons pas construire notre maison sur des fondations fragiles », dit le premier ministre qui ne conteste pas

que les Pays-Bas donnent l'impression de traîner les pieds : « Il faut prendre le temps de bâtir l'union politique ». Tantôt proches des Britanniques, des Allemands ou de la Communauté, les Pays-Bas ne le sont pas de la France, dont la vision de l'Europe souffre à leurs yeux d'être doublement isolationniste : inspirée par l'antiaméricanisme à l'extérieur ; faisant la part trop belle aux « grands » pays à l'intérieur.

Un échange d'idées « tonique »

Il ne serait pas étonnant que la reine Beatrix s'exprime à Paris dans des termes voisins du discours prononcé le 27 novembre 1990 à Lisbonne : « La maison européenne (...) doit avoir beaucoup de pièces. Ce sont précisément les petits pays (...) qui concrétisent l'unité dans la diversité qui fait la force de l'Europe. » Celle-ci doit-elle être intergouvernementale et rester soumise au jeu des intérêts nationaux contradictoires, ou fédérale et fonctionnant alors sur un mode supranational ?

Le débat n'est pas nouveau entre Paris et La Haye, mais il est plus que jamais d'actualité. « Il n'y a en réalité que deux conceptions, la française et la néerlandaise, les autres pays balancent de l'une à l'autre », constate Piet Dankert. Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes est pessimiste : « Je prévois de gros problèmes institutionnels avec Paris. » Le sentiment des diplomates français n'est guère différent, qui disent en privé appréhender la présidence néerlandaise. Traduction publique : « L'échange d'idées sera tonique. »

Ch. Ch.



NOUS SOMMES UNE BANQUE INTERNATIONALE PARCE QUE NOUS SOMMES UNE BANQUE NATIONALE DANS 50 PAYS.

NSM

BANQUE NSM, SIÈGE, 3 AVENUE HOCHÉ, 75008 PARIS, TEL. (1) 47 66 66 111.
AGENCES: BORDEAUX, CANNES, LILLE, LYON, MONTPELLIER, NICE, PARIS ET STRASBOURG.
SOCIÉTÉ DE BOURSE
JACQUES FRANÇOIS-DUFOUR ET JEAN-LOUIS KERVERN S.A.,
216 RUE RÉAUMUR, 75002 PARIS, TEL. (1) 42 36 44 60.

MEMBRES DU GROUPE ABN AMRO

Amro Bank

Amro Bank

AMSTERDAM-ROTTERDAM BANK N.V., 90 RUE DE COURCELLES, 75008 PARIS, TEL. (1) 42 67 50 50.
SOCIÉTÉ DE BOURSE
MASSONAU-D-FONTENAY S.A., 8 RUE DE SENTER, 75002 PARIS, TEL. (1) 40 39 5 600.



LES PAYS-BAS ENTRE LA TRADITION ET LE DOUTE

« Alex », le prince héritier

Regardant sa mère qui semblait nerveuse, il avait levé un pouce approuvateur pour l'encourager. C'était en plein milieu du premier discours royal de Beatrix. Il avait treize ans et l'on disait déjà de lui : « C'est bien le fils de sa mère ! » Malgré un père et trois grands-parents allemands, le futur roi des Pays-Bas est en effet un homme de nature et d'apparence typiquement hollandaise. Grand, jofuif, le cheveu blond et le sourire franc du bon vivant, le prince Willem-Alexander sera, au début du prochain millénaire, le premier homme sur le trône néerlandais, après deux siècles de règne féminin. Les philatélistes sont contents. Son Atteinte royale aura vingt-quatre ans le 27 avril. Il pilote volontiers avions, voitures (comme son grand-père, le prince Bernhard) et chausse aussi les patins à glace. Pourvu que ça file ! Mais la vie du prince n'est pas qu'une vie de loisirs. Lieutenant dans la marine royale, « Alex », comme on l'appelle, a été, en 1987, des études d'histoire à l'université de Leyde, où il s'est acheté une petite maison. Willem-Alexander aura été, durant sa jeunesse au moins, le prétendant au trône le plus libre dans la lignée d'Orange. Il ne fait pratiquement pas d'apparitions publiques, sauf lors de la cérémonie d'investiture de l'empereur du Japon, où il repré-

sente son pays. Généralement, Beatrix préfère se faire remplacer par sa sœur, Margriet, que par son fils aîné. Mais la discrétion qui entoure Willem-Alexander n'est pas de nature à plaire à la presse. Au pays où, les souverains mis à part, le florin est roi, cette presse n'hésite pas à évoquer son séisme annuel (1,3 million de florins) pour demander que le prince joue un peu plus son rôle de personnage public. Jusqu'à présent, seule Renée Rubinstein, chroniqueuse à l'hebdomadaire de gauche *Vrij Nederland*, eut l'occasion de l'interroger. C'était à la veille de son dix-huitième anniversaire. « Mon frère Frits dit toujours : « Vous pouvez démolir Alex, mais ne le tuez pas, sinon c'est moi qui devrais être roi ». Quant à Stéphanie de Monaco, je ne dis pas, mais voyez vous-même, il n'y a pas grand-chose... ». Après quelques amitiés féminines qualifiées de « sain intérêt » du prince pour l'autre sexe, les sources officielles se sont tues. En 1988 cependant, la presse du cœur a pris le relais pour « informer » le peuple sur une relation sentimentale avec la roturière Yolande Andrienssens, vingt-quatre ans, étudiante en journalisme. M^{me} Andrienssens garde le silence.

S. V.

Le couple royal

Suite de la page 11

L'amitié n'est plus le critère premier, comme du temps de sa mère, mais la compétence. La souveraine aime ainsi s'entourer de diplomates de carrière. Peut-être est-ce l'influence du prince Claus, lui-même diplomate de formation. « Il est mon coach », devait dire Beatrix de son mari dans le film *A cœur ouvert*, tourné à l'occasion de son cinquantième anniversaire, en 1988. Au cours des quatorze années précédant son avènement, l'héritière de la couronne d'Orange-Nassau a appris du prince consort à modérer sa spontanéité et sa confiance aveugle des médias.

A tel point que la reine décida de jouer cartes sur table avec ses compatriotes lorsque le prince Claus, au milieu des années 80, fut victime d'une dépression nerveuse. Apparemment rétabli mais s'appréciant pas plus qu'avant les feux de la rampe, le prince est aujourd'hui plus que le mari de la reine : il est conseiller hors cadre, et « apprécié pour son expérience » au ministère de la coopération ; il est, de plus, le premier conseiller de Beatrix.

Aide au développement

A l'abri des murs du palais royal comme du mutisme de la Constitution sur son rôle précis, Claus « jette un regard discret sur les affaires et donne son avis ». Si effacé et peu assuré qu'il puisse paraître en public, le prince Claus est un élément essentiel de cette impression de solidité que donne le couple royal néerlandais. Alors que les frasques de Bernhard mirent à plusieurs reprises son mariage en péril, Beatrix et son époux mènent une vie ordonnée et partagent les mêmes intérêts :

l'aide au pays en voie de développement, la protection de l'environnement, la nécessité d'encadrer les manipulations génétiques.

Tels sont, en tout cas, les thèmes abordés par Beatrix et Claus lors de leurs rares interventions publi-

touchant toujours à coup sûr ses compatriotes, Beatrix et, dans une moindre mesure Claus, incarnent la « conscience néerlandaise ». Voilà sans doute pourquoi la reine est, selon l'expression d'un journaliste, « bien plus que le symbole de l'unité nationale et la personnification de la continuité ». Son influence proprement politique n'est pas restreinte au seul droit constitutionnel de nommer l'infor-

Néanmoins, la mesure réelle de son pouvoir est difficile à cerner. Un secret certain entoure ses activités et ses opinions, protégeant également sa fortune - évaluée par le magazine *Harpers and Queen* à 27 milliards de francs - et ses enfants, à commencer par le prince héritier (voir encadré).

La discrétion érigée en vertu

La presse à sensation supporte moins bien cette discrétion érigée en vertu que les Néerlandais « de la rue » qui acclament en masse leur souveraine lorsqu'elle voyage dans le pays et dialogue alors volontiers avec ses concitoyens.

« La royauté trouve son fondement dans l'adhésion d'une majorité de la population », expliquait-il y a trois ans Beatrix, qui oublie visiblement pas que les Pays-Bas furent une République avant de se confier en 1813 aux descendants de Guillaume d'Orange.

Fondée sur un lien quasi charnel entre les Néerlandais et la Maison royale mais tenue d'adopter un profil bas dans ce pays où le quant-à-soi tient lieu de premier commandement, la monarchie néerlandaise exige de ses dépositaires beaucoup de doigté.

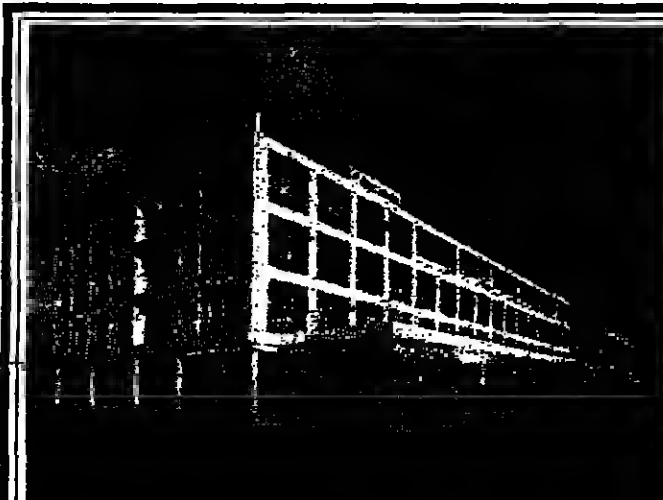
Beatrix n'en manque pas. D'un côté, elle affirme qu'il ne lui est pas possible de se « comporter normalement ». De l'autre, elle n'hésite pas à embrasser un admirateur lui tendant une jupe joyeuse, comme le 30 avril 1988 à Amsterdam.

CHRISTIAN CHARTIER



PANCHO

mateur puis le formateur du gouvernement. Beatrix reçoit très régulièrement les ministres de même que les gouverneurs des provinces, les maires, les parlementaires, et elle ne se contente pas, dit-on, d'écouter.



LES CONTOURS DU GROUPE RHÔNE-POULENC AUX PAYS-BAS

Rhône-Poulenc a commencé ses activités chimiques aux Pays-Bas en 1966 sous le nom de Rhodia Nederland N.V. et, depuis 1978, sous le nom de Rhône-Poulenc. Au fil des années, de nombreuses activités du groupe ont été annexées.

Rhône-Poulenc aux Pays-Bas est une filiale importante du groupe, qui est responsable pour la vente et le marketing de produits chimiques/pharmaceutiques/vétérinaires/agrochimiques/textiles. De plus, Rhône-Poulenc dispose également d'unités de production de sulfate d'alumine et de dérivés de guar et de caroube.

La structure de Rhône-Poulenc aux Pays-Bas peut être résumée comme suit :

- Délégation pays coordonnant l'ensemble des activités ;
- 6 unités opérationnelles dotées d'une direction :
- Rhône-Poulenc Nederland B.V., qui regroupe toutes les activités : chimiques, textiles, chimie pharmaceutique, alimentation animale.
- Rhône-Poulenc Rorer B.V. : spécialités pharmaceutiques, sérum et vaccins.
- Rhône-Mérieux B.V. : spécialités vétérinaires et produits antioxydants, vaccins, nutrition diététique animale.
- Rhône-Poulenc Agro BV : tous produits à usage phytosanitaire.
- Rhône-Poulenc Chemische Fabrieken B.V. : sulfate d'alumine, Aquaflex.
- Moypro B.V. : dérivés et compounds de guar et caroube à usage alimentaire et industriel.

Notre groupe prépare l'avenir pour une plus grande participation au développement du marché néerlandais et une intégration avec plus profonde dans la vie économique-industrielle. Nous poursuivons nos recherches d'intégration en aval dans les secteurs stratégiques du groupe, ainsi que le renforcement de nos structures de distribution afin de mieux pouvoir accompagner les opportunités créées par le marché unique de 1993.

La réalisation de ces différents objectifs devrait être facilitée par le dynamisme industriel et commercial de ce pays, ainsi que par les relations exemplaires existant entre les organisations gouvernementales et l'industrie.

Pour conclure, il faut également signaler comme autre élément d'efficacité la « qualité de la vie » dans un pays qui a su associer dynamisme industriel et commercial avec protection de l'environnement et traditions.

RHÔNE-POULENC

Crédit Lyonnais Bank Nederland

Quatrième Banque Néerlandaise

Présent dans tous les métiers

de la Banque, le CLBN offre une solution adaptée aux besoins des entreprises et des particuliers.

Avec 90 points de vente, le CLBN

a une couverture optimale du territoire, à l'image de celle du Crédit Lyonnais en Europe.

Conseil : nous à Rotterdam : CLBN. Bureau Lion Europe : CoolSingel 63 3012 AB Rotterdam Tél : (31) 0-60 13 11 Tél : 213068 CLBN NL Fax : (31) 0-41 83 91

Crédit Lyonnais, la plus européenne des banques européennes.



CREDIT LYONNAIS BANK NEDERLAND

GROUPE CREDIT LYONNAIS



- J'entends l'Europe !

Shell est née en Europe il y a cent ans. Cent ans de recherche, d'innovation, de développement, à l'écoute de tous les Européens, dans un souci constant de qualité et de perfection.

Shell 1^{er} groupe européen, bien entendu !

Shell France - Direction Communication et des Relations Extérieures - Tél. 45.61.82.82 - 29, rue de Berni - 75397 Paris Cedex 08.

européenne en imposant la norme

مركز زكي

LES PAYS-BAS ENTRE LA TRADITION ET LE DOUTE

L'envers de l'Etat-providence

Des centaines de milliers de « malades » et d'« inaptes » au travail

UN État « malade ». C'est le diagnostic que le premier ministre, M. Ruud Lubbers, portait récemment sur son pays. Les chiffres sont là : 330 000 personnes par jour pour cause de maladie ; une moyenne annuelle de 870 000 personnes « inaptes au travail », catégorie dans laquelle tombe tout Néerlandais accumulant plus de trois cent soixante-cinq jours de maladie.

Les « inaptes » au travail, partiellement ou complètement, représentent aujourd'hui 12,6 % de la population active, qui compte 7 millions de personnes sur une population de 13 millions d'habitants. La loi sur l'assurance-inaptitude au travail (WAO) s'applique après une année de « maladie » ininterrompue et permet de verser jusqu'à 70 % du dernier salaire perçu. Les trois cent soixante-cinq premiers jours de maladie tombent, eux, sous la loi sur la maladie (Zw), qui couvre 100 % de la rémunération. Les 870 000 personnes inscrites à la WAO dépassent largement la population totale d'Amsterdam (700 000 âmes), et les Pays-Bas sont en ce domaine champions d'Europe ! Autre tableau préoccupant : l'absentéisme, supérieur de 50 % et 50 % à ce qu'il est chez les voisins belge et allemand. Ces deux maux — maladie et inaptitude au travail — se manifestent autant dans le privé que dans le secteur public. Quarante-vingt mille des 888 000 fonctionnaires profitent de la fameuse WAO.

Chômage déguisé

Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que 80 % des inscrits à la WAO sont déclarés « définitivement » inaptes au travail. Chose plus préoccupante encore : près de 14 % des « inaptes » (118 000 personnes) ont moins de trente-cinq ans et cette proportion ne cesse de s'accroître. Parmi ces jeunes inscrits à la WAO, 45 % souffrent de troubles psychiques. Selon divers

témoignages, ces troubles résultent souvent d'un « surmenage » (*over-spanning*), terme un tantinet banalisé car des arguments très vagues ont pris le relais des symptômes identifiables. Depuis l'instauration de la WAO, en 1968, le nombre de personnes qui font état de « surmenage » est passé de 150 000 à près de 900 000.

Au total, maladie et inaptitude au travail coûtent 34,5 milliards de florins. Le financement est assuré par les cotisations sociales. En moyenne, employeurs et travailleurs paient respectivement 6,20 % et 1,20 % du salaire brut pour la loi sur la maladie tandis que seuls les travailleurs paient (12 %) pour la loi sur l'inaptitude. Ces coti-

sations rapportent 21,5 milliards de florins par an.

Les Néerlandais qui travaillent commencent à penser qu'ils entrent dans la catégorie des « profiteurs ».

En réalité, la WAO regroupe aussi des « rejetés » du marché de l'emploi, camouflant un taux de chômage réel largement supérieur aux chiffres officiels. Seuls sont considérés comme ébèneurs les demandeurs d'emploi inscrits auprès des agences de l'emploi. Le taux de chômage officiel est de 4,9 % de la population active (340 000 personnes). Or les bénéficiaires des allocations de chômage sont au nombre de 636 000, soit 9 % de la population active — donc pratiquement le double du chiffre

officiel. Si l'on y ajoute encore une partie des 12,6 % de la population active inscrite à la WAO, la situation de l'emploi aux Pays-Bas apparaît peu brillante.

Il est clair que le gouvernement doit prendre des mesures d'économies budgétaires indispensables pour réduire le déficit de l'Etat. Aussi envisage-t-on de décourager d'une façon ou d'une autre l'absentéisme ou l'inaptitude au travail. « Les Pays-Bas sont malades ! », reconnaît M. Lubbers, au pouvoir depuis huit ans.

En faisant cet aveu inattendu, le premier ministre a dressé du même coup un constat d'échec de la politique sociale menée depuis deux à trois décennies à La Haye.

La mauvaise santé supposée des Néerlandais est d'autant plus surprenante qu'elle n'est nullement manifeste. Au contraire, au pays du vélo par excellence, des produits laitiers, des légumes, de la pêche etc., les Bataves s'adonnent spontanément à l'exercice physique quotidien et mangent sainement. Mais, vu la multiplication des « surmenages », la santé psychique n'est apparemment pas aussi reluisante.

En 1968, lors de la création de la WAO, La Haye pensait sans doute que les moyens financiers de sa politique seraient illimités. Le pactole que représentaient les découverts de gisements de gaz naturel avait progressivement conduit à

l'édification d'une sorte d'Etat-providence que toutes les crises pétrolières n'ont pas réussi à ébranler.

La mise en place de la loi portait d'un bon sentiment, mais elle a aussi servi, plus tard, des objectifs moins louables que les ambitions initiales. A l'abri de l'Etat pour endiguer un effluve de chômage alarmant, disposition habile permettant aux entreprises de se séparer de travailleurs moins productifs tout en maintenant une « paix sociale » avec les syndicats : la formule est en tout cas plus que satisfaisante pour le travailleur qui, par exemple, souhaite s'occuper de ses enfants.

SERGE VANMAERCKE

Un tramway nommé morale...

AMSTERDAM

de notre correspondant

La photo a fait le tour des Pays-Bas. On y voit un policier, chargé de vendre et contrôler les billets, installé à l'arrière d'un tramway d'Amsterdam. Elle a été prise le 14 janvier, jour du lancement officiel de ce qui passe ici pour une expérience sociale de grande importance. « Les contrôleurs sont de retour » : la légende du cliché pourrait servir de devise à une société néerlandaise qui est entrée dans la décennie 90 en s'inquiétant de la « dissolution de la discipline collective » et en souhaitant la « restauration du civisme ».

« Amsterdam-la-Libertaire » ne serait-elle donc plus dans Amsterdam ? La petite histoire veut que le bourgmestre de la capitale ait prescrit à ses échevins la lecture d'un petit livre de sociologie

iconoclaste (*Eloge de la contrainte*) en leur assurant que « la loi et l'ordre sont des valeurs de gauche ». Mais le débat, à l'instinct presque intraduisible, sur « le sens des normes » transcende les clivages politiques, concerne tout le pays et implique une grande partie des Pays-Bas pensants : hommes politiques, sociologues ou gens d'Eglise. Le 13 janvier, d'ailleurs, un pasteur d'Amersfoort invitait ses fidèles à prier pour le ministre de la Justice qui souhaite que les écoles mettent à leur programme des cours de « développement socio-moral ».

Recueillie dans les transports publics, vandalisme, fraude fiscale, escroquerie aux allocations sociales, insoumission à toute forme d'autorité : le chaos social qui menace la société néerlandaise a des formes multiples et concrètes. Les Pays-Bas se

débattent dans une vraie « crise morale » et contestent joyeusement l'héritage idéologique des deux dernières décennies. Les années 70 furent marquées par le dogme de l'épanouissement individuel et de l'émancipation : droits pour les femmes, les enfants, les malades ou les minorités sexuelles. L'individualisme atteignit son apogée pendant les années 80, caractérisées par la conception de l'Etat-providence, filet de sauvetage des victimes de la crise (les chômeurs jusqu'en 1985), puis par le credo de la croissance retrouvée (les « inaptes au travail » — voir article ci-contre).

L'« égoïsme collectif »

L'assouplissement des liens familiaux et la laïcisation croissante courent comme des fils rouges sur ces deux périodes, pendant lesquelles les Pays-Bas

« naviguèrent à l'aveuglette au compas des droits individuels ».

Mais, aujourd'hui, la barque est pleine. L'« égoïsme collectif » n'est que d'envoyer par le fond aussi bien l'Etat-providence que le « sentiment communautaire » qui est l'essence de l'âme néerlandaise.

Un chômeur refuse-t-il systématiquement les emplois proposés ? On pourrait le pénaliser en diminuant, voire en supprimant son allocation, estime le chef du groupe parlementaire travailliste. Les immigrés ont-ils le droit de travailler ? Ils devraient être obligés d'apprendre le néerlandais, suggère le conseil scientifique du gouvernement. La police est-elle gênée par la possibilité donnée aux suspects arrêtés de ne pas déclarer leur nom ? Il faudrait introduire une carte d'identité obligatoire, proposent les chrétiens-démocrates.

Manque-t-on de lits dans les unités de soins intensifs ? Qu'on les réserve aux malades « innocents » — telle la victime d'un chauffard — en déplaçant les malades « coupables ». Par exemple : les chauffards !

Egalitarisme et solidarité de tous les instants, douces légendes du climat social, credo du traitement soft des problèmes : les Pays-Bas paraissent prêts à jeter aux orties quelques dogmes bien établis. Reste toutefois à savoir comment, dans un pays où l'on dit que « ce n'est pas l'Etat qui s'occupe des citoyens mais l'inverse », les habitants réagiront à la velléité des autorités de se comporter en ligue de vertu. Autrement dit : combien de temps faudra-t-il au contrôleur du tramway d'Amsterdam pour n'être plus qu'une photo-souvenir de l'atmosphère d'inquiétude du début des années 90 ?

Ch. Ch.

TOTAL
un développement continu
de toute la chaîne pétrolière aux Pays-Bas

Depuis 35 ans,

Total a développé aux Pays-Bas un réseau de distribution de produits pétroliers et lubrifiants moderne et performant.

TOTAL NEDERLAND
Postbus 366 - Baan 2
3011 CB Rotterdam
3000 AJ Rotterdam

Depuis 25 ans,

Total recherche et produit du pétrole et du gaz au Pays-Bas, tant à terre qu'en mer du Nord néerlandaise.

TOTAL MARINE EXPLOITATIE
Oranjestraat 7
2514 JB Den Haag

Depuis 15 ans,

Total raffine une large gamme de pétroles bruts dans la raffinerie qu'il opère à Flessingue et qui est une des plus modernes d'Europe, tant par ses capacités de conversion que par ses performances en matière de respect de l'environnement.

TOTAL RAFFINADERIJ NEDERLAND
PO Box 210
Vlissingen



A PARIS COMME À AMSTERDAM,
LES HOLLANDAIS SONT AUSSI EFFICACES
EN AFFAIRES QU'AUDACIEUX
EN ARCHITECTURE.



Reproduction de notre siège social situé à Amsterdam.

NMB BANK

8, Place Vendôme. 75001 PARIS. TEL. (1) 42 61 55 25

NMB Bourse

20, rue de la Ville l'Évêque. 75008 PARIS. TEL. (1) 42 66 01 57

NMB POSTBANK GROUP

Outre-mer

La tension persiste à la Réunion

La plainte déposée par M. Camille Sudre, directeur de Télé Free-DOM, après la saisie de son matériel devant être jugée en référé, lundi 4 mars, à Saint-Denis-de-la-Réunion. Après les émeutes des 23, 24 et 25 février, auxquelles l'affaire de Télé Free-DOM a servi de détecteur, la tension reste vive dans l'île. L'évêque de la Réunion, Mgr Aubry, a accusé, dimanche 3 mars, le Parti communiste réunionnais d'avoir pris une part active aux émeutes.

ST-DENIS-DE-LA RÉUNION

Manche de pioché à portée de la main, un garde du corps à l'apparence déboussolée surveille l'entrée du Free-DOM Club où l'«ennemi public numéro un» de la préfecture, M. Camille Sudre, se barricade, en ce dimanche 3 mars, au centre de Saint-Denis, pour répondre en direct à ses chers auditeurs de Radio Free-DOM dont il est le patron.

Sur les murs du studio, quelques posters jaunés racontent les temps glorieux où Télé Free-DOM, «ballonnée» depuis la semaine dernière

par la saisie de son émetteur, faisait quasiment l'unanimité à la Réunion. C'était en 1986. Sa création avait été accueillie comme une bouffée d'air dans un paysage audiovisuel sclérosé et comme une débâcle politique par les socialistes en butte aux pesanteurs partitiques du monopole public de RFO. Le souvenir de Coluche cohabite avec une reproduction un peu écornée de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

M. Camille Sudre, dont la personnalité ambiguë déchaîne les passions — héros de la liberté d'expression pour les uns, mégalomane hystérique pour les autres, — veut se montrer magnanime avec le préfet, M. Daniel Constantin, qui l'accuse d'être devenu «un danger pour la démocratie» en ayant transformé Télé Free-DOM en instrument de culte (le Monde du 2 mars). «Le préfet a reçu un camouflet, dit-il. Il a été incapable de maîtriser la situation et d'assurer la protection des biens et des personnes. Il s'offense et en fait une affaire personnelle. Cela m'amuse et me désole mais je ne le suivrai pas sur ce terrain.»

Médecin de profession, d'origine ardennaise, installé depuis seize ans dans l'île où il était venu faire son service militaire en qualité de volontaire technique, le fondateur de Télé Free-DOM a annoncé la couleur, samedi après-midi, devant

le palais de justice où son avocat parisien, M. Jacques Vergès, a réchauffé en référé la levée de la saisie de son émetteur. Haraguant ses partisans en délire, qui l'ont porté en triomphe, il leur a demandé de rester mobilisés dans l'attente du jugement qui devait être rendu lundi 4 mars. «La justice a condamné quelques-uns de nos camarades mais entre la répression et la liberté, c'est nous qui allons gagner. Aujourd'hui, nous allons retourner chez nous dans le calme et nous retrouver sur la radio. Il n'y a plus d'images mais il y a le son. Lundi, nous allons gagner ou ça va barder!» Ses fidèles ont acclamé.

A l'antenne de son émission «Radio-riposte», M. Camille Sudre confirme son ambition de faire revenir le préfet, le procureur de la République et le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur la saisie de son émetteur qui fonctionnait illégalement depuis cinq ans : «Si nous n'arrivons pas à nous faire entendre, nous entreprendrons des actions dès la semaine prochaine. Nous nous battons pour la liberté d'expression et nous irons jusqu'au bout.» M. Jacques Vergès en rajoute : «On peut faire reculer les gens par l'action.» Selon le célèbre avocat, le combat de M. Sudre s'inscrit dans la lignée des luttes ancestrales d'un «peuple créole» contre «les lois socialistes» de la prétendue justice royale qui, il y a trois siècles, coupait les oreilles et les jarrets des esclaves récalcitrants en application du Code noir...

«Beaucoup de démagogie»

Hors antenne, M. Sudre reconnaît que, privé du soutien d'Europe 1, qui alimentait ses programmes et vient de lui retirer sa collaboration «sans explication», Radio Free-DOM ne pourra pas tenir plusieurs semaines. Il veut jouer son va-tout en misant sur sa popularité et la complaisance des notables locaux. «Ils ont la force, déclare-t-il en évoquant les pouvoirs publics, nous avons le nombre.» Les victimes des trois journées d'émeutes paraissent déjà obéissantes. M. Sudre précise que si nouvelles manifestations il y a, celles-ci seront «pacifiques et non violentes» et il se fait fort de les canaliser à l'aide de son propre service d'ordre.

Les auditeurs anonymes se bousculent à l'antenne. Beaucoup plus, en tout cas, que dans les bureaux de vote du 5^e canton de Saint-De-

nis où le président du comité de soutien de Télé Free-DOM, M. Olivier Ajagama, qui espérait créer une surprise à l'élection partielle organisée ce dimanche, ne parviendra à rassembler que 55 suffrages sur les 2 295 exprimés.

Le patron du Radio Free-DOM et ses animateurs insistent, au micro, pour que les témoins des incidents de la semaine écoulée se montrent précis lorsqu'ils accusent les forces de l'ordre d'avoir été «responsables de la violence». M. Vergès explique comment l'on peut témoigner sur papier libre à condition, bien entendu, de ne pas rester anonyme. On raconte déjà, à mi-voix, que certains incendies auraient été provoqués par les jets de grenades lacrymogènes, phénomène jugé impossible, à Paris, par la direction centrale des CRS. Il y a de la recherche de «bavure» dans l'air...

Quelques auditeurs téméraires demandent la parole pour critiquer Télé et Radio Free-DOM : «Je trouve ignoble l'attitude de M. Sudre, déclare un jeune créole du quartier des Camélias. Il ne cesse de manipuler les Réunionnais. En tant que conseiller municipal, il devrait donner le bon exemple ; mais il se comporte en despote !» «La population est bernée, ajoute un jeune homme. M. Sudre affirme qu'il est fier d'avoir donné la parole au peuple créole, mais il appartient à un peuple français qui a toujours été un peuple colonial ; et derrière la fierté de M. Sudre il y a beaucoup de démagogie.» «Est-ce que vous ne vous sentez pas responsable des morts ?», demande un troisième auditeur en apostrophant directement le président de Radio Free-DOM. Le préfet et le procureur ont répondu : «Je regrette que pendant les trois dernières années, le gouvernement ait mené une politique de laisser-aller et de facilité. Depuis 1988, il a agi comme si la croissance et l'euphorie devaient

durer toujours. Il n'a pas pris les mesures nécessaires pour réduire le chômage, pour l'enfermer dans l'Europe, pour améliorer le système éducatif. Je préfère donc parler d'un gouvernement un peu immobile, qui pratique une politique de facilité. Aujourd'hui, il doit choisir : ou réduire les dépenses, ou creuser le déficit, ou instaurer de nouveaux impôts. Je souhaiterais qu'il réduise les dépenses.»

Évoquant les relations avec l'Allemagne, M. Balladur s'est déclaré : «On pouvait comprendre que l'Allemagne ne se préoccupe pas trop de ce que pensaient les autres Européens ; on comprenait déjà moins que sa réévaluation monétaire se fit dans des conditions qui menacent l'équilibre du système monétaire européen ; on peut comprendre un peu moins qu'elle augmente ses taux d'intérêt de façon imprévisible. On pouvait, en revanche, s'étonner qu'elle ait négocié avec M. Gorbatchev, au mois d'avril, un certain nombre de dispositions qui concernent le pacte atlantique dans son ensemble, sans information des autres Européens. Le moment est venu pour les Français de demander aux Allemands où ils veulent aller exactement, à quel rythme et par quels moyens.»

Enfin, à propos de l'attitude de M. Gorbatchev, M. Balladur a estimé qu'il serait préférable pour la France d'aider les pays de l'Europe de l'Est avant d'aider l'Union soviétique.

A. P.

Créé dans les Alpes-Maritimes

Le RECIF réunit des représentants de la gauche et de la droite contre le Front national

NICE

de notre correspondant régional

Le Rassemblement européen contre l'intolérance et le fascisme (RECIF) a organisé, le samedi 2 et le dimanche 3 mars, à Cannes, la première convention contre l'intolérance et le fascisme sous la présidence de M. Elie Wiesel, prix Nobel de la paix. Cette manifestation a été l'occasion d'une réflexion sur la résurgence des nationalismes en Europe et la montée du national-populisme en France, représenté par le Front national.

Créé, en octobre dernier, à l'initiative d'un groupe d'intellectuels nicotais et parisiens, rejoint par des militants d'associations antiracistes, particulièrement la LICRA, le RECIF (1) se définit comme un rassemblement «transpolitique» et indépendant, visant à offrir un lieu de rencontre à «tous les hommes de liberté, de la gauche à la droite», pour «briser l'intolérance». Sa première manifestation publique a obtenu un succès encourageant avec la participation effective d'une centaine de personnalités, parmi lesquelles des hommes politiques comme M. François Léotard, député (UDF-PR) du Var, et le sénateur (Gauche démocratique) des Alpes-Maritimes, M. Pierre Laflitte, les représentants de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, des historiens comme MM. Jean Ellenstein, Antoine Spire, Emmanuel Le Roy Ladurie, des universitaires, dont le professeur Henri Atlan, ainsi que MM. Pierre Juquin, Martin Gray, le premier grand-maître adjoint du Grand-Orient de France, M. Francis Allouch, l'écrivain Marek Halter, le comédien Daniel Mesguich, etc.

«L'homme intolérant est celui qui connaît la réponse. L'homme tolérant est celui qui connaît la question.» Cette formule de M. Wiesel résume les débats qui se sont tenus pendant deux jours à Cannes, d'abord sur le terrain de la philosophie et de l'histoire que sur celui de la pratique

politique. Les participants se sont attachés, en particulier, à définir l'intolérance («une idée ou un mouvement qui inspire la haine», selon M. Wiesel) et à examiner les moyens de la combattre, essentiellement par l'éthique, mais, aussi, par des mesures économiques et sociales — pour la priver de son terrain — voire, comme l'a préconisé M. Léotard, par le scrutin majoritaire, susceptible d'en éliminer l'expression électorale.

G. P.

(1) RECIF, 19, rue Sainte-Catherine, 06000 Nice; tél. : 93-96-60-50.

M. M. Poniatowski souhaite

«un arrangement» avec le FN

Interrogé, dimanche 3 mars, sur Radio J, M. Michel Poniatowski (UDF-PR), sénateur du Val-d'Oise, s'est déclaré favorable à «un arrangement électoral» avec le Front national. «Je suis opposé à tout accord global avec le Front national, à tout accord d'état-major», a expliqué l'ancien ministre, mais si l'opposition veut reprendre le pouvoir dans un pays où la droite représente 55 % des voix, il faut qu'il y ait un arrangement avec le Front national comme M. Mitterrand l'a fait un arrangement avec les communistes (...). Ces arrangements doivent être électoraux mais non pas doctrinaux, se situer au niveau des municipalités, des départements et des régions. Pour cela, l'article 7 de la charte de l'UPP qui régit tout accord électoral avec le Front national est un article qui manque de sagesse et de raison.» M. Poniatowski pense être «largement suivi» par les élus de l'opposition : «Un très grand nombre de gens du RPR et de l'UDF font à l'heure actuelle le même raisonnement que moi. Il est primordial d'élaborer des lois, mais je peux vous dire qu'il y en a beaucoup, et des gens importants.»

Les regrets discrets de M. Gorse sur la guerre du Golfe

M. Georges Gorse, ancien ministre, député RPR des Hauts-de-Seine, se démettra effectivement de son mandat de maire de Boulogne-Billancourt le 30 juin, mais demeurera député (le Monde du 20 février). Décidé à développer son action nationale et internationale, M. Gorse a adhéré au groupe «Pour une initiative de la France», fondé le 26 février dernier par des personnalités de toutes tendances politiques (notamment MM. Michel Jobert et Max Gallo) qui souhaitent que la France affirme sa spécificité dans la gestion de la crise du Golfe.

Quelques jours après avoir annoncé sa décision de quitter ses fonctions de maire de Boulogne-Billancourt, M. Georges Gorse, ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou, a été reçu, à sa demande, par M. Jacques Chirac puis par M. Alain Juppé. En consacrant ainsi ses deux premières visites aux dirigeants de son parti, le maire démissionnaire — qui quittera effectivement son poste le 30 juin — a voulu bien marquer que son retrait ne devait pas être interprété comme un geste politique de valeur nationale. Il conserve d'ailleurs son mandat de député RPR de la neuvième circonscription des Hauts-de-Seine. Il a même précisé qu'il souhaitait «recentrer», c'est-à-dire développer, ses activités politiques sur le plan national et international.

M. Gorse, qui est maire de Boulogne-Billancourt depuis 1971, avait l'intention de renon-

cer à ce mandat à l'occasion des élections législatives de 1993 (il est décidé à conserver, à cette occasion, son mandat de député qu'il défend depuis 1967). Mais il révisait prématurément ce projet, il a donné un coup d'accélérateur aux ambitions de ses éventuels successeurs. Plutôt que de vivre une trop longue période de luttres intestines, il a préféré organiser son remplacement en cédant son fauteuil à M. Paul Graziani, sénateur RPR, et, depuis toujours, son premier adjoint à la mairie. «Dans la fond, dit-il, en partant au bout de vingt ans, les administrés qui me regretteront pourront constater que je ne cherche pas à m'accrocher». Cette consécration temporelle l'amertume du maire et elle est renforcée par les multiples témoignages de regrets ou de félicitations qu'il reçoit, dit-il, depuis l'annonce de sa démission. Comme tous les maires, il parle avec une sorte de tendresse de son action et de ses réalisations municipales et évoque avec simplicité les problèmes sociaux ou culturels qu'il a pu régler.

L'ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou est toujours resté fidèle, depuis le début de la V^e République, au mouvement gaulliste, après avoir quitté la SFIO en 1958. Membre du RPR, il entretient d'excellentes relations personnelles avec le président de son mouvement, M. Jacques Chirac. Il n'a jamais adhéré à l'un des courants qui ont vu le jour depuis deux ans. Se gardant des prises de position publiques et préemptives, il a su conserver estime et amitié dans toutes les sensibilités, bien que la sienne le porte plutôt vers ceux que l'on appelle naguère les gaullistes de gauche ou encore les libéraux. Il se rattache

au comportement politique et intellectuel qu'incarner Edgar Faure, dont il avait été proche au Nouveau Contrat social et à qui il avait succédé en 1973 au ministère du travail, de l'emploi et de la population.

Se discrétion relative n'empêche pas M. Gorse de s'exprimer aujourd'hui clairement dans les réunions à huis clos du groupe parlementaire RPR et de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, dont il est un participant assidu. Les emitiés maghrébines et proche-orientales de l'ancien ambassadeur de France à Tunis et à Alger sont connues de tous. Il fut, de 1971 à 1984, président de l'association France-Algérie. Ses avis sur tous ces problèmes sont même parfois sollicités par des amis politiques mais il assure que, «jamais depuis 1981» le gouvernement socialiste ne l'a consulté.

De Gaulle n'aurait pas accepté...

Nul au RPR n'a été surpris que le 16 janvier il refuse, à l'Assemblée nationale, sa confiance à M. Rocard pour l'engagement militaire de la France dans la guerre du Golfe. Sans vouloir faire parler de Gaulle, il a cependant l'«intuition» que le général, qui avait retiré les troupes françaises du commandement intégré de l'OTAN en 1966, n'aurait pas accepté d'intégrer la France dans un dispositif militaire dirigé par les États-Unis. M. Gorse avait d'ailleurs dit à plusieurs reprises au groupe RPR qu'il approuvait le blocus décrété contre l'Irak mais qu'il réprouvait l'envoi de troupes terrestres.

Il avait même eu l'impression,

à l'automne 1990, d'avoir été compris par M. Chirac. Il s'agit cependant que le président du RPR ait fait, du moins publiquement, un choix différent qui correspond davantage au sentiment de son électorat et à l'influence de certains de ses conseillers.

Mais depuis le 16 janvier M. Gorse s'était refusé, contrairement à d'autres, à exprimer un point de vue divergent, estimant que de telles manifestations seraient déplorables au temps de guerre. Il réservait donc à ses conversations privées les reproches qu'il adressait à la diplomatie giscardienne et le regret qu'il avait de voir la France s'engager trop ouvertement dans une politique d'alignement à l'égard des États-Unis.

Il rejoint cependant M. Chirac pour estimer qu'après la guerre du Golfe la France devra réexaminer sa politique à l'égard de l'Alliance atlantique mais aussi à l'égard de la construction européenne et des évolutions de l'Union soviétique. Mais, là aussi, il se refuse pour le moment à toute prise de position prématurée. Il reconnaît malgré tout que le poids spécifique de la France est devenu bien trop faible au fil des années pour lui permettre d'adopter une ligne d'action tout à fait autonome, dans tous les domaines.

Dans son appartement parisien, véritable musée archéologique orienté tout encombré d'objets d'art rapportés de ses voyages autour de la Méditerranée, l'ancien normalien continue de se tenir informé grâce aux liens personnels qu'il a su maintenir. Prêt depuis longtemps pour l'«après-guerre», il attend de savoir comment l'on vérifiera et restaurera les relations de la France avec le Maghreb.

ANDRÉ PASSERON

alternatives ÉCONOMIQUES

EN KIOSQUE 18 F

mars 91

GRENOBLE :
regards sur un mythe

PEUGEOT :
le social dans la fosse au lion

SOUDAN :
la dictature joue la famine

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES 12 RUE DU CHAGNOT
21000 DIJON TEL : 80 30 97 76

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Le pari oriental de Jean-Paul II

Le pape réunit un sommet épiscopal au Vatican pour défendre à la fois la présence chrétienne au Proche-Orient et le dialogue avec l'islam

Préparant à sa façon l'épiscopat du Golfe, Jean-Paul II réunit, lundi 4 et mardi 5 mars au Vatican, un synode extraordinaire d'évêques, auquel il a invité les sept patriarches des Eglises catholiques du Proche-Orient (1), ainsi que les présidents des conférences épiscopales d'Afrique du Nord, des Etats-Unis, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Belgique.

Dans des Eglises chrétiennes divisées sur les critères de moralité de la guerre, la victoire par les armes de la coalition anti-irakienne a donné l'avantage aux «réalistes» sur les «prophètes» de la paix à tout prix. En d'autres termes, ceux qui avaient estimé légitime le recours à la force contre Saddam Hussein l'ont emporté sur ceux qui, notamment derrière les Eglises américaines, jugeaient «politiquement et moralement indéfendable le recours à la violence massive» ou qui, comme Mgr Gaillot en France, protestaient toute forme d'action violente comme mode de règlement d'un conflit.

Se référant à une théologie chrétienne classique, les «réalistes» avaient estimé que cette guerre était «juste» parce qu'elle répondait à une situation de légitime défense, qu'elle visait au rétablissement du droit et que tous les moyens de pression et de négociation avec l'Irak avaient été épuisés.

Pour autant, ces «réalistes» qui, comme le cardinal Decourtray, avaient prêté la guerre au «dés-honneur» et à la «tâcheté» ne triomphent pas aujourd'hui. «Le monde a frôlé la catastrophe», a écrit le 2 mars dans *Ouest-France* Mgr Jacques Jullien, qui passe dans l'épiscopat français pour «militariste», ajoutant que trente

ans après la crise de Cuba, il était temps que le monde cesse de «jouer au bord du gouffre».

Quant aux chrétiens pacifistes qui craignent dans cette guerre un désastre pour l'Occident autant que pour le monde arabe, les questions qu'ils posaient avant le conflit gardent leur actualité : quel système de valeurs les alliés ont-ils défendu dans le Golfe ? D'où vient le rejet de l'Occident par une grande partie de l'opinion arabe ? Comment parvenir à un meilleur contrôle des armements et bannir définitivement les armes chimiques ou biologiques ? Comment rétablir dans la région à la fois la paix et la justice ? Ce sont autant de questions qui méritent des analyses politiques autrement plus serrées que les déclarations incantatoires auxquelles la période récente a donné lieu dans les milieux religieux.

Une tonalité nettement pacifiste

C'est bien parce qu'il entend se placer dans la recherche d'un «nouvel ordre mondial» que le pape réunit au Vatican les sept patriarches des Eglises catholiques du Proche-Orient, ainsi que les présidents des conférences épiscopales des pays du «champ de bataille». Sans doute soucieux de ne pas aggraver la situation des minorités chrétiennes dans des pays arabes survoltés, le pape s'était peu exprimé sur la crise du Golfe avant décembre. C'est après Noël qu'il a accéléré le rythme de ses interventions contre la guerre, qualifiée le 25 décembre d'«aventure sans retour», proposant la tenue d'une conférence de paix pour toute la région, y compris le Liban et la question palestinienne, multipliant les offres de médiation, adressant encore à la

veille du 15 janvier un message personnel à George Bush et à Saddam Hussein.

Jean-Paul II a nettement pris ses distances dans le conflit avec l'alliance occidentale, se montrant ainsi plus proche des positions pacifistes de l'épiscopat américain que de l'épiscopat français.

Des communautés chrétiennes menacées

Lors de son assemblée annuelle à Lourdes en novembre, celui-ci avait plaidé aussi pour un règlement de l'ensemble du conflit, mais n'avait pas eu un mot pour

les Palestiniens, alors qu'il adoptait au même moment une déclaration de soutien aux chrétiens du Liban.

Mesurant les risques d'une rupture entre les pays arabes et l'Occident, le pape avait ainsi voulu préserver les chances à la fois d'une présence chrétienne dans les pays du Proche-Orient et du Maghreb et d'un dialogue amical avec l'Islam qui, depuis sa visite de 1985 à Casablanca et la rencontre inter-religieuse d'Assise en 1986, demeure l'un des axes de son pontificat. Ce sera aussi la double signification du mini-sommet épiscopal qu'il préside les 4 et 5 mars au Vatican. Qu'il s'agisse, en effet, des Eglises

maronite ou melkite du Liban (réduites à 1,3 million de fidèles depuis 1975 contre deux millions au début de la guerre) ou des communautés désertées d'Afrique du Nord, des coptes d'Egypte ou des Palestiniens d'Israël ou de Jordanie, ces minorités chrétiennes d'Orient et du Maghreb sont en voie de diminution numérique.

Elles sont soumises à la pression des milieux islamistes, enlisées des accords à leur liberté de culte et doutent de leur avenir. Isolées, elles sont prisonnières des contraintes politiques locales, comme l'illustre l'attitude du patriarche chaldéen d'Irak, défendant pendant le conflit Saddam Hussein. Ces communautés chrétiennes, enfin, sont tiraillées entre leur appartenance arabe et leur solidarité avec l'Eglise universelle, qui souvent les ignore, voire méprise leur conservatisme liturgique et leur nationalisme politique.

Leur situation n'est pas sans ressemblance avec celle des Eglises d'Europe de l'Est, hier sous la férule communiste, et on ne s'étonnera pas de retrouver Jean-Paul II à la tête du combat pour leur survie. An lendemain de l'échec d'un Saddam Hussein, qui a vainement tenté de rallumer la guerre sainte et les stéréotypes hérités des croisades, le pape va tenter, par le front oriental comme il l'a fait hier en Europe, notamment en Pologne, de secouer le joug de communautés chrétiennes dispersées et assoupies dans les sociétés à majorité musulmane d'Afrique et du Proche-Orient.

Maintenir un haut niveau de dialogue avec l'Islam, tout en réveillant ces minorités chrétiennes du Maghreb et d'Orient, est l'autre volet du pari engagé dès aujourd'hui à Rome. Si un certain modèle occidental est en faillite — et le chef de l'Eglise catholique ne se prive pas de le rappeler à chacune de ses sorties — l'Islam sort également affaibli d'une guerre

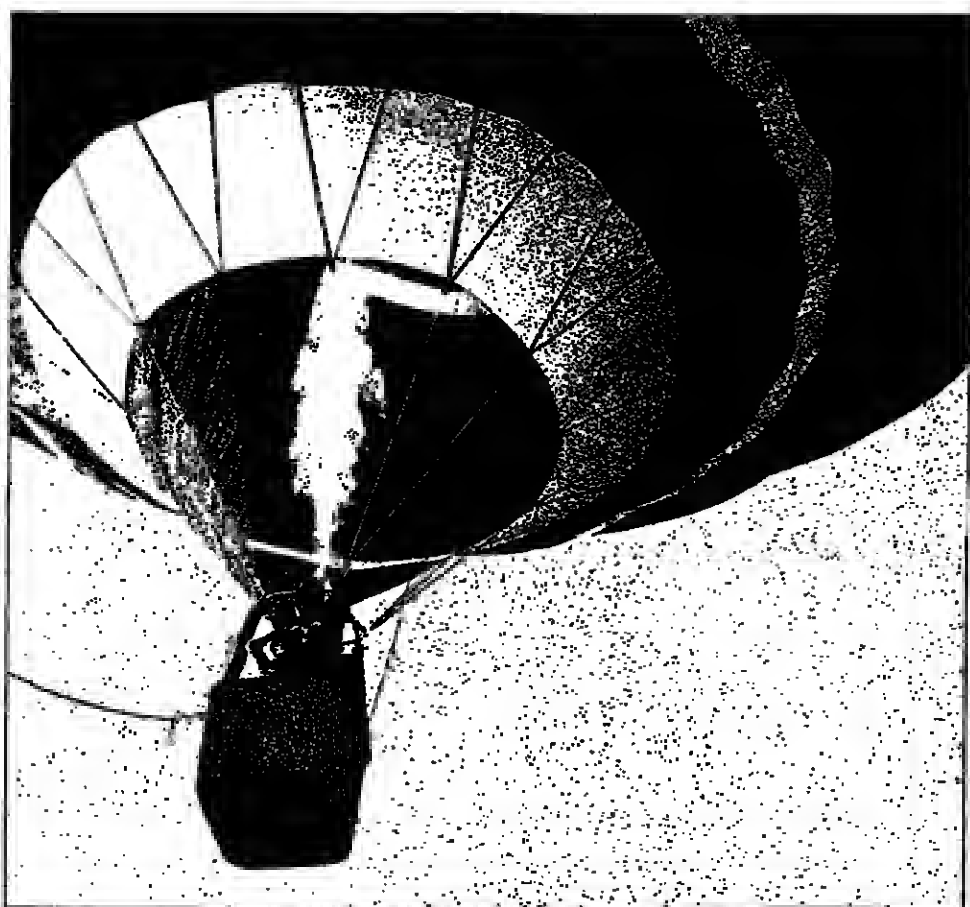
qui l'a désorienté en profondeur et sans doute pour longtemps. Les des tentatives successives, des tentatives de réconciliation nationale — dont celle de Saddam Hussein fut sans doute l'une des plus grossières — les partisans d'un islam multipolaire, ouvert à la Méditerranée et à l'Europe, soucieux d'adaptation à la modernité et d'indépendance politique, devraient sortir renforcés de cette guerre du Golfe.

A cet égard, le christianisme, qui a mis tant de siècles à faire l'apprentissage de la démocratie, de la liberté religieuse, des droits de l'homme et de la femme, n'est sans doute pas si mal placé aujourd'hui pour s'adresser à une génération de jeunes musulmans qui n'acceptera plus d'importer quelle manipulation politique de l'Islam et réviser, comme le font les heurs croyants en France, leur rapport à la religion. En convoquant ce mini-sommet d'évêques au Vatican, le pape a plus ou moins ressenti l'opportunité de la relance du dialogue islam-chrétien. C'est l'une des voies de l'après-guerre du Golfe, insérée il y a quelques semaines encore, qui s'ouvre aujourd'hui.

HENRI TINCO

1) Les sept patriarches orthodoxes sont : Stephanos II Chittas, patriarche d'Alexandrie, pour les coptes catholiques ; Nasrallah Sfeir, patriarche de l'Eglise maronite ; Ignace Antoine II Hayek, patriarche d'Antioche pour les Syriens catholiques ; Maximos V Halkis, patriarche d'Antioche pour les Grecs catholiques ; Michel Sabbah, patriarche de Jérusalem pour les catholiques latins ; Raphaël I^{er} Bidawid, patriarche de Babylone (Irak) pour les catholiques chaldéens ; Jean-Pierre XVIII Kasparian, patriarche de Cilicie pour les Arméniens catholiques.

Il y a les exploits dont vous rêvez.



Et ceux dont vous profitez.

Ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est quand le rêve devient réalité. Pourquoi continuer à rêver de financements auto, alors que la Diac accomplit chaque jour pour vous des exploits financiers que vous n'imaginiez même pas possibles. Par exemple, jusqu'au 31 mars 91, la Diac vous offre une location avec

option d'achat sur
Renault 21 - 4 et
pour une Renault
mont initial de
19500 F de l'oyer
dépôt de garan-

**RENAULT 21 TL
1099 F PAR MOIS
PENDANT
59 MOIS.**

60 mois sur les
5 portes. Ainsi,
21 TL : un verse-
ment de 31 200 F (dont
majoré et 17 000 F de
tie égal à l'option

d'achat finale), et 59 loyers de 1099 F. Coût total en cas d'acquisition 96041 F. Renault 21 TL prix TTC clés en main au 01.01.91 : 73000 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac - RCS Nanterre B 702002221. M. Financement chez votre concessionnaire ou agent Renault, ou au **NUMERO Vert 05.05.05**

Diac. L'exploit financier.

Diac
Financements Renault

MÉDECINE

Le professeur Gallo à propos de la dec

Le virus du sida découvert en 1984 aux Etats-Unis par le professeur Robert Gallo n'est pas en réalité de l'Institut Pasteur de Paris ? Sa fondation sur de nouveaux résultats, le chercheur américain pense s'appuyer sur la preuve du contraire et écarte ainsi l'accusation d'une fraude.

D'un point de vue scientifique, la découverte du virus du sida par le professeur Gallo n'est pas une fraude, mais une véritable découverte. Le professeur Gallo a découvert le virus du sida en 1984, et il a été le premier à le nommer «virus de l'immunodéficience humaine» (VIH). Cette découverte a été confirmée par d'autres chercheurs, et elle a permis de comprendre comment le sida se transmet.

Alors que le professeur Gallo a découvert le virus du sida, il a été accusé d'avoir falsifié ses résultats. Cependant, il a répondu à ces accusations en montrant que ses résultats étaient valides. Il a également été accusé d'avoir copié les résultats d'autres chercheurs, mais il a répondu que ces accusations étaient infondées.

Initialement, le professeur Gallo a été accusé d'avoir falsifié ses résultats, mais il a répondu que ses résultats étaient valides. Il a également été accusé d'avoir copié les résultats d'autres chercheurs, mais il a répondu que ces accusations étaient infondées.

CATASTROPHES

Un Boeing 747 transportant 25 personnes s'est écrasé

Un Boeing 747 transportant 25 personnes s'est écrasé. Les passagers ont été évacués, mais il y a eu des blessés. Les autorités sont en train d'enquêter sur les causes de l'accident.

Un Boeing 747 transportant 25 personnes s'est écrasé. Les passagers ont été évacués, mais il y a eu des blessés. Les autorités sont en train d'enquêter sur les causes de l'accident. L'accident a eu lieu dans une zone montagneuse, et le pilote a tenté de faire un atterrissage d'urgence.

Double explosion à l'entrée d'Orléans. Deux personnes ont été tuées et plusieurs blessées. Les autorités sont en train d'enquêter sur les causes de l'accident. L'accident a eu lieu dans une zone urbaine, et les victimes ont été évacuées à l'hôpital.

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde et son supplément

مركز من رابطة

MÉDECINE

Dans une lettre publiée par « Nature »

Le professeur Gallo se défend d'avoir fraudé à propos de la découverte du virus du sida

Le virus du sida découvert en 1984 aux États-Unis par le professeur Robert Gallo provient-il en réalité de l'institut Pasteur de Paris? Se fondant sur de nouveaux résultats, le chercheur américain pense apporter la preuve du contraire et écarte ainsi l'accusation d'une fraude.

D'où provient le virus du sida découvert en 1984 dans le laboratoire du professeur Robert Gallo au National Cancer Institute (NCI) de Bethesda (Maryland)? Après que le journaliste américain John Crewdson eut publié, le 19 novembre 1989 dans le *Chicago Tribune*, une volumineuse enquête tendant à montrer que le virus du sida découvert par le professeur Gallo provenait en réalité d'un échantillon viral envoyé quelques mois auparavant au NCI par le professeur Luc Montagnier de l'Institut Pasteur de Paris, le National Institute of Health avait décidé de créer une commission d'enquête chargée de mettre un terme à une affaire qui empoisonnait les milieux scientifiques depuis des années.

Alors que la commission poursuit son enquête, paraît dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* une lettre co-signée, entre autres chercheurs, par le professeur Gallo et le docteur Jean-Claude Chermann, aujourd'hui à l'INSERM, mais qui était à l'époque de la découverte du virus du sida en 1983 l'un des plus proches collaborateurs du professeur Montagnier à l'Institut Pasteur. Fait peu banal, la lettre s'accompagne d'un éditorial pour le moins curieux qui tend à jeter le doute sur l'origine du virus découvert à l'Institut Pasteur.

Initialement, l'objet de cette lettre était, en digne de Chermann, d'être un point de vue scientifique. Il s'agissait en fait d'analyser

l'extraordinaire variabilité génique du virus du sida quand il est cultivé en lignée continue. Le problème est que les souches virales étudiées ont été précisément celles qui, en juillet et en septembre 1983, ont été adressées au laboratoire du professeur Gallo par le professeur Montagnier. Toutes ces souches, du moins celles qui ont pas été cultivées en lignée continue, ont été séquençées, et apparaît, selon les auteurs de cette lettre, le virus découvert par le professeur Gallo. Toutefois, ajoutent les auteurs, « il semble probable qu'une souche virale adressée par le professeur Montagnier provienne du même malade que celui chez lequel a été découvert le premier virus du sida », à l'Institut Pasteur de Paris. Mais, préviennent-ils tout de suite, il sera difficile d'établir si cette souche de virus, dont le code de code est JJB-LAV, est à l'origine du HTLVIII-B.

En clair, le professeur Gallo veut bien admettre, comme il l'avait déjà fait par le passé, qu'une contamination de laboratoire a pu se produire, mais il réfute l'hypothèse d'une fraude.

Les regrets du docteur Chermann

De son côté, le docteur Chermann entend s'en tenir au strict plan scientifique. « C'est parce que, dit-il, Gallo est le seul à considérer des recherches complémentaires aux miennes que j'ai accepté, malgré le contexte, de co-signer cette lettre avec lui. Je me refuse à entrer dans cette polémique car, de mon point de vue, le seul ennemi c'est le virus du sida ». En aucun cas, ajoute-t-il, cette lettre ne remet en question le fait que c'est à l'Institut Pasteur que le virus du sida a été découvert, pas plus que cette publication ne remet en cause les accords franco-américains de mars 1987. Quant aux « extrapolations » auxquelles on livre la presse américaine, pour qui la cause est dorénavant entendue — le professeur Gallo n'a pas fraudé, — le docteur Chermann dit les regretter « sciemment » d'un papier purement scientifique.

Pour sa part, le professeur Montagnier se déclare choqué, tant par le procédé — *Nature* ne l'aurait même pas prévenu de la publication de cette lettre et, par conséquent, ne l'aurait pas laissé répondre, — que par les commentaires auxquels se sont livrés les journaux anglo-saxons. « Laisser entendre, dit-il, comme le fait *Nature*, que notre virus pourrait être le résultat d'une contamination provenant du HTLVIII de Gallo est de ce point de vue particulièrement inadmissible, qui plus est de la part d'un journal réputé pour son sérieux ». Cela dit, le professeur Montagnier ne s'émue pas outre mesure, mettant cette lettre sur le compte de « la pression à laquelle est soumis Gallo depuis la commission d'enquête du NIH a commencé son travail ». Préférant ne pas commenter le fait qu'elle est cosignée par le docteur Chermann, le professeur Montagnier ajoute que cette publication contient de nombreuses inexactitudes, qu'il rétablira, lorsqu'il répondra, sans doute dans quelques mois.

De toute manière, tant que l'on ne saura pas expliquer pourquoi le LAV découvert à Pasteur et le HTLVIII découvert au NCI sont à ce point semblables, il ne sera pas possible de trancher. De nouvelles analyses génomiques vont être maintenant entreprises par le professeur Montagnier sur des isolats provenant du malade chez qui il a découvert le virus du sida. En outre, d'autres chercheurs à qui le professeur Montagnier avait également envoyé des souches de ce virus vont eux aussi procéder à des séquençages. Il restera ensuite à comparer et à tenter de comprendre.

FRANCK NOUCHI

SCIENCES

Réductions budgétaires à l'Agence spatiale européenne

Les premiers vols d'Hermès et de Colombus pourraient être retardés de deux ou trois ans

L'Agence spatiale européenne (ESA) devrait proposer à ses États-membres de réduire de 10 % les dépenses de ses activités à long terme (1987-2000). Ces mesures conduiraient à un étalement dans le temps de certains programmes. Le premier vol de la navette spatiale Hermès et celui des différents éléments du projet Colombus devraient être retardés de deux ou trois ans. Une conférence des ministres européens statuera sur ces propositions d'ici à l'automne.

Rien n'est encore décidé, mais il est clair que les budgets à venir de l'Agence spatiale européenne (ESA) vont être placés sous le signe de la rigueur. Réunis début février à Santa-Margherita (Italie), les responsables de l'Agence ont en effet défilé les grandes lignes d'une version révisée des activités spatiales européennes. Résultat : une réduction d'environ 3,3 milliards d'unités de compte (22,5 milliards de francs aux conditions économiques de 1986) représentant plus de 10 % de l'ensemble des dépenses couvrant la période 1987-2000 (1).

Cette relative austerité ne signifie nullement, selon M. Jean-Marie Luton, directeur général de l'ESA, que les pays européens renoncent aux objectifs qu'ils s'étaient fixés, en novembre 1987, lors de la conférence interministérielle de La Haye. Bien au contraire. Mais il est clair que des économies, obtenues notamment par un étalement dans le temps de certains des programmes décidés à La Haye, permettraient aux États-membres de l'Agence de mieux adapter leurs moyens financiers à la croissance nécessaire des budgets spatiaux pour les quatre prochaines années.

Depuis quelque temps déjà, certains pays européens comme l'Allemagne, confrontée à des difficultés budgétaires à cause de la réunification, souhaitent réduire les dépenses de l'Agence. De fait, la note à régler est élevée puisqu'à l'issue de la conférence de La Haye, les Européens s'étaient engagés à dépenser, pour les quatorze ans à venir, quelque 33 milliards d'unités de compte (225,4 milliards de francs), dont plus du tiers devait financer les trois programmes-phares de l'ESA : le lanceur Ariane-5 dont le coût à achèvement devrait atteindre 4 114 millions d'unités de compte ; la navette spatiale Hermès (4 534 MUC) ; le projet Colombus (3 713 MUC), enfin, dont un des éléments principaux, le module attaché pressurisé (APM), doit se fixer à la station orbitale américaine Freedom.

Maintien du calendrier d'Ariane-5

Comme il n'était guère pensable de retarder — concurrence étrangère sur le marché des services de lancement de satellites oblige — l'arrivée d'Ariane-5 (le premier vol de qualification est toujours prévu pour 1995), l'ESA a donc proposé de jouer sur le calendrier des programmes Hermès et Colombus. Un scénario qui devrait séduire les pays européens dans la mesure où il n'extrait pas une remise en cause des décisions difficilement obtenues à La Haye et où il permet d'alléger les efforts consentis par tous les États-membres pour financer ces ambitieux programmes.

Conséquence : le premier vol de qualification, sans équipage, de la navette spatiale européenne devrait avoir lieu en 2000, soit avec deux ans de retard sur le calendrier, et le deuxième, habité cette fois, serait décalé d'autant et

fixé à 2001. Autre conséquence : la mise en service des différents éléments du programme Colombus devraient également connaître quelques glissements. Si le premier vol de ces satellites un peu particuliers que sont les plates-formes polaires (PPF) reste prévu pour 1997, le lancement par la navette spatiale américaine du module habité européen (APM), qui doit se greffer à la station Freedom, n'aura pas lieu avant 1998, soit avec un décalage de deux ans sur le précédent calendrier. De même, la mini-station autonome du programme Colombus, le MTF, ne volera pas avant 2001, alors que sa mise en orbite par Ariane-5 était prévue pour 1998. Telles sont les grandes lignes de ce scénario de rigueur qui devrait être prochainement soumis à l'approbation des ministres européens. Une conférence spatiale européenne doit en effet se tenir avant l'automne, probablement au début de l'été, et les responsables de l'ESA n'auront pas trop de cinq mois pour peaufiner leurs dossiers.

Des discussions sur ces points sont en cours et M. Jean-Marie Luton espère une réponse sur Hermès pour le 15 mars. Le reste devrait suivre pour que la décision d'engager la réalisation d'Hermès et de Colombus soit prise rapidement et, dans cinq ans, faire le point de la situation sur les trois programmes phares de l'Agence et les retoucher en fonction des nouvelles données du moment : besoins d'une capacité accrue d'Ariane-5 ; contraintes imposées par la station spatiale américaine ; missions vers la station soviétique Mir, etc.

J.-F. AUGEREAU

(1) Il suffit de multiplier par 1,17 pour réactualiser ces coûts aux conditions économiques de 1990.

CATASTROPHES

Accident d'avion dans le Colorado

Un Boeing 737 transportant 25 personnes s'est écrasé

Un Boeing 737 de la compagnie United Airlines s'est écrasé dimanche matin 3 mars près de l'aéroport de Colorado Springs (Colorado) et il ne semble y avoir aucun survivant.

L'avion, qui transportait vingt passagers et cinq membres d'équipage, s'est écrasé près d'une zone résidentielle, à environ 8 km au sud de l'aéroport. Il s'agissait d'un vol régulier reliant Denver (Colorado) à Colorado Springs, une ville de 220 000 habitants située à environ 110 km de Denver.

Selon un responsable de la police locale, le sergent Randall Johnson, l'appareil s'est écrasé alors qu'il entamait les manœuvres finales en vue de son atterrissage. Selon la même source, l'accident n'aurait fait aucune victime au sol. Le temps était clair mais des vents violents soufflaient dimanche matin dans la région de Colorado Springs. — (AFP)

o Double explosion au centre EDF d'Orthez. — Deux explosions survenues à quelques minutes d'intervalle se sont produites, durant la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars, dans le centre EDF d'Orthez (Pyrénées-Atlantiques). La première a ravagé le hall d'entrée et le rez-de-chaussée du bâtiment, la seconde a provoqué l'incendie d'une quinzaine de voitures garées dans le parking du centre. L'attentat n'a pas été revendiqué mais la technique utilisée ressemble à celle habituellement mise en œuvre par l'organisation séparatiste basque Iparretarrak. L'coquête a été confiée à l'antenne bayonnaise du service régional de police judiciaire de Bordeaux.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

JUSTICE

Un débat à l'Ecole nationale de la magistrature

Les limites de la médiation pénale

Un délinquant et sa victime peuvent, l'un comme l'autre, se passer du procès pénal. L'auteur peut « payer sa dette », la victime peut obtenir réparation, matérielle et morale, sans aller devant des juges. Il suffit pour cela d'accepter le principe de la « médiation pénale », dès lors que les faits ont été reconnus, et qu'il y a volonté, de part et d'autre de trouver un arrangement : une issue au conflit, faisant le moins de dégâts possible. Si un accord est trouvé entre les parties, qui auront réussi à définir une solution librement négociée grâce à l'arbitrage d'un tiers, la procédure est classée sans suite.

Ce système n'est pas une utopie, il fonctionne de façon expérimentale en France depuis huit ans, sous les formes les plus variées et maintenant dans une quarantaine de juridictions. Faut-il poursuivre l'expérience, passer de la phase de laboratoire à la « grande distribution » et envisager même de légiférer en la matière pour éviter les traitements inégaux et les pratiques anarchiques ? La question a été longuement débattue, mercredi 27 février, par une centaine de magistrats réunis par le ministère de la justice dans les locaux parisiens de l'Ecole nationale de la magistrature.

Si de nombreux intervenants paraissent assez satisfaits des systèmes qu'ils ont mis au point dans leurs juridictions, par exemple à Créteil, présentée comme un bon « pilote », à Pontoise ou à Strasbourg, certains n'ont pas caché que, derrière l'indéniable phénomène de mode, bien des questions de fond ne leur semblaient pas résolues.

Alors que les juridictions sont surchargées, que l'on demande de plus en plus à la justice de prendre en charge les ratages d'une société qui ne sait que faire de sa petite et moyenne délinquance, la médiation, en se substituant au procès pénal, peut être perçue comme l'expression

d'une méfiance, voire d'un rejet, du système judiciaire, trop lent et trop brutal. Qui est capable, compétent, en matière de médiation ? Celle-ci, en traitant des procédures qui seraient classées sans suite par la justice ordinaire, ne conduit-elle pas à exercer un contrôle social accru et peut-être superfétua ? L'existence, dans

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Pierre Guillaume

A la suite d'une information sur la librairie La Vieille Taupe à Paris (le Monde du 12 février) et sur les protestations soulevées par son installation rue d'Ulm, nous avons reçu de son directeur la lettre suivante :

Dans sa livraison du mardi 12 février 1991, page 16, dans la rubrique « Société », le *Monde* publiait le lien, la date et l'heure d'une « manifestation silencieuse » organisée régulièrement devant la librairie par un « comité anti-institutionnisme » se disant domicilié à l'ENS et « composé d'un groupe d'élèves de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm ». Une pétition réclamant la fermeture de La Vieille Taupe aurait recueilli quelque mille cinq cents signatures.

Je pose les questions : à partir de combien de signatures des censeurs pétitionnaires acquiescent-ils le droit d'interdire l'expression des idées qui leur déplaisent ? ... à partir de combien de manifestations et combien de manifestations un comité Théodoule acquiesce-t-il le droit de décider du vrai et du faux, du bien et du mal, et d'imposer ses conceptions ? Toute censure n'est-elle pas d'abord un acte de méfiance à l'égard du public ? Je suggère ce thème de discussion aux normaliens, supérieurs et anonymes, initiateurs du comité. La Vieille Taupe leur propose d'écrire leurs textes sur ce sujet, ainsi que toute réfutation des livres édités par La Vieille Taupe qui suscitent leur actuelle réprobation.

telle juridiction, de procédures de médiation ne risque-t-elle pas — en ouvrant la voie à une réponse plus douce à la délinquance qui répondrait, selon le mot d'un magistrat, au besoin d'une certaine tendresse sociale — de créer un déséquilibre entre justiciables ?

A toutes ces questions, aucune réponse précise n'a pu être apportée, des participants ne dissimulant pas un certain malaise à l'égard de la médiation, que certains percevaient comme un désaveu à l'égard de la politique pénale qu'ils menent quotidiennement dans leurs juridictions.

Si les expériences de médiation pénale offrent d'indéniables avantages, évitant notamment ce que le directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Franck Terrier, a appelé la « stigmatisation » par le procès, il n'est pas paru possible pour le moment d'envisager un texte de loi fixant le cadre précis de la médiation pénale. Le ministère de la justice, M. Henri Nallet, qui clôturait la réunion, a ainsi indiqué qu'il entendait faire mettre au point par ses services une « directive d'action publique » pour « cadrer » les pratiques de médiation et les encourager, mais qu'il lui paraissait prématuré de légiférer en la matière.

AGATHE LOGEART

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

Le guide du
courtier
facile

220 modèles
de lettres
pour tous et
pour toutes
les situations



Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

En fait, cela n'existe pas. Parce que vous êtes unique. Il y a des êtres formidables qui ne demandent qu'à vous rencontrer, précisément pour cette raison. Comment faire pour que leur chemin et le vôtre se croisent ? Votre seule chance est-elle de multiplier vos rencontres, en faisant confiance au hasard ? Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre. C'est cette aventure que vous pouvez connaître : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Étude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque vos contacts seront renouvelés jusqu'à ce que vous ayez abouti.

Pour recevoir une documentation complète : Faites 3615 code ION sur votre Minitel ou retournez cette demande.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sans pli neutre et cacheté, votre livre d'information en couleurs.

M., Mme, Mlle. _____ Age _____

Prénom _____

Adresse _____

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare. Tél. : (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli. Tél. : 01.59.48.58
■ BRUXELLES (1040) rue Belliard 205 BP 15. Tél. : (02) 230.99.98
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant. Tél. : (022) 46.84.88

Ion International
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

SPORTS

A la Plagne (Savoie)

La piste de bobsleigh
qui provoque des sueurs froides

L'équipement sportif le plus coûteux des Jeux olympiques d'Albertville, la piste de bobsleigh de la Plagne (Savoie) - 200 millions de francs alors que le devis initial de l'installation réfrigérée artificiellement s'élevait à 70 millions de francs - a scouillé les 27 février et 2 mars la finale de la Coupe du monde de bob. L'épreuve de bob à deux s'est remportée par le pilote allemand Wolfgang Hoppe associé à René Hannebstein. Dans la discipline du bob à quatre c'est l'équipe autrichienne conduite par Ingo Appelt qui s'est classée première.

LA PLAGNE

de notre envoyé spécial

L'Etat avait prévu les promoteurs de la compétition, le Comité d'organisation des JO d'Albertville (COJO), qui attendait à cette occasion tester sa piste un an avant les épreuves olympiques : le public ne serait pas admis le long du couloir glacé qui s'élève sur mille cinq cents mètres. A l'origine de cette interdiction, la présence, dans la vante de l'installation, de 45 tonnes d'ammoniac circulant à travers 80 kilomètres de tuyaux. « Notre installation est simple, un peu artificielle pour se prêter à d'éventuels mouvements de terrain », reconnaît le directeur général du COJO, M. Jean Albert Corrad.

La piste dans laquelle elle s'inscrit est en effet instable - ce qui explique l'envolée du prix de cette piste - et « mal adaptée aux ouvrages linéaires car des tassements différentiels sont à redouter », estime l'expert désigné par l'Etat pour mesurer les éventuels dangers de cette installation. Les mouvements du sol pourraient provoquer une rupture des canalisations et entraîner une fuite d'ammoniac, un produit hautement toxique. Pour se protéger d'un tel risque, un dispositif d'alerte a été mis en place tout autour de l'installation et des masques à gaz ont été distribués aux quelque dixaines de personnes qui habitent dans le hameau des Roches, situé juste au-dessous de la piste.

« Notre Comité considère que cette piste est sûre », affirme le président du COJO, M. Michel Benier. Il ajoute aussitôt : « Cette piste a été réalisée pour accueillir des athlètes entraînés par un public. Je n'imagine pas que des spectateurs soient absents de cette épreuve olympique. »

Il reste aujourd'hui son Comité

d'organisation des XVI^e Jeux d'hiver à apporter au ministre de l'environnement, M. Bricc Lalonde, suculents de faire respecter, même sur les sites olympiques, les dispositions en vigueur autour des installations classées, les preuves du bon fonctionnement de l'énorme frigo installé au cœur de la montagne. Se pussance devrait d'ailleurs être encore accrue au cours des prochains mois pour permettre à la piste de mieux supporter la chaleur extérieure. Alors que le site où elle s'inscrit est l'un des plus froids et l'un des mieux protégés des rayons du soleil, la glace à ou les plus grandes difficultés pour s'accrocher à la coque de béton dans laquelle filant, à plus de cent kilomètres à l'heure, les « bobs », entraînant leurs pilotes à s'y élancer... de nuit.

Les charges
d'exploitation

A peine ouverte cette piste provoque déjà des « sueurs froides » chez les élus locaux de la Plagne, un village de 1500 habitants, qui devront après les JO, assumer la charge de son exploitation. Celle-ci est estimée aujourd'hui à 3,5 millions de francs par an qui viendront s'ajouter aux annuités de remboursement d'un montant de 1,5 million. De graves incertitudes pèsent déjà sur l'avenir de cet équipement. D'une part le bobsleigh et le luge sont des disciplines très confidentielles dans notre pays (moins d'une centaine de licenciés). D'autre part la révision des programmes sportifs des Jeux d'hiver envisagée par la CIO pourrait conduire à la suppression du bobsleigh et de la luge qualifiés de disciplines à « risques écologiques ».

Un tel coup porté au bob et à la luge, inscrite au programme des Jeux d'hiver respectivement depuis 1924 et 1984, entraînerait nécessairement la marginalisation définitive dans le pluriel des pays alpins. La commune de Méotz verrait ainsi disparaître une des rares recettes auxquelles elle pouvait prétendre, la location aux équipes étrangères de cet équipement très sophistiqué. Enfin l'Etat qui a très largement contribué au financement des Jeux pourrait, comme en 1988 après les JO de Grenoble, laisser aux communes la charge des équipements sportifs hérités des Jeux. La piste de bob de l'Alpe d'Huez, comme le trampolin de saut de Saint-Nizier, au-dessus de Grenoble, n'ont pas survécu à cette politique.

CLAUDE FRANCILLON

RUGBY : malgré sa victoire sur le Pays-de-Galles (36-3)
L'équipe de France dans les désordres du plaisir

L'équipe de France de rugby a dominé celle du Pays-de-Galles (36-3), samedi 2 mars, à Paris dans le cadre du Tournoi des cinq nations. Les joueurs français, qui restaient sur des victoires contre les Ecosse et les Irlande, ont inscrit six essais face à de très faibles Gallois. Leur tâche sera sans doute beaucoup plus délicate lors des 16 mars à Twickenham où ils affronteront les Anglais pour tenter d'enlever le « grand chelem ». L'Angleterre, victorieuse de l'Irlande (16-7) à Dublin, semble être l'équipe la plus complète de la compétition.

Un essai pour commencer, une transformation pour conclure, quel que soient les joueurs, les vivants du public en prime. Serge Blanco pouvait-il espérer meilleur sort à l'occasion de sa dernière apparition à Paris pour un match du Tournoi des cinq nations (1) ? Lui, l'international aux quatre-vingt-quatre sélections, record du monde en rugby, et aux trente-trois essais, pouvait-il partir autrement que sur un dernier coup d'éclat ? Il leur devait bien ça, à ces Gallois qui, fort à propos, l'avaient un jour surnommé le « Pétit du rugby ».

Il a donc quitté le Parc des Princes sur deux exploits. L'un en début de match : une course de soixante mètres pour récupérer un ballon aux rebonds gênés et le déposer en terre galloise. L'autre en fin de partie, après un essai de Jean-Baptiste Lafont : une transformation difficile, réussie de façon magistrale pour le simple plaisir de flair en beauté, ovationné par une foule qui n'en demandait pas tant mais n'en rêvait pas moins.

« Des passes
de maçon »

De cette troisième victoire française dans le Tournoi 1991, ce sont sans doute les seules images qui survivront. Certes, entre les ultimes coups de reins de son funambule d'arrière, le XV de France aura bien inscrit cinq autres essais (Saint-André, Mennel, Roumat, Sella et Lafont) et passé plusieurs fois le ballon entre les poteaux gallois. Mais il aura surtout disputé une partie débridée et déconcertante, alternance de génie et de médiocrité, bien trop folle pour être digne de confiance, bien trop impalpable pour donner prise à la mémoire.

En marge des feintes de Blanco, des envolées de Philippe Sella, des coups de folie du fantasme Lafont ou des percées rageuses d'une troisième ligne composée de joueurs du Racing CF (Xavier Blond, Laurent Cabannes, Christophe Deslandes), que de déchets, de ballons égarés par inadvertance, de passes hasardeuses (des « passes de maçon », dira Albert Ferrasse, le président de la Fédération) et d'essais gaspillés ! A vouloir privilégier le spectacle et l'esprit du

jeu, à rechercher, coûte que coûte, le panache et la beauté du geste au sortir de chaque regroupement, les joueurs français ont souvent réglé le public du Parc mais ils ont parfois donné l'impression de disputer une partie de « passe à dix » devant la ligne de but galloise. Comme enivré par l'euphorie du renouveau en cours depuis trois matches, une euphorie qui inquiète les entraîneurs, Jean Trillo et Daniel Dubroca tant elle masque les lacunes de leur équipe, ils en ont oublié, à plusieurs reprises, la plus élémentaire des rigueurs dans la conduite du jeu.

Les Gallois
inexistants

Mais la nature même de l'adversaire n'a-t-elle pas une promesse de chaos tactique, de match brouillon et désordonné ? A voir ces pauvres bougres de Gallois errer sur la pelouse du Parc des Princes, on avait bien du mal à deviner en eux les héritiers de Gareth Edwards, Barry John ou Graham Price. A défaut de qualités techniques, ils n'avaient qu'un piteux courage à opposer à des Français qui auraient pu marquer, au moins, vingt points de plus en se montrant plus

rigoureux face à des adversaires britanniques inexistants.

L'an dernier, à Cardiff, les Français avaient inscrit cinq essais (29-19). Qu'ils en ajoutent un de plus cette année à Paris n'a donc rien de très illogique. Car, entretemps, le XV du poteau ne s'est guère amélioré et le rugby gallois dans son ensemble a continué à être pillé par les clubs anglais de jeu à XIII, sport professionnel en Angleterre. Il faut remonter à 1982 pour trouver trace d'une victoire galloise contre la France à l'Arms Park de Cardiff (22-12). Quant au dernier succès au Parc des Princes, il date de 1975 (25-10).

L'opposition n'a pas favorisé la recherche de rigueur, assurait Jean Trillo, l'entraîneur des lignes arrières, à la sortie des vestiaires. En dressant ce constat, il ne se contentait pas de parachever le cliché « pour faire un bon match il faut être deux », il reconnaissait également, à demi-mots, la relative inutilité de la rencontre de samedi. Qu'avait-elle donc à gagner, cette équipe de France, face à un adversaire si insignifiant ? Avant tout des signes de progrès dans certaines phases de jeu, en particulier dans la maîtrise du ballon à l'approche de la ligne de but adverse.

FOOTBALL : les difficultés de l'OGC Nice

Un ultimatum des joueurs niçois
à leurs dirigeants

NICE

de notre correspondant régional

La situation du club de football professionnel de l'OGC Nice, qui accusait, au 31 décembre dernier, un déficit comptable de 40 millions de francs, devient de plus en plus critique. Alors qu'aucun des deux repreneurs sur les rangs (le Monde du 26 février) n'a encore concrétisé ses intentions, les joueurs et entraîneurs ont lancé, jeudi 28 février, un ultimatum à leurs dirigeants pour « régulariser les salaires de janvier et de février ». Après une longue réunion avec le président du club, M. Mario Innocenti, en présence de M. René Charrier, vice-président de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), ils ont fait savoir, dans un communiqué, que, si une solution n'était pas trouvée avant le 14 mars, à midi, ils ne « participeraient plus à aucune rencontre officielle. Dans ce délai, ont-ils précisé, ils attendent que les collectivités locales et notamment la municipalité manifestent clairement leur volonté de maintenir une équipe professionnelle à Nice ».

Cependant, le sénateur (app. RPR) et maire de Nice, M. Honoré Baillet, a rappelé, jeudi, que la ville s'en tiendrait, stricto sensu, au versement d'une subvention annuelle de 10 millions de francs (6 millions ont déjà été débouqués en décembre et les 4 millions restants le seront en mars). Il s'est abstenu, d'autre part, de toute promesse concernant une éventuelle rallonge sur le budget supplémentaire pour 1991. Un entrepreneur en travaux publics niçois, M. Bruno Miraglia, conseiller régional (RPR), a toutefois lancé une idée originale pour venir en secours du club. Il s'agit de constituer un pool d'une cinquantaine d'entreprises locales dont chacune apporterait une contribution de 200 000 francs sous la forme d'achat de billets. Ces billets, estampillés, seraient ensuite remis gracieusement, pour

○ AUTOMOBILISME : sanctions allégées pour l'écurie Larrousse F1. L'écurie Larrousse F1 n'aura pas à disputer les préqualifications pour les grands prix du Championnat du monde de formule 1 en 1991 mais ne récupère pas les points qui lui ont été retirés pour le championnat 1990 par suite d'une « fausse déclaration d'engagement » (le Monde daté 24-25 février). Cette décision prise, vendredi 1^{er} mars, par le conseil mondial de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) répond, de façon très incomplète à la requête présentée par Gérard Larrousse à Jean-Marie Balestre. Au-delà du « préjudice moral et sportif », l'écurie française n'échappe pas aux importantes conséquences financières qu'entraîne son déclassement. Sans renoncer à poursuivre des négociations avec la FISA et la FOCA (association des constructeurs de formule 1), l'écurie Larrousse a envoyé, vendredi 1^{er} mars, ses deux voitures à Phoenix, où se disputera, dimanche 10 mars, le premier grand prix de la saison.

Y est-elle parvenue ? Sans doute pas. Ce match a simplement confirmé à Jean Trillo le fantasme potentiel de cette équipe qui adhère parfaitement - presque trop, parfois ! - à ses conceptions très offensives. Mais il ne lui a pas vraiment permis d'évaluer au plus juste ses possibilités face à une opposition de qualité : « Il y a eu trop de déchets pour que l'on puisse parler de maîtrise du jeu », admettait-il avant de préciser, plus optimiste : « Cette équipe est intelligente et capable de s'adapter à tous les systèmes de jeu, y compris celui des Anglais. » En effet, contre l'Angleterre, le 16 mars à Twickenham, terre, le 16 mars à Twickenham, cette fameuse maîtrise du jeu ne sera certainement pas le point fort de l'équipe de France. Sans peine d'être brusquement ramenée à son véritable niveau par une formation anglaise qui, comme elle, vise le « grand chelem », elle devra, cette fois, évacuer le superflu et aller à l'essentiel.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Serge Blanco pourrait néanmoins rejouer une dernière fois avec l'équipe de France au Parc des Princes à l'occasion des quarts de finale de la Coupe du monde, le 19 octobre prochain.

SKI ALPIN : en super-G

Une troisième
Coupe du monde
pour Carole Merle

L'annulation, en raison du vent et des chutes de neige trop fortes, du dernier Super-G de la saison à Morioka-Shizukushi (Japon) a permis à la Française Carole Merle, vingt-sept ans, de remporter, pour la troisième année consécutive, la Coupe du monde de cette spécialité.

Ce troisième succès efface un peu la déception causée cette année à la skieuse française par sa deuxième place aux Championnats du monde de Saalbach (Autriche) et confirme son rang de favorite pour les prochains Jeux d'Albertville, l'hiver prochain. L'Autrichienne, Petra Kronberger, dont la fin de saison a été perturbée par une blessure à Saalbach, termine deuxième en Super-G, mais reste largement en tête au classement général de la Coupe du monde devant Carole Merle.

Les résultats

ATHLÉTISME

Championnats de France
de cross-country

Bruno Le Stum s'est imposé, la plus belle performance de sa carrière en devenant champion de France de cross-country, dimanche 3 mars à Laval. Il s'est devancé Pierre Levesque qui, à trente-neuf ans, disputait son seizième championnat national. Thierry Parrel, grand favori de l'épreuve, n'a pu prendre que la quatrième place après être parti en tête. Chez les dames, le titre est revenu à Marie-Pierre Duru.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Prochaines divisions
(vingt-neuvième journée)

Marseille b. Monaco	1-0
Nice b. Montpellier	2-0
Metz b. Rennes	2-0
Nantes b. Paris SG	2-0
Bordeaux b. Saint-Etienne	2-1
Toulouse et Cannes	2-2
Auxerre b. Toulon	3-0
Nancy b. Lyon	1-0
Brest b. Caen	2-1
Sochaux b. Lille	1-0

Classement : 1. Marseille, 43 points ; 2. Monaco, 37 ; 3. Auxerre, 36 ; 4. Cannes, 32 ; 5. Montpellier, 31 ; 6. Nantes, 29 ; 7. Lille, Metz, Paris SG et Lyon, 28 ; 11. Nice, 27 ; 12. Caen, 26 ; 13. Brest, Bordeaux et Nancy, 26 ; 16. Sochaux, 25 ; 17. Saint-Etienne, Toulon et Rennes, 24 ; 20. Toulouse, 23.

Deuxième division
(vingt-septième journée)

Rodéz b. Bastia	2-1
Epinal b. Dunkerque	1-0
Chamois b. Strasbourg	3-1
Nîmes b. Oyon	2-0
Valenciennes et Martigues	0-0
Alès b. Lorient-Caenn	2-0
Albi b. Ajaccio	2-0
Gueugnon b. Avignon	2-0
La Roche b. Annecy	1-0

Classement : 1. Nîmes, 38 pts ; 2. La Roche, 33 ; 3. Valenciennes, 31 ; 4. Bastia, Rodéz et Alès, 28.

GROUPE B

*Red Star et Beauvais	1-1
Rouen b. Laval	2-1
Créteil b. Guingamp	2-1
Lens b. Saint-Quentin	2-1
*Tours et Bourges	0-0
*Nîmes b. La Mars	1-0
Angers b. Orléans	1-0
*La Havre b. La Roche sur Yon	2-0
*Saint-Saurin b. Reims	2-1

Classement : 1. La Havre, 37 pts ; 2. Angers, 34 ; 3. Lens et Laval, 31 ; 5. Rouen, 29.

HANDBALL

Tournoi de la capitale

L'équipe de France de handball a gagné, dimanche 3 mars au Palais des sports de Bercy, le Tournoi de la capitale en battant en finale la Roumanie (25-24). Pour la troisième place, la Yougoslavie s'est imposée sur la sélection parisienne (27-18).

RUGBY

TOURNOI DES CINQ NATIONS

Samedi 2 mars

France b. Pays de Galles... 36-3
Angleterre b. Irlande... 16-7

Djé joué :

*France b. Ecosse... 15-9
Angleterre b. Pays de Galles... 25-6
France b. Irlande... 21-13
Ecosse b. Pays de Galles... 22-12
Angleterre b. Ecosse... 21-12
Pays de Galles et Irlande... 21-21
Restent à jouer (samedi 16 mars) : *Angleterre-France et *Ecosse-Irlande.

Classement : 1. France et Angleterre 6 points ; 2. Ecosse, 2 ; 4. Irlande et Pays de Galles, 1.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINEELIAHU INBAL :
LE SON RETROUVÉ

POLÉMIQUE. Eliahu Inbal, le chef mahlérien de la décennie, part à la recherche du son perdu et ne craint pas de déclarer la guerre à l'estonail. Un entretien explosif. DÉRANGANT. Les compacts à moins de dix francs font fureur dans les hypermarchés. D'où viennent-ils ? Qu'offrent-ils ? Mettent-ils en danger le marché du disque ? Une enquête choc.

EXEMPLAIRE. Depuis vingt ans, le Quatuor Alban Berg perpétue la grande tradition viennoise et milite en faveur de la musique de notre siècle. Une leçon de style.

INTIME. Tout au long de sa vie, Gabriel Faure s'est confié ses tourments d'âme et de cœur à quelques belles dames, avec lesquelles il a échangé une brûlante correspondance. Des inédits révélateurs.

Et aussi : les quatuors de Mozart ; Christophe Cohn, baroque aux idées larges ; le Concours de lutherie de Paris ; les livres, les disques, les petites annonces...



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand
de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

Gainsbourg...
et cætera

Suite de la première page

A l'occasion de la sortie de son dernier album, Gainsbourg revient sur son parcours. Dans une interview exclusive, il évoque ses débuts, ses succès, ses échecs, ses regrets, ses espoirs. Il parle de sa relation avec le public, de son rôle de chanteur, de son rôle de compositeur, de son rôle de producteur. Il parle de sa vie, de sa famille, de ses amis, de ses ennemis. Il parle de son art, de son métier, de son engagement. Il parle de son avenir, de son héritage, de son légage.

Ecrits de

Essai sur Beethoven
Musique, mythe, nature
ou les Dauphins d'Arzon
L'œuvre de Beethoven est une œuvre de la culture. Elle est une œuvre de l'humanité. Elle est une œuvre de la civilisation. Elle est une œuvre de la modernité. Elle est une œuvre de l'avenir.

La mort de « l'homme à tête de chou »

Gainsbourg... et cætera

Suite de la première page

A l'époque, la chanson « à tête » tient encore le haut du pavé, mais ce texte là est différent, sort des codes, des clichés bien pensants. Drôle et déchirant, il ne doit rien à personne si ce n'est un léger tribut d'admiration et de reconnaissance à Boris Vian, celui qui a encouragé et pressenti, aussitôt tout compris et l'a dit (1) : « Le Tout-Paris ne soit même pas ce qui arrive à Paris. Ce ne sont pas seulement le music-hall ou le vedettariat qui sont concernés, mais l'essence même de l'art musical et parolier. Gainsbourg apporte tout en faisant semblant de n'apporter rien. D'où la portée historique de l'événement : l'anti-chanteur est né. (...) Gainsbourg réalisera probablement la séparation des âges dans la musique. D'ici à peu d'années, je suppose, on dira, pour confirmer la différence : « Avant que vienne Gainsbourg » et « Après que Gainsbourg soit venu ». La chanson avec Serge entre dans un autre siècle : je le crois avec conviction. »

Boris Vian a eu raison. En plus de trois décennies et plus de trois cents chansons, Gainsbourg, qui s'estime en sursis depuis que, « en 1942 on lui avait cousu une étoile de Shérif sur la poitrine » et que, en plus, il s'était réfugié à un moment, par hasard, dans un village tout proche d'Oradour-sur-Glane, n'a pas cessé de chanter, gauloiser et ténébreux, sur la crête des vagues musicales.

Même lorsqu'elles s'étaient pas à son goût, il les a toutes réécrites, annexées, au bon moment, endossant successivement - sans paraître jamais déguisé - les costumes jazzy, pop, yé-yé, rock, afro-cubain, reggae, funky, itelligence, faculté d'adaptation, compétence musicale, certes. Mais, mieux que cela, plus que tout, adéquation des rythmes du temps collectif à des mots qui l'ont.

Chez Gainsbourg, ce sont les mots qui dansent et la musique qui suit, les mots à double sens, les mots à double fond, jeux de rimes, calembours cascadiants, « Baby alone in Babyland », associations, onomatopées, « Shebam! Pow! Blop! Waz! », alliterations, embrasements torrides, enjambements éblouissants, prosodie, « J'avoue, j'en ai bavé, par vous », vers essentiels, « Le soleil est rare et le bonheur aussi », envolées rimées, baladines d'un exotisme de Ver-

laine, « Ils rêvent de hijacks et d'accidents d'oiseaux/ Les naufrageurs n'ont armés de sarbacanes/ Qui sacrifient ainsi au culte du Cargo/ En soufflant vers l'azur et les aéroplanes. »

Le syndrome de Lolita

Érotomane militant mais jamais pornographe, Gainsbourg ne vendra jamais guérir du syndrome de Lolita. Quand, de temps en temps, il n'y a pas de place pour lui au maître d'œuvre des hit-parades, il se fait tailleur pour dames en devenant, adolescent pour rêver, androgyne divine, fantasmes murmurants à qui il demanda beaucoup et donna énormément. Elles devaient être belles et avoir peu de voix, ou mieux encore une voix qui ne chanterait pas, qui soupierait, chuchoterait, exprimerait en de jolis abandons de chaînes étranglées, en quelque sorte, l'inspiration.

De France Gall (Ah! la coquine mariée des Surtout à l'Unité...) à Vanessa Paradis, sans oublier Anna Karina « sans le soleil exactement, pas à côté, pas n'importe où », ou Isabelle Adjani dans son petit pull marine au fond de la piscine. Ou Charlotte, for ever.

Sans oublier, évidemment, Brigitte Bardot. En 1968, elle n'a « besoin de personne en Harley Davidson ». La chevauchée solitaire de ce « terrible engin » n'est pas qu'explicitement sexy, elle est prémonitrice et projette BB vers d'autres solitudes à venir... Je l'aime moi non plus : titre de pure poésie, c'est-à-dire de fulgurante vérité.

Entre les « Je vois et je viens », les riles, les coups de reins, des vers magnifiques, qui, sans qu'on le sache, désamorcent le scandale. La beauté ne peut être choquante, c'est toujours la leçon de l'art. « Comme la vague trépassée... / Tu es la vague moi l'île nue... / L'amour physique est sans issue. » La chanson a été écrite pour Bardot. Elle sera lancée le 22 janvier 1969 par la vraie dame de cœur, Jane Birkin. 6 250 000 exemplaires vendus et l'anthème du Vietnam. Tout est bien.

A partir de là, le succès va lâcher plus Gainsbourg, qui, au fil des ans, laisse lentement Gainsbarre le rejoindre. Qui est ce Gainsbarre chaloupant de plateaux de télé en vidéos nocturnes, les doigts rouiss de nicotine comme par un mortel



CLAUDE GAINBOURG

heuté. Ce Gainsbarre qui multiplie les propos minutieusement pâles et les bras d'honneur approximatifs, qui va faire le coup de poing contre les paras à Strasbourg à la santé d'une triomphante Marseillaise reggae, « aux armes et cætera... », qui brûle un billet de 500 francs en direct à la télévision (« Pas cher payé pour tant de publicité! »). Le public s'est tout, il comprend, il admet, il admire même ce « capaboudisme » séagénique qui n'enlève rien au talent unique, inaltéré, qui laisse l'œuvre aller son chemin, grandir, s'épanouir, s'imposer dans sa totalité avant le verdict évident de la postérité.

Il sait, le public, que ces enfantillages pathétiques ne sont que l'expression d'une pudeur chagrinée, la manifestation souvent « jouée », exagérée, d'une terrible lucidité, l'antidote désespéré à la

dégléine visible d'une carcasse martyrisée par le couple maudit qui de la quitte plus : Gitane et pastis. Les derniers temps, Serge Gainsbourg va multiplier les testaments conjuratoires. Un dernier film, le plus beau, confession avant suicide d'un exhibitionniste, un dernier 45 tours, *He mon, amen*, une dernière adresse à son fils Lucien, « Lorsque l'aurai disparu/ Plante pour moi quelques orties/ Sur ma tombe/ Petit Lucien... »

Des orties? Pourquoi pas, s'il le veut ainsi. Mais des orties douces et belles que l'on cueillera à tout jamais, ce vous devez, en dansant la Javanaise.

DANIEL HEYMANN

(1) Cité par Yves Salignes dans *Gainsbourg ou la provocation permanente*, aux éditions Jean-Claude Lattès.

Acteur et cinéaste

Serge Gainsbourg compose de la musique de films, lorsqu'il tourne pour la première fois un petit rôle dans *Voulez-vous danser avec moi?* de Michel Boisrond, aux côtés de Brigitte Bardot. Ensuite on le voit dans des peplums italiens où son physique le confine dans les emplois de traître. Un peu l'équivalent du Daffy des années 30, moins le côté extraverti. Comme lui, il mène sa carrière de comédien avec un beau dilettantisme. Au cours des années 60, Jacques Poitrenaud, Jean-Paul Le Chanois, Jacques Besnard, Georges Lautner, Gérard Philipe utilisent son singulier physique, et il assure avec désinvolture.

En 1969, Serge Gainsbourg tourne Paris n'existe pas, de Robert Benayoun, *Mister Freedom* de William Klein : des films d'auteur. Dans *Slogun*, une comédie de Pierre Gréblat, il rencontre Jane Birkin. Son métier d'acteur passe alors au second plan. On le voit dans *Cercueil*, de Pierre Konik (1970), *Le Voleur de chevaux*, d'Abraham Polonsky (1970), *Sérieux comme le plaisir*, de Robert Benayoun (1975), *Egon Schiele, enfer et passion*, de Herbert Vesely (1975), *Je vous aime*, de Claude Berri (1980).

Mais, et c'est sans doute le plus important, Serge Gainsbourg est tenu par la réalisation. Il tourne quatre films de fiction provocants, irritants, en dehors des normes françaises : en 1975, dans la région d'Uzes - il a quarante-sept ans, - *Je l'aime moi non plus*, un film noir, hyperréaliste. Hugues Quester et Joe Delessandro, la star d'Andy Warhol et de Paul

Morrissey, y sont deux éboueurs homosexuels travaillant dans une sorte de *no man's land* pour marginaux. Jane Birkin, serveuse androgyne, séduit Delessandro qui lui enseigne les plaisirs de la sodomisation. Mais le film dépasse l'anecdote. Gainsbourg magnifie le corps de Birkin dans une ardeur glaiveuse. Entre frustration et obsession, il se livre à une analyse des pulsions du désir.

Le film choque, peut-être parce qu'il va à contre-courant d'une pornographie alors à la mode. On préfère ne pas le prendre au sérieux. Gainsbourg se lance alors dans la publicité. En 1983, il revient à la fiction avec l'adaptation d'un roman de Simonon. Le film, *Equateur*, présenté au Festival de Cannes, provoque des bruissements incertains. Le scandale vient des scènes érotiques d'un réalisme halluciné entre Francis Huster et Barbara Sukowa et d'une vision farsesque de l'Afrique noire à l'époque coloniale. A sa façon, Gainsbourg traite du racisme et des relations homme-femme.

Trois ans plus tard, c'est avec Charlotte Gainsbourg, *Charlotte for Ever*, où il joue au naturel un scénariste alcoolique, qui voudrait être Bukowski, et son amour trouble pour sa fille - déjà chantée dans un clip, *Lemon Incest*. Enfin, en 1989, c'est *Stan the Flasher*, où Claude Berri interprète un personnage fidèle à l'image que Gainsbourg/Gainsbarre aime à donner de lui-même, celle d'un type détraqué, impuissant, frimeur, un prof d'anglais qui connaît trois phrases d'anglais.

JACQUES SICLIER

Les réactions

Alors que quelques centaines de personnes s'étaient réunies aux abords du domicile de Serge Gainsbourg, rue de Valenciennes 17, à Paris, les réactions à sa disparition se sont multipliées. Sur TF1, Michel Drucker lui consacra, lundi 4 mars à 20 h 50, son émission *« Stars 90 »* avec, sur le plateau, Claude Berri, Catherine Deneuve et Serge Joly. La 5 diffusa, mercredi 6 mars, *Je vous aime*, le film de Claude Berri dans lequel Gainsbourg jouait aux côtés de Catherine Deneuve et Gérard Philipe. M. Jack Lang, ministre de la culture, a déclaré que Serge Gainsbourg « incarnait avec sensibilité l'idéal républicain de la liberté libre ». Brigitte Bardot, qui

avait enregistré plusieurs compositions de Serge Gainsbourg (*Harley Davidson*, mais aussi une version de *Je l'aime moi non plus*), a déclaré : « C'est quelqu'un qui m'a donné la preuve que certains hommes pouvaient être des génies ». Claude Berri, qui avait produit *Je l'aime moi non plus*, le premier film de Gainsbourg, et joué dans *Stan the Flasher*, sa dernière réalisation, après l'avoir dirigé dans *Je vous aime*, se refuse à voir en Gainsbourg « un artiste mineur dans le domaine du cinéma. Il faut revoir le film moi non plus ». Pierre Gréblat, grâce à qui Serge Gainsbourg avait rencontré Jane Birkin, affirme : « Aujourd'hui, naturellement, on dit la tendresse ; je ne suis pas sûr qu'il ait été réellement tendre. Un génie n'a pas à être gentil ». Laurent Fabius voit en Serge Gainsbourg « un provocateur dans le bon sens du terme » et Jacques Chirac, qui de toutes les chansons préfère *Harley Davidson* parce qu'elle est interprétée par Brigitte Bardot, « un provocateur de génie ». Quant au président de la République, dans un télégramme adressé à Caroline von Paulus, autrement dite Bambou, campagne de Serge Gainsbourg, il déclare : « Par son amour de la langue et son génie musical, il a élevé la chanson au rang d'un art qui témoignera de la sensibilité d'une génération. »

Ecrits buissonniers

Compositeurs singuliers, Boucourechliev et Mâche pensent la musique en liberté

ESSAI SUR BEETHOVEN

d'André Boucourechliev, Actes Sud, 138 p., 119 F.

MUSIQUE, MYTHE, NATURE

OU LES DAUPHINS D'ARION de François-Bernard Mâche Mémoires Klincksieck, 210 p., 138 F.

L'un semble prendre la vie du bon côté, ne compose plus beaucoup - ou alors, des œuvres non publiées - depuis qu'en 1976 la Ville de Paris lui a décerné son Grand Prix, et qu'il s'est pris au jeu d'enseigner à l'Université ; homme de radio, homme d'enthousiasme, de fidélité (enthousiasme pour tel jeune pianiste « prodigieux », fidélité à son maître Gieseking), homme de communication avant tout, André Boucourechliev est un musicien qui écrit, pour toutes ces raisons.

L'autre semble toujours sombre et torturé, à la recherche d'un coin de terre où l'on pourrait mieux respirer, chercheur au demeurant, ethnomusicologue à ses heures, proche de Schaeffer lors de la fondation du Groupe de recherches musicales à la radio, normalien, agrégé, rédacteur à la NRF, élève de Messiaen, présent partout où ça bouge, absent simultanément, car opposé à tous les endoctrinements, et le proclamant. Créateur-impresario, Mâche compose sans trêve mais en marge des grands circuits de communication (un Grand Prix national de la musique en 1988, pourtant). Peu fait pour la résignation, comment s'écarter-il pas?

André Boucourechliev, dans un petit livre de poids publié au Seuil il y a vingt-cinq ans (à une époque où il était encore, avec ses *Archipels*, aux premières lignes d'une avant-garde écrivain pour la forme ouverte et l'absence, avait lancé cet avertissement : attention, les

grands ancêtres que nous croyons connaître sont des inconnus perpétuels. Il pensait à Beethoven. Avec sa première étude sur le musicien, il donnait la preuve que, sur l'œuvre la mieux balisée par la muséologie, régnait plus que des zones d'ombre. Musique tout simplement irréductible à une vie d'homme. Sans doute l'écouter?

Boucourechliev nous apprend aujourd'hui dans un *Essai sur Beethoven*, variation du premier, qu'il n'a pas cessé d'écouter le père Ludwig pendant le quart de siècle écoulé, mais qu'il n'est toujours pas sûr de savoir l'entendre. Que sans Beethoven, en revanche, il était certain d'écouter que ni Liszt, ni Wagner, ni Stockhausen, ni lui, Boucourechliev, n'auraient composé comme ils l'ont fait. Oui, dans cet *Essai*, l'auteur des *Variations Diabelli* - prémonition de la forme ouverte, de cette « dernière sonate » op. 111 - et la *Quintième Quatuor* op. 135 - s'écrit et se libère enfin gagnée après une vie d'affrontements titanesques avec les formes, - est décrit d'oreille comme celui qui aura pensé autrement les timbres, les masses, l'harmonie dans son rapport à la durée. Comme le moderne « *laboureur enragé du temps musical* ».

« Les eaux primordiales »

François-Bernard Mâche offre, lui, une seconde édition (révisée) d'un ouvrage extraordinairement savant, et séduisant, et pas si difficile que ça malgré son titre impressionnant : *Musique, mythe, nature*. Ouvrage où se côtoient anthropologie, mythologie comparée, zoologie, linguistique et philosophie. Mine d'idées. Entreprise militante au demeurant : Mâche est le compositeur du rapport au réel, du son brut, des langues non répertoriées, des phonèmes poéti-

ques transposés en systèmes structuraux. Le musicien du « modèle naturel » associé à l'extrême sophistication intellectuelle.

L'essai est sous-titré *Les Dauphins d'Arion* : attaqué par des pirates, ce musicien de la mythologie grecque, serviteur d'Apollon fut sauvé par des dauphins après avoir été mis à l'eau. Et François-Bernard Mâche de montrer la coïncidence de cet épisode avec les mythes grecs ou japonais, et de rappeler qu'il est toujours bon aujourd'hui, quand on pratique le métier d'Arion, de faire le grand plongeon dans « les eaux primordiales » avant d'espérer être ramené à quai.

L'homme n'étant pas seulement un roseau pensant mais un représentant particulier du monde animal, Mâche va chercher ce qui, dans les formes sonores les plus évoluées, subsiste d'un « degré zéro » de la musique. L'ostinato est l'un de ces « universaux » qu'il débusque, de la tranche des chansons au *Boléro* de Ravel. Ou l'imitation stylisée du cri animal, ruse de chasse et rite de possession : comme les Ouzbeks, Mnottverdi et Berlioz ont imité le galop du cheval.

Ces deux cents pages doivent être lues sans oublier que Mâche compose, et de la musique fort belle, dans la recherche assumée de ces grands « schèmes naturels ». Qu'il prêche, d'ailleurs, dans un désert plus peuplé qu'on ne le croirait (Xénaakis, Eloy, pas mal de musiciens concrets), et la recherche des universaux, écrit-il, loin d'être celle du plus petit commun dénominateur des cultures, devrait d'un même mouvement dégorger les bases naturelles communes, souligner les différents usages qui en dérivent, et assumer celui de ces usages qui est spécifique à l'enquêteur pour prolonger son dynamisme créatif.

ANNE REY

L'enfance du héros

Né en 1928, Serge Gainsbourg s'appelle alors Lucien Gainsbourg. Ses parents sont des émigrés russes et il passe son enfance entre la rue Chaplat et la rue Blanche. Il y rencontre Frédéric, « avec son gigolo et son pékinisme ». Pendant l'Occupation, ses parents l'emmènent dans la région de Limoges. Il a treize ans et porte l'étoile jaune. A la Libération, il reprend ses études au lycée Condorcet, puis entre aux Beaux-Arts, en classe d'architecture. Il rêve de devenir peintre, travaille avec André Lhote et Fernand Léger. Il envisage le dessin, copie les tableaux du Louvre, essaie lui-même mais bientôt renonce.

Il n'a pas tout à fait trente ans et brusquement décide de suivre l'exemple de son père, pianiste de bar. Il accompagne la chanteuse Michèle Arnaud et enfin débute au cabaret Milord l'Arrouille. Son premier album, *Du chant à la une*, avec le *Poëmeur des Lilas*, est couronné par l'Académie Charles-Cros. Juliette Gréco chante *Accordeon*. Pendant la vague yé-yé, il écrit pour France Gall et lui fait obtenir le prix de l'Éurovision 1965 avec *Poupée de cire, poupée de son*. Il travaille pour Dönne Warwick, Petula Clark, mais aussi pour Régine (les

Petits Papiers), pour Mireille Darc et pour Brigitte Bardot (*Harley Davidson*), comme il le fera plus tard pour Isabelle Adjani (*Bleu marine*) ou Catherine Deneuve.

En attendant, il compose pour Jane Birkin, sa femme, *Baby Love*, les *Dessous chics*, *Baby Alone in Babyland*, *Melodie Nelson*, *Je t'aime moi non plus*. Après leur séparation, il continuera à composer pour elle, enregistrera un album avec leur fille, Charlotte. En 1976, il chante avec les musiciens de Bob Marley la version reggae de la *Marseillaise* qui fait scandale, comme le fera sa version de *Monty Python*, sur un clip dans lequel le légionnaire en question arrive à la fin, et c'est un petit garçon.

Serge Gainsbourg revient sur scène au Palais en 1976, au Casino de Paris en 1985, au Zénith en 1987. Il est devenu l'idole des jeunes. Sous le titre *Au pays des malices*, aux éditions Les temps singuliers, il a rassemblé en 1980 les textes de ses chansons. Enfin, Gallimard publie son roman *Evgeni Sokolov*, histoire surréelle d'un pétomane, peintre né (1).

CLAUDE FLÉOUTER

(1) Les disques de Serge Gainsbourg sont disponibles chez Phonogram.

A L'OLYMPIA LES 6, 7 ET 8 MARS BRUNO COQUATRIX

TOURÉ KUNDA EN CONCERT

TOURÉ KUNDA EN CONCERT BIENOT DISPONIBLE EN CD 710 244-1P 210 244-1P 112 244

MANAGER SPECTACLE : MIREILLE MARTY

OLYMPIA • TOUTES AGENCES • 3 FNAC • NUGGETS VIRGIN MEGASTORE • BILLETTEL (47 42 25 49) COLLECTIVITÉS (47 42 82 45) • MINITEL 3615 OLYMPIA

5, 16, 18 mars
QUATRE ALBAN AÏRO
MOZART
BAÏRO
THEATRE DE
47 42 25 49

52 من الاموال

ÉCONOMIE

SECTION B

24: Chômage des jeunes et problèmes de l'habitat
25: Les problèmes d'habitat des jeunes
36: Concentration dans le secteur financier des banques
37: Bourse

BILLET

Sursaut dans les campagnes

Maintenant que semblent s'éloigner les périls extérieurs, le gouvernement va devoir reprendre un à un les dossiers plus prosaïques et concrets qui relèvent de l'intendance. Parmi eux, la situation des agriculteurs et le déclin des campagnes profondes devraient, si l'on en croit des déclarations récentes et convergentes, constituer une priorité de l'action de M. Michel Rocard.

Inaugurant le Salon de l'agriculture le 3 mars, M. Louis Mermaz a annoncé la préparation d'un plan de revalorisation du revenu des éleveurs et des mesures financières d'urgence pour les paysans les plus endettés. La guerre au Golfe a eu tendance à cacher les graves défis auxquels est confrontée une paysannerie qui se sent, économiquement et « culturellement », de plus en plus marginale. Or 1990 fut une année noire : sécheresse, chute des cours des viandes bovines et ovines, projets de réforme drastiques de la politique agricole commune, importations mal contrôlées des pays de l'Est, bras de fer entre la CEE et les États-Unis dans les négociations du GATT...

Les paysans ont d'abord besoin de considération. Or leur poids politique diminue : 40 000 actifs quittent l'agriculture chaque année. À l'avenir, la baisse de l'emploi agricole continuera, notamment en Bretagne, en Normandie et dans le Limousin. Certains cantons de Corse, des Cévennes, du Massif central, des Pyrénées, de la Nivelle ou des Alpes du sud sont littéralement peuplés de « villages fantômes ».

Les déclarations de M. Mermaz rejoignent les analyses que vient de publier la mission sénatoriale présidée par M. Jean François-Poncet, à l'occasion des journées de Bordeaux. A n'en pas douter, les propositions du sénateur du Lot-et-Garonne seront écoutées par le gouvernement, car l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing est apprécié à l'Elysée. Il réclame notamment une loi-cadre pour l'agriculture et l'ensemble du monde rural qui, contrairement à une idée répandue, ne se confond pas avec le monde paysan : les artisans et ouvriers sont deux fois plus nombreux dans les campagnes que les agriculteurs proprement dits.

Il existe bien un ministre d'Etat pour la ville. Pourquoi pas un ministre du monde rural, qui recouvre les neuf dixièmes du territoire national ?

F. Gr.

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)		
	4 mars	Variation par rapport à la veille
● WTI (West Texas Intermediate) à New York à la clôture	19,50	+ 0,12
● Brent à Londres à l'ouverture	19,00	+ 0,20

Le marché pétrolier, en ce début de semaine, fait preuve d'une grande stabilité, les opérateurs étant dans l'expectative. Les membres de l'OPEP doivent se réunir le 11 mars pour tenter de préciser leur stratégie.

A l'issue des travaux du Comité des usagers

Un projet de loi sur le chèque sans provision devrait être déposé au printemps

MM. Bérégovoy et Doublin, respectivement ministre de l'économie et des finances et du commerce, ont confié au Comité des usagers, institué par la loi bancaire, le soin d'étudier l'amélioration de la sécurité des paiements par chèque et carte bancaire. Un projet de loi est en cours de préparation au ministère de la justice.

Les pompiers jouent le jeu de la concertation. Après avoir boycotté pendant une semaine tous les paiements par chèque supérieurs à 100 francs et tous les paiements par carte inférieurs à 200 francs, ils ont accepté de mettre fin à leur mouvement et de discuter du problème des chèques sans provision avec les banques et les représentants des ministères de la justice et de l'économie, réunis au sein du Comité des usagers, une instance créée en 1984 pour régler les problèmes surgissant entre les banques et leurs clients.

Les pompiers ont d'autant plus de mérite que leur profession est, en période de suréquipement du pays en stations-service et la concurrence des grandes surfaces, le pompiste est d'abord un collecteur d'impôts non rémunéré. Sur chaque litre d'essence vendu, les pompiers encaissent 76 % de taxes qu'ils reversent le jour-même au Trésor public. Ils acquittent en outre la TVA sur la totalité du prix du litre d'essence (les 76 % de taxes comprises) et sont victimes des dates de valeur imposées par les banques.

3 milliards de francs de pertes

Avant qu'un paiement soit imputé au compte du pompiste, un établissement de crédit doit travailler l'argent pour lui-même pendant 24 ou 48 heures. Le pompiste est d'abord un percepteur bénévole. Si, en plus, il devient la victime de chèques sans provision, alors la coupe est pleine et il explose. M. Maurice Gousseau, président du Comité des usagers, rend aujourd'hui hommage à leur sens de la négociation.

A l'issue des travaux du Comité des usagers, un projet de loi destiné à améliorer la sécurité des paiements devrait être déposé au printemps sur le bureau de l'Assemblée nationale. Si le problème des chèques sans provision et de la fraude à la carte bancaire a été soulevé par les pompiers, il pose un problème à l'ensemble du commerce de détail. Dix-sept millions de chèques sans provision ont été émis en 1989, soit 1 %. Ils représentent environ 3 milliards de francs de pertes, supportées très inégalement par les commerçants. Ainsi les pompiers (1 500 francs de pertes par mois pour certaines stations) et le commerce de détail alimentaire sont parmi les plus touchés.

Les détails du projet de loi ne sont pas encore connus, mais les grandes lignes du texte législatif devraient refléter les travaux du Comité des usagers. Avant d'étudier des mesures de garantie des paiements, celui-ci a préféré poser le problème d'abord sous l'angle de la prévention. Les banques ont à cet égard beaucoup de travail à effectuer : souvent, elles accordent un chèque à chaque ouverture de compte, les confient au gré de leur humeur et oublient souvent, après la fermeture du compte, de récupérer les chèques non utilisés. Les détaillants ne sont pas mieux responsabilisés, qui ne demandent pas toujours leurs papiers d'identité à leurs clients. Quant à ces derniers, ils confondent souvent chèque et crédit bancaire. Faute d'une contractualisation des rapports entre les trois, chacun utilise les moyens de paiement au gré de ses intérêts. D'où une situation parfois explosive.

Pour mieux prévenir la fraude, le Comité des usagers a cherché à optimiser les fichiers existants. Le fichier national des chèques volés (FNCV), mis au point par la Banque de France et le Conseil national du commerce (CNC), est heureusement entré en service au moment même où les pompiers menaient leur action. Les commerçants apprécient son existence mais trouvent le matériel de consultation onéreux et pas très rapide. Une minute de consultation par chèque suffit à embouteiller une station-service. Il est d'autre part inefficace

pour enrayer l'activité des trafiquants, qui écoulent les chèques le jour-même où ils ont été volés.

L'idée sur laquelle travaille le Comité des usagers est d'interconnecter les fichiers des interdictions bancaires (1 million de personnes), celui des chèques volés et celui des chèques sans provision. Mais, dans la constitution de ce pot commun, le comité s'oppose à tout de veuler : la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) veille. Celle-ci a récemment préconisé la prudence sur le transfert de FicoBa (le seul fichier recensant l'ensemble des comptes bancaires) des mains du fisc, son légitime propriétaire, à la Banque de France.

met pas de savoir si le fraudeur n'opère pas tranquillement à partir d'un deuxième compte situé dans une autre banque. Le Comité des usagers préconise donc que la Banque de France avise toutes les banques chaque fois qu'un interdit est prononcé.

Feux tricolores

Le comité a imaginé de les connecter indirectement au système : sans leur donner jamais d'indications chiffrées, un système de feux tricolores les alerterait sur la validité d'un chèque. Ainsi, chaque fois qu'un client sou-

de la garantie. Dans certains cas extrêmes, les paiements ne sont plus du tout garantis. À côté de cela, le fichier des cartes en opposition ne comprendrait que quelques milliers de noms, alors que plus d'un million de cartes ont fait l'objet d'une demande d'opposition de la part de leur propriétaire.

Faut-il remonter, de 100 francs à 300 francs, la garantie bancaire sur le chèque ? Les banques sont contre et les associations de consommateurs aussi. Les premiers ne souhaitent pas encourager l'irresponsabilité des commerçants et les seconds ne désirent pas aggraver le surendettement des ménages.

Pour sortir du dilemme, le débat du Comité des usagers s'est orienté vers la répression. Bien entendu, les banques vont être contraintes à un effort pour ne pas faire porter tout le poids de la répression sur l'émetteur occasionnel de chèques en bois. Elles devront discerner les récidivistes, pour mieux les sanctionner. Ce qui n'a rien de facile compte tenu de l'organisation du monde bancaire, de l'humour volatile des chefs d'agence, et du turn over du personnel dans les agences.

La destination de l'amende

En supposant ces préalables réglés, le débat qui oppose le ministère de la justice aux banques reste entier. Les magistrats souhaitent dépenaliser le chèque sans provision pour désengorger les tribunaux, frapper d'interdit bancaire les fraudeurs et instaurer une amende (5 % du chèque) pour tout chèque sans provision. À charge pour les établissements de crédit d'encaisser l'amende au moment où le client récalcitrant cherche à régulariser sa situation bancaire. Le point faible de la formule est que les banques n'ont pas de pouvoir judiciaire. Les représentants de l'Association française des banques (AFB) refusent donc la dépenalisation et réclament que l'amende soit assimilée à une contravention. En cas de non paiement, le tribunal intervient.

Il est vraisemblable que le projet de loi reflètera in fine la vision du ministère de la justice. En revanche, des idées originales ont été émises sur la destination de l'amende. Il n'est pas impossible que la première amende soit versée au profit des pompiers, selon des modalités à définir. La deuxième amende acquittée par un récidiviste profiterait au Trésor public. Le projet de loi actuellement en préparation précisera toutes les modalités : recouvrement, décision, etc. Pour M. Maurice Gousseau, les débats, même s'ils sont fermes, sont menés dans un climat d'ouverture et d'imaginaire. Toutes les parties prenantes savent qu'elles ont intérêt au consensus, lequel sera entériné par les deux ministres concernés, MM. Bérégovoy et Doublin. Un désaccord obligerait les ministres à trancher. Nul ne sait alors dans quelle direction.

YVES MAMOU



Dans les secteurs public et privé

Les négociations salariales pour 1991 s'engagent dans un climat d'incertitude

Le ralentissement de la croissance et les implications de la guerre du Golfe brouillent les cartes du jeu salarial. Alors que les partenaires sociaux engagent les premières discussions pour 1991, les incertitudes sur la conjoncture économique favorisent l'attentisme ou conduisent à renforcer la rigueur, comme dans le transport aérien ou dans les banques.

Même s'il ne devait être que de courte durée, l'essoufflement de l'économie française, confirmé par le recul de 0,4 % du PIB au quatrième trimestre 1990, conduit les employeurs - publics comme privés - à aborder les échéances salariales avec d'autant plus de prudence que le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,2 % au quatrième trimestre (soit une hausse de 5,2 % pour l'année écoulée dégageant un pouvoir d'achat de 1,8 % après 0,8 % en 1989).

Selon la diversité des situations économiques, les entreprises choisissent trois types de réaction : le « coup de frein », l'attentisme prudent ou tout simplement le maintien des grandes tendances antérieures. Air France vient d'illustrer avec éclat que les retombées de la crise du Golfe peuvent concerner très concrètement le personnel de certaines entreprises. La chute du trafic aérien a conduit la compagnie nationale à placer en chômage partiel son personnel, dont le temps de travail et les rémunérations seront réduits de 6 %, mais aussi à ne pas revaloriser les salaires en 1991. Air Inter a imposé un gel des rémunérations.

De même, l'Association française des banques (250 000 salariés) n'entend pas revaloriser cette année la valeur du point bancaire, compte tenu des mauvais résultats de la plupart des établissements de crédit.

Certes, rien n'interdit au personnel des banques et des compagnies aériennes d'espérer que leurs employeurs, à la faveur d'un réveil de l'activité économique, modifieront leur position dans les prochains mois. En attendant, ces derniers paraissent bien déterminés à tenir le cap malgré les appels à la mobilisation lancés par les syndicats.

De nombreuses autres entreprises s'interrogent et reconnaissent qu'elles se trouvent « dans le brouillard ». Confrontées à un ralentissement des ventes aggravé depuis quelques mois par un attentisme perceptible chez les consommateurs, les constructeurs automobiles comptent sur un prochain rattrapage des achats différés.

Trois accords conclus

Les salariés de Renault verront cette année leur salaire d'indices augmenté (quelque 4 500 francs au minimum l'an passé) réduite d'une bonne moitié à la suite des modestes résultats 1990 de la société. Peugeot, qui ne s'est décidé que très récemment à conclure des accords salariaux, estime pour sa part que l'environnement actuel rend aléatoire le redressement d'un compromis sur l'ensemble de l'année. Une négociation ne portant d'abord que sur le seul premier semestre - comme ce fut le cas l'an passé - est envisagée.

« On ne peut parler de modification radicale des pratiques salariales, mais il semble qu'il y ait davantage de prudence dans les augmentations prévues, chacun prenant en compte sa propre situation », souligne M. Pierre Guillen, vice-président délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM).

L'ancien président de la commission sociale du CNPF observe également que les firmes sont plus nombreuses à ne s'engager que pour une partie de l'année « car les perspectives

conjoncturelles sont opaques ». Cependant, trois accords salariaux ont déjà été conclus dans la métallurgie contre neuf à la même époque en 1990. Dans le bâtiment, la mise en place au 1^{er} mai de l'importante révision de la grille des salaires - qui revalorise jusqu'à 7 % certains barèmes minimaux - intervient dans un contexte délicat. La profession s'attend au mieux à un maintien de l'activité et considère que « les salaires devaient moins augmenter cette année ».

Pourtant, certaines entreprises ne paraissent - au moins dans l'immédiat - guère perturbées. À l'UAP, on table sur une croissance de l'ensemble des rémunérations de l'ordre de 4 %, à peine inférieure à celle de 1990. Il est vrai que les augmentations générales ne représentent pas tout. « Une partie croissante du personnel, plus jeune et davantage diplômée, se sent d'abord concernée par les menées individuelles », rappelle M. Jean-Pierre Narnio, directeur des ressources humaines.

Chez Essilor, il n'est pas question de revoir l'accord salarial 1991 conclu dès décembre dernier. « Nous comptons à ressentir la baisse de la consommation sur le marché américain, mais la situation actuelle ne nous incite pas à en faire moins sur le plan salarial », commente M. Jean-Claude Weisbecker, directeur des ressources humaines.

Enfin, la politique salariale du secteur public reste plus que jamais placée sous le signe de la « rigueur » et l'application de la lettre de cadrage du premier ministre (hausse de 2,5 % en niveau avec une « prime à la signature » de 0,5 % si un accord a été signé en 1990) crée des remous. Les fonctionnaires, il devient absurde la fin du mois de mars pour que s'engagent des pourparlers. D'ici là, les derniers pointages budgétaires auront en raison de l'attentisme ambiant.

JEAN-MICHEL NORMAND

M.S. ESC LYON

INGENIERIE FINANCIERE

DEVENEZ UN SPECIALISTE DES NOUVEAUX METIERS DE LA FINANCE

Jeunes diplômés d'écoles de gestion, d'ingénieurs et d'universités, le Groupe ESC Lyon vous propose de devenir des professionnels de l'ingénierie financière.

RENSEIGNEZ-VOUS : 72.20.25.25
Maîtrises Informations - Groupe ESC Lyon
23 av. de Collongue - BP 174 - 69132 ECULLY Cedex



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Cinquième grand chimiste mondial

Le géant britannique ICI annonce une chute de son bénéfice d'exploitation de 36 % en 1990

LONDRES

de notre envoyé spécial

Le géant britannique ICI, le cinquième grand chimiste du monde, a annoncé à son tour une importante diminution de ses résultats pour 1990. Malgré un chiffre d'affaires accru de 2 % à 13,17 milliards de livres (132 milliards de francs), son bénéfice d'exploitation a chuté de 36 %, revenant, pour la première fois depuis 1985, nettement en dessous de la barre du milliard de livres sterling, à 977 millions de livres (9,7 milliards de francs). Le bénéfice attribuable (hors éléments exceptionnels) atteint tout juste 617 millions de livres (6,2 milliards de francs). Toutefois, l'état-major de la firme de Millbank a décidé de maintenir le dividende à 55 pence.

Ainsi donc, le pessimisme affiché depuis plusieurs semaines par les grands analystes de la City était fondé. Le plus noir, Warburg, avait prévu 960 millions de livres de profits. Hoare Govett et Nomura n'ont été les plus près de la vérité, l'un avec 974 millions de livres, l'autre avec 980 millions. A quelques millions de livres près, il était toutefois difficile de se tromper de sens. Gâtée par la conjoncture ces cinq dernières années, l'industrie chimique a été la première à pâtir du ralentissement de la croissance

en 1990. Les entreprises américaines avaient déjà donné l'ampleur du coup de vent, avec une chute des résultats de 46 % chez Union Carbide. Les sociétés européennes n'ont pas été mieux loties. Rhône-Poulenc a enregistré une diminution de 12,5 % de ses profits. La baisse a été de 6 % chez Shell Chimie et de 30 % chez Akzo (Pays-Bas). Dès lors, le numéro deux de l'industrie britannique, First Lady de la City, ne pouvait échapper à un phénomène de caractère général encore amplifié par la hausse du coût des matières premières et les distorsions de changes.

« Les résultats du groupe ne sont pas satisfaisants », a déclaré Sir Denis Henderson, chairman d'ICI. Son illustre prédécesseur, Sir John Harvey Jones, aurait dit, lui, de son rire énorme resté célèbre : « Lousy » (dégueulasse).

Année difficile en 1991

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La baisse des profits a été de 75,3 % dans la pétrochimie et les matières plastiques, de 33 % dans les fibres, de 28 % dans l'agrochimie et les semences. Les engrais ont même plongé dans le rouge (11 millions de livres, soit 110 millions de francs de déficit).

Seules branches à être parvenues à tirer leur épingle du jeu, la pharmacie et les peintures, respectivement avec des hausses de bénéfices de 22,6 % à 489 millions de livres (4,9 milliards de francs), et de 8 % à 108 millions de livres (1 milliard de francs). Géographiquement, le tableau n'est guère plus brillant. Les bénéfices du groupe britannique sont revenus à 295 millions de livres (3,1 milliards de francs) en Europe continentale, à 157 millions de livres (30 %) outre-Atlantique (Amériques), à 136 millions de livres (42 %) en Asie.

Bien que les armes se soient tuées dans le Golfe, Sir Denis Henderson s'est gardé de faire la moindre prévision pour 1991. « Ce sera une année difficile », s'est-il borné à déclarer, mais sans insister. Pour rester concurrentiel, surtout, vu l'énorme défi à tenir en Europe de l'Est, la direction du groupe a décidé de procéder au troisième lifting en dix ans, le dernier, a promis Sir Denis, mais dont le coût atteindra quand même 300 millions de livres (3 milliards de francs). ICI sera désormais composé de sept grandes divisions : pharmacie, agrochimie et semences, spécialités, peintures, chimie, explosifs, matériaux composites spécialisés. Pour les engrais, c'est presque fini. Un des grands européens, jadis, ICI devrait jeter l'éponge dans l'année.

ANDRÉ DESSOT

CONJONCTURE

Légère dégradation économique au Japon

Une série d'indicateurs publiés en fin de semaine témoignent d'une légère dégradation de la conjoncture au Japon. Les prix à la consommation ont d'abord progressé de 0,8 % en janvier par rapport au mois précédent, soit un rythme annuel d'inflation de 4,5 %, le plus élevé depuis 1981. La balance des paiements courants a en outre accusé en janvier un déficit de 33 millions de dollars (165 millions de francs environ) après douze mois d'excédent. Le déficit de janvier 1991 s'est toutefois contracté de 94 % par rapport à celui de janvier 1990.

Les échanges commerciaux nippons ont aussi diminué en janvier, après la forte activité économique observée en décembre. Les exportations ont augmenté pour le quatrième mois consécutif, malgré la chute de 31 % des livraisons vers le Moyen-Orient pendant la guerre du Golfe. En février, les ventes intérieures de voitures de fabrication japonaise ont baissé de 4,5 % par rapport à la même période de 1990, avec 474 160 unités vendues.

Enfin, les investissements au Japon ne devraient s'accroître que de 0,6 % au cours de l'année fiscale 1991 débutant en avril, selon une enquête publiée le 1^{er} mars par l'Industrial Bank of Japan auprès de ses 3 000 principaux clients. Les investissements dans l'industrie automobile devraient ainsi diminuer de 0,9 % en 1991.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Une mission sénatoriale réclame une loi-cadre pour l'avenir de l'espace rural

Au cours de la Convention nationale pour l'avenir de l'espace rural, qui a rassemblé quelque 1 500 élus locaux et spécialistes de l'aménagement du territoire, les 28 février et 1^{er} mars à Bordeaux, M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, a présenté les travaux de la mission sénatoriale qu'il préside depuis 1989. Il a réclamé une loi-cadre pour l'espace rural, « élevée au rang de priorité nationale ».

Les mesures ponctuelles adoptées au fil des CIAT (comités interministériels de l'aménagement du territoire) étant jugées insuffisantes pour engager le mouvement de désertification qui toucherait déjà plus d'un tiers du territoire, M. François-Poncet s'est montré partisan d'une loi-cadre englobant tous les domaines indispensables à une « renaissance rurale » : les institutions, les finances et la fiscalité, les services publics, l'agriculture et

la diversification des activités économiques. Il rejoint en cela M. René Souche, député national du Parti socialiste pour le développement rural, qui, dans une lettre au premier ministre le 12 janvier, estimait lui aussi nécessaire « une loi d'orientation sur l'avenir du monde rural ».

La décentralisation ne devant pas être pour l'Etat « l'excuse de l'inaction », la mission sénatoriale, qui a coopté plusieurs mois en France et à l'étranger, propose notamment la création d'un grand ministère de l'Etat chargé de l'aménagement du territoire et du plan, qui disposerait « d'un droit de veto sur certaines décisions des autres ministères et (...) de moyens financiers importants ». La mission préconise l'allègement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes rurales sur celle des communes urbaines.

J.-J. B.

BANQUES

Les créances domestiques douteuses pèsent sur les résultats de la Barclays

La Barclays, première banque commerciale britannique, a enregistré un bénéfice avant impôt de 760 millions de livres (environ 7,6 milliards de francs) pour 1990, en progression de 10 % sur l'année précédente.

Cependant Sir John Quinlan, président de la banque, a jugé ce résultat « décevant » ; il avait espéré un plus fort redressement après un exercice 1989 marqué par de fortes provisions sur la dette des pays du tiers-monde. Il a en outre indiqué que la banque supprimerait 3 000 emplois en Grande-Bretagne cette année, dans le cadre de son plan de diminution des effectifs (15 % de ses 87 000 salariés au

cours des cinq à sept prochaines années).

En 1990, comme pour la National Westminster Bank (le Monde du 28 février), ce sont les risques domestiques qui ont pris le relais des risques « pays ». Ils représentent 800 millions de livres de provisions (sur un total de 1,2 milliard), traduisant ainsi les effets de la récession britannique. Signe de ces difficultés : l'un des directeurs de la banque Barclays, M. Seymour Fortescue, en charge de la clientèle particulière, a donné sa démission pour protester contre les restructurations à venir dans son secteur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration de SOGERAP, s'est réuni le 27 février 1991, sous la présidence de M. Michel Monan, à l'orientation à la baisse des marchés boursiers a pesé sur les résultats de SOGERAP, en 1990 ; le profit net de l'exercice ressort à 74,4 millions de francs contre 209,8 millions de francs en 1989. Cette évolution s'explique par : — un remplissage des revenus exceptionnels qui s'élevait à 60,8 millions de francs contre un montant de 174,5 millions de francs enregistré en 1989 du fait de la vente de 10 % d'ELF NIGERIA ; — des dotations au compte de provisions pour un montant net de 76,2 millions de francs, relatives principalement aux titres de placement, contre une dotation de 16,2 millions de francs en 1989. En revanche, les revenus courants ont en progression à 108,2 millions de francs contre 87,8 millions de francs en 1989, notamment grâce à l'accroissement des distributions reçues d'une part d'ESSO-REP, et d'autre part de SCI CB2, dont la contribution à hauteur de 26,9 millions de francs a un caractère exceptionnel. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra, le 15 avril 1991, la distribution d'un dividende net de 21 francs par action, ainsi que la possibilité d'opter pour le paiement de ce dividende en actions. Le dividende global qui serait ainsi versé (73,7 millions de francs) serait identique au montant distribué en 1990. Par ailleurs, le Conseil a décidé la convocation, le 15 avril 1991, d'une Assemblée générale extraordinaire en vue d'autoriser : — une augmentation de capital réservée d'un montant de 157,1 millions de francs ; — l'émission d'actions, avec suppression éventuelle du droit préférentiel de souscription, dans la limite d'un montant nominal maximum de 500 millions de francs ; — l'émission de valeurs mobilières autres que les actions (obligations convertibles, GIRA, OISA...) dans la limite d'un montant nominal maximum de 1 000 millions de francs. Ces autorisations doivent permettre à SOGERAP, de tirer parti de toutes les opportunités qui pourraient se présenter et de se procurer les moyens financiers nécessaires à la poursuite de son développement.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie, Jean-Marie Colombant, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-60-30-10

CEE

L'ouverture des magasins le dimanche

Un pays peut interdire le travail dominical juge la Cour européenne

Les pays de la Communauté européenne ont le droit d'interdire l'ouverture des magasins le dimanche, a jugé, jeudi 28 février, la Cour européenne de justice dans une affaire opposant les syndicats CGT de l'Aisne à des magasins de meubles (Conforama, Arts et meubles, Jima).

Les responsables de ces magasins avaient invoqué l'article 30 du traité de Rome, texte fondateur de la CEE, pour estimer que l'interdiction d'ouvrir le dimanche entravait la libre cir-

culation des marchandises dans la Communauté. Le tribunal de Saint-Quentin a demandé à la Cour de justice de l'éclaircir. Dans son arrêt, la Cour estime que l'article 30 ne s'applique pas à l'interdiction de travailler le dimanche. Elle reconnaît que cette interdiction peut réduire le volume des ventes, mais que cette réduction touche aussi bien les produits nationaux que les importations.

La Cour de Luxembourg avait déjà jugé, en novembre 1989, dans une affaire similaire (Torrean Borough Council), que l'interdiction de travailler le dimanche peut être acceptée, à condition qu'elle ne débouche pas sur des entraves aux échanges communautaires supérieures à « ce qui est nécessaire pour assurer l'objectif visé ». Cet objectif doit être « justifié au regard du droit communautaire », ce qui est le cas pour l'interdiction de travailler le dimanche puisque cela relève « de certains choix politiques et économiques » adaptés aux « particularités socioculturelles nationales ou régionales » dont l'appréciation appartient aux seuls Etats membres, estime la Cour. — (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS LION ASSOCIATIONS

L'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1989/1990.

Dividende net par action : F 941,29.

Mise en paiement : depuis le 23 janvier 1990.

La politique de gestion a été globalement plus défensive qu'au cours du précédent exercice et a conduit à la réduction graduelle de l'exposition de la SICAV aux variations de taux d'intérêt à long terme.

La répartition globale des principaux postes s'établissait comme suit au 28/02/90 :

Obligations à taux fixe	41,20 %
Obligations à taux variable	25,40 %
Disponibilités	33,40 %

Au 26 janvier 1990, la performance sur un an dividende réinvesti ressort à 9,39 %.

Renseignez-vous dans toutes les agences du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

EN BREF

□ Peugeot : embanche à Poissy, chômage partiel à Sochaux. — Pour répondre à un accroissement de sa production, fixé à 25 % par le groupe PSA, la direction de l'usine de Peugeot-Poissy a annoncé, le 1^{er} mars, qu'elle allait procéder à l'embauche de 1 160 salariés au cours de l'année 1991. Cela portera l'augmentation à 2 000 depuis 1990. Ce plan de recrutement est lié à la mise en œuvre, depuis juin dernier, de la semaine de quatre jours avec 9 h 38 de travail par jour. La veille, le 27 février, le comité d'établissement de l'usine Peugeot de Sochaux apprenait que la dégradation du marché automobile, « amplifiée par les châtiments du Golfe, entraînerait trois journées supplémentaires de chômage partiel en mars. En janvier, deux jours de chômage partiel avaient été annoncés pour le mois de mars. Depuis décembre, sept jours ont déjà été chômés.

□ La CGT fait état d'un « léger tassement » aux élections professionnelles. — La CGT a enregistré, selon ses propres statistiques, un « léger tassement » de son audience aux élections professionnelles de 1990, a annoncé le 28 février M. Michel Warholak, secrétaire confédéral. Lors des élections 1990 des délégués du personnel et membres des comités d'entreprises dans 3 882 entreprises du secteur privé totalisant quelque deux millions de salariés, la CGT a recueilli 46,46 % des suffrages soit une chute de 1,02 point. La CFDT a obtenu 21,57 % (+ 0,12), FO 13,90 % (- 0,11), la CGC 7,45 % (+ 0,32), la CFTC 3,63 % (+ 0,16), la CSL 2,71 % (+ 0,29), les autonomes 2,49 % (+ 0,47) et les « divers » 1,05 % (+ 0,25).

□ Chômage partiel : les partenaires sociaux se rencontreront le 13 mars. — Gestionnaires du régime d'assurance-chômage, les partenaires sociaux se réuniront le 13 mars au siège du CNPF pour examiner s'il « incombe » à l'UNEDIC de participer exceptionnellement à l'indemnisation du chômage partiel. Cette discussion fait suite à la décision du gouvernement d'améliorer le dispositif de chômage partiel, pour tenir compte de la situation économique. Le conseil des ministres du 27 février avait augmenté la participation de l'Etat et annoncé que celle-ci serait alignée sur l'éventuelle contribution de l'UNEDIC (le Monde du 28 février).

□ Intérêt : Valéo condamné à des amendes. — L'usine Valéo d'Angers a été condamnée le 27 février par le tribunal correctionnel à 67 amendes de 200 F pour le recours excessif à des intérimaires d'avril 1988 à juillet 1989. Elle a également été condamnée à 10 000 F d'amende pour chacune de diverses infractions à la législation du travail. Deux agences de travail temporaire se sont vu infliger aussi la même amende. L'inspection du travail reprochait à cette unité, qui emploie 400 salariés, d'utiliser des intérimaires en continu.

Gulliver

DES ECRIVAINS REDECouvrent LE MONDE

Au sommaire du n° 5

LA GUERRE

Des textes inédits de Graham Greene, Nik Cohn, Amos Oz, Umberto Eco, Janet Fiammer, Álvaro Muti, Richard Ford, Michel Rachline, James Fenton, J.G. Ballard, Anne Dillard, Tim O'Brien, Boyle, T.E. Lawrence.

Revue trimestrielle 55 F

هكذا من زلازل

ÉCONOMIE

Le prochain démantèlement du Comecon

Le rééquilibrage du commerce extérieur tchécoslovaque devrait surtout bénéficier à l'Allemagne

Une réunion des ministres des pays membres du Comecon devrait avoir lieu prochainement à Moscou pour discuter de la mise en place d'une nouvelle organisation destinée à prendre la relève de l'ancien marché commun des pays de l'Est. La différence entre les pays membres porte sur les compétences de cette nouvelle organisation. La Hongrie a proposé la création d'une « organisation régionale consultative provisoire » qui resterait en fonctions jusqu'au moment où des pays membres rentreraient dans le CEE. La Hongrie, le Pologne mais aussi le Tchécoslovaque ont demandé à bénéficier d'un statut de membre associé de la CEE.

PRAGUE

correspondance

Vu de Tchécoslovaquie, l'un des pays de l'ancien bloc soviétique les plus performants, l'avenir du Comecon n'est pas très souriant. Les plus optimistes espèrent que, dans un avenir proche, un tiers du commerce extérieur se fera avec l'Allemagne, comme c'était le cas avant la guerre. Pour l'instant, la Tchécoslovaquie émerge de quarante ans de relations privilégiées avec l'URSS et de vingt ans de passivité dus à la normalisation qui suivit l'invasion des armées du pacte de Varsovie.

En 1989, selon un expert du ministère fédéral de l'économie, la Tchécoslovaquie opérait 70 % de son commerce extérieur au sein du Comecon, et l'URSS avait une part de 40 %. Derrière l'URSS venait la RDA et la Pologne, puis la Hongrie. Au dire du vice-ministre du commerce extérieur, M. Zdenek Cerveny, pour l'année 1990 (les chiffres ne sont pas définitifs), l'URSS serait toujours le premier partenaire du pays, avec 25 %, et l'Allemagne suivrait le second, avec 19,2 % des relations commerciales. La RFA participe à 30 % des mille joint-ventures actuellement en cours.

Dans le cadre du Comecon, la Tchécoslovaquie était grande exportatrice de machines (deux tiers de ses exportations vers la RDA), mais aussi de biens de consommation, de produits alimentaires et de certaines matières premières (charbon et coke vers la RDA). L'URSS était le fournisseur principal de pétrole et de gaz naturel du pays, ainsi que de nombreuses matières premières à des prix bien plus bas que sur le marché mondial.

Minimum technique

L'an dernier, l'URSS a considérablement réduit ses livraisons de pétrole. Au lieu des 16,6 millions de tonnes qu'elle s'était engagée à livrer, elle n'en a fourni que 13. Le minimum technique pour assurer la bonne marche des raffineries locales est de 12 millions de tonnes. Un accord direct avec la région de Tioumen avait permis d'acheter 500 000 tonnes, en échange de techniques, de produits de consommation et de devises.

En août dernier, le défunt ministre du commerce extérieur, Slavomir Stracar, avait proposé de prendre des sanctions commerciales (taxe à l'import) contre la RDA, qui avait refusé l'exportation de produits tchécoslovaques pour un montant de 230 millions de roubles convertibles. L'unification monétaire et l'adoption du deutschemark en RDA ont, par ailleurs, porté un rude coup aux importations tchécoslovaques. L'agriculture notamment, fortement dépendante de moissonneuses fabriquées en RDA, vit d'un mauvais œil l'idée d'avoir à payer sa part des pièces détachées pour des engins de moindre qualité que ceux fabriqués en Allemagne occidentale.

Pour 1991, baptisée « année de transition », où l'« Organisation de coopération économique internationale » succédera au Comecon, un accord intergouvernemental a été conclu fin décembre avec l'URSS. Selon M. Václav Vales, vice-premier ministre fédéral, les exportations tchécoslovaques ne devraient atteindre que 38 % du chiffre de 1988, contre 40 % des importations soviétiques. Une liste des échanges pour une période de 2 milliards de dollars a été établie. Elle assure à la Tchécoslovaquie ses besoins en matières premières, sauf en pétrole. M. Vales 7,5 millions sont garantis. La Tchécoslovaquie envisage la possibilité d'acheter la moitié des 5,5 millions de tonnes manquantes directement aux Républi-

ques ou aux régions pétrolières.

La Tchécoslovaquie livrera pour sa part 60 % de machines et le reste en produits de consommation et en produits chimiques. Un crédit de 2 milliards de roubles convertibles accordé par le gouvernement Adamec à l'URSS en décembre 1989 sera, selon l'accord, remboursable au taux de 1 rouble convertible égale 1 dollar, taux avantageux pour la Tchécoslovaquie, pour éponger la dette de l'URSS à son égard (la Hongrie a obtenu 1 rouble convertible égale 0,92 dollar).

En ce qui concerne les contrats à passer, en dollars, entre firmes, il n'existe, selon M. Vales, « pratiquement pas de conditions nécessaires aux contacts directs, et la seule forme de relation commerciale est le clearing ». En effet, les entreprises soviétiques doivent reverser jusqu'à 90 % de leurs rentrées en devises à l'Etat et aux Républiques, précise M. Miroslav Krosak, spécialiste de l'URSS au ministère du commerce extérieur. C'est pourquoi, selon lui, « le commerce avec l'URSS se ralentit, alors que les changements structurels pour se réorienter vers d'autres marchés n'ont pas encore été faits ».

Tradition commerciale

Pour ses fournisseurs en pétrole, la Tchécoslovaquie s'est notamment tournée vers l'Iran. Autrefois entièrement tributaire du pipeline « Drujba » (amitié) vers l'URSS, le pays utilisait « Adria » (dont les capacités d'expédition ne dépassent pas 5 millions de tonnes), qui traverse la Hongrie jusqu'aux côtes yougoslaves, ou « Tal », qui traverse l'Autriche et l'Italie.

Mais comment les entreprises tchécoslovaques, « livrées » à l'économie de marché depuis le 1^{er} janvier, vont-elles le démantèlement imminent du Comecon et l'effondrement d'un système qui assurait des débouchés à leur production ? CKD Locomotives à Prague, qui a 2 000 employés et fabrique 300 machines par an, a un directeur commercial plutôt optimiste. M. Josef Zahradka insiste sur la tradition des relations commerciales de son entreprise avec l'URSS. « CKD a vendu 7 000 locomotives en URSS, ce qui signifie une longue tradition et un réseau de service après-vente bien implanté », dit-il en souriant. CKD Locomotives était sur la « liste indicative », et M. Zahradka a signé en décembre à Moscou un contrat de vente de 200 locomotives à moteur diesel avec l'URSS. L'exportation de quelques machines, qui n'intéressent plus l'Allemagne réunifiée.

Interrogé sur la perspective de ses ventes à l'URSS, M. Zahradka est raisonnablement optimiste : son implantation là-bas et les bas prix pratiqués ici sont, selon lui, des garanties à court terme. Et CKD vit son avenir à long terme sur d'autres marchés : il négocie actuellement avec General Electric (GE) et Siemens et semble avoir une faiblesse pour GE, dont il verrait d'un bon œil une participation financière.

Espoir déçu

L'industrie de la chaussure tchécoslovaque a moins de chances que les locomotives, du moins pour 1991. L'entreprise Svit (issue de l'ancien empire Bata), basée à Zlín (Moravie) et qui compte quatre usines, exportait un tiers de sa production (22 millions de paires de chaussures) en URSS. Cette année, elle n'en vendra que 10 000 paires, inscrites dans la « liste indicative ». Des négociations sont en cours, selon M. Alois Cerveny, directeur commercial, avec la Lituanie, Novosibirsk, la Moldavie et la Géorgie.

« Nous allons limiter notre production, l'améliorer et augmenter nos prix », ajoute-t-il. « Nous ne voulons pas licencier le personnel, mais réorganiser le travail », confie M. Cerveny, à la sortie d'une réunion avec la firme Bata.

L'espoir mis par Svit dans un retour rapide de Thomas Bata a été quelque peu déçu. Celui-ci, au dire

du ministre tchèque de l'industrie, M. Jan Vrba, refuse de faire nier ses droits sur 75 % de son ancienne firme, confisquée à la libération par l'Etat tchécoslovaque, et a contesté cette décision. Son retour triomphal et les espoirs de coopération industrielle sont donc un peu réaménagés pour l'instant.

La firme phare tchécoslovaque, qui devait échapper aux retombées de la disparition du Comecon est évidemment Skoda Mlada Boleslav. « Nos priorités en 1990 étaient le marché intérieur et les ventes en dollars, c'est pourquoi nous avons réduit nos exportations vers les pays du Comecon », dit M. Lubos Kopecky, directeur commercial.

Skoda n'a jamais exporté vers l'URSS, mais a exporté 10 000 Favorit en Hongrie en 1989, avec laquelle elle avait un accord (Skoda a néanmoins livré quatre ou cinq fois moins de voitures à la Hongrie qu'elle n'avait l'habitude de le faire avec le modèle précédent). Quelques Favorit ont été vendus cette année à la Pologne, mais pour des devises, et 13 000 ont été exportés à l'Ouest.

La Favorit, dont le prix à l'Ouest s'est peu modifié, a en revanche doublé de prix en un an, la rendant presque inaccessible au Tchécoslovaque moyen. Le directeur de Skoda, M. Petr Dedek, explique cette hausse par la TVA (40 %, comme pour l'alcool et les cigarettes), et par l'augmentation du coût des fournitures, après la libération des prix du 1^{er} janvier. Mais les Tchécoslovaques sont convaincus que le récent mariage de Skoda avec Volkswagen assurera une longue prospérité à l'automobile nationale.

L'année 1991 sera en outre plutôt néfaste pour le Comecon sur le plan du tourisme. Seuls Hongrois et Tchécoslovaques pourront se rendre visite en échangeant leur monnaie munie. Les autres devront le faire avec des dollars, car tous les autres pays ont refusé de fixer un taux de change basé sur le dollar. Selon M. Jiri Zimola, de la Banque d'Etat tchécoslovaque, ce cours est fixé d'après celui de Vienne (une couronne égale 2,05 florins) et variera selon l'offre et la demande. Comme les Tchécoslovaques ont le droit d'acheter pour 2 000 couronnes (environ 400 francs) et bientôt 3 000 couronnes de devises étrangères par an, il est évident qu'ils préféreront se tourner vers l'Ouest pour leurs week-ends, plutôt que vers leurs voisins de l'Est, qu'ils ont eu tant le loisir de découvrir pendant les vingt dernières années.

ANNE DASTAKIAN



"Moi, j'investis...
et je sais choisir
les bons placements."

EMPRUNT PUBLIC MARS 1991

Emprunt obligataire 9,50 % à rente trimestrielle fixe sur 10 ans

Montant	525 millions de F minimum susceptible d'être augmenté en fonction de la demande.
Nominal par obligation	5.250 F à l'origine.
Prix d'émission	99,21 % du nominal, soit 5.208,50 F par obligation.
Date de jouissance et de règlement	2 avril 1991.
Durée	10 ans et 30 jours.
Date d'échéance	2 mai 2001.
Versement trimestriel	200 F par obligation, payable tous les trois mois et pour la première fois le 2 août 1991. Les versements trimestriels comprennent à la fois les intérêts et le remboursement du capital.
Intérêt	9,50 %.
Taux de rendement actuariel	9,27 %.
Amortissement	progressif, inclus dans le versement trimestriel.
Durée de vie moyenne	5,85 ans compte tenu de l'amortissement.
Fiscalité	régime fiscal applicable aux obligations.

Une fiche d'information (visa COB n° 91-057 du 26 février 1991) est disponible sans frais sur demande. BALO du 4 mars 1991.

Emprunt Crédit Foncier, soyez les premiers à en profiter

CRÉDIT FONCIER

S.A. au capital de 2.883.073.800 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

DEVINOTRE SUPPLÉMENT

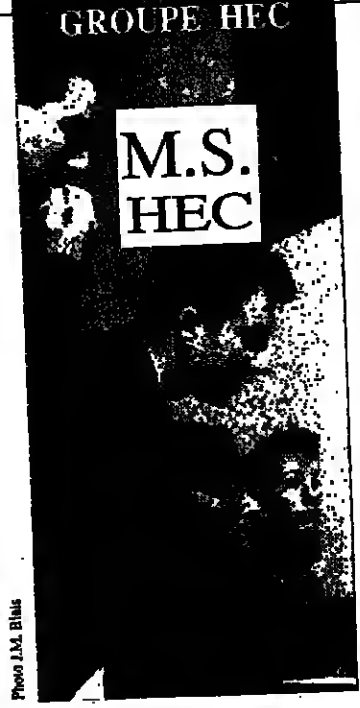
Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

GROUPE HEC



MASTÈRES SPÉCIALISÉS HEC

**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS**

POUR DEVENIR LE SPECIALISTE QUE LES ENTREPRISES RECHERCHENT

Les MASTÈRES SPÉCIALISÉS HEC vous offrent, au sein d'un des plus prestigieux campus européens, une formation intensive et très exigeante pour vous spécialiser dans un des domaines clefs du management.

Grâce aux MASTÈRES SPÉCIALISÉS HEC, vous aurez la possibilité d'acquies en une année, à travers les cours dispensés par un corps professoral et des professionnels éminents, les connaissances, la méthodologie et le savoir-faire que les entreprises attendent.

En fin de cursus, une thèse professionnelle viendra couronner cette nouvelle qualification qui fera de vous un spécialiste "recherche" sur le marché restreint des cadres dirigeants.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS
GROUPE HEC
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. : 39 67 70 00
Fax : 39 67 74 40

**M.S.
HEC**

**COMMUNICA
TION**

la maîtrise globale (conception, diffusion, production) des systèmes de communication

**M.S.
HEC**

ENTREPRENEURS

pour former les créateurs, les entrepreneurs, les redresseurs d'entreprise, ou les bras-droits de dirigeants

**M.S.
HEC**

FINANCE INTERNATIONALE

des spécialistes de haut niveau pour les principales fonctions de la finance

**M.S.
HEC**

INTELLIGENCE MARKETING

pour les scientifiques, la double compétence au croisement de la technique et du marché

**M.S.
HEC**

STRATEGIC MANAGEMENT

le conseil en stratégie au service du développement des entreprises

COMMUNICATION

En lançant RTL 2 sur le nouveau satellite Astra

La CLT remet en cause la réglementation française de l'audiovisuel

La fusée Ariane a mis sur orbite dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars le satellite luxembourgeois de télévision directe Astra-1B et le satellite météorologique européen MOP-2 (le Monde daté 3-4 mars). Ce tir, le 42^e du lanceur européen, a eu lieu avec vingt-quatre heures de retard en raison de deux incidents constatés dans les dispositifs de contrôle. Le lancement aurait dû normalement être effectué le 12 février, mais les ingénieurs de la Société européenne de propulsion (SEP) avaient préféré le reporter à la suite de l'arrêt prématuré de la séquence d'allumage d'un moteur du troisième étage lors d'un essai au banc.

Astra-1 B est un satellite de télécommunications construit par General Electric aux États-Unis, comme son prédécesseur Astra-1 A, lancé en 1988, qu'il doit rejoindre en orbite géostationnaire à la même position de 19,2 degrés Est. Sa masse de 1 582 kilogrammes en orbite lui assure une durée de vie de 14 ans et demi. Astra-1 B comporte 22 récepteurs (dont 6 de secours) de 60 watts de puissance chacun. Il peut ainsi diffuser 16

programmes de télévision sur l'ensemble de l'Europe, reçus sur des antennes paraboliques de 60 centimètres de diamètre. Grâce à ces deux engins, la société européenne de Satellites (SES) luxembourgeoise compte diffuser 32 chaînes de télévision. Sur Astra-1 A figurent des chaînes britanniques, scandinaves, néerlandaises et allemandes, dont l'une (TV Sport) dispose d'un canal sonore en français. Trois contrats sont déjà signés pour Astra-1 B avec des chaînes allemandes (ARD, Première, Télé 5). Mais la SES compte surtout défricher de nouveaux marchés et attirer des chaînes espagnoles ou francophones (le Monde du 8 février). Un redéploiement déjà entamé qui n'ira pas sans susciter inquiétudes et polémiques.

Car, en annonçant samedi 2 mars à Kourou la diffusion dans quelques semaines par le satellite Astra-1 B de RTL 2, le directeur général adjoint de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), M. Jean Stock, n'a pas seulement donné le coup d'envoi d'une nouvelle chaîne francophone européenne. Il a aussi jeté un pavé dans la mare de la réglementation française. Cette nouvelle télévision sera, en effet, consacrée à la fiction et au cinéma. Elle sera, a précisé M. Stock, « concessionnaire du service public du grand-duché de Luxembourg et respectera la légis-

lation européenne de la directive «Télévision sans frontières».

Une directive qui doit entrer en vigueur le 3 octobre prochain. Une directive aussi, dit l'adoption par les Douze à l'automne 1989 avait suscité, en France, d'innombrables polémiques, notamment parmi les professionnels du septième art. S'il protège les enfants ou encadre la publicité, le texte, en effet, ne souffre pas de quotas annuels de films, des jours interdits et des heures prohibées de longs métrages à la télévision, bref de toutes ces règles très strictes qui protègent en France les exploitants de salles. Permettra-t-il à RTL 2 - le nom n'est pas encore définitif - de diffuser sur l'Hexagone, en PAL et en français, des longs métrages à volonté?

«Nous allons saisir le gouvernement»

Pour le gouvernement du grand-duché et la CLT qui maille le Luxembourg, depuis le Luxembourg, l'Europe audiovisuelle, la réponse - correspondant à une stricte logique financière - devrait être oui. Pour les professionnels français du cinéma, elle est déjà non.

«Nous allons immédiatement saisir le gouvernement», affirmait, lundi 4 mars, M. Pascal Rogard, secrétaire général de la Chambre syndicale des producteurs de films. La CLT a fait cette annonce sans aucune concertation, sans aucune négociation. Si RTL 2 est un programme en français tirant majoritairement ses ressources du marché français, elle doit respecter la réglementation française. Sinon, il s'agit purement et simplement de l'une de ces opérations de «délocalisation» interdite par la directive. La nouvelle chaîne ne serait-elle pas luxembourgeoise que de nom, pour bénéficier de la réglementation très libérale du Luxembourg?

La bataille s'annonce donc sévère. Qu'elle soit emportée par le

M. Maxwell s'attache au «Daily News». La direction du quotidien new-yorkais Daily News est en négociation avec M. Robert Maxwell pour un possible rachat du titre. Cette vente serait une solution de la dernière chance pour ce journal dont la diffusion est pratiquement bloquée par une longue grève depuis le 24 octobre 1990 (le Monde du 13 décembre 1990). Le quotidien, qui apparaît au groupe Tribune, perd 750 000 dollars par jour et doit cesser définitivement sa parution, le 4 mars, si aucune solution n'est trouvée au conflit avec les employés de la distribution. Vieux de soixante-douze ans, le Daily News avait jusqu'à l'an dernier la plus forte diffusion des quotidiens tabloïd américains. M. Maxwell, propriétaire du groupe de presse Mirror en Grande-Bretagne, possède aux États-Unis les éditions Macmillan et Collier.

grand-duché et la CLT, et l'ensemble de la réglementation française du cinéma serait menacé de disparition. Imagine-t-on TF 1 ou Antenne 2 - pour ne rien dire de Canal Plus - acceptant une concurrence avec des armes dont elles ne disposeraient pas? A moins que l'affaire ne se termine par un accord de dernière minute, négocié entre Paris, Luxembourg et la CLT. Cette dernière ne diffuse-t-elle pas sur les réseaux câblés français RTL-TV en occultant les films programmés à des jours et heures interdits. «Nous allons mesurer la détermination du gouvernement», menace M. Rogard. A bon entendeur, salut!

P.-A. G.

Saisie par «le Quotidien de Paris»

La justice limite la responsabilité de l'AFP

L'Agence France-Presse (AFP) ne peut être tenue pour responsable de la diffusion par un journal d'informations diffamatoires transmises par l'agence. C'est ce qu'a estimé le tribunal de grande instance de Paris, à l'issue d'un procès opposant l'AFP au Quotidien de Paris.

Le 22 novembre dernier, celui-ci avait reproduit, dans le cadre d'une enquête sur des attentats en région parisienne, une dépêche mettant injustement en cause une personne étrangère à cette affaire. Tandis que le Quotidien de Paris plaide la bonne foi, faisant valoir la sévérité de ses sources, et assignait l'agence afin d'être éventuellement relevé de toute condamnation, l'AFP soulignait qu'il appartenait aux abonnés d'opérer un tri dans l'abondante information fournie chaque jour et de procéder au besoin à toute vérification avant la publication d'une nouvelle pouvant constituer une diffamation.

Le tribunal a finalement tranché en faveur de l'agence. Selon lui, «l'impression d'obligation de résultat à l'AFP aboutirait à multiplier les recours et à empêcher son activité, ce qui serait contraire à l'intérêt même des usagers». L'AFP avait par ailleurs transmis un rectificatif aussitôt après avoir constaté que l'information en question était erronée. Aussi le tribunal a-t-il condamné le Quotidien de Paris à payer 50 000 francs de dommages et intérêts à la personne diffamée et a rejeté sa demande à l'encontre de l'AFP.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5469

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. A parfois un peu d'avance. - II. Si on le laisse grandir, peut devenir un bouc. - III. Donnée à ceux qui n'aiment pas les lentilles. - IV. Donner une orientation. Un service pour ceux qui ont besoin de repos. - V. Une bonne réplique. Ceux qui en sortent arrent parfois dans les cabinets. - VI. Une station chez des voisins. Pour les. - VII. C'est le moment de sortir quand elle a été purgée. - VIII. Emportent parfois des gens complètement piqués. - IX. Perd de sa force quand il est allongé. Et des conquêtes en Orient. - X. Vieux pécarié. Une petite vache. - XI. Orientation. Peut être gros pour du bouaf.

LOTTO SAMEDI 3 MARS 1991

9	14	16	25	32	46	36
0	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31	32	33	34
35	36	37	38	39	40	41
42	43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54	55
56	57	58	59	60	61	62
63	64	65	66	67	68	69
70	71	72	73	74	75	76
77	78	79	80	81	82	83
84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97
98	99	100	101	102	103	104
105	106	107	108	109	110	111
112	113	114	115	116	117	118
119	120	121	122	123	124	125
126	127	128	129	130	131	132
133	134	135	136	137	138	139
140	141	142	143	144	145	146
147	148	149	150	151	152	153
154	155	156	157	158	159	160
161	162	163	164	165	166	167
168	169	170	171	172	173	174
175	176	177	178	179	180	181
182	183	184	185	186	187	188
189	190	191	192	193	194	195
196	197	198	199	200	201	202
203	204	205	206	207	208	209
210	211	212	213	214	215	216
217	218	219	220	221	222	223
224	225	226	227	228	229	230
231	232	233	234	235	236	237
238	239	240	241	242	243	244
245	246	247	248	249	250	251
252	253	254	255	256	257	258
259	260	261	262	263	264	265
266	267	268	269	270	271	272
273	274	275	276	277	278	279
280	281	282	283	284	285	286
287	288	289	290	291	292	293
294	295	296	297	298	299	300

CARNET DU Monde

Naissances

- Carole et Robert BARSON-SEBAG, sont heureux d'annoncer la naissance de

Camille,

le 13 février 1991.

10, rue Joseph-Bara, 75006 Paris.

- Massko et Erik VEAUX, Emmanuelle et ARIK, ont la joie d'annoncer la naissance de

Charlotte-Amélie,

le 21 février 1991.

Unter den Linden 40, Berlin.

- Denis et Nathalie PINGAUD, ses parents, Pierre, Edouard et Louise, ses frères et sœur, sont heureux d'annoncer la naissance de

Paul, Lucas, Léonora,

le 26 février 1991.

58, avenue des Minimes, 94300 Vincennes.

- Aurélie ALFONSI a la très grande joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Vadim Stephen,

le 23 février 1991, chez

Lamouche et Paul ALFONSI.

90, boulevard de la Liberté, 13004 Marseille.

Décès

- La direction générale des hydrocarbures de la société nationale Elf Aquitaine. La direction du commerce international et des transports maritimes de la société nationale Elf Aquitaine. Et l'ensemble du personnel de la société, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe FERNET,

ancien directeur

du commerce international

de la société nationale Elf Aquitaine,

ancien président d'Elf Trading.

Ils présentent leurs condoléances aux

membres de sa famille.

- Paris. La Charité-sur-Loire.

- Jean-Louis Lebrave,

son fils,

Benjamin et Laure Lebrave,

ses petits-enfants.

Les familles Mahuet et Naudin,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Louis LEBRAVE,

instituteur honoraire,

croix de guerre 1939-1945,

survenu le 26 février 1991, dans sa

quatre-vingt-huitième année.

- Le Mans. Paris. Toulon.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

André GAUBERT,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre,

lieutenant-colonel de réserve,

ancien député de la Sarthe,

agent P2 des FFC,

déporté résistant aux camps

de Buchenwald et Neugamme,

ancien premier adjoint

au maire du Mans,

président départemental des membres

de la Légion d'honneur décorés

au péril de leur vie,

président d'honneur

des déportés résistants ADIF-Sarthe,

survenu le 2 mars 1991.

De la part de

Son épouse Marie-Claude,

Et leurs enfants, Alain et Marie-

Pierre,

Ainsi que de ses filles, Joëlle, Odile,

Pascal,

Son petit-fils, Bertrand Gay,

Et de toute sa famille,

Ses obsèques ont été célébrées en

l'église Notre-Dame-de-la-Croix, au

Mans, ce lundi 4 mars, et l'inhumation

au cimetière de Cornus-Foulletourte,

dans le caveau de famille.

Que tous ceux qui l'ont connu veu-

lent s'associer par la prière afin qu'il

connaisse la joie de Dieu.

11, boulevard Levasseur,

72000 Le Mans.

[Né le 5 décembre 1911 à Marolles, André

Gaubert était licencié en sciences. Résistant et

déporté au camp de Buchenwald, il avait été

adjudant au sein du 1^{er} bataillon de 1947 à 1955, et

député (républicain social) de la Sarthe de 1951 à

1956.]

- Sylvia et Joseph HAZIZ,

Monique et Claude Azoulay,

Nicole et Thierry Devilliers,

Linda et Jean-Jacques Sédour,

Martine et Isaac Gouzin,

ses enfants,

Ses petits-enfants,

Ses frères et sœurs,

Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Abner GOZLAN,

survenu le 2 mars 1991.

Les obsèques auront lieu le 5 mars,

au cimetière parisien de Pantin, porte

principale, à 11 h 30.

Ils vous prient d'y associer le souve-

nir de

Simone GOZLAN,

son épouse, décédée le 19 octobre

1987.

8, rue Vauquier,

75017 Paris.

- M^{me} Tristan Jean Le Coz

a la douleur de faire part du décès de

M. Tristan Jean LE COZ,

ancien élève

de l'Ecole normale supérieure

de Saint-Cloud,

professeur honoraire

à l'université Paul-Valéry,

survenu le 26 février 1991.

35, avenue de La Caillarde,

34000 Montpellier.

- L'Institut des techniques d'admini-

stration publique,

Son président,

Son bureau

Et ses membres,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean MILHAUD,

président-fondateur,

survenu le 27 février 1991.

Une presse pour ce pionnier de la

recherche et de l'innovation dans le

travail administratif est demandée à

tous ceux qui l'ont connu.

- M^{me} Henri Viallefant,M^{me} Marie-Josée Viallefant,M. et M^{me} Philippe Viallefant

et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Joffe

et leurs enfants,

Sa famille,

ont la grande douleur de faire part du

décès de

M. Henri VIALLEFONT,

professeur honoraire

de clinique ophtalmologique

à la faculté de médecine

de Montpellier,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 28 février 1991, dans sa

quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation

ont eu lieu dans la stricte intimité

familiale, à Talizat (Cantal).

27, rue de Maguelone,

34000 Montpellier.

Anniversaires

- Il y a quatre ans disparaissait

Emile S. COHEN,

Son souvenir nous accompagne.

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les redacteurs du Monde »

CHAMPS ECONOMIQUES

La logique économique du changement démocratique

Au Bénin, en Côte-d'Ivoire, au Gabon, les bailleurs de fonds mettent en cause une administration paralysante, et les manifestants, un pouvoir détenteur de richesses

par Olivier Vallée

HORMIS leur commune appartenance à l'Afrique francophone et à la zone franc, Bénin, Côte-d'Ivoire et Gabon, dont la croissance s'est appuyée sur des types de rentes différents (pétrole, agro-exportation, commerce de transit), ont apparemment peu de caractéristiques économiques communes. En 1990, leurs évolutions politiques semblaient pourtant les rapprocher : deux d'entre eux, Bénin et Côte-d'Ivoire, ont connu leurs premières élections parlementaires compétitives tandis que le Bénin choisissait sa nouvelle Constitution par référendum.

Ces processus de démocratisation survenaient après des mois de contestation sociale principalement lancée par des mouvements d'enseignants ou de jeunes scolaires et semblaient relever d'une exigence politique autonome. Après la période glaciale d'après l'indépendance, on aurait ainsi assisté à une rupture entre le pouvoir et les couches urbanisées qu'il avait associées aux avantages distribués par l'Etat employeur et distributeur de rentes.

La rapide mutation de ces trois pays durant l'année 1990 mérite de dépasser la divine surprise de beaucoup et le désarroi de certains. La véritable liaison à opérer entre Cotonou, Abidjan et Libreville réside dans la position prédominante que le premier ministre est censé occuper au cœur du système politico-économique de chacun de ces pays. Le deuxième point commun de la remise en cause du monopole présidentiel par ces premiers ministres tient à la légitimité économique qui fonde l'arrivée de nouveaux venus en politique.

L'ajustement structurel*, sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale dans une situation semblable ou effet la dimension forte de la rupture avec le modèle post-colonial et de la formulation d'un nouvel ordre politique. Clairement, la Banque mondiale souligne dans son rapport 1990 sur le déve-

loppement mondial qu'il existe une économie politique de « l'ajustement ». Celle-ci a des coûts économiques mais aussi politiques, en particulier au regard de la coalition de forces qui y voient une menace pour leur position et qui entendent y résister.

Ainsi, le changement démocratique apparaît comme le reflet d'un combat politique stimulé par les réformes induites par les bailleurs de fonds. Celles-ci entendent détruire des rentes et des monopoles qui paralysaient la compétitivité et l'ouverture de l'économie. Dans son passionnant ouvrage *La Bataille des entreprises publiques en Côte-d'Ivoire*, Yves Fauré narre la résistance des baronnies installées dans le secteur parapublic pour contrer l'ensemble des politiques de contrôle et de redressement des comptes lancées par le pouvoir central. Ces politiques ne bénéficieraient pas toujours d'une véritable compréhension de la Banque mondiale elle-même. Ce n'est pas seulement une bataille d'idées qui anime les clivages au sein du système, mais bel et bien des stratégies de conservation ou d'accroissement des ressources, en particulier financières, qui permettent de se constituer des réseaux politiques.

Deepak Lal, dans « The Political Economy of Economic Liberalization » (*The World Bank Economic Review*, vol. 1, n° 2), souligne aussi comment l'érosion de la base fiscale, la contraction des crédits internationaux et des ressources d'exploitation réduisent les fonds à la disposition du gouvernement. Et, ajoute-t-il, ce sont ces fonds qui donnent à l'Etat son pouvoir.

Le refus de la dévaluation

Or à la fin des années 80, le Bénin, le Gabon et la Côte-d'Ivoire se trouvent dans une situation économique qui met leurs gouvernements respectifs dans l'impossibilité d'utiliser leurs ressources comme mode de pouvoir et, dans certains cas, d'assumer les fonctions essentielles de l'Etat.

An Bénin, l'expansion du crédit par les banques (toutes publiques) a rencontré son ultime limite avec un système financier privé de toute liquidité et une insolvabilité manifeste des sociétés publiques et de nombreux agents privés.

En Côte-d'Ivoire, malgré ou à cause de plusieurs réajustements de la dette depuis 1983, la charge du service de la dette se combine avec la chute des recettes d'exportation tirées du café et du cacao pour accroître le déficit budgétaire, tandis que les recettes occultes de la caisse de stabilisation, qui permettaient des allocations discrétionnaires de la présidence, semblaient également asséchées.

An Gabon, la stagnation des revenus pétroliers, alors que les dépenses de fonctionnement de l'Etat et le service de la dette continuent d'augmenter, réduisent la marge de manœuvre du pouvoir.

Ces trois Etats d'ont pas consenti à la dévaluation, qui conditionne la plupart des ajustements, et sont confrontés à une impasse qui n'est pas seulement budgétaire. En effet, la place centrale de l'Etat dans le circuit de l'argent entraîne une asphyxie de l'économie financière d'autant plus aiguë que la convertibilité du franc CFA suscite, dans cette période d'incertitude, une fuite des capitaux plus intense.

Dans les autres pays africains à monnaie non convertible, le choc est davantage ressenti à travers la baisse des importations et les difficultés de transfert des capitaux. Ainsi, malgré les différences de revenu par tête entre ces trois pays (Bénin 330 dollars, Côte-d'Ivoire 770 dollars et Gabon 2 970 dollars), en 1989 ils se trouvent tous trois plongés dans une crise économique et financière qui prend ses racines dans l'Etat.

Ce point d'effondrement des principales fonctions du secteur public est en fait le résultat d'un long déclin. Ces trois Etats ont connu une croissance du PIB inférieure à 1 % entre 1965 et 1988, le Bénin enregistrant la plus mauvaise performance. Gabon et Côte-d'Ivoire, après des taux de crois-

sance du PIB supérieurs à 8 % dans la période 1965-1980, ont connu un effondrement de la progression du PIB entre 1980 et 1988, et même une baisse pour le Gabon.

Des économies en déclin

La crise révèle donc la structure profonde d'économies toulées en déclin malgré les fortes différences de PIB par tête. Elle met les gouvernements en situation de faiblesse face aux bailleurs de fonds qui par les crédits ou les réajustements de la dette maintiennent en état de survie l'économie financière. Les pressions en faveur d'une irrésistibilité de la politique d'ajustement se font alors de plus en plus fortes et celle-ci semble passer par le renouvellement des horizons.

Les grèves des enseignants et des jeunes scolarisés percevant la fin de l'Etat-employeur sont les premières manifestations de l'impact des désordres économiques sur les couches urbaines. Les salariés urbains qui pendant les belles années compensaient la stagnation de leurs revenus avec des facilités bancaires ne peuvent plus accéder au crédit dont l'Etat et ses protégés ont abusé. La réduction de leurs avantages ou la cessation des paiements des fonctionnaires au Bénin pendant de longs mois n'est pas seulement un support de pour les ménages concernés. Elles valent aussi, puis interviennent les transferts - souvent oubliés par la Banque mondiale, - entre les villes et les campagnes.

Les relatifs privilèges des citadins se sont en effet accompagnés d'une obligation de transfert de ressources monétaires entre les groupes urbains et ruraux. La forte égradation des revenus des paysans ivoiriens n'entraîne pas de jacqueries, mais, progressivement, des émeutes urbaines, car ce sont des salariés, parents ou alliés, qui assument provisoirement la compensation.

Ces effets en chaîne provoquent dans de larges couches de la population une mise en cause du noyau

du système financier : l'Etat et son chef. Les premières manifestations ébranlant l'unanimité dont on croyait entouré le chef de l'Etat ivoirien n'appellent pas vraiment à plus de démocratie : les manifestants traitent de voleur le président. Les violentes émeutes de Libreville détruisent les établissements liés par la rumeur populaire à la famille ou aux proches d'Omar Bongo. La pression syndicale en faveur d'une redistribution des revenus débouche vite sur une association de la crise de l'Etat à l'enrichissement de ceux qui disposent de rentes politiques.

Il y a donc un détonateur économique des conférences nationales (Gabon et Bénin) ou de l'ouverture électorale immédiate à l'opposition (Côte-d'Ivoire), même si le retour de clivages et de groupes politiques anciens, le recentrage ou la rénovation des partis uniques redonnent rapidement aux références politiques une place prépondérante. L'ébranlement de l'Etat dispensateur du bien-être semble irréversible, au moment même où s'accroît la pression collective en faveur d'une plus grande distribution des richesses.

Des ressources peu transparentes

Cette révélation de l'inefficacité des administrations à l'égard des besoins des populations rapproche encore les trois pays. En effet, malgré les différences de revenus par habitant, il existe entre eux de très fortes similitudes en matière de dépenses sociales et de transferts assurés par l'Etat. Le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le « développement humain » dans le monde (1990) fait ainsi apparaître que si le Bénin occupe une place en matière d'indicateurs sociaux du développement (éducation, santé, salubrité, espérance de vie et électricité) équivalente à sa position dans la hiérarchie des PIB, il n'en va pas de même pour la Côte-d'Ivoire et surtout le Gabon. Ce qui distingue sans doute la Côte-d'Ivoire et le Gabon du Bénin réside sans doute dans la part de la

richesse nationale exportée. Les rapports de la Banque des règlements internationaux (BRI) montrent que pendant l'aggravation de la crise, les avoirs ivoiriens et gabonais à l'étranger n'ont cessé de croître.

Les manifestants et les partis politiques qui réclament une nouvelle donne démocratique n'ont pas ces chiffres en main. Ils sont sensibles cependant à la contrainte d'un système qui semble receler des ressources mal partagées et peu transparentes.

L'arrivée de premiers ministres « technocrates » répond donc à la demande d'une administration efficace de l'ajustement, tandis que l'ouverture multipartisane permettrait un plus grande justice dans la répartition des richesses ou des contreparties de l'ajustement. Ainsi les programmes politiques représentent invariablement comme thème une plus grande justice sociale, mais ses formes restent floues. La question de la stratégie économique face au processus de déflation lié à l'ajustement reste occultée.

C'est sans doute là que les différences entre les trois économies peuvent induire de nouveaux phénomènes politiques divergents. Si là où on attend le parlementarisme de Westminster on cherche en réalité davantage la sécurité sociale, la persistance au pouvoir d'équipes qui s'approprient la plus grande part des richesses continuera à susciter une forte critique sociale et politique.

En raison de la place que l'Etat s'est forgée dans ces trois pays comme centralisateur des ressources ou a assisté à une convergence de la remise en cause des structures étatiques par les bailleurs de fonds et à la dénonciation des pouvoirs présidentiels par les couches urbaines. La présence de ces deux logiques, l'une économique, l'autre sociale, implique un équilibre politique délicat pour les nouveaux technocrates qu'elles ont mis en avant. C'est la capacité de redresser l'économie et de desserrer ses contraintes qui, à court terme, entraînera des divergences dans les trois pays.

► Expert économique, auteur du Prix de l'argent CFA, 44, Karthala.

Le prix de la traite des Noirs

Des siècles de trafic, des millions de morts et d'esclaves : des épreuves et des gains difficiles à mesurer

par Serge Daget

ABOLIR le passé en payant 25 milliards de dollars : on dirait probablement que c'est peu pour les pays riches, alors que la guerre subie par les Noirs - la traite - est une et immédiate conséquence, l'esclavage - a duré une longue suite de siècles. Les victimes ont été des millions. De cette « traite des Noirs », l'un des plus complexes ensembles de l'histoire de l'humanité, une grosse publication et une synthèse récente éclairent les aspects essentiels, des modalités d'investissement aux modalités de capture, des conditions de la déportation à celles de la distribution (1).

En bref, à compter du quinzième siècle, le monde occidental, possesseur de façades maritimes, de bateaux en bois et à voiles, de plantations dans les îles à sucre de la Caraïbe ou sur les terres fermes américaines, pratiquait une traite « atlantique ». Les traites « transahariennes » et « orientale », plus anciennes, remontent, elles, au plus tard à l'expansion de l'Islam, dès le septième siècle chrétien, mais des documents sûrs confèrent au phénomène 3 500 ans d'âge. On déportait hommes, femmes, enfants des deux sexes de l'Afrique subsaharienne vers le Maghreb et l'Egypte ; on les déportait de l'Afrique centrale et orientale par la mer Rouge vers l'Océan Indien vers les sultanats du Golfe Persique, la Mésopotamie, voire l'Inde et la Chine.

Enfin des africanistes ont analysé les causes et les effets d'une traite intérieure à l'Afrique noire, pas entièrement ignorée des sources orales. Ainsi, ce n'est pas une traite négrière, mais des traites négrières fonctionnant les producteurs, producteurs et reproducteurs réels ou potentiels.

Comment chiffrer, d'abord, la ponction elle-même ? Avant les premiers abolitionnistes, les négriers

occidentaux quantifiaient à des fins de gestion commerciale, ils estimaient le prélèvement annuel possible sur chaque site de traite connu - et l'on en a recensé plus de quatre cents le long des côtes africaines, d'Arguin à l'ouest, au nord de Zanzibar, sur la côte est. Ces indications publiées dans une situation économique qui met leurs gouvernements respectifs dans l'impossibilité d'utiliser leurs ressources comme mode de pouvoir et, dans certains cas, d'assumer les fonctions essentielles de l'Etat.

Les savants de notre temps disposent de documents compliqués par nature mais semblables quant au fond : du livre de bord d'un navire négrier à la chronique d'un observateur attentif aux chiffres, ils peuvent analyser un assez large éventail de données et élaborer de longues listes de nombres. L'ordinateur est roi. En raison de leur proximité épistémologique, idéologique ou politique au sous-ensemble examiné, nonobstant leur coefficient scientifique, ils se divisent entre « minimalistes » et « maximalistes ».

Cinq morts par captif

Pour ces derniers, l'Unesco publiait en 1966 une *Histoire générale de l'humanité* où figurait une évaluation à dire d'expert : deux cents millions de victimes. Ou à bien le chiffre reposait en fait sur une hypothèse audacieuse mais incontrôlable : quelle que soit la destination finale des traites négrières en Afrique, la déportation effective d'une personne vivante suscitait la mort effective de cinq personnes au cours des opérations de « production de captifs » - guerres d'Etat, razzias ou opérations de commandos négriers conduits par les Africains sur leur propre territoire ou, plus rarement qu'on ne l'a écrit, par les Européens eux-mêmes, les Portugais notamment, à proximité du littoral.

Autrement dit : pour constituer une caravane de 300 déportés, il fallait faire 1 500 morts. Ou encore : 200 millions de victimes auraient produit 40 millions de captifs au

cours de la période plurimillénaire des opérations négrières et esclavagistes en Afrique noire. Le terrorisme à l'Etat endémique.

En 1969, en revanche, dans un livre pionnier et éloquent, l'Américain Philip Curtin, recensant à l'ordinateur la ponction négrière par l'Atlantique, estimait à 9 366 000 le nombre d'Africains importés (la nuance est significative : 13 % de morts jetés dans l'Océan) dans les Amériques au sens large entre 1450 et 1870. Dix ans plus tard, un autre Américain, Ralph Austen, évaluait à 7 240 000 hommes, et surtout femmes et enfants, la ponction pour la traite transaharienne Un Français, Renault, comptait, lui, 2 292 000 Africains déportés par la traite orientale.

En 1985 enfin, les projections sophistiquées du Canadien Patrick Manning pour la seule zone ouest-africaine et sur la période limitée de 1700 à 1850, chiffrèrent à 9 millions d'individus la ponction par l'Atlantique, à 7 millions les Africains réduits par la traite intérieure à l'esclavage domestique (cette nuance-là est également significative), et à 5 millions le nombre des morts sur le terrain, victimes des opérations préparatoires à la déportation.

En somme, dans des chronologies et des espaces incomplets, 35 millions de personnes à la peau noire. « Minimalistes » ou « maximalistes », ces chiffres ne font pas l'unanimité dans la communauté historienne. Et toujours demeure la question du total effectif des pertes humaines que l'on ne connaît probablement jamais.

Plus d'hommes que de femmes

Sur les conséquences démographiques de la traite, notre ignorance de la démographie africaine d'autrefois ôte du sens au chiffre estimé de la ponction. La mort et la déportation de plusieurs dizaines de millions de personnes en des millénaires n'expli-

quent pas la sous-capacité de production des sociétés négrières et esclavagistes en temps présents. Les effets réels de la ponction non plus que leurs conséquences ne sont égaux partout à la fois. La traite ne s'abat pas mécaniquement comme un gigantesque filet sur un énorme territoire. Toutes les régions ne sont pas des « réservoirs à déportés » ; certaines le sont jusqu'à désertification humaine. Toutes ne sont pas « négrières » ; certaines puisent dans la traite d'exportation la principale de leurs ressources.

Or, comme partout dans des conditions tragiques, dit Catherine Coquery-Vidrovitch, des comportements compensatoires particulièrement vigoureux ont pu se produire. Sur un chiffre possible de 20 à 25 millions d'habitants en Afrique occidentale, une ponction de l'ordre de 2,3 voire 4 pour mille est inférieure à un accroissement naturel de l'ordre de 10 pour mille. La probabilité des effets compensatoires est confirmée par l'observation directe et renouvelée des négriers occidentaux : malgré la traite intense, des régions entières se trouvaient densément peuplées. C'est que la traite consommait davantage d'hommes que de femmes, particulièrement la traite par l'Atlantique : 66 % de mâles. La répartition par sexe est largement favorable aux reproducteurs, gardés sur leur propre sol.

Cette réalité attestée n'interdit pourtant pas à l'historien nigérian Inikori d'avancer qu'à la date repère de 1870, la traite et les calamités naturelles auraient causé un manque de 120 millions de personnes - non nées, cette approche démographique-là fournit la réelle explication des sous-capacités de production actuelles en Afrique noire : au moment des crises révolutions technologiques, déficit d'hommes, de force de travail, de cerveaux.

Cependant, entre le Ghana et l'est du Nigeria actuels, à proximité de la côte, de véritables Etats se sont constitués, très structurés, économi-

quement riches, fondés d'un côté sur la réception et la distribution de marchandises occidentales, notamment les armes à feu, de l'autre sur la fourniture de captifs aux Occidentaux.

En 1979 des économistes américains ont analysé le coût de la participation à la traite des Noirs de la seule Afrique de l'ouest. Pour le dix-huitième siècle, ils ont retenu le chiffre de 4,67 millions d'individus, susceptibles de produire sur ce sol pendant au moins quinze ans si on ne les avait déportés. Le coût économique de la traite s'inscrivait entre 54,5 millions de livres sterling au minimum et 81,8 millions au maximum - la conversion en termes monétaires actuels est inutile : la somme est colossale.

Les intérêts du travail non rémunéré

Mais si la traite cause des pertes, elle produit des rentrées, calculables sur la valeur en marchandises des captifs exportés : cela monte à 79,8 millions de livres. Même dans l'hypothèse maximale, la traite n'aurait donc pas porté un préjudice économique irréversible au continent noir. D'autres spécialistes - jamais d'origine africaine - ont publié des résultats à peine différents.

Prenez cependant un « comparateur » relativement parlant : à cette époque, un kilogramme d'or coûtait 3 000 livres tournois. Le coût de la traite pour l'ouest de l'Afrique noire du dix-huitième siècle s'élevait à l'équivalent de 517 666 kilos d'or au minimum, à 777 000 kilos au maximum, les entrées à 758 000. En termes exclusivement comptables, les pertes nettes occidentales donc entre 19 et 241 kilos d'or. Au cours du marché d'aujourd'hui, l'or gravite autour de 7 000 francs le kilo.

Mais ces calculs ne conviennent que le sous-ensemble ouest-africain, et non la traite dans son ensemble : ils seraient à compléter par l'analyse des effets économiques sur l'un des plus

profitables secteurs de la ponction, la zone comprise entre le Gabon actuel et le sud de l'Angola, ainsi que par les effets des autres traites, « transahariennes », « orientale », et « interafricaine ». Par surcroît, il ne serait pas illégitime de calculer les intérêts du travail non rémunéré fourni par les Noirs dans les concentrations esclavagistes : ceux-ci ont contribué pour environ un sixième à la formation de la richesse en Europe occidentale, aux Etats-Unis, au Brésil et à Cuba, entre la fin du dix-septième siècle et le dernier tiers du dix-neuvième.

Mais à ces dimensions, l'historien ou l'économiste ne sont capables de suggérer quoi que ce soit de significatif. Les calculs scientifiques ne suffisent pas à soutenir la thèse du dédommagement de l'Afrique noire de ce qu'elle ressent, encore de nos jours, comme une tragédie. Qui nierait cependant l'effet catastrophique de la traite non seulement sur la démographie, mais, davantage encore, sur la psychologie et la morale africaines - certainement non évaluable. Surmonter l'héritage de son histoire forme l'une des plus sévères épreuves de la condition d'homme. Demandez donc aux Juifs.

La ponction exercée sur le continent noir peut être comprise en termes de prélèvement non restitué sur la production et le patrimoine africains. Il n'est pas démentiel de soutenir que le monde occidental, la mémoire en prise dédommager le continent noir par le biais d'une annulation de sa dette. Mais un dédommagement a-t-il jamais aboli la fois le fait et la mémoire ?

(1) *De la traite à l'esclavage* (Actes du colloque international sur la traite des Noirs, Nantes, 1985), Paris, Seuil, 1989, 1 284 pages. Voir aussi Serge Daget, *La traite des Noirs*, Rennes, Ouest-France-Université, 1990.

► Professeur d'histoire de l'Afrique à l'université Lille-II-Charles de Gaulle.

مركز الامم المتحدة

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Economiser, taxer, emprunter

QUOIQUE le débat actuel sur le financement des dépenses en plus (consécutives à la guerre du Golfe, mais pas seulement) et des recettes en moins (à cause du ralentissement économique) ne soit pas toujours d'une grande clarté, il témoigne toutefois de plusieurs progrès. Il convient d'autant plus de ne pas les laisser s'échapper que, à peine les armes se sont-elles tues, le lancing problème de l'endettement public revient dans tous les pays sur le devant de la scène. La France ne fait pas exception, bien que, sur ce chapitre comme sur quelques autres, elle soutienne étonnamment la comparaison, à l'intérieur de la CEE, avec pratiquement tous ses partenaires.

Un progrès qui, à lui seul, représente une manière de révolution intellectuelle, qui tient aux termes dans lesquels le ministre de l'économie et des finances entend la question soit posée — et tranchée. Un de ses collaborateurs dit : « Tout le monde aujourd'hui, particuliers et entreprises, s'adapte aux conditions plus difficiles de la conjoncture. S'imaginer que le secteur public — Etat, collectivités publiques, Sécurité sociale, — puisse constituer comme un îlot échappant à la règle commune serait une grave erreur. Cet îlot représente un flux de dépenses égal à une bonne moitié du produit national brut. Le laisser encore s'étendre se traduirait pour l'économie générale par une perte d'efficacité. » Ce discours n'est plus tout à fait nouveau. Reste à savoir s'il est admis dans la pratique. La récession fournit l'occasion décisive de le mettre à l'épreuve.

En particulier, Pierre Bérégovoy trouve beaucoup de contradicteurs au sein du Parti socialiste. Tout se passe comme si un Pierre Moscovici, membre du secrétariat national, un Jean-Paul Planchou, député de la Seine-et-Marne et proche de Jean-Pierre Chevènement, voire un Alain Richard, rapporteur du budget, et bien d'autres, moins versés qu'eux dans la connaissance des dossiers financiers, continuaient à penser que récession et rigueur font mauvais ménage. A cela, ils ont quelques excuses. La doctrine dont ils se réclament implicitement n'est-elle pas encore enseignée dans telle ou telle université ?

Cette doctrine fallacieuse et pleine d'atrachement, deux ou trois générations d'économistes s'en sont nourris depuis la fin des années 30 et jusqu'à une époque récente,

tout spécialement aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et (après la Libération) en France. Elle a mis en circulation des concepts — ou des réflexes — qui ont le vieillesse. L'un est connu sous le nom de « stabilisateurs automatiques ». En période de basse conjoncture, les rentrées fiscales sont plus faibles, les dépenses, sociales notamment, ont, au contraire, tendance à augmenter. On aurait tort, nous assurent les théoriciens du déficit créateur (*deficit spending*) de s'alarmer de ce mouvement de ciseaux. Il arrive à point nommé. L'accroissement des dépenses va compenser la demande défallante, apportant un soutien spontané à l'activité en perte de vitesse. Il est pour le moins curieux que ce soit au nom d'une critique des mécanismes de marché et de leur « automatisme » qu'il faut communément d'« éveiller » le fameux « main invisible » qu'on est accordé les vertus de la providence au déficit.

CE n'est évidemment pas dans l'abstrait, indépendamment des circonstances du moment, que l'on peut trancher la question de savoir s'il convient ou non de consentir à « quelques milliards supplémentaires » (pour paraphraser le rapporteur du budget) de déficit. Dans la période présente, un élément est décisif : on part d'une situation déjà dégradée de l'endettement public. Les gouvernements, et notamment le gouvernement français, parviennent très mal à en ralentir la croissance. Aussi le service de la dette est-il devenu la troisième poste de dépenses de l'Etat, le seul sur lequel aucune économie n'est possible. D'année en année, la marge de manœuvre pour réaménager le budget en fonction des priorités fixées par le pouvoir politique se rétrécit. Dans beaucoup d'autres pays, le phénomène est plus grave qu'en France (voir nos deux chroniques « Le chiffre le plus important du budget » et « Les faux semblants de la dette publique » publiées l'une dans le Monde du 18 décembre 1990 et l'autre dans celui du 25 décembre. Conséquences : en ces temps de précarité, seuls des économistes « centralisés » et d'avancée du capitalisme

privé, c'est à une véritable méprise des marchés financiers par l'Etat qu'on assiste. Leur principale fonction est non plus d'apporter des capitaux neufs au secteur productif mais de pourvoir au financement des déficits budgétaires. Tant que les marchés seront sollicités de la sorte, il sera sans doute vain d'attendre une détente durable et généralisée des taux d'intérêt, une reprise économique de longue haleine, des bilans normalement équilibrés. A cela s'ajoute une autre considération.

Par le déficit, c'est-à-dire par l'emprunt, l'Etat s'oblige à relever la pression fiscale dans un avenir indéterminé. Si les impôts sont jugés déjà trop lourds, on a, par la politique du déficit, la quasi-certitude qu'ils le seront encore davantage demain ou après-demain, quand le moment sera venu d'abord de payer les intérêts puis de rembourser le principal. Notons une nouvelle fois, étant donnée la confusion qui continue à régner sur le sujet, aggravée plutôt que dissipée par les analyses d'origine américaine à la mode, que c'est par ce biais, et seulement par ce biais, à savoir une possible future distorsion du système d'imposition, que la politique d'emprunt pratiquée aujourd'hui peut « obérer » l'avenir.

La confusion provient toujours de la fausse analogie qu'on établit entre une dette publique et une dette privée. En voici un exemple : l'économiste américain Robert Barro écrit (dans son ouvrage *Macroeconomics* auquel je me suis déjà référé dans de précédentes chroniques) : « Essentiellement, les déficits de l'Etat sont un moyen pour permettre aux membres de la génération présente de mourir insolvable en laissant à leurs descendants des dettes. » C'est le contraire qui est vrai : le déficit public implique par définition l'existence de prêteurs privés. Les alarmes du professeur de Harvard sont vaines. Qu'il se rassure ! Les membres d'une génération vivante dans un Etat endetté, loin de rendre l'âme en état de faillite, aspirent au contraire à des matras d'obligations émises par le Trésor public. Au moyen de l'argent versé pour souscrire aux titres d'Etat, et sans

préjudice des impôts qu'ils ont acquittés par-dessus le marché, ils ont pleinement contribué pour leur part au financement des dépenses courantes de la puissance publique.

AVEC un peu de chance, les membres de la génération composée des descendants des souscripteurs toucheront des intérêts et, un jour, seront remboursés. Pour qu'il en soit ainsi, il faudra que l'Etat se résolve à augmenter les impôts dont, à titre de contribuables, les honorables rejets paieront certainement une partie. D'un point de vue macroéconomique, le transfert s'opérera entièrement à l'intérieur de la génération nouvelle, entre d'une part les contribuables et de l'autre les porteurs des bons émis dans le passé (ceux-ci, comme il a déjà été noté, se confondent souvent avec ceux-là).

En quoi ces considérations peuvent-elles éclairer le débat qui se déroule en France sous nos yeux ? Paradoxalement, elles semblent apporter de l'eau au moulin des tenants des deux thèses principales qui s'affrontent, au-dessus de la tête des partisans déjà cités de la dépense comme moyen de lutte contre la récession. D'un côté, un ministre des finances rigoureux, sans cesse d'être attentif aux facteurs tant politiques qu'économiques et financiers du moment, plaide en faveur d'un train d'économies immédiates, à concurrence de 12 milliards de francs pour commencer. A l'Etat, selon cette conception, de prendre aussi les mesures d'ajustement qu'il préconise, au nom de la compétitivité, pour le secteur productif. D'un autre côté, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Dominique Strauss-Kahn, préconise un « impôt de guerre », pour le cas, quasi certain, où les coupes budgétaires de Pierre Bérégovoy ne compenseront qu'en partie l'augmentation des dépenses. Il fait cette recommandation au nom du principe on ne peut plus orthodoxe : « A dépenses exceptionnelles, ressources exceptionnelles. » De l'analyse succincte présentée plus haut, il découle cette double identité qui résume le fond de l'affaire : le vrai prélèvement de l'Etat,

c'est la dépense publique, et la totalité de cette dépense est forcément financée par ponction sur les revenus actuellement disponibles. Dans les deux cas de figure possibles, prélevement par la voie fiscale au bénéfice de l'Etat-collecteur d'impôt ou prélèvement sur le revenu du prêteur au profit de l'Etat-emprunteur (cette dernière méthode étant celle dite du déficit), il y a bien au départ une soustraction de pouvoir d'achat. Voilà pour les moyens ouverts de financement. Il existe un troisième procédé, qui, celui-là, opère dans l'ombre, pour ponctionner du pouvoir d'achat pour le mettre à la disposition de l'Etat : l'impôt clandestin constitué par l'inflation. Quelque tenue en lisière, celle-ci n'est pas complètement disparue. Une hausse des prix de 3,5 % est encore trop élevée.

Dans toutes les hypothèses, on ne peut que conclure ceci : le seul moyen de réduire le prélèvement, c'est de diminuer la dépense de l'Etat, en valeur relative ou absolue. Il est pareillement évident que cette diminution est en principe particulièrement opportune en période de récession, où il convient d'alléger le prélèvement sur le secteur productif. Le pragmatique Bérégovoy a donc théoriquement raison d'épouser, avant de discuter toute autre solution, toutes les possibilités d'économies possibles par la voie expéditive de l'arrêt (et non, comme on l'écrit habituellement, du décret) d'annulation des crédits budgétaires.

Il reste qu'il existe non pas un seul mais deux problèmes à résoudre. Le second, c'est de mettre un terme à l'accumulation des créances sur l'Etat. Les Allemands viennent de renverser un tabou en proposant un programme, hardi, d'augmentation en partie temporaire des impôts. Un gouvernement responsable pour-t-il longtemps encore feindre d'ignorer les conséquences fiscales à terme d'une extension indéfinie de l'endettement public ? On n'osera pas la question indirectement posée par Dominique Strauss-Kahn. C'est au début du mois de mai, avec les premières évaluations sur le montant des contributions versées par les entreprises au titre de l'IS (impôt sur les sociétés) qu'on commencera à prendre la mesure des moins-values fiscales. Ce pourrait être l'occasion d'une relance du débat.

BIBLIOGRAPHIE

L'électrochoc japonais

ATTRACTION-répulsion. Peu de pays autant que le Japon engendrent ce phénomène chez l'observateur étranger. Les livres s'accumulent, se répètent, mais les auteurs ne se lassent pas, fascinés par ce monstre de l'économie à deux têtes, capitaliste et dirigiste.

Dominique Nora nous parle à son tour du « défi japonais » dans l'ouvrage qu'elle vient de publier, *L'Etreinte du samouraï*. Elle a toutefois ciblé son analyse sur la conquête du marché américain par l'empire du Soleil-Levant. Journaliste et fière de l'être, elle mène son enquête tambour battant, avec des chiffres, bien sûr, mais surtout des séquences d'investigation qui permettent au grand public de se laisser porter agréablement par cette « sage ». Avoir l'air d'être sous la table de négociations cruciales en mettant en scène les personnages qui y participent, faire vibrer l'économie comme un roman, le procédé n'est pas nouveau. Encore faut-il maîtriser cette forme d'expression, faute de tomber dans le racolage. Notre auteur y réussit, qui avait déjà attiré l'attention en

1987 avec ses *Possédés de Wall Street* (Denoël éditeur). C'est ainsi que nous assistons aux péripéties du rachat de Columbia par Sony, qui frappa le monde hollywoodien comme un coup de tonnerre, en septembre 1989. Voici, sur un autre marché, celui des jeux électroniques, l'arrivée en force de Nintendo avec ses *Mario Brothers*, *Donkey Kong*, *Ninja Turtles*, etc., deux cent cinquante cartouches de sujets différents qui renvoient à leurs chères études les pionniers d'Atari. Dans l'automobile, on se savait plus, mais la

maîtrise dont Toyota réussit à imposer ses voitures bout de gamme face à BMW et Mercedes réserve des surprises. On nous présente ensuite Genjiro Kawamoto, qui a colonisé l'immobilier de Hawaï, avant de nous expliquer comment une firme de tracteurs d'Osaka prend pied dans l'informatique américaine. L'intérêt des institutions financières japonaises pour Wall Street n'est pas récent, mais la nouveauté, c'est l'effort particulier de ces géants dans le domaine du mariage d'entreprises. Casinos

d'un autre genre, ceux de Las Vegas n'échappent pas non plus à la greffe japonaise, mais là, elle prend beaucoup moins bien. La plume de Dominique Nora s'essaye ensuite pour traiter des stratégies d'influence des Japonais aux Etats-Unis. La puissance de ce lobby est connue, souvent, du reste, par une opinion de plus en plus méfiante et de intellectuels groupés dans ce que l'on appelle l'« école révisionniste », qui estiment que le Japon est fondamentalement différent des pays industriels occidentaux et qu'il évolue pas vers un modèle de marché libre et de société de consommation.

L'électrochoc japonais pourrait-il finalement servir aux Etats-Unis et maintenant à l'Europe, qui subit à son tour les assauts de Tokyo ? Dominique Nora ne se bavarde pas à répondre, mais elle pose à juste titre que l'offensive japonaise devrait conduire à se poser des questions fondamentales du type : « La nation est-elle soluble dans le capitalisme ? »

PIERRE DROUIN

► *L'Etreinte du samouraï*, de Dominique Nora, Calmann-Lévy, 358 p., 120 F.

« CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT »

A la suite de la dernière assemblée générale, le bureau de la CSNCR, qui regroupe 80 cabinets-conseils, est composé comme suit :

Président : Jean-Paul VERMES (PDG de COGEPLAN)
Vice-Présidents : Bertrand A. DURAND (PDG du CNPG Conseil)
Philippe LEVY (DG de Staff Consultants)
Jean-Paul BRILAUMONT (DG de Jean-Paul Brilaumont)
Secrétaire général : Bernard BRUNEL (PDG de Résonance)

Voici deux cabinets qui ont rejoint la CSNCR courant 1990 :

Il s'agit de : A.B. Assistance (Bordeaux) - AETOS (Lyon) - ACTERES (Paris) - ACSOR (Nîmes) - JEAN BAROUD (Béziers) - CARAIBE EXPANSION (Fort-de-France) - ORION (Paris) - M. H. CONSEIL (Paris) - SPRING CONSEIL (Paris).

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1990
est paru
200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

alternatives économiques
EN KIOSQUE 18 F

mars 91

LA LONGUE MARCHÉ DES CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE
LES VENTES D'ARMES AU RAPPORT

ALTERNATIVES ECONOMIQUES 12 RUE DU CHAIGNOT
21000 DIJON TEL : 80 30 97 76

itec LES CODES EN TROIS COULEURS

Bleus (annotés) Blancs européens Orange (commentés et annotés)

220 F 154 F 205 F 200 F 190 F 200 F 160 F 310 F 350 F 230 F 350 F 180 F 190 F 280 F 200 F 160 F 170 F

France 244 F France 180 F France 232 F France 225 F France 212 F France 225 F France 185 F France 330 F France 370 F France 256 F France 375 F France 197 F France 210 F France 302 F France 220 F France 177 F France 190 F

En vente chez votre libraire spécialisé ou Litec.
27 place Dauphine
75011 Paris
26 rue Soufflot
75005 Paris
158 rue Saint-Jacques
75005 Paris.

Le Monde *des* Dirigeants

DIRECTEUR GENERAL

Notre groupe industriel international œuvre au plus haut niveau dans la conduite de projets d'envergure. La notoriété que nous avons conquise depuis des années en France et à l'étranger traduit notre leadership effectif dans leur réalisation dont les standards de qualité et de fiabilité figurent parmi les plus élevés du monde... De quoi satisfaire une clientèle internationale aux exigences croissantes et motiver nos équipes d'ingénieurs et de techniciens dont la maîtrise des technologies les plus pointues et les savoir-faire diversifiés nous ont permis d'accomplir des performances unanimement reconnues en mécanique, électromécanique électronique, informatique évoluée...

Dans un environnement complexe, hautement technique, très compétitif, en permanente évolution, nous souhaitons accueillir un dirigeant à qui nous confierons la direction générale d'une entité industrielle lourde, polyvalente mais solidement armée pour faire face à la croissance de notre groupe dans le monde.

Véritable patron de votre entité (CA 2.000 MF, 2.000 personnes), vous en assumerez la responsabilité opérationnelle complète et en piloterez l'ensemble des activités techniques, commerciales et de gestion. Vous aurez pour rôle de gérer et de développer les ressources et moyens humains, techniques et financiers confiés ; à les optimiser et à les adapter aux nécessités des évolutions technologiques et du marché ; à maintenir et à accroître le haut degré de qualité et de fiabilité de nos productions et prestations ; à veiller en permanence à la rentabilité et à l'efficacité technico-économique des actions entreprises et des affaires traitées...

Pour réussir pleinement la mission proposée, vous devez être Ingénieur de formation X, Mines, ESE, Sup Aéro, Telecom... et disposer d'une solide expérience de direction de centre(s) de profit en milieu industriel. Vos résultats, vos qualités humaines, votre sens de l'efficacité font de vous un manager respecté et crédible. Agé de 45 ans environ, vous êtes prêt à vous investir dans une nouvelle mission industrielle et dans un nouveau challenge.

Marc Pélissier, qui nous assiste dans cette recherche, vous remercie de lui adresser votre candidature sous réf. 30/M avec CV détaillé, photo, niveau de rémunération, Pélissier, Guillon & Associés, 93 rue Jouffroy, 75017 PARIS.



Groupe de Promotion Immobilière en plein développement en France et en Europe, spécialisé dans la construction et la réhabilitation d'immeubles de prestige, nous recherchons pour renforcer notre Direction Administrative et Financière, notre

Responsable des Services Comptables

France et Etranger

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous concevrez et mettez en place une organisation comptable commune au Groupe et à ses filiales étrangères. VOUS DIRIGEREZ ET ANIMEREZ L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPTABLES (FRANCE + EUROPE), assurerez de façon fiable la comptabilisation des opérations et la consolidation des comptes.

Nos souhaits : un niveau d'Expertise Comptable (DECS complet) et si possible une Ecole Supérieure de Gestion, 10 ans d'expérience des pratiques comptables

européennes et du reporting international, de préférence dans des sociétés à forte croissance externe. L'anglais courant serait un plus. Immédiatement opérationnel, vos talents d'animateur et d'homme de communication seront le gage de votre réussite.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. H DSC 01 M à notre Conseil EQUIPES ET ENTREPRISES 3, rue de la Bourse 75002 PARIS - qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • ST. ETIENNE • MILAN • VAUDRY

Directeur Général Finances Gestion

Groupe industriel français, très automatisé, leader dans son métier, renforce sa position parmi les producteurs européens les plus performants.

Le Cadre de Direction Générale recherché prendra la responsabilité du fonctionnement et du développement d'une entité holding, véritable société de services interne au groupe.

Patron de la structure, il animera le travail des services du siège (Comptabilité, Trésorerie, Fiscalité, Administration, Contrôle) et le valorisera auprès des filiales. La maîtrise des méthodes d'organisation et de développement (planification, financement des investissements), acquise dans un poste similaire est indispensable.

Ce poste, basé dans une agréable petite ville de l'Est, s'adresse à un professionnel rigoureux, ayant le goût et l'habitude du Management d'équipes et la capacité à faire progresser les idées et aboutir les projets.

Rémunération stimulante (fixe + intéressement) et réelles possibilités d'évolution à terme.



Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, prétentions) sous réf. 125 B à notre Conseil qui garantit toute confidentialité.

12, RUE SAINT FIACRE - 75002 PARIS - Tél : 40.26.32.97

Le Monde *des* Juristes

Michael Page Tax & Legal

Leader en recrutement juridique et fiscal

Les consultants de l'équipe Michael Page Tax & Legal, tous anciens professionnels du droit et de la fiscalité, sont depuis plusieurs années les partenaires privilégiés de leurs clients :

- Cabinets de conseils juridiques et d'avocats d'affaires,
- Groupes multinationaux et PME/PMI,
- Banques et Compagnies d'assurances.

Intervenant à tous les niveaux de responsabilité et de spécialisation juridique et fiscale les consultants de Michael Page Tax & Legal sont prêts à vous conseiller :
- soit dans le cadre de votre développement, en matière de recrutement, d'audits de rémunération...
- soit en toute confidentialité dans l'approche d'une nouvelle orientation de carrière.

N'hésitez pas à appeler Frédéric Foucard, Frédéric d'Antin, Anbalise Goldschmidt, Thierry Virol et Florence Mouret au (1) 42.89.30.03 pour toute information et prise de contact ou à nous écrire au 10, rue Jean Guion, 75008 PARIS.



Paris - Londres - Bruxelles - Amsterdam - Sydney

JURISTE 1ERE EXPERIENCE DE L'IMMOBILIER

En liaison directe avec les responsables d'opérations, vous préparez les différentes formes de contrats : acquisitions, cessions, baux, sous-traitances.

Vous participez au montage et à la gestion des sociétés porteuses et rédigez tous les actes nécessaires.

A 30 ans environ, diplômé(e) d'une maîtrise au moins, vous présentez 5 ans d'expérience (si possible au sein d'une étude de notaire) et une connaissance juridique diversifiée (droit des sociétés, de l'immobilier, droit fiscal, ...).

Ce poste très polyvalent vous conduira à intervenir souvent sur des affaires internationales. En conséquence, il requiert une réelle maîtrise de l'Anglais. Déplacements en Europe à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant vos prétentions sous réf. GSE/J1 à SERETE - Mme Normandin 86, rue Régault - 75640 Paris Cedex 13.



GSE
Groupe Serete

GSE, 120 pers. filiale du Groupe SERETE, est une société de promotion immobilière qui développe son activité en Europe. Cette ouverture vers l'International l'amène à renforcer sa structure juridique en créant un poste.



Nous sommes leader mondial de l'industrie des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33000 personnes).

L'une de nos importantes filiales recherche dans le cadre du développement de la division LAFARGE BETONS GRANULATS (3,8 milliards de CA, 3000 personnes) un professionnel du Droit des Affaires :

CHARGÉ D'AFFAIRES JURIDIQUES SENIOR

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier de la Division, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des opérations juridiques sur un important secteur géographique (40 sociétés, 1 milliard de CA).

Assisté d'une petite équipe, vous assurez la protection des intérêts des différentes sociétés de votre secteur et garantissez la légalité de leurs opérations juridiques. Vos compétences s'exprimeront dans des missions diversifiées telles que :

- créations, acquisitions, liquidations et restructurations de sociétés
- consultations juridiques, contrats et contentieux
- formation des Responsables opérationnels et fonctionnels

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (DESS ou équivalent), votre expérience d'au moins cinq ans en entreprise industrielle ou en cabinet vous permet de vous affirmer comme un solide professionnel.

Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence M232/L à notre Conseil.



MILO R.H.
3, avenue des
Termes
75017 PARIS.



Il y a bien 3 siècles que nous sommes à vous...
Mais ne nous laissez pas être en avance.

JURISTE

Entreprise à taille humaine bénéficiant d'une assise internationale, nous sommes aujourd'hui la première mutuelle d'Assurance Vie de la CEE avec une croissance de + 33 % par an. Pour participer à notre développement :

- vous êtes responsable des procédures juridiques pour la création et la gestion de nos sociétés filiales,
- vous avez un rôle de conseil interne auprès des services demandeurs (centralisation de l'information et réalisation d'études),
- vous êtes l'interlocuteur unique auprès de nos partenaires extérieurs en matière de contentieux et de consultation juridique.

A 30 ans environ, de formation DESS Droit des Sociétés ou équivalent, vous possédez une expérience de 2 à 5 ans dans un Cabinet d'avocats ou de Conseil Juridique. En plus de vos qualités de rigueur et de méthode, vous possédez un sens relationnel développé.

Vous parlez anglais et connaissez si possible le droit des assurances.

Merci d'adresser lettre + CV + photo + prétentions sous référence 1034 à Nathalie Lemelle, NORWICH UNION, 36 rue de Châteaudun, 75441 PARIS CEDEX 09.



l'assurance d'être en avance

مكتبة ابن الجوزي

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Juristes

Le droit au GAN, une assurance de réussite...

Nous renforçons notre Secrétariat Général en créant un poste nouveau pour un

Juriste droit des sociétés (3 ans d'expérience minimum)

Au sein d'une petite équipe, vous participerez à la préparation, au montage, à la réalisation et au suivi des opérations juridiques des filiales du groupe et à leurs projets de développement ; vous rédigerez tous actes correspondants :

- constitution d'entités juridiques ■ délibération des conseils d'administration, assemblées générales...
- opérations sur le capital, acquisitions et prises de participation.

Au-delà de solides compétences techniques acquises en entreprise ou au sein d'un cabinet, incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise.

Une expérience des opérations de fusions/acquisitions serait un atout supplémentaire pour ce poste basé à Paris (7^e).

Pour poser votre candidature, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. M/ED/59, à notre Division gestion et recrutement des cadres, 2 rue Pilet-Will, 75448 Paris Cedex 09.



INGENIERIE FINANCIERE

Associez-vous à notre croissance et valorisez votre sens des affaires

Société financière du secteur agroalimentaire solidement implantée au plan national offre une opportunité de premier plan à un candidat de fort potentiel et possédant 3 à 4 ans d'expérience.

JURISTE FISCALISTE de talent

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge les aspects juridiques et fiscaux de toutes les interventions financières (haut de bilans) et contractuelles étudiées et mises en place par les différentes directions de la société. Par ailleurs, il aura également un rôle de conseil et d'assistance auprès des filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat doté d'une formation de haut niveau (IEP + Droit, DCJE...), d'une expérience polyvalente acquise en cabinet, en entreprise ou dans le secteur bancaire, capable d'assumer avec dynamisme, rigueur et esprit d'équipe des fonctions d'études, de conseil, de négociation et de rédaction.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 10 A 2109-IM. - Discretion absolue.



Organisme Bancaire & Financier basé à Paris, recherche pour son Secrétariat Général un

Jeune Juriste d'Affaires

- Responsable dans un premier temps du suivi juridique des assurances, vous évoluerez ensuite vers un rôle de conseil auprès de nos cadres opérationnels (international, opérations immobilières, financières, marchés).
- Après votre formation juridique (DEA, DESS), vous avez su développer lors de vos trois premières années d'expérience professionnelle, vos connaissances du droit des assurances et votre aisance relationnelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + Curriculum Vitae + photo) sous la référence 193 à MEDAPA 5054, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

JURISTE EQUIPEMENTS PUBLICS LOCAUX

Nous sommes un établissement de crédit spécialisé faisant partie d'un puissant groupe financier français. L'un de nos champs d'intervention est le financement d'équipements publics auprès de sociétés locales d'économie mixte.

Au sein de notre équipe, nous souhaitons maintenant recruter un professionnel du droit des concessions et droit des sociétés capable d'apporter ses compétences dans le montage des dossiers de financement ainsi que conseiller et informer nos délégataires régionaux.

Après de solides études de Droit, votre expérience professionnelle d'au moins cinq ans s'est forgée soit dans un cabinet d'affaires, soit dans une banque au chef d'opérateur industriel.

Vous avez le goût du travail en équipe et l'envie de vous impliquer sur des dossiers vivants qui nécessiteront des déplacements sur la France.

Le poste est basé à Paris.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à notre Conseil Marian de SANDERVAL - COR'EX - 11, avenue Myrard T. Herrick - 75008 PARIS sous la référence EPM.



PEUGEOT S.A.

recrute pour son Département Juridique

JEUNE JURISTE

diplômé de 3^e cycle
DROIT SOCIAL

Ce poste s'adresse exclusivement à des juristes débutants ou disposant de un à deux ans d'expérience en entreprise ou en cabinet dans cette spécialité.

Pratique de l'Anglais nécessaire

Les candidatures manuscrites, curriculum vitae et photo sont à adresser à

PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Réponse rapide et discrétion assurée.

FISCALISTE

- N°1 français de la restauration collective, N°1 mondial en gestion de bases vie, N°2 du titre de service, notre groupe représente aujourd'hui 8 milliards de CA et 35000 personnes réparties dans plus de 40 pays. Dans le cadre de la diversité de nos activités, nous recherchons un fiscaliste.

- Rattaché au directeur de la fiscalité, vous assistez, conseillez et informez nos filiales françaises et étrangères sur l'ensemble de la gestion des problèmes fiscaux.

- Précis et sûr de vos analyses, rigoureux dans le suivi des dossiers, vous savez vous adapter à chaque interlocuteur dans un contexte opérationnel varié et décentralisé, et mener à bien l'ensemble des études relatives à l'optimisation de la fiscalité.

- A 26/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (DECS en fiscalité) vous avez acquis une solide maîtrise de la fiscalité française et internationale au sein du département fiscal d'une grande entreprise ou en cabinet international. La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'espagnol vivement appréciée.

Pour ce poste basé à St Quentin en Yvelines, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. LM 63 FIS à Patrick TORIMANN SODEXHO - BP 67 - 78185 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex.



JEUNE JURISTE EN DROIT PRIVE

- Vous avez : une maîtrise, et au minimum 2 ans d'expérience, le souci de la qualité, l'aptitude à communiquer, et peut-être, l'expérience d'un cabinet d'avocat, du contentieux ou du secteur de l'immobilier.

Vous suivrez une formation complémentaire et prendrez progressivement des responsabilités autonomes au sein d'une équipe de juristes très active.

Merci de nous adresser une lettre manuscrite accompagnée de votre CV et d'une photo, en indiquant vos prétentions, à Coteba Management, Direction des Ressources Humaines, 9298 boulevard Victor-Hugo, 92115 Clichy.



UN JURISTE POUR DES CONTRATS SANS FAILLER...

Dépendant du Directeur Général d'un organisme régional de plus de 200 personnes, vous animez le service juridique, rédigez et négociez tous nos contrats et participez à la création d'associations et de sociétés d'économie mixte.

Dans un environnement où la diversité des dossiers à traiter nécessite une grande polyvalence, des qualités d'adaptation et du dynamisme, nous attendons de vous professionnalisme et conseils pour l'ensemble de nos directions.

De formation supérieure au droit privé ou public (DEA-DESS), vous souhaitez développer votre sens relationnel et mettre en valeur une première expérience d'au moins trois ans, acquise en cabinet ou en entreprise. Par ailleurs, vous aspirez à la qualité de vie d'une province reconnue comme étant agréable, située à 100 km au nord de Paris.

Si tel est le cas, nous vous invitons à adresser votre candidature, sans la référence 146/LM, à notre conseil ELSE.

33, rue de la Baume
75008 PARIS

Publication Juridique de haut niveau recherche

JEUNE JURISTE Spécialisé(e) en droit des contrats

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire mobilisée sur la réalisation d'un produit de qualité, il (elle) aura la charge des informations relatives au droit des obligations et au droit des contrats spéciaux.

Nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires d'un diplôme de troisième cycle en droit privé, complété par une première expérience en entreprise, en cabinet ou dans l'enseignement supérieur.

Merci d'adresser lettre de candidature motivée, CV, photo et prétentions à

Fabrice de Longevilla. - Groupe Liaisons
5, av. de la République - 75541 Paris Cedex 11

BANCASSURANCE Juriste Opérationnel

Filiale du Groupe IFA, notre réputation est déjà grande sur le marché, en plein développement, de l'assurance Caution. A la jonction de la Banque (sociétés du crédit scoring) et de l'Assurance, nous sommes véritablement créateurs d'une clientèle qui doit conclure et garantir ses propres contrats. Nos partenaires sont les Banques (crédites), les Groupes (garantis de distribution) ou les professionnels (Enseignement, Immobilier...).

Membre à part entière de notre équipe de développement, vous serez à même d'apporter les informations de nature juridique nécessaires à la conclusion de nos contrats commerciaux. Rigoureux, vous saurez aussi nous aider en rédigeant les contrats, clauses générales et particulières qui nous lient à nos clients. Enfin, vous aurez à cœur, d'assurer la gestion intégrée de notre contentieux.

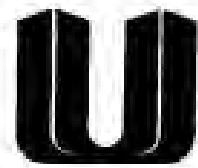
A 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, bon contact et esprit d'équipe vous permettant d'évoluer dans une petite structure simple et coopérative. Votre expérience acquise en Assurance, Banque ou Organisme de crédit, adossée à vos qualités d'ordre et de méthode, feront de vous le garant de notre réussite.

Envoyez votre lettre, CV, prétentions sous réf. 01A3 à notre Conseil : SERVIL 70, rue Anatole France, 92800 Levallois-Perret



RECHERCHONS DETAILLES POSTE ET SOCIÉTÉ SUR MONTRE 5016 CASH ICA (recep. 3 et 4) MONTRE ET CADRES

Après une première expérience en Contrôle de Gestion ou en Audit, nous vous proposons d'accéder à un poste opérationnel dans un Groupe International.



Unilever

Filiale du Groupe UNILEVER, notre société compte plus de 500 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs. Nous fabriquons des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle que nous commercialisons au travers de la grande distribution.

Pour la Direction Administrative et Financière de notre siège parisien, nous recherchons le nouveau Responsable Comptable et Financier.

Animateur d'une équipe d'une vingtaine de collaborateurs, vous exercerez, outre la supervision de la comptabilité, les responsabilités suivantes : la gestion du crédit clients, les prévisions de trésorerie, la paie et l'élaboration des situations mensuelles. Par ailleurs, vous collaborerez avec les autres départements de la société pour optimiser le cash flow et la gestion du besoin en fonds de roulement.

Pour ce poste polyvalent, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé de Grande École de Commerce justifiant d'une expérience d'environ 3 ans.

Ce poste tremplin vous permettra une large ouverture vers des fonctions de responsabilités en France ou à l'étranger au sein d'un Groupe diversifié.

Merci d'adresser, lettre, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M.50/3551 J à : EGOR Gestion & Finance - 8, rue de Berri - 75008 PARIS - Tél. 42.89.26.64

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE



elf aquitaine

RECRUTEMENT
RAFFINEMENT
ORGANISATEUR
COMPTABLE
ADMINISTRATIF

Au sein de notre Division Comptabilité, vous intervenerez en qualité de Chef des Projets présentant des implications comptables. Votre rôle de conseil vous permettra d'en valider la conception et d'en assurer l'application. Véritable force de proposition, vous saurez être à l'écoute des changements de structure de l'entreprise et en analyserez les conséquences.

A 30 ans environ, de formation supérieure (BAC + 5 : ESC, IEP et 3^e cycle finance/comptabilité), vous justifiez d'une expérience d'au moins 4 ans dans l'audit et les procédures comptables et maîtrisez la langue anglaise. Le niveau de votre expertise, votre connaissance des traitements informatiques alliés à votre sens de l'analyse et à votre capacité à manager vous feront évoluer de manière attractive au sein du Groupe.

Ce poste est basé à Greooble (38).
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 230/HB à notre Conseil : Cabinet SWITCH - Sylviane BARDIAUX 40, rue Améot - 75011 PARIS.

SWITCH

Groupe leader de l'agro-alimentaire, réalisant plus de 50 % de son chiffre d'affaires à l'étranger et connaissant un développement rapide, recherche pour la Direction Financière de sa Division Internationale :

Contrôleurs de gestion - Chargés de secteur

En liaison avec les filiales et les services commerciaux du siège, vous analyserez, sous l'autorité de votre responsable de groupe, les réalisations et les besoins des filiales de votre secteur. Vous participerez à la mise au point de financements, cessions ou acquisitions.

Vous êtes jeune diplômé(e) d'École de Commerce, avec une première expérience. Votre parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable, ainsi que de l'italien ou de l'allemand.

Adresser lettre manuscrite sous référence CF, CV avec photo et prétentions à : AMI, 49-51, avenue George V 75008 Paris.

Assistant(e) service juridique

Interlocuteur français de nos filiales à l'étranger, vous en assurerez le suivi juridique et participerez à la mise en place de nouvelles structures et à l'élaboration des contrats.

Vous souhaitez valoriser une solide formation juridique et bénéficiez d'une première expérience dans le service juridique d'une société multinationale ou en cabinet. Vous maîtrisez l'anglais et possédez le goût des contacts.

Adresser lettre manuscrite sous référence JU, CV avec photo et prétentions à : AMI, 49-51, avenue George V 75008 Paris.

Société de Productions Audiovisuelles - Paris (150 MF de C.A.)
un des leaders de son marché recherche son futur

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et COMPTABLE

Votre mission : Outre la responsabilité opérationnelle de la comptabilité et du bilan, vous assurerez :

- l'optimisation de nos procédures internes ;
- le développement de l'informatique de gestion ;
- la mise en œuvre des tableaux de bord ;
- le développement des outils de contrôle de gestion.

Votre profil : Agé d'environ 30 ans, diplômé (minimum Bac + 4 + DECS), vous possédez une expérience confirmée en entreprise d'au moins deux années dans une fonction équivalente.

Rattaché directement à la Direction Générale, ce poste doit évoluer vers la création d'une Direction Administrative et Financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à notre Conseil TRANSPARENCE 15/15 rue Buffon 75005 Paris.

Le Monde
Juristes

Organisation Professionnelle de Presse recherche

UN JURISTE

chargé de la mise en place d'un service juridique sous l'autorité du directeur.

Il aura pour principales missions :

- la gestion d'une documentation juridique en matière commerciale, fiscale et sociale ;
- le conseil aux entreprises adhérentes et l'animation des réunions de travail.

Agé d'environ 28 ans, doté d'une solide formation juridique (maîtrise, 3^e cycle), le candidat doit faire état d'une expérience d'au moins trois ans, axée de préférence sur le droit du travail.

Rigoureux, organisé et autonome, il possède les qualités relationnelles qu'exigent des contacts de haut niveau et le contexte d'une structure de taille réduite.

La connaissance du droit de la presse ou une expérience dans ce secteur d'activité serait un plus.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : F.N.P.H.P. - 9, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris.

SODEXHO, n°1 français de la Restauration Collective, n°1 mondial en Gestion Bases-Vie, n°2 mondial du Titre-Restaurant.

Nous recherchons, dans le cadre de la diversification de nos activités un

ATTACHE FINANCIER

Votre mission : ottoché ou Directeur Administratif et Financier, vous gèrerez les investissements de la filiale, assurerez la comptabilité de l'entité juridique et suivrez des dossiers fiscaux, juridiques et financiers divers.

Votre profil : de formation supérieure (DECS), vous avez une 1ère expérience de 2 à 3 ans en entreprise ou cabinet comptable, vous parlez anglais et souhaitez intégrer un groupe offrant de fortes possibilités d'évolution.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + prétentions) à SIGES - BP 28 - 78184 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

RECHERCHER ET ANALYSER DES INFORMATIONS FINANCIERES

... Au sein d'une société internationale spécialisée dans l'analyse des marchés financiers.

JOURNALISTES - ANALYSTES FINANCIERS

bilingues anglais

A 24-27 ans, de formation supérieure en économie-finance ou journalisme, vous avez une bonne connaissance des marchés financiers. Après d'un réseau d'informateurs, vous serez chargés de collecter et d'analyser des données sur les marchés de taux et les marchés obligataires destinées à une clientèle de traders, agents de change, gestionnaires de portefeuille et analystes financiers.

Une formation à nos méthodes d'analyse sera assurée à Paris et à Londres. Postes à pourvoir à Paris 2e.

Merci d'adresser votre dossier de candidature détaillé sous réf. 4047-AM à PUBLIPANEL - 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

Comité Interprofessionnel de l'Horticulture
recherche pour son service entreprise un

CONSULTANT Junior GESTION

(CDD 18 mois)

Vous aurez comme mission :

- la réalisation d'analyses financières d'entreprises du secteur (diagnostic, plan de développement, redressement)
- la réalisation d'études micro-économiques
- le développement d'un réseau d'analyse des performances économiques des entreprises.

De formation BAC + 4 (ingénieur, maîtrise de gestion, école de commerce), vous avez une bonne connaissance du secteur financier, un esprit de synthèse et d'ouverture valorisés par une première expérience.

Merci d'adresser lettre et CV à : Sabine FINEL C.N.I.H 13, rue du Pont-des-Halles 94152 RINGIS Cedex.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Adjoint au contrôleur de gestion



1 700 personnes,

3 sites, réalisant

1 Md de CA dont

90 % à l'export

sur le marché des

emballages

industriels, de la

verrière de table

(Verreco, Cressendo...)

et des bocaux

à conserver

(Le Parfait).

A un moment clé de la vie de l'entreprise (traverse de son système d'information), le responsable du contrôle de gestion et des systèmes d'information cherche un diplômé d'études supérieures (ES, Ingénieur + 3^e cycle, maîtrise...) ayant une expérience de 2 ans minimum en gestion.

Il assurera avec autonomie la définition et la mise en place de nouvelles méthodes de gestion. L'établissement du compte d'exploitation analytique, le suivi budgétaire, l'élaboration des tableaux de bord, et participera à l'analyse des résultats. Il proposera les actions correctives.

La réussite à ce poste, basé à Reims, vous ouvrira des opportunités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. CW 15 M4, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

BANQUE PRIVÉE

située à Paris

recherche pour s'intégrer dans son

DÉPARTEMENT RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONNELS

et participer au développement de la clientèle

- Homme ou femme de 30 ans environ diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Gestion, Economie ou Ecole de Commerce).
- Ayant une expérience soit du poste, soit de gestion de portefeuilles (Actions ou Obligations) et désireux d'évoluer vers une fonction de conseil à la clientèle recouvrant une vaste gamme de prestations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous la référence n° 1552 à :

APC INTERNATIONAL, 98, rue de la Victoire, 75009 Paris qui transmettra.

BANQUE MONÉGASQUE

Filiale d'un Grand Groupe Européen dans le cadre de son développement

recherche :

AUDITEUR interne

de formation supérieure comptable, vous avez 2-3 ans d'expérience, de préférence dans une société d'audit internationale ; connaissance de l'espagnol souhaitée.

Vous serez chargé d'assurer le contrôle général de nos procédures comptables, financières ainsi que l'identification et la qualification des risques.

Merci d'adresser votre dossier (CV + photo + prétentions) sous réf. ... au MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

LA PREMIERE ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

pour

gérer et animer en direct l'équipe du siège (cinquante salariés dont 25 cadres) assurer la gestion administrative et financière, démultiplier et coordonner des actions de conseils auprès des fédérations.

Profil exigé : formation bac + 5, expérience du management d'une équipe de cadres, bonne connaissance de l'outil informatique.

Lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à Madame la Présidente UNADMR.

184 A, rue du Fbg. Saint-Denis - 75010 PARIS.

Etre et Agir
au Cœur
de la Santé

DU PONT DE NEMOUH

RESPONSABLE
COMPTABLE ET
FINANCIER
ANALYSTE
COMPTABLE

Exploita

مركز من الإعلام

Etre et Agir
au Cœur
de la Santé

ROUSSEL UCLAF Groupe Pharmaceutique et Agrochimique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : Santé humaine, animale et végétale. Présentes dans le monde entier, nos équipes de recherche, développement, fabrication, marketing, ventes, démontrent chaque jour leur compétence et leur volonté de progresser.

Plus de 63 % de notre chiffre d'affaires réalisés à l'étranger, une quarantaine de filiale dans près de 30 pays, classées parmi les toutes premières sociétés nationales, voilà notre situation dans le monde.

Pour faire face à l'intensification de ses échanges internationaux, notre groupe recherche un cadre

FINANCEMENT EXPORT
ET TRESORERIE
FILIALES ETRANGERES

Ecole d'ingénieur (+ INSEAD ou ISA) ou diplômé HEC, votre expérience financière en milieu bancaire ou en entreprise est d'environ 2 à 3 années. Si elle a été acquise à l'étranger, c'est un atout supplémentaire. Votre anglais est courant, vous parlez si possible une deuxième langue.

Votre profil ? Financier bien sûr, mais aussi homme de marketing se caractérisant par sa forte capacité à communiquer, son caractère opérationnel, son esprit d'initiative et sa disponibilité (déplacements à l'étranger).

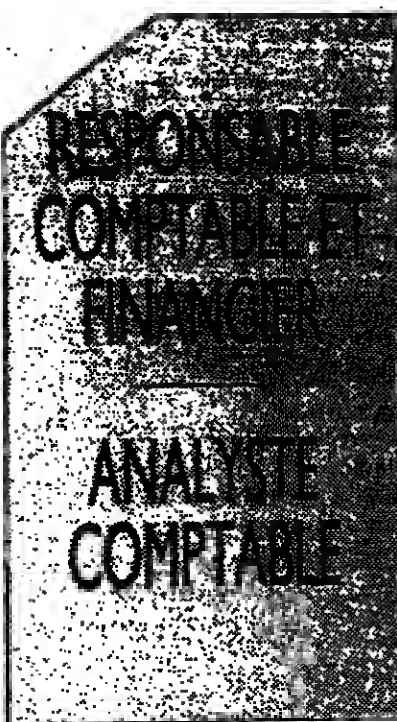
Au sein du Service Financement Export de notre Direction Financière, vous aurez pour mission d'analyser le risque à l'exportation, de prendre les garanties nécessaires dans chaque cas et d'assurer le suivi de la trésorerie des filiales étrangères.

Si la perspective de rejoindre un groupe évolutif vous tente, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 121/M, ROUSSEL UCLAF - Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

DU PONT DE NEMOURS

Dans le MONDE : 145 000 personnes,
135 implantations, 40 milliards de \$ de CA,
1 800 produits et gammes de produits
En FRANCE : 1 600 personnes,
6 milliards de francs de CA



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

DEPARTEMENT FINANCE

CADRE COMPTABLE ET
FINANCIER (Réf. CF)

Vous prendrez en charge la préparation du bilan fiscal ainsi que l'intégration fiscale du groupe DU PONT FRANCE. Vous effectuerez différentes analyses financières se rapportant aux résultats par produit. Vous avez une formation supérieure comptable (DEC/DEC) et une expérience d'au moins trois ans en comptabilité générale française.

ANALYSTE COMPTABLE (Réf. AC)

Vous serez responsable de la préparation des états financiers d'une des filiales du groupe ainsi que de la gestion des prix de cession.

De formation Ecole Supérieure de Commerce + MBA ou équivalent, vous êtes débutant ou avec une 1ère expérience.

La pratique de la micro-informatique alliée à une parfaite maîtrise de la langue anglaise sont nécessaires pour réussir dans ces fonctions.

Autonome et ayant le goût des contacts humains, vous vous ouvrirez de réelles possibilités d'évolution en intégrant notre groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence du poste choisi à :



Exploitant PME

Paris 250/280 KF + Bonus
Directement rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous serez chargé de créer et de développer un fonds de commerce d'entreprises de 30 à 500 MF de CA.

Ce poste très commercial vous permettra d'évoluer avec la croissance de la banque et d'apporter à vos clients un conseil global en vous appuyant sur la structure du groupe. Vous avez entre 30 et 35 ans, une expérience de l'exploitation PME, une formation supérieure et vous souhaitez avoir l'occasion de prendre, à terme, de plus grandes responsabilités.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle + tél à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous la réf. CK6594MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Cette filiale de grande banque française assure déjà le suivi et la compensation des opérations sur les marchés à terme pour le compte de la maison-mère comme de tiers. Elle intègre aujourd'hui les activités liées aux TCN et recherche le

Jeune responsable back-office

TCN

Directement rattaché au dirigeant de la société, il a pour mission de réorganiser les back-offices francs et devises, actuellement distincts, regroupant une douzaine de personnes, pour des volumes respectifs de 200 MF et 500 MF.

Cette action s'accompagne de la mise en place d'un système d'information permettant, outre le contrôle des opérations front-office, le reporting à sa direction et le suivi des risques.

Nous confierons cette création de poste à un diplômé de l'enseignement supérieur - DESS de back-office ou de finances, école de commerce... Une expérience préalable de 2 à 4 ans au sein d'activités de back-office de marchés le prédispose à prendre un poste à responsabilité dans une structure évolutive bénéficiant d'un encadrement de premier rang.

Michel DEEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence MDH 03.472 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

PLAIN CHAMPS



Donnez du souffle à votre carrière en rejoignant
le N°1 mondial

Conseiller de Gestion

Paris Sud

180/230 KF

Directement rattaché au Directeur Général Adjoint, vous aurez comme mission d'être le CONSEILLER recherché des adhérents en comptabilité, gestion, fiscalité et droit.

Vous serez également chargé du montage des dossiers d'investissement ou de transmission de magasins (successions, fin d'activité...).

Agé de 25/30 ans, de formation ESC, Sciences Politiques, Maîtrise de Gestion, vous avez acquis une première expérience à un poste financier (débutant pourquoi pas) et vous vous considérez autant

comme un homme de finance que comme un homme de contact. Ce poste polyvalent vous demandera beaucoup d'investissement personnel et nécessitera une grande mobilité mais vous apportera une évolution à la hauteur de vos ambitions.

Contactez Laurent Vergès au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. LV6684MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Importante société financière, en forte progression, leader dans le domaine
du crédit bail recherche son

Responsable des Comptabilités

Paris

300/350 KF

Au sein de la Direction Administrative et Financière, vous animerez une équipe de 5 personnes et aurez en charge chacune des comptabilités des sociétés affiliées constituant cette entité.

Patron de votre département, vous superviserez l'établissement des comptes, la validation des chiffres ainsi que le reporting aux organismes de contrôle des sociétés financières.

A 35/45 ans, vous avez une solide expérience comptable que vous avez impérativement acquise au sein d'une société financière ou d'une banque. Vous avez de préférence déjà encadré une équipe.

La maîtrise de la comptabilité des SICOM est un atout apprécié. Immédiatement opérationnel, votre talent d'animateur ainsi que vos qualités de rigueur et de sérieux vous permettront de vous adapter rapidement à un environnement dynamique, performant et exigeant.

Contactez Yves le Levreur au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle + tél à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. YLL6626MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Siège Européen d'un puissant groupe américain cherche pour une de
ses divisions son

European Manufacturing
Controller

Nord de Paris

380 KF +

Conseiller auprès de la direction opérationnelle pour les sites industriels en Europe, vous conduirez les réflexions financières (investissements, méthodes de calcul, analyses de risque...) et serez l'interlocuteur privilégié des Plant Controllers. Vous coordonnerez, dans le cadre d'une nouvelle organisation, le développement et la mise en place d'outils de gestion et participerez activement à l'amélioration de la productivité.

Agé de plus de 32 ans, de formation supérieure, vous avez une solide expérience de contrôle de gestion en milieu industriel. La bonne maîtrise de l'outil informatique est nécessaire. L'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6304MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

ANALYSTES DE CREDIT

Ce groupe financier de 300 personnes recherche des analystes de crédit pour Le Mans (une heure de Paris). Au sein d'une équipe de dix personnes, vous évaluez les risques financiers et juridiques. Homme ou femme de décision, vous êtes responsable des opérations de crédit-bail, de location financière et de crédit à moyen terme. Agé d'au moins 27 ans, de formation Sup de Co, maîtrise de gestion, option gestion-finances, I.T.B.... vous possédez une

expérience similaire de trois ans. Disponible et rigoureux, négociateur et possédant des capacités d'encadrement, vous recherchez un poste évolutif dans une société exigeante et dynamique. Merci d'adresser lettre motivée, CV, photo et rémunération actuelle et souhaitée à Olaf PECH en précisant la référence A/F9862M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.75. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

AFS Vivre Sans Frontière
Venez manager notre équipe

Nous sommes une association spécialisée dans les échanges internationaux de jeunes (anciennement Comité Français de l'American Field Service), at numéroté dans ce domaine avec le plus grand réseau mondial de pays (au nombre de 60) et de participants (10 000 par an), reconnue d'utilité publique et agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, nos partenaires sont prestigieux : AFS Intercultural Programs, EFIL (European Federation For Intercultural Learning) et le Ministère de l'Éducation de l'Ontario. Nous fonctionnons grâce à une équipe de salariés et un réseau important de bénévoles.

AFS VSF permet à des jeunes de vivre dans un autre pays, d'y apprendre la langue et d'en découvrir la culture. Grâce à cette expérience unique, nous leur offrons la chance de s'ouvrir au monde et des atouts pour réussir leur vie tant sur le plan professionnel qu'humain. Si vous partagez nos objectifs et si vous avez vécu une expérience semblable à l'étranger, devenez notre DIRECTEUR NATIONAL. Venez vous joindre à nous, à Fontenay-sous-Bois (94).

Oplômé d'études supérieures, vous avez plusieurs années en entreprise qui ont renforcé vos qualités de gestionnaire comme votre goût pour l'animation d'équipe. Vous aurez à prendre en charge notre budget (8 millions de F), à superviser l'ensemble de nos activités et à animer une équipe d'une douzaine de personnes. Vous serez amené à vous déplacer en France et à l'étranger. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous avez une expérience de la vie associative et la sans de l'humour. Ecrivez sous réf. 9115/LM qui nous assiste dans cette recherche.

CLEAS

6, place de la République 92017 PARIS.
MEMBRE DE SYNTec

BANQUE PRIVEE PARIS
recherche des

RESPONSABLES DE CLIENTELE
ENTREPRISES OU PARTICULIERS

3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire vous ont permis d'être confrontés à tous les aspects du métier de banquier.

Aujourd'hui, vous souhaitez avoir une réelle responsabilité dans la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises importantes ou de particuliers haut de gamme.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV + photo) sous la réf. 189/LM, à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex

Banque Française à taille humaine

Très bien implantés aux Antilles et en Guyane, nous connaissons un fort développement avec une croissance annuelle de 10 à 15 %.

Pour renforcer nos structures opérationnelles, nous créons un poste de :

Directeur Adjoint succursale Paris

Vous êtes responsable de l'ensemble de l'activité commerciale, clientèle entreprises et particuliers. Chargé d'animer une équipe d'exploitants, vous suivez en outre la gestion technique des opérations de commerce extérieur. En l'absence de la direction de la succursale, vous assurez le management d'une vingtaine de personnes au plan commercial, administratif et personnel.

A 35-40 ans, vous êtes un bon généraliste de la banque. De formation supérieure plutôt financière et juridique, vous avez une expérience confirmée d'une dizaine d'années en banque à des fonctions d'exploitation et d'animation (classe VI ou VII) ; de plus, vous avez une bonne connaissance des opérations internationales. Votre sens du contact, votre esprit d'équipe vous permettent de bien vous intégrer dans notre succursale.

La rémunération annuelle est de nature à attirer des candidats motivés.

Merci de nous adresser lettre, CV, et photo sous référence 4/250 M (à noter sur courrier et enveloppe), 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Ecole de gestion
+ DECF + langues

VALORISEZ
SUR L'EUROPE
VOTRE 1^{ère} EXPERIENCE
COMPTABLE

L'UFB LOCABAIL, leader européen des services financiers aux entreprises, filiale de la Compagnie Bancaire, recherche un auditeur jeune et motivé pour intégrer son service de contrôle interne et de coordination comptable de ses filiales étrangères (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne...) ou sein de la Direction Financière et Comptable.

Vous aurez pour mission de :

- conseiller nos filiales en matière de traitement et de comptabilisation du leasing et factoring.

- veiller à l'harmonisation comptable pour la consolidation groupe.

- organiser et animer le reporting de consolidation des filiales, en mettant en place des méthodes et des outils de transmission et de contrôle de données financières.

D'autre part, vous réaliserez des missions d'audit interne des services comptables à la demande de la Direction Financière et Comptable.

Vous avez une formation supérieure, école de commerce ou de gestion, ainsi que le DECF.

Vous avez acquis une 1^{ère} expérience d'environ 2 à 3 ans au sein d'un service comptable ou d'audit, de préférence dans une société financière.

Vous parlez couramment l'anglais, et si possible, une autre langue européenne et vous êtes motivé par de courtes missions à l'étranger.

Vous êtes attiré par un avenir ouvert, adressez votre candidature à Florence CALVAYRAC - Compagnie Bancaire - 5, avenue Kléber - 75116 Paris - sous réf. 879.



COMPAGNIE BANCAIRE

Pour renforcer son équipe de trésorerie devises, un établissement de tout premier plan recherche un

Jeune cambiste / Chargé d'études

Débutant ou première expérience

Rattaché au responsable de la trésorerie, vous aurez un double rôle. Au sein de l'équipe devises, vous participerez comme cambiste front-office à la gestion des positions de l'établissement. Parallèlement, vous aurez la responsabilité de développer des études statistiques et théoriques de stratégies et de résultats de l'activité devises.

Vous disposez d'une formation supérieure de tout premier plan à dominante scientifique, et souhaitez exercer une activité de haut niveau sur le marché des changes, dans un environnement intellectuellement très stimulant.

Contactez Jacques MIRANTE PERE au 45.62.90.00, ou envoyez un dossier de candidature sous référence JMP 1116 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél. : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

1^{ère} SESSION 1991Débutants,
et si vous pensiez
carrière informatique ?

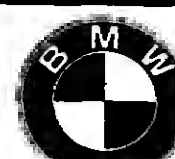
Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M43G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

FUTUR RESPONSABLE
DU CONTROLE DE GESTION

En 1990, BMW France a réalisé un chiffre d'affaires de près de 5 milliards de francs.

Dans un premier temps, votre mission consistera à prendre progressivement en charge notre système de prévision et de contrôle (plan à moyen terme, budget, reporting, analyse des écarts), à réaliser des missions d'audit, à optimiser les procédures...

A terme, votre évolution vous amènera à manager l'ensemble de la fonction contrôle de gestion de l'entreprise.

A 30 ans, de formation ESC/Maîtrise de Gestion idéalement complétée par un DECS, vous avez une expérience réussie de la fonction contrôle de gestion/audit au sein d'une structure internationale.

Vous maîtrisez l'Anglais, la connaissance de l'Allemand constituerait un plus.

Adressez votre dossier de candidature, photo et prétentions, sous réf. 91/02/M, à :

BMW FRANCE
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

52/54 rue de Silly

MARCHÉS FINANCIERS

La concentration dans le secteur financier néerlandais

La fusion entre Nat-Ned et N.M.B.-Postbank symbolise la « forteresse Hollande »

Le mariage entre la première compagnie d'assurances, Nationale Nederlanden, et la troisième banque des Pays-Bas, N.M.B.-Postbank, est scellé. Après que les adversaires de l'opération aient été éliminés, les deux groupes ont annoncé, dimanche 3 mars, que 95 % de leurs actions avaient été présentées à l'échange contre des titres de leur nouveau holding commun, Internationale Nederlanden.

LA HAYE

de notre correspondant

L'union Nat-Ned - N.M.B.-Postbank donnera naissance à une compagnie financière d'un genre nouveau aux Pays-Bas, comparable à la Générale de Belgique ou à Paribas, tant par la taille que par la « force de frappe ». Avec près de 48 000 salariés, le nouveau groupe sera le deuxième employeur des Pays-Bas, derrière les PTT et bientôt devant Philips. Avec une capitalisation boursière voisine de 45 milliards de francs, elle deviendra la première valeur nationale de la place d'Amsterdam. Shell et Unilever - inaccessibles numéros 1 et numéro 2 - étant à capitaux anglo-néerlandais.

La combinaison Nat-Ned - N.M.B.-Postbank occupera enfin une place préminente dans l'économie des Pays-Bas : l'assureur possède 5 % (maximum légal) de la quasi-totalité des sociétés néerlandaises (sauf Shell) cotées à Amsterdam ; il gère les fonds d'un grand nombre de caisses de retraite ; il est aussi le premier bailleur immobilier du pays. De son côté, le banquier, lui-même né d'une fusion récente (1989) et toujours en cours de réalisation, gère les comptes de plus de la moitié des ménages néerlandais, attribue quelque 40 % de prêts aux particuliers et contrôle 20 % des prêts d'affaires.

Un an après le mariage des banques ABN et AMRO, quelques mois après le rapprochement entre la Rabobank, la société d'assurances Interpolis et le groupe de placements Robeco, l'alliance Nat-

Ned - N.M.B.-Postbank constitue le dernier épisode du feuilleton de la concentration au sommet du secteur financier néerlandais, dont les cartes semblaient ainsi définitivement distribuées. La libre concurrence est-elle menacée par cette course effrénée à la taille internationale ? Certains le craignent, mais l'absence d'un contrôle préalable des fusions aux Pays-Bas démontre toute opposition. Le mariage Nat-Ned - N.M.B.-Postbank semble, de plus, devoir échapper à tout contrôle de la CEE, puisque la première réalise plus des deux tiers de son chiffre d'affaires européen aux Pays-Bas, où la seconde enregistre plus de 80 % de son chiffre d'affaires total.

Dernier épisode

Les milieux boursiers ont accueilli cette union avec des sentiments mitigés. Les péripéties juridiques de l'accolement ont au moins démontré aux investisseurs étrangers la désinvolture avec laquelle une société néerlandaise peut traiter ses actionnaires. La séparation entre la propriété d'une action et le droit aux dividendes, l'impossibilité de critiquer les décisions stratégiques de la direction, expliquent la sous-évaluation chronique des titres cotés dans la capitale néerlandaise. Les barrières anti-OPA font le reste. Comme 53 % des entreprises figurant au marché principal d'Amsterdam (selon une étude récente du groupe comptable Coopers et Lybrand), Internationale Nederlanden s'est réservée le droit d'émettre, en cas d'OPA, autant d'actions préférentielles qu'il y a d'actions normales alors en circulation.

Ces caractéristiques du capitalisme néerlandais rendent vains les espoirs de ceux qui souhaitent faire d'Amsterdam la « porte financière de l'Europe ». Si les entreprises néerlandaises se marient entre elles, c'est pour mieux défendre la « forteresse Hollande ».

CHRISTIAN CHARTIER

Les banques occidentales restructurent leurs créances sur le Nigeria

Les banques créancières du Nigeria, réunies dans le Club de Londres, sont parvenues, samedi 2 mars, à la signature d'un accord de principe portant sur la restructuration de 5,8 milliards de dollars (30 milliards de francs) de dette. Les créanciers auront le choix entre la vente de leurs créances au gouvernement de Lagos, avec une décote de 60 % environ, l'échange contre des obligations à taux d'intérêt réduit ou le report des remboursements. Cet accord intervient

quelques jours après l'annonce d'un programme de conversion d'une partie des créances publiques sur le Nigeria en investissements dans l'économie du pays. A janvier, le gouvernement du général Babangida s'était entendu avec les créanciers du Fonds monétaire international sur la poursuite d'une politique de réformes économiques. La dette extérieure du Nigeria atteint 35 milliards de dollars, divisés presque également entre créanciers publics et privés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIFEN

La Conseil Administration de la BIFEN - Banque Internationale du Financement et de la Négociation s'est réuni le 12 février 1991 sous la présidence de M. André NEURISSE et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Filiale du groupe de la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires (85 %), présidé par M. Jaen-Louis PETRIAT, et de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque (15 %), le BIFEN dispose de fonds propres dont le montant, avant affectation du résultat, atteint 221,5 millions de francs. Le total du bilan s'élève à 2 954,4 millions contre 2 288,1 millions un an auparavant.

Le produit net bancaire augmenta de 5,6 % pour atteindre 56,8 millions de francs et le bénéfice après impôt s'éleva à 18,5 millions de francs, soit une progression de 7,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires le versement d'un dividende de 5 francs par action, soit au total 5 millions de francs.

GMF

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices globaux de base 100 : 26 décembre 1989

22-241	1-2-81
Indice global	112,1
Indice des valeurs	112,2
Indice des actions	112,3
Indice des obligations	112,4
Indice des fonds	112,5
Indice des sociétés	112,6
Indice des valeurs étrangères	112,7
Indice des valeurs françaises	112,8
Indice des valeurs européennes	112,9
Indice des valeurs américaines	113,0
Indice des valeurs asiatiques	113,1
Indice des valeurs africaines	113,2
Indice des valeurs océaniques	113,3
Indice des valeurs australiennes	113,4
Indice des valeurs canadiennes	113,5
Indice des valeurs mexicaines	113,6
Indice des valeurs brésiliennes	113,7
Indice des valeurs argentine	113,8
Indice des valeurs chilienne	113,9
Indice des valeurs péruviennes	114,0
Indice des valeurs vénézuéliennes	114,1
Indice des valeurs colombiennes	114,2
Indice des valeurs cubaines	114,3
Indice des valeurs dominicaines	114,4
Indice des valeurs écuatériennes	114,5
Indice des valeurs équatoriennes	114,6
Indice des valeurs guatémaltèques	114,7
Indice des valeurs haïtiennes	114,8
Indice des valeurs honduriennes	114,9
Indice des valeurs nicaraguayennes	115,0
Indice des valeurs paraguayennes	115,1
Indice des valeurs péruviennes	115,2
Indice des valeurs vénézuéliennes	115,3
Indice des valeurs colombiennes	115,4
Indice des valeurs cubaines	115,5
Indice des valeurs dominicaines	115,6
Indice des valeurs écuatériennes	115,7
Indice des valeurs équatoriennes	115,8
Indice des valeurs guatémaltèques	115,9
Indice des valeurs haïtiennes	116,0
Indice des valeurs honduriennes	116,1
Indice des valeurs nicaraguayennes	116,2
Indice des valeurs paraguayennes	116,3
Indice des valeurs péruviennes	116,4
Indice des valeurs vénézuéliennes	116,5
Indice des valeurs colombiennes	116,6
Indice des valeurs cubaines	116,7
Indice des valeurs dominicaines	116,8
Indice des valeurs écuatériennes	116,9
Indice des valeurs équatoriennes	117,0
Indice des valeurs guatémaltèques	117,1
Indice des valeurs haïtiennes	117,2
Indice des valeurs honduriennes	117,3
Indice des valeurs nicaraguayennes	117,4
Indice des valeurs paraguayennes	117,5
Indice des valeurs péruviennes	117,6
Indice des valeurs vénézuéliennes	117,7
Indice des valeurs colombiennes	117,8
Indice des valeurs cubaines	117,9
Indice des valeurs dominicaines	118,0
Indice des valeurs écuatériennes	118,1
Indice des valeurs équatoriennes	118,2
Indice des valeurs guatémaltèques	118,3
Indice des valeurs haïtiennes	118,4
Indice des valeurs honduriennes	118,5
Indice des valeurs nicaraguayennes	118,6
Indice des valeurs paraguayennes	118,7
Indice des valeurs péruviennes	118,8
Indice des valeurs vénézuéliennes	118,9
Indice des valeurs colombiennes	119,0
Indice des valeurs cubaines	119,1
Indice des valeurs dominicaines	119,2
Indice des valeurs écuatériennes	119,3
Indice des valeurs équatoriennes	119,4
Indice des valeurs guatémaltèques	119,5
Indice des valeurs haïtiennes	119,6
Indice des valeurs honduriennes	119,7
Indice des valeurs nicaraguayennes	119,8
Indice des valeurs paraguayennes	119,9
Indice des valeurs péruviennes	120,0
Indice des valeurs vénézuéliennes	120,1
Indice des valeurs colombiennes	120,2
Indice des valeurs cubaines	120,3
Indice des valeurs dominicaines	120,4
Indice des valeurs écuatériennes	120,5
Indice des valeurs équatoriennes	120,6
Indice des valeurs guatémaltèques	120,7
Indice des valeurs haïtiennes	120,8
Indice des valeurs honduriennes	120,9
Indice des valeurs nicaraguayennes	121,0
Indice des valeurs paraguayennes	121,1
Indice des valeurs péruviennes	121,2
Indice des valeurs vénézuéliennes	121,3
Indice des valeurs colombiennes	121,4
Indice des valeurs cubaines	121,5
Indice des valeurs dominicaines	121,6
Indice des valeurs écuatériennes	121,7
Indice des valeurs équatoriennes	121,8
Indice des valeurs guatémaltèques	121,9
Indice des valeurs haïtiennes	122,0
Indice des valeurs honduriennes	122,1
Indice des valeurs nicaraguayennes	122,2
Indice des valeurs paraguayennes	122,3
Indice des valeurs péruviennes	122,4
Indice des valeurs vénézuéliennes	122,5
Indice des valeurs colombiennes	122,6
Indice des valeurs cubaines	122,7
Indice des valeurs dominicaines	122,8
Indice des valeurs écuatériennes	122,9
Indice des valeurs équatoriennes	123,0
Indice des valeurs guatémaltèques	123,1
Indice des valeurs haïtiennes	123,2
Indice des valeurs honduriennes	123,3
Indice des valeurs nicaraguayennes	123,4
Indice des valeurs paraguayennes	123,5
Indice des valeurs péruviennes	123,6
Indice des valeurs vénézuéliennes	123,7
Indice des valeurs colombiennes	123,8
Indice des valeurs cubaines	123,9
Indice des valeurs dominicaines	124,0
Indice des valeurs écuatériennes	124,1
Indice des valeurs équatoriennes	124,2
Indice des valeurs guatémaltèques	124,3
Indice des valeurs haïtiennes	124,4
Indice des valeurs honduriennes	124,5
Indice des valeurs nicaraguayennes	124,6
Indice des valeurs paraguayennes	124,7
Indice des valeurs péruviennes	124,8
Indice des valeurs vénézuéliennes	124,9
Indice des valeurs colombiennes	125,0
Indice des valeurs cubaines	125,1
Indice des valeurs dominicaines	125,2
Indice des valeurs écuatériennes	125,3
Indice des valeurs équatoriennes	125,4
Indice des valeurs guatémaltèques	125,5
Indice des valeurs haïtiennes	125,6
Indice des valeurs honduriennes	125,7
Indice des valeurs nicaraguayennes	125,8
Indice des valeurs paraguayennes	125,9
Indice des valeurs péruviennes	126,0
Indice des valeurs vénézuéliennes	126,1
Indice des valeurs colombiennes	126,2
Indice des valeurs cubaines	126,3
Indice des valeurs dominicaines	126,4
Indice des valeurs écuatériennes	126,5
Indice des valeurs équatoriennes	126,6
Indice des valeurs guatémaltèques	126,7
Indice des valeurs haïtiennes	126,8
Indice des valeurs honduriennes	126,9
Indice des valeurs nicaraguayennes	127,0
Indice des valeurs paraguayennes	127,1
Indice des valeurs péruviennes	127,2
Indice des valeurs vénézuéliennes	127,3
Indice des valeurs colombiennes	127,4
Indice des valeurs cubaines	127,5
Indice des valeurs dominicaines	127,6
Indice des valeurs écuatériennes	127,7
Indice des valeurs équatoriennes	127,8
Indice des valeurs guatémaltèques	127,9
Indice des valeurs haïtiennes	128,0
Indice des valeurs honduriennes	128,1
Indice des valeurs nicaraguayennes	128,2
Indice des valeurs paraguayennes	128,3
Indice des valeurs péruviennes	128,4
Indice des valeurs vénézuéliennes	128,5
Indice des valeurs colombiennes	128,6
Indice des valeurs cubaines	128,7
Indice des valeurs dominicaines	128,8
Indice des valeurs écuatériennes	128,9
Indice des valeurs équatoriennes	129,0
Indice des valeurs guatémaltèques	129,1
Indice des valeurs haïtiennes	129,2
Indice des valeurs honduriennes	129,3
Indice des valeurs nicaraguayennes	129,4
Indice des valeurs paraguayennes	129,5
Indice des valeurs péruviennes	129,6
Indice des valeurs vénézuéliennes	129,7
Indice des valeurs colombiennes	129,8
Indice des valeurs cubaines	129,9
Indice des valeurs dominicaines	130,0
Indice des valeurs écuatériennes	130,1
Indice des valeurs équatoriennes	130,2
Indice des valeurs guatémaltèques	130,3
Indice des valeurs haïtiennes	130,4
Indice des valeurs honduriennes	130,5
Indice des valeurs nicaraguayennes	130,6
Indice des valeurs paraguayennes	130,7
Indice des valeurs péruviennes	130,8
Indice des valeurs vénézuéliennes	130,9
Indice des valeurs colombiennes	131,0
Indice des valeurs cubaines	131,1
Indice des valeurs dominicaines	131,2
Indice des valeurs écuatériennes	131,3
Indice des valeurs équatoriennes	131,4
Indice des valeurs guatémaltèques	131,5
Indice des valeurs haïtiennes	131,6
Indice des valeurs honduriennes	131,7
Indice des valeurs nicaraguayennes	131,8
Indice des valeurs paraguayennes	131,9
Indice des valeurs péruviennes	132,0
Indice des valeurs vénézuéliennes	132,1
Indice des valeurs colombiennes	132,2
Indice des valeurs cubaines	132,3
Indice des valeurs dominicaines	132,4
Indice des valeurs écuatériennes	132,5
Indice des valeurs équatoriennes	132,6
Indice des valeurs guatémaltèques	132,7
Indice des valeurs haïtiennes	132,8
Indice des valeurs honduriennes	132,9
Indice des valeurs nicaraguayennes	133,0
Indice des valeurs paraguayennes	133,1
Indice des valeurs péruviennes	133,2
Indice des valeurs vénézuéliennes	133,3
Indice des valeurs colombiennes	133,4
Indice des valeurs cubaines	133,5
Indice des valeurs dominicaines	133,6
Indice des valeurs écuatériennes	133,7
Indice des valeurs équatoriennes	133,8
Indice des valeurs guatémaltèques	133,9
Indice des valeurs haïtiennes	134,0
Indice des valeurs honduriennes	134,1
Indice des valeurs nicaraguayennes	134,2
Indice des valeurs paraguayennes	134,3
Indice des valeurs péruviennes	134,4
Indice des valeurs vénézuéliennes	134,5
Indice des valeurs colombiennes	134,6
Indice des valeurs cubaines	134,7
Indice des valeurs dominicaines	134,8
Indice des valeurs écuatériennes	134,9
Indice des valeurs équatoriennes	135,0
Indice des valeurs guatémaltèques	135,1
Indice des valeurs haïtiennes	135,2
Indice des valeurs honduriennes	135,3
Indice des valeurs nicaraguayennes	135,4
Indice des valeurs paraguayennes	135,5
Indice des valeurs péruviennes	135,6
Indice des valeurs vénézuéliennes	135,7
Indice des valeurs colombiennes	135,8
Indice des valeurs cubaines	135,9
Indice des valeurs dominicaines	136,0
Indice des valeurs écuatériennes	136,1
Indice des valeurs équatoriennes	136,2
Indice des valeurs guatémaltèques	136,3
Indice des valeurs haïtiennes	136,4
Indice des valeurs honduriennes	136,5
Indice des valeurs nicaraguayennes	136,6
Indice des valeurs paraguayennes	136,7
Indice des valeurs péruviennes	136,8
Indice des valeurs vénézuéliennes	136,9
Indice des valeurs colombiennes	137,0
Indice des valeurs cubaines	137,1
Indice des valeurs dominicaines	137,2
Indice des valeurs écuatériennes	137,3
Indice des valeurs équatoriennes	137,4
Indice des valeurs guatémaltèques	137,5
Indice des valeurs haïtiennes	137,6
Indice des valeurs honduriennes	137,7
Indice des valeurs nicaraguayennes	137,8
Indice des valeurs paraguayennes	137,9
Indice des valeurs péruviennes	138,0
Indice des valeurs vénézuéliennes	138,1
Indice des valeurs colombiennes	138,2
Indice des valeurs cubaines	138,3
Indice des valeurs dominicaines	138,4
Indice des valeurs écuatériennes	138,5
Indice des valeurs équatoriennes	138,6
Indice des valeurs guatémaltèques	138,7
Indice des valeurs haïtiennes	138,8
Indice des valeurs honduriennes	138,9
Indice des valeurs nicaraguayennes	139,0
Indice des valeurs paraguayennes	139,1
Indice des valeurs péruviennes	139,2
Indice des valeurs vénézuéliennes	139,3
Indice des valeurs colombiennes	139,4
Indice des valeurs cubaines	139,5
Indice des valeurs dominicaines	139,6
Indice des valeurs écuatériennes	139,7
Indice des valeurs équatoriennes	139,8
Indice des valeurs guatémaltèques	139,9
Indice des valeurs haïtiennes	140,0
Indice des valeurs honduriennes	140,1
Indice des valeurs nicaraguayennes	140,2
Indice des valeurs paraguayennes	140,3
Indice des valeurs péruviennes	140,4
Indice des valeurs vénézuéliennes	140,5
Indice des valeurs colombiennes	140,6
Indice des valeurs cubaines	140,7
Indice des valeurs dominicaines	140,8
Indice des valeurs écuatériennes	140,9
Indice des valeurs équatoriennes	141,0
Indice des valeurs guatémaltèques	141,1
Indice des valeurs haïtiennes	141,2
Indice des valeurs honduriennes	141,3
Indice des valeurs nicaraguayennes	141,4
Indice des valeurs paraguayennes	141,5
Indice des valeurs péruviennes	141,6
Indice des valeurs vénézuéliennes	141,7
Indice des valeurs colombiennes	141,8
Indice des valeurs cubaines	141,9
Indice des valeurs dominicaines	142,0
Indice des valeurs écuatériennes	142,1
Indice des valeurs équatoriennes	142,2
Indice des valeurs guatémaltèques	142,3
Indice des valeurs haïtiennes	142,4
Indice des valeurs honduriennes	142,5
Indice des valeurs nicaraguayennes	142,6
Indice des valeurs paraguayennes	142,7
Indice des valeurs péruviennes	142,8
Indice des valeurs vénézuéliennes	142,9
Indice des valeurs colombiennes	143,0
Indice des valeurs cubaines	143,1
Indice des valeurs dominicaines	143,2
Indice des valeurs écuatériennes	143,3
Indice des valeurs équatoriennes	143,4
Indice des valeurs guatémaltèques	143,5
Indice des valeurs haïtiennes	143,6
Indice des valeurs honduriennes	143,7
Indice des valeurs nicaraguayennes	143,8
Indice des valeurs paraguayennes	143,9
Indice des valeurs péruviennes	144,0
Indice des valeurs vénézuéliennes	144,1
Indice des valeurs colombiennes	144,2
Indice des valeurs cubaines	144,3
Indice des valeurs dominicaines	144,4
Indice des valeurs écuatériennes	144,5
Indice des valeurs équatoriennes	144,6
Indice des valeurs guatémaltèques	144,7
Indice des valeurs haïtiennes	144,8
Indice des valeurs honduriennes	144,9
Indice des valeurs nicaraguayennes	145,0
Indice des valeurs paraguayennes	145,1
Indice des valeurs péruviennes	145,2
Indice des valeurs vénézuéliennes	145,3
Indice des valeurs colombiennes	145,4
Indice des valeurs cubaines	145,5
Indice des valeurs dominicaines	145,6
Indice des valeurs écuatériennes	145,7
Indice des valeurs équatoriennes	145,8
Indice des valeurs guatémaltèques	145,9
Indice des valeurs haïtiennes	146,0
Indice des valeurs honduriennes	146,1
Indice des valeurs nicaraguayennes	146,2
Indice des valeurs paraguayennes	146,3
Indice des valeurs péruviennes	146,4
Indice des valeurs vénézuéliennes	146,5
Indice des valeurs colombiennes	146,6
Indice des valeurs cubaines	146,7
Indice des valeurs dominicaines	146,8
Indice des valeurs écuatériennes	146,9

BOURSE DU 4 MARS

Cours relevés à 10 h 31

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Schneider lance une OPA sur l'Américain Square D

Schneider a décidé de passer à l'offensive. Le groupe français vient de décider de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur la totalité du capital de la firme du fabricant de matériel électrique de Paletine (Illinois) à 78 dollars par action, soit le prix initialement proposé par la firme française (*Le Monde* du 21 février) lors d'une première démarche, qui était alors «amicale».

L'offre publique d'achat, qui démarre le 4 mars, prend fin le 29 mars prochain à midi. Le but de la manœuvre, confirme-t-on dans l'entourage de M. Didier Pineau-Valencienne, le président de Schneider, est bel et bien de placer le conseil d'administration de Square D, résolument hostile à une prise de contrôle par la firme française, en porte-à-faux avec ses actionnaires. «Si une majorité se dégage en faveur de l'OPA, le bord sera dévoué et vraisemblablement remplacé lors de l'assemblée générale du 24 avril», ajoute-t-on.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

«Nos voisins du Maghreb», par Jacques Roussau ; «Modernité, fondamentalisme et révolution», par Christian Delplace ; «A travers la ravine», par Frédéric Gausson..... 2

La Thaïlande

sous la coupe de l'armée
Un homme d'affaires nommé premier ministre..... 9

Les Pays-Bas

entre la tradition et le doute..... 11 à 14

La tension persiste à la Réunion

La personnalité ambiguë de M. Camille Sudre, fondateur de T44 Free-DOM..... 15

Portrait

de M. Georges Gorse
Les regrets discrets de l'ancien ministre du général de Gaulle..... 15

Sursis à Tréboude

Le Conseil d'Etat a ordonné la suspension des travaux du port de plaisance..... 16

Médiation pénale

Avantages et inconvénients d'un système encore expérimental..... 17

Écrits sur la musique...

Deux compositeurs, André Boucourechliev et François-Bernard Mâche, peinent la musique en liberté..... 19

...et sur le cinéma

Fritz Lang, Samuel Fuller, Eric von Stroheim ont écrit des textes qui ressemblent à leurs films..... 20

SECTION B

Négociations salariales

Les incertitudes économiques favorisent le rigueur ou l'entêtement..... 23

Chutes des bénéfices d'ICI

La géant britannique de la chimie annonce une baisse de 36 % de ses résultats..... 24

La Tchecoslovaquie

réoriente son commerce
L'Allemagne devrait en être le principal bénéficiaire..... 25

Controverse

sur une fausse nouvelle
La justice limite la responsabilité de l'Agence France-Presse..... 26

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Afrique disparaît • La chronique de Paul Fabra..... 27 à 29

Services

Abonnements..... 26
Annonces classées..... 30 à 35
Carnet..... 26
Loto..... 26
Marchés financiers..... 36-37
Météorologie..... 22
Mots croisés..... 26
Radio-Télévision..... 22
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LEM

Le numéro du « Monde » daté 3-4 mars 1991 a été tiré à 530 119 exemplaires.

SRI-LANKA

L'assassinat du ministre de la défense est un coup très dur pour le régime

La mort, samedi 2 mars, d'un ministre de la défense, M. Ranjan Wijeratne (*Le Monde* daté 3-4 mars), représente un coup très dur pour le gouvernement de Colombo. Ministre d'État à la défense - le président Premadasa étant ministre en titre - M. Wijeratne était en fait l'homme fort de Sri-Lanka. Cet éminent asexagénaire au cheveu blancs menait, d'une main de fer, la lutte contre les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul), sans doute responsables de l'attentat. C'est aussi lui qui, en 1989, avait démantelé le mouvement terroriste éinghala du JVP (Front de libération populaire) qui tentait, depuis 1971, de s'emparer du pouvoir par la violence.

A l'époque, Amnesty International s'était inquiété des méthodes employées par M. Wijeratne et qui auraient fait, en un an, environ 25 000 victimes. Utilisant systématiquement le contre-terrorisme, par le biais d'escadrons de la mort qui torturaient et massacraient sans pitié les partisans du JVP ou soupçonnés tels - en particulier les jeunes - laissant les cadavres aux bords des routes en signe d'avertissement, les forces de l'ordre étaient parvenues à pacifier le sud de l'île. Ce sont des méthodes d'une brutalité similaire qui sont utilisées dans le nord et le nord-est du pays con-

tre le LTTE qui, après une longue trêve, a repris l'offensive contre Colombo le 11 juin dernier.

Les espoirs d'une solution pacifique s'étaient en quelques jours évaporés après les massacres de policiers et de soldats par les militants du LTTE. Depuis, les morts se comptent par milliers. Comme d'habitude dans ces conflits, c'est la population civile qui paie le tribut le plus lourd. Dès les premières semaines de la reprise des combats, plus de cent mille familles avaient fui la zone des combats, le terrorisme d'un camp, la répression et les bombardements de l'autre.

«Une guerre totale»

M. Wijeratne ne cachait pas sa volonté d'éliminer le LTTE cette année, comme le JVP en 1989. Il avait obtenu que les effectifs de l'armée passent d'environ 65 000 à 100 000 hommes. Il voulait vider le nord tamoul, bastion du LTTE, de toute sa population, pour le regrouper dans des camps, afin de permettre à ses troupes d'opérer librement. Colombo avait même négocié, juste avant le conflit du Golfe, la fourniture d'armes par l'Irak.

Meis surtout, M. Wijeratne ne mâchait pas ses mots. Il appréciait les formules les plus brutales alors que son président, dont il avait toute la confiance, jouait les conciliateurs. «Le combat du LTTE comme je le combats n'importe quel ouïe groupe terroriste. Ce sont des criminels et nous les éliminerons. C'est une guerre totale». Il se peut qu'il y ait quelques civils tués,

Le conflit du Golfe

Plus de 62 000 soldats irakiens ont été faits prisonniers

Plus de 62 000 soldats irakiens ont été faits prisonniers à ce jour par les forces de la coalition alliée, a indiqué dimanche 3 mars à Riyad un porte-parole des forces américaines, le général Richard Neal.

En outre, 1 405 soldats irakiens ont été capturés dimanche par les forces américaines sur l'île koweïtienne de Faylaka, a précisé l'officier américain, au cours de son point de presse quotidien. La situation sur cette île est encore confuse, a toutefois noté le général Neal, même si le drapeau koweïtien y a été hissé.

Des incidents isolés ont encore été signalés au cours des dernières vingt-quatre heures, a poursuivi le général Neal. Le plus sérieux a opposé samedi matin des chars irakiens à la 24^e division mécanisée américaine. «Celle-ci a riposté, détruisant plusieurs chars», a dit le général Neal. Des prisonniers ont également été faits lors de cet accrochage.

Le général Neal a également fait état de l'explosion d'une mine, vendredi, qui a causé la mort d'un marin et en a blessé trois autres. Dans un autre incident, un soldat de la 3^e division blindée qui se trouvait à bord d'un véhicule est mort après avoir été atteint par un état à la suite de l'explosion d'une mine.

Par ailleurs, une femme pilote américaine a été tuée samedi pour la première fois dans la guerre du Golfe ainsi que trois autres membres d'équipage de l'hélicoptère Chinook qu'elle pilotait et qui s'est écrasé accidentellement dans le nord de l'Arabie saoudite, ont

annoncé lundi les autorités militaires américaines.

A Washington, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré samedi que les États-Unis envisagent de laisser quelque part au Moyen-Orient une quantité suffisante de chars, de pièces d'artillerie et d'autres armes pour équiper une division lourde. «L'une des choses que nous avons évoquée avec certains des représentants de la région est la possibilité de laisser des équipements déjà en place pour une division blindée, de façon que, si nous devons revenir, nous puissions le faire dans un délai beaucoup plus court», a-t-il dit à la chaîne CNN.

Daos le cadre des dispositions qui seront prises pour la sécurité régionale de l'après-guerre, M. Cheney a jugé probable que Washington renforce sa présence navale de la mer du Golfe et s'assure une «présence aérienne plus efficace».

Il a dit que les dispositifs de sécurité futurs devaient être mis au point avec les alliés des États-Unis ou sein de la force multinationale qui a chassé l'Irak du Koweït. M. Cheney a ajouté que le secrétaire d'État James Baker examinerait des mesures de sécurité à long terme au cours de la tournée régionale qu'il entame la semaine prochaine.

Le secrétaire à la défense a encore déclaré qu'il espérait avoir un plan de retrait des troupes du Golfe «d'ici une semaine ou deux» - (AFP, Reuters, AP).

A nos lecteurs

Notre journal procède à une modification de l'identification de ses différentes éditions. Désormais, notre première édition sera éditée, en première page, à côté du titre *Le Monde*, par une étoile accompagnée de la mention «Bourse». La deuxième édition comportera deux étoiles également accolées à la mention «Bourse». Ces changements sont rendus nécessaires par la cotation en continu de la Bourse de Paris et par le fait que, dès notre première édition, nous publions les cours de la matinée et non plus, comme naguère, les cours de la veille.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 mars

Valse hésitation

La semaine a commencé rue Vivienne sur un petit air d'indécision. D'abord en progression, le marché s'est ensuite bati de faire marche arrière pour repartir de l'avant, si bien qu'aux alentours de 11 heures, l'indice CAC-40 - initialement en hausse de 0,20 % - puis en léger repli de 0,06 % - se trouvait à 0,22 % au-dessus de son niveau de vendredi dernier. Ici comme sur les autres places, les investisseurs s'interrogent sur les perspectives économiques mondiales, maintenant qu'un point final semble avoir été mis à la guerre dans le Golfe.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Je m'ennuie déjà

C'est, c'est fini ! Pas tout à fait, d'accord, mais bon, elle se termine, cette guerre en direct, avec ses rebondissements, ses coups de théâtre, ses suspenses, ses alertes. Terminé, l'angoisse des attaques de Saddam, la dernière provocation de l'émir-roi de Koweït libéré au vol d'une bagnole louée par l'équipe de la CBS.

Et pour les drogués de l'info dont je suis, s'arrêcher depuis bientôt trois mois à leur train-train, à leurs annus, le transmetteur vissé à l'oreille, l'œil qui traîne sur des écrans ouverts jour et nuit, la main sur le téléphone : Combien ils ont dit qu'il y avait de prisonniers irakiens, j'ai pas compris, on s'impressionne de se retrouver, un peu étonnés, un peu déçus dans une salle de cinéma quand les lumières se rallument sur le générique de fin.

Si je m'en réjouis ? Et comment ! Ne me faites pas dire ce que j'ai pas dit. Simplement, là, aujourd'hui, avec Gainsbourg qui se barre, on pouvait compter sur lui, pour pas la rater, sa sortie, et l'opposition qui, elle, prépare sa

rantrée, j'ai le moral à zéro. Je suis en manque. Normal, les télévisions, les radios, ont nettement diminué mes doses et je retombe de mon haut. Ce matin, sur TF 1, j'ai eu droit qu'à trois petits quarts d'heure de Lulliot. Aucune chance de voir ce soir PPDA prolonger sa visite jusqu'à 21 h 20 ou 30. Sur la Cinq, le spécial Golfe de 19 h 30 remplace ses cartes d'état-major, et ses vieux militaires cadent l'antenne aux jeunes crédites de «Happy Days».

Après Bush et mon Mimi, on était pendus à leurs lèvres, jamais ils n'ont été meilleurs, va falloir se rattraper. Chévenement, son nouveau parti social et les éruditions du Jacquot. Au lieu de s'interroger sur la durée de la guerre, on va reprendre des paris sur celle du gouvernement de Rocky. A la place de ce formidable feuilleton tourné dans les sables de l'Arabie par les paras, les marines et les rats du désert, on bellerait la tête sous les balles de séries B minables dont les héros vont s'abattre, roués de coups, sur nos toiles cirées et se relever sans une égratignure. On s'y fera, bien sûr. Et puis bon, à nous les peace games !

Surveillance renforcée des frontières

Le Brésil se protège contre l'épidémie de choléra qui sévit au Pérou

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les premières informations concernaient l'apparition de cas de choléra au Brésil, après le Pérou, se sont révélées erronées. Les personnes suspectées d'être contaminées, dans l'Etat frontalier de l'Acra, à la frontière boliviano-péruvienne, et à Manaus, en Amazonie, n'étaient finalement victimes que d'un banal indigestion intestinal. Mais la crainte demeure.

Lors de son déplacement à Lima au milieu de la semaine dernière (1), le ministre de la santé brésilien, M. Alceu Guerra, avait exprimé son inquiétude de ces termes : «Notre préoccupation ne concerne pas tant les grandes villes du Sud (Rio-de-Janeiro et São Paulo) que l'Amazonie. Trente-huit rios traversent notre frontière commune avec le Pérou et l'arrivée de la maladie dans cette région nous causerait des problèmes logistiques sanitaires considérables. Cela d'autant plus qu'il y a les garimpeiros (chercheurs d'or) et les indiens Tucanos circulant normalement dans ces régions frontalières».

Un impact économique

Les autorités de Brasília n'envisagent cependant pas de fermer les frontières, et l'exemple de la ville de Tabatinga, où le maire a interdit toute entrée d'hommes et de marchandises en provenance du Pérou, ne devrait pas connaître de suite.

Reste qu'un certain nombre de mesures préventives ont déjà été prises, à commencer par une sur-

veillance renforcée des frontières, où les personnes en provenance du Pérou sont mises en garde contre les risques qu'elles encourrent. Il leur est délivré une liste d'hôpitaux où elles sont priées de se rendre si les symptômes de la maladie apparaissent.

Brasília redoute, d'autre part, un impact sur l'économie du pays. Au Pérou, les pertes enregistrées du fait de l'impossibilité d'exporter certains produits, comme le poisson et les produits maraichers, ont déjà été évaluées à 300 millions de dollars (environ un milliard et demi de francs). Un chiffre qui correspond au dixième du montant des exportations annuelles. Cette estimation prend aussi en compte l'importante baisse du tourisme qui représente à lui seul 60 millions de dollars.

Pour le président péruvien de la CONFIEP (Confédération nationale des entreprises privées), ces difficultés interviennent au plus mauvais moment. «Le Pérou ne peut pas se permettre le luxe de perdre un seul dollar en cette période de réajustement», a cette affirmation de M. Jorge Camet vaut aussi pour le Brésil. Et M. Arnaldo Barbosa, ministre de la santé de l'Etat de l'Acra, a, lui, déjà, lancé un cri d'alarme en estimant que son Etat était incapable d'éviter l'arrivée de l'épidémie.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Les ministres de la santé de sept pays latino-américains (Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) se sont réunis mercredi 27 février, à Lima, pour étudier les problèmes causés par l'épidémie et rechercher des mesures communes pour l'enrayer.

ECHecs : le Tournoi de Linares

Troisième défaite de Karpov

Battu par Anand dans la deuxième ronde (*Le Monde* du 14 février), puis par Ljubojevic dans la troisième, Karpov a subi une autre défaite dans la cinquième ronde du Tournoi de Linares (Espagne), face à Ivantchouk, le «tombereau» de Kasparov lors de la première ronde. Du coup, l'ancien champion du monde, relégué à l'avant-dernière place, a fait reporter sa partie contre Gelfand, pour cause de «maux d'estomac».

Quant au champion du monde, il effectue un parcours moyen après les deux premières rondes : une victoire contre Gurevitch et trois nuls devant Salov, Spelman et Timman. Il reste sept rondes à jouer.

Changement après six rondes : 1. Beliavsky, Youssoupov 4,5 ; 2. Ljubojevic, Youssoupov 4 ; 3. Kasparov 3,5 ; 4. Timman, Gelfand 3 ; une nulle ; 5. Anand 3 ; 6. Spelman 2,5 ; 7. Gurevitch 2 ; 8. Karpov, Salov 1,5 ; une nulle ; 9. Kramnik, Ivantchouk 1,5.

LES FEMMES REAGISSENT...

LES GRANDS "NON" DE LA MODE

► NON, à cette petite robe noire toute simple à 4 900 F (Oh !).

► NON, à ce chemisier de soie ravissant, mais l'étiquette indique 2 800 F (Ah !).

► NON, à ce tailleur plutôt sympa, mais le veste est à 5 400 F et la jupe à 1 800 F, alors NON.

► NON et NON, à tous ces vêtements, qui dépassent 10 000 F (et aussi l'entendement), ces robes du soir à des prix châtiments. NON et NON.

► OUI, il est bien plus amusant de faire des folles de tissus, pleins de tissus, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

سكز لمن لا يملك